Rédacteur en chef : Claude Julien

Prix: 5 F

ste: 5,00 DA Marce: 5,00 cm.
ada: 1,25 S c. Roy-Uni: 33 p.
gne: 60 pes. Suisse: 3 F.S
Tuntsie: 500 cml.

Abonnements: voir tarif page 22.

Publication mensuelle (vingt-denxième année) éditée par

Se Monde

LE MONDE diplomatique

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IXº

Directeur: Jacques Fauvet

Lire pages 9 à 14:

UNE ARME POLITIQUE DE CHOC:

L'ALIMENTATION

Simulacres

Par CLAUDE JULIEN

VEC huit millions deux cent milla chômeurs, dont un million buit cent mille ne perçoivent aucune allocation, les Etate-Unis atteignent un taux connel d'inflation de 14,4 % : c'est l'une des images de la crise des riches. Ailleurs dans le mende, six cent cinquante millions d'êtres bumains — et leur nombre s'accroît chaque année — subsistent, ou meurent, avec moins de 220 F par no : c'est, sans doute, le plus tragique aspect de la crise des pauvres. Nul ce peut s'y tromper : si mel défini soit-il, un lien puissant unit étroitement ses deux faces d'un même problème. Profondément et durablement entamée, la prospérité des uns continue de peser sur l'absolue misère des autres.

Esquissées non sans mauvaise foi, les plus péremptoires démonstrations ne chuegeut rien à quelques fuits déterminants : dons la récession qui les frappe, les nations iodustrialisées continuent de tirer profit de la détérioration des termes de l'échauge dant souffrent les poys sous-développés (voir page 6), et elles droinent vers elles l'essentiel des ressources financières dégagées por l'eugmentation du prix de l'énergie (voir page 7).

Le système économique dominant serait encore plus durement atteint s'il ne bénéficiait de cette rente de situation. Prisonniers de leors œillères, ses dirigeauts continuent pourtant de chercher une solution dans des voies qui, pour avoir fait leurs preuves, o'eu soet pas moins, unjourd'hui, sans issue.

E vocabulaire ufficiel donne cependant l'impression que les responsables sont résoles, ou résignés, à rompre avec des conceptions que les faits mettent à rude épreuve. Ainsi, à propos de la crise intérieure, M. Giscard d'Estaing, fin juillet, a parlé de « nouvelle croissance », tout comme M. Henry Kissinger, à propos de la crise mondiale, cononçait deux semaines plus tard une « nouvelle approche » do problème des relations entre pays industrialisés et cotions prodétaires.

Mais la magia des mots est impuissante à modifier les réalités économiques, à faire reculer les intérêts qui se croient bien assis. D'au le toor irréel que prenoent les débats de ces deux sessions spéciales euxquelles ont êté convoquées, eo ce début de septembre, l'Assemblée nationale à Paris et les Nations unies à New-York. Si dissemblables que soient ces deux forums, ils ont en commun d'envisager de simples correctifs, des replâtrages, des concessions mineures, ulors qu'il conviendrait, comme le disait sans trop y croire le président de la République, de « changer de cop ».

Mais, changer de cop, ca seroit hourter de tels privilèges, bouleverser de telles habitudes de penuée et de vie, que chacun hésite devant les vives réactions économiques, sociales et politiques qui no mondusquient pas d'Étre décleuchées. En gros, on laisse donc le navire courir sur son èrre : s'il se brise sur des écueils, la catastrophe apparaîtra comme une espèce de fatolité à laquelle nul d'aurait pu le soustraire. Alors que, à vraiment changer de cop, le moindre occident de parcaurs serait imputé ou copitaine assez téméraire pour s'être aventuré à explorer des téméraires incoonus. Le peur du changement réjoint l'absence d'imagination pour conseiller une fausse prudence qui écarte taute véritable innovation.

KISSINGER o'a d'ailleurs laissé aucune illusion à ce sujet. Dans una série d'uflocations qui ont parsemé ces deux derniers mais, le secrétaire d'État eméricain o dénocé les pays qui, par des « pressions » et par le « chantage », « s'efforcent d'extorquer » à l'Occident des avantages substantiels; taut en parlaot pieusement d' « Interdépendance », il o réprimandé quiconque ne reconnaîtrait pas la supériorité do système américoin; s'il envisage un « traité multilatèral » réglementant l'activité des firmes multinationales, il entend foire respecter les mécanismes qui leur assurent un taux de profit supérieur à celui des firmes opéraut à l'intérieur d'un cadre national; et si, sons prononcer le mot de corruption, il u évoqué les « troctations financières douteuses » auxquelles elles se livrent, rien dans ses propositions ne laisse présager que de telles pratiques puissent être

La « nouveauté » consistera dans à changer les oripeaux qui bubillent de fort ancienues méthodes d'exploitatioe. Et pourtuet, si l'économie occidendale vent se danner un nouveu souffle, elle ne peut la trouver dans une prolongation de ses modèles uctuels de production et de consommation, dans l'hypothétique découverte de nouveaux gadgets un de nouvelles formes de gaspillage qui lui assureraient une illusoire et éphémère relance. Le champ qu'elle peut explorer loi est offert par le milliard d'êtres bumains qui vivent ovec moins de 880 F por un. Insolvable, cette clientèle u'en est danc pas une selon la loi du profit. Et espendant c'est pour elle qu'on peut et qu'il font produire. Vision délitante pour les maîtres à penser et les technocrates d'un système qu'ils savent en crise et qui se cramponnent malgré tout oux couceptions qui l'ant condaît dans l'impasse.

Les gouvernements ue sont pas seuls à hésiter devaut les risques qu'impliquerait une « nouvelle croissance ». En dépit des polèmiques qui les dressent les uns contre les autres, les syndicats ouvriers et les urganisations potroucles sont plus proches, plus salidaires qu'ils ne le croient : le discours idéologique les sépare, mais tous enferment leur peusée et leurs recherches dons un codre occidental étroit, ulars que le salut, qui n'îre pas sons sacrifices, résiderait dans un renvarsement rodical de leurs relations avec l'homanité sous-développée et exploitée. Il u'est pourtant pas question de charité, pas même de justice, notions vieillottes et démodées, mais de survie.

LE NOUVEAU SUD-VIETNAM

Encadrer, rééduquer, nourrir...

AY dung doi moi »: on pourrait traduire par changer la via. Cet objectif, on le retrouve en slogan partout depuis quatre mois. A le radio, dans les réunions des comités, clamé par haut-parieurs dans les rues. Mais l'expression laisse perplexe beaucoup de Saigonnais : une nouvelle vie? Laquelle? Celle qui s'organise, qui est déjà organisée? Le Vietnam retrouvet-il enfin son âme?

Les garants de ce renouveau ce sont les bô dôi, les soldats de la libération, hommes du Nord, comiprésents à Saigon, inexistants dans les campagnes où évoluent quelques rares ex-maquisards. De toute façon, il n'y e plus, de la Chine à la pointe de Camau, qu'une scule armée vietnamienne, toutes origines confondues. Armée sans insigne ni grade apparent, composite, depuis les maquisards du Sud à chapeau mou jusqu'aux jeunes réguliers du Nord, étudiants de Hanoi naifs et graves. Armée politique et respectueuse du peuple. Il faut six à neuf mois pour former un bô dôi : un quart de formation militaire, trois quarts de formation civique et politique; aussi, quels guerriers i Rien du sondard ni du superman, le soldat vietnamien, attentif aux petites gens, l'œli aux aguets, obêit à ses chefs le doigt sur la détente et garde, lucide, la révolution en cours. Une grande maîtrise de soi lui est nécessaire devant les attentats individuels qui se sont multipliés depuis joillet à Sáigon'; aussi, il s'initée aux combats de rue et au gilet pare-balles.

Pour savoir comment s'opère le changement de la vie, il n'est pas suffisant de lire Saigon Giai Phong (Saigon libéré), le quotidien officiel. Ou alors, il fandrait se livrer à une savante exégèse à laquelle les Saigonnais ne soot pas encore entraînés. Avant, peu lisaient le journal. On le louait pour y parcourir la chronique sur la vie des artistes et les rubriques sportives. Or, il fant bien l'admettre, Saigon Giai Phong est jugé mortellement ennuyeux par les Saigonnais, et la vente à la criée par les gamins ne rapporte pas assez pour qu'ils continuent ce négoce : le nombre des acheteurs s'est effondré malgré une baisse du prix du numéro. D'ailleurs, on n'imprime pas les décisions importantes. L'information est à recueillir ailleurs.

A la radio, par exemple, où les nouvelles sont transmises à n'importe quelle heure de la journée, sans programme fixe. Depuis de nombreuses années, on vivait la radio branchée à côté de soi, même la nuit, en dormant. Mais c'était pour entendre des cris de haine et les statistiques des morts quotidiens. Aujourd'hui, on apprend les nouvelles par haut-parleurs fixès sur les toits des fourgonneites « Lambro » ou par mégaphones que transportent, an fond des ruelles, des jeunes à bicyclette. Ils hurient n'importe quand, dès 5 heures du matin. La jeune fille, l'adolescent, viennent lire eu carrefour le papier que leur a communiqué le comité du quartier. Il faut écouter ces consignes, ces slogans, ces mots d'ordre : « Allez remplir votre troisième questionnaire,

* Auteurs de Birmanie, collection « Petite Pianète », Le Seuil, Paris, 1975. Par CI. DELACHET et E. GUILLON *

celui sur la profession, au comité X », « Les femmes devraient porter de préférence des pantalons noirs, c'est plus pratique et plus modeste », « 11 faut se rendre ce soir à la grande assemblée populaire rue Y », « Notre vénéré oncle Hô a écrit... », etc. Information orale, diffuse, et pourtant bien faite, paradoxale dans une tradition où l'écrit e valeur de pouvoir, elle déconcerte nos esprits légalistes pour lesquels les décisions, administratives ou antres ne sauraient être qu'écrites. Elle ne se fixe ou ne se complète qu'à travers les rémions des comités révolutionnaires, comités de quartiers on d'usines, comités d'établissements divers ou de branches professionnelles.

Ces organes constituent la trame même de la société nouvelle et personne ne saurait y échapper. Le fait que l'on ait conservé les découpages territoriaux des régimes précèdents ne doit pas faire illusion, car le projet est toot autre. Diem, puis Thieu, les evalent établis pour leur quadrillage policier. Aujourd'hui, il s'agit d'entrafner la population à s'intèresser à le gestion commune. Gestion, et non décision ; il n'a jamais été question que cette gestion de base soit politique au sens occidental du terme. Les comités sont faits pour résoudre les problèmes concrets de l'existence et, à travers cette expérience pratique, forger une morale de la responsabilité collective.

Restructuration de la société

Restructuration

Les individus solitaires — si nombreux dans le Vietnam «américano-rebelle » — vont disparatire.
Enfant et adolescent, on entrera dans
les orgànisations de jeunesse. Adulte,
on appartient, au minimum, è la plus
petite unité sociale, la « cellule », tô.
Le vocabulaire de la cellule se diversitie selon sa fonction : « cellule
d'union populaire » dans les villes
(dix à vingt maisons) : « cellule
d'union et d'entraide » à la campagne
(cinq à dix fermes) ; « cellule de travail solidaire » dans les nouvelles
férmes collectives (cinq à dix familles) ; « cellule de production » à
l'usine (neuf à douze travailleurs). Si
l'on excepte l'usine, le fondement de
la cellule, donc de la société, demeure
la maison, c'est-à-dire la famille
elargie. Le Vietnam nouveau se souvient de son passé : « Retournons
vers le passé, nous y trouverons
l'avenir », dit l'adage.
Chaque cellule a un chef, désigné

Chaque cellule a un chef, désigné par l'instance supérieure. C'est lui qui assure la liaison et l'information entre la population et les comités. Il est l'oreille et la bouche des masses. An-dessus de lui, le comité d'ilot (khom). L'ilot, en ville, ou le hameau, à la campagne, administre de deux mille à dix mille personnes. Coffant quatre à six flois, le comité de quartier (phuong) ou de commune gère de huit mille à cinquante mille personnes. Au-dessus, le comité d'arrondissement, ou de district, dirige quatre ou cinq quartiers. Chaque comité comporte sept à onze membres, tous désignés, à présent, par le F.N.L. Ils disposent d'une très large marge d'initiative au plan des méthodes et de la gestion. Les mass metia se chargent de diffuser leurs expériences les plus intéressantes afin de provoquer l'émulation.

Plusieurs arrondissements (ou districts) forment une province. Les comités de province obéissent an G.R.P., quant à la ligne politique générale, mais ils sont chacun à des

étapes différentes de la mise en place du système : ainsi Da-Nang et le centre possèdent déjà un gouvernement civil, alors que Baigon-Cia-Dinh est sous administration militaire. La province du Radjia, au sud, a repris ses échanges traditionnels avec les pêcheurs thais, alors que les relations diplomatiques ne sont pas encore normalisées avec Bangkok. De telles différences proviennent, en partie, de l'histoire réceute : là où le G.R.P. administrait le territoire, le système était déjà en place, avec ses cadres civils. A Saigon-Gia-Dinh, par contre, le manque de cadres, décimés par la police de Thieu, fait problème — la ville n'était certes pas préte à assumer de tels bouleversements.

(Lire la suite page 15.)

Dans ce numéro:

Les alliances américaines en Asie

(pages 2 et 3)

Libre circulation des idées ef domination mondiale

(pages 18 et 19

Cuba: la consolidation
(pages 20 à 23)

PORTUGAL

BERRANT speciacle d'une « révolution » qui e tendance à se figer
au fur et à mesure que s'intentifie la luttle des clans militaires se disputant le pouvoir l La nomination du
général Vasco Gonçaives au poste de
chef d'état-major général de l'armée, et
son remplacement comme premier ministre par l'amiral Pinheiro de Azavedo, ne
modifient pas en profondeur le rapport
de forces, tandis que grandit le mécontentement populaire devant les sérieuses
difficultés économiques et socieles qui

l'accumulent.

Trois grands blocs sociaux contemplent la scène beaucoup plus qu'ils n'y prement une ective participation : d'un côté, un prolétariat urbain et agricole; de l'autre, une bourgeoiste partiellement dépossédée, les petits et moyens agriculteurs du nord et du centre, mais aussi certaines tranges du prolétariat en détors des grands centres industriels, courant remorcé par l'arrivée des rapatriés d'An-

Mécontentement populaire et luttes pour le pouvoir

Par VIRGILIO DELEMOS

gole et le retour de certains émigrés; entre les deux, les classes moyennes d'où se détache une patite bourgeoisle profé-

Dans une démocratie libérale, l'armée, avec sa hiérarchie et ses règles de vie propres, se considàra comme un corps social relativement isolé, possédant le monopole de la force d'Etat et soumise, en principe, au pouvoir civil. L'armée portugaise s'écarte à deux tires de caschème classique : d'une part, expatriée depuis quinze ens, elle e'est battue dans une guerre coloniale où prédominent les tactiques et le stratégle de l'action psychologique : d'eutre pert, lorsqu'elle fait irruption dans la société civile, le 25 uvril 1974, elle déclare vouloir briser ce pourquoi elle e vécu : le guerre coloniale. Violant les règles du jeu, elle envahit le pouvoir civil en se donnant les

moyens apparents d'une décolonisation. En fait, n'ayant gagné aucune des trole guerres d'Angola, du Mozambique et de Guinée-Bissau, cette armée retourne sa défaite à son avantage en étiminant le salazarisme. Leader e e e e e i n à du P.A.I.G.C., Amilicar Cabral avait raison lorsqu'il disait que la libération des colonies portugaises proviendrait d'un radical changement des structures politiques en métropole, changement directement imputable aux luttes de libération nationale en Afrique.

Glissant rapidement vers une forma d'autocratie, l'armée portugaise, à travers le M.F.A., e'installe au sommet de la hiérarchie politique et invite les partis politiques, jusqu'alura presque inexistants, à participer au pouvoir. Dès lors, elle subit plus fortement que jamais l'influence du débat politique, idéologique, électoral, qui se déchaîne entre les partis.

(Live la suite page 5.)

de l'Afrique à l'Afrique, sans changer de compagnie.



Voyagez Air Algérie. 3 nouvelles escales (Bissau, Douale, Kinshasa) 14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger, meis aussi de Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, Prague ou Moscou. Au rythme de vos affaires.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.





-

LES ALLIANCES AMÉRICAINES EN ASIE

Force et fragilité des partenaires

N fait généralement débuter l'ére post-vietnamienne en Asie à le signature des eccords de paix de Parie, le 23 Janvier 1973, ou du retrait Vietnam, solxante jours plus tard. Toutefois, en termes géopolitiques, il serait plus exact de la faire commencer le 1st janvier 1972, date à laquelle le haut comman-dement eméricain du Pecifique (U.S.-PACOM) vit eon champ d'intervention élargi à l'océan indien et aux régions limitrophes, décielon qui symbolisait les nouveaux liens etratégiques entre le Paci-fique occidental, l'Asie du Sud-Est et le Proche-Orient, et qui facilitait l'expansion de le puissanco navale américaine dans l'océan indien proprement dit.

génàral est cituà à Hawaï, est respon-sable de le protection des intérêts améde l'Alaska à l'Antarctique et de la Califomle eu Pakistan - une zona qui repréeente 40 % de la auperficie du globe. Bien que les forces américaines eu eol dans le région elent été considérablement fique - du conflit Indochinols et des pres-alons politiques exercées à l'intérieur des la flotte du Pacifique est la force mari-time le plus puissante du monde. Cette da, composée de deux cent sept porte-avions), de daux cent sobante-(- marines -) et de deux mille cent evions de combet (1), a le responsabilité du maintien de l'hàgémo*n*le américaine dans le communauté économique en expansion

Le conflit indochinois e cleirement montrà que l'opinion publique américaine ne tolàrera plus le sacrifice de vies américaines dans des guerres contre-insurrectionnelles prolongàes en Asie. Avec le démontré que les Etats-Unla ne peuvent é le fois entretenir é l'étranger un apparell militaire d'une ampieur illimitée et

L'océan Indien

«nouveau cœur

du monde»

Le bassin du Pacifique, enjeu économique et plate-forme d'une nouvelle stratégie

Par MICHAEL T. KLARE*

jouir chez eux d'une prospérité exempte d'inflation. Les conditions politiques et économiques exigent donc que le future etratégie américaine soit fondée sur un emploi plus rationnel et plus restreint

au sol pour les guerres contre-insurrec-tionnelles en Asia, mais « attendront de la nation directement menecée qu'alle essume le responsabilità première de le lourniture des effectife nécessaires à ee défense » (2). En Asie du Sud-Est, où peu de gouvernements ont un soutien popu-leire réel, cette politique repose sur des clientèles militaires équipées par les Etats-Unis et eppuyées par l'avietion et la marine américaines. Quand de telles forces se révèlent insuffisantes, Washington mercenaires tribaux formés par le C.I.A. ou les forces d'infanterie des mini-pulssances locales dont les régimes militarisés tiennent grâce aux eubsides amàricalns. «L'objectii fondamentai, qui conaiste à réduire le participation militeire améritaire è le délense Melvin Laird, ne peut réussir é moins de fournir à noa amis et lle que les effectifs indigènes sont organisés en forces armées convenablement équipées el entraînaes grâce é l'alde en melàriai, en tormation, en technologie el en compétences spéciales tournie par les Etats-Unis. » (3),

Bien que les instruments de la grande stratègie américaine en Asie aleni sià modifiés en fonction de l'évolution des repports de lorces locaux, l'objectif suprême des Etats-Unis dans le région demeure relativernent constant depuis le fin de le seconde guerre mondiele : remplacer les structures économiques coloniales et impériales dépassées par un système de « libre échange » favorisant le pénétration et le domi-nation du capital américain. Cet objectif supposait le « contaînment » de le Chine, le délalte des mouvements de Ilbération nationale en Asie du Sud-Est et le rétabilssement du capitalisme japonaie sous direction amé-

les armées américaines se sont battues en Asie pour elteindre ces buts ; aujourd'hul encore, plus de cant solxante-douze mille soldats américains montent le garde dens le région pour protèger les intérêts américaine. A l'évidence, majoré le traumatisme causé par le Vietnam, Washington n'a pas abandonné eon objecti qui est de c'assurer le contrôle des ressources de le région et d'étendre le champ du merce et des investissements américaine : ces derniers croissent é un rytime plue repide en Asie que dans les eutres régione du monde et les sociétés patrollères américaines s'empressent de c'assurer des concessions pour y exploiter les réserves de pétrole

Pour décrire l'extension du capitalisme américain en Asie, les hommes d'affaires amèricains ont créé le concept de « bassin du Pecifique .. « Pendant très longtemps, écrivait en 1973 O.N. Miller, président du consell d'administration de la Standard Oil of California, le centre du commerce et de l'Industrie se situalt parmi les nations qui entourent l'océen Atlantique. Male les transports et les communications du vingtième alècle ont réduit les barrières du temps et de la distance - ladis formidables - evec l'Orient ; aujoord'hut, dens les vestes mais désormals accessibles contrées du bassin du Pacifique se trouvent des àconomies nationales dont l'expansion est parmi les plus rapides du monde. » (5). Les dépenses militaires américaines au Vietnam ont contribuà à le croissanca économique rapide de ces pays et, désormals, les trusts américaina richesse nouvelle de la région. Comme le notait l'ancien président de la Bank of America, Rudolph A. Peterson, qui e'adresealt à des hommes d'affaires californiens Il n'est pas dane le monde eujourd'hui de zone plus vaste ou plus prometteuse pour le développement des ressources ou

Le Département

des Relations

de Citroën

Champ-de-

Internationales

Mars, 6/10, rue de

la Cavalerie, 75015 Paris,

Filiale de Ventes directes

Citroën créé, particulièrement,

de la S.A. Automobiles

pour le croissance commerciale que cette tramense région, qui se trouve virtuelle-

ment à notre porte - (6). Ces demières ennàes, on e étendu le concept de « bassin du Pacifique » à l'océan indien, le « nouveau cœur du M. Peone. Ce epécialista, qui enseigne les relations internetionales à l'Académie navalo d'Annapolis, recensalt ainsi les etouts de le région : « Le partie occiden-tale de l'océan Indien comprend la majeure partie des ressources minière agricoles et forestières non encore exploitées de quelques-unes des plus tertiles régions d'Afrique, (...) Le long de le tron tière nord-ouest sont concentrées environ 60 % des ressources pétrollères mondiales. main-d'œuvre de l'inde et, à l'est et au aud-est, sont situés les énormes richesses des indes orientales ainsi qu'un continent en expansion rapide, l'Australie. • Selo « contrôle le nouveau cœur du monde et peut ecquarir le prépondérance dens le iormulation de le politique mondiale. • (7).
Pour préserver l'hégémonie américaine

dans le région vitale du Pacifique et de

l'océan indien tout en renonçant é ee eervir de ses forces terrestres, le Pentanavaie et insulaire (ou « stratégie isio-

Une longue chaîne

de bastions

insulaires

navale ») qui vise à assurer à le fois la auprématie américaine en mer et le maintien de places fortes militaires eu large

Le contrôle des voies d'eau stratégiques de l'Asia doit influence aur toutes les natione dont le survie àconomique d'apend d'importatione maritimes de denréea alistratégiques — c'est-à-dire eur toutes les nations du continent, à l'exception de le Ràpublique populaire de Chine. Un tel contrôle est exercé par le flotte américaine du Pacitique (de loin le lorce nevale la plus puissante en Asie) ainsi que par une chaîne continue de bases însulaires qui e'éthent en un puissant arc de cercle aliant du Japon et d'Okinawe dans le nord-ouest du Pacifique jusqu'à Taiwan, aux Philippines et à le Micro-

Singapour et à Diego-Garcie dans l'océen indien. Ces bases insulaires journissent un appul jogistique et un relais de communications eux forces amàricames basées dans le région, esrvent de « porte d'attache » aux bâtiments de guerre présents en permanence dens l'ouest du Pacifique et abritant les dépôts de metériel destinà eux forces indigènes de le région soutenues par les Etats-Unis.

En outre, le plupart des troupes américaines retirées des bases terrestres de Theilande et de Corée doivent être relogées dans des bases insulaires voisines telles que celles d'Okinawa, des Philippines et de Guam. La totalità de le lli division de «marines» est é présent basée à Okinawa et nombre d'unités d'aviation qui sont retirées de Thailande seront réinstallées à le base eàrienne de Clark aux Philippines (8).

Ces forces peuvent être déployées rapidement dane toute zone critique de le région du bassin du Pacifique; bien qu'elles ne soient pes en mesure de soutenir un conflit majeur prolongé, elles ont eussi une importante lonction politicopsychologique en tant que symboles de le détermination des Etats-Unia à conserver l'hégémonie dans le région. Comme le ancien chef d'état-mejor interarmes :

« Les torces américaines (non nuclèaires) sont daployées é l'ouest du Pacifique pour dissueder toute agression et rassurer nos alliés, en particulier la Corée el le Japon, quant à notre volonté et à notre cepacité de lenir un rôle majeur de stabilisation dans la région. Ces forces de dépiolament en cas de contiit, servirsient é ampêcher qu'une confrontation locale ne s'étende é foute le région et démontreraient notre

Les plus importants de ces bastiens Insuleires sont eu Jepon, é Okinawa et aux Philippines. La ville portuaire Japonalse de Yokosuka est le « port d'attache » du navire-amirai de la VIIº flotte, le croiseur Oklahoma-City, ainsi que de eix destroyers et du porte-aéroneis USS-Midway. japonaise) est la principale base logistique de l'armée de terre américaine en Asie et une importante escale pour les evions de transport géants qui alimen-teront en troupes et en metériel les champs de batellle futurs de la région tesque base navale américaine proche de Menille, peut accueillir actuellement cent dix navires de guerre par mois 95 000 tonnes de munitions y sont entre-posées (solt six tols le tonnage d'il y e dix ana) (11). Sans ces bases, et d'eutres encore à Hawai, en Micronésie et en Australie, las Etats-Unis ne pourralent meintanir leur position militaire dominante dans le région. Selon l'amiral Noel Gayler, commandent en chef de le flotte du Pecifique, - nos bases au Japon et eux Philippines sont le cië de notre dispositif straté-

gique » (12). Ces bases insulaires sont plus faciles é défendre que toute eutre base terrestre Etats-Unis contrôlerelant tout l'espace eérien et maritime environnant. Politique ment, ces pays sont étroitement alignés sur les Etats-Unis et, en raison de leure llens historiques avec l'Occident, leur défense pourrait être assurée éventuellement par les troupes américaines é un coût pollulque beaucoup plus réduit que ce ne serait le cas pour toute action comperable aur le continent.

Cette stratégie islo-navale samble à première vue réduire le champ d'Intervention militaire amèricain eur le théâtre du Pacifique ; foutefols, elle n'implique nui recui de le part des Etats-Unie quant à leur objectit de Contrôler contrôle du développement économique de l'ensemble de le région. En lait, le nouvelle stratégle e des avanteges corielne qui ne deviennent apparents que lorsqu'on le développement étudie les conséquences de le politique économique économique

En encourageant un eccrolissement des échanges entre pays du bassin du Pacifique (pays continenteux compris) et en facilitant, par one assistance et des investissemente eccrue, l'eccélération de lour « modernisetion » écono-mique (c'est-à-dire industrialisation et développement de

l'infrastructure), les Etets-Unie et leurs pertenaires, en particulier le Japon, renforcent le dépendance de ces pays é l'àgard du marché capitaliste mondial et dono des exportations et des Importations maritimes — qui, toutes, doivent amprunter les volee d'eec dominées par la marine de guarre américaine. Du point de vue des dirigeants améric l'industrialisation et le dàveloppement économique accélérés dans le bassin du Pacifiqu ont d'importentes conséquences etratégiques. Ce sont les suivantes :

1) Une dépendance occrue envers les sources etrangères de pétrole tirut et venir des compagnies pétrollères contrôlàes par les Américains et dont la totalità devra être transportée par bateau;

2) La transformation croissante de l'agriculture domestique eu profit des cultures industrialles à lorte rantabillé, orientées vers l'exportation, qui interdisent l'auto-suffisance alimentaire et nécessitant ainsi des Importations (maritimes) accrues de

prodults alimentaires; 3) Le développement eccéléré des industries à haute technologie tournées vers l'exportation, entrainant une spécialisation eccrue dens le production et un accroissement corréletil de l'interdépendance matières premières, an équipement de dont le majeure partie devra évidemment être acheminée par mer ;

4) Une participation netionele accrue au système monétaire international, qui est en grande partie contrôlé par les Etets. Unis, le Japon et l'Europe occidentale, et qui est représenté localement par des - centres monétaires - également insulaires : Tokyo, Hongkong, Singapour,

5) Enfin, conséquence naturelle de ce qui précède, la formation rapide d'élites affairistes autochtones dont la prospérité décend dans une large mesure de leurs ilene evec les grande combinats multina-tionaux et qui deviennent ainsi de plus en

Membre du North American Congress on Latin America (NACLA, Berkeley, Californie) et e associate fellow > de l'Institut Transmational (Ameterdam) : suteur de War Without End : American Planning for the Next Vietnams (Enopt,

tème capitaliste mondial.

En résumé, les efforts américains pour accélérer le rytime du développement économique dans le bassin du Pacifique entraînent une interdépendance accrue et une plus grande consommation de matières aux eanctions àconomiques (en particulier les restrictions commerciales) imposées par les puissances industrielles avancées. Bien que les responsables du Penta-

gone tendent à mesurer le degré de pré-paration militaire en termes purement martiaux (effectifs, puissance de feu, etc.), ils n'ignorent pes les llens qui existent militaire ; les changements de l'équilibre des forces dans l'Asie post-vietnamienne

L'actuel ministre de la défense, M. James R. Schlesinger, e'était fait l'avocat d'une telle association dans une étude remarpour le Rand Corporation) portant sur « l'aide et le commerce en tant que leviers etratégiques ». « Les Etats-Unis, expliquait M. Schlesinger, n'ont pes su jusqu'ici lirer parti du potential de puissance qui est implicite dens faide et dans le commerce, faute d'avoir développé des concepts et des mécanismes de dissuasion de leçon comparable à co qui e'est lerge mesure, ce retard tlant, é son avis, eu fait qu'on n'e pas su développer les

sanctions (13). La force militai*re* demeurera l'ultime eanction des Etats-Unis, Indique M. Schle-singer, mais il faut mettre eu point des « ripostes intermédiaires » pour faire faca à l' action provocatrice » de pays du tiers-monde en rébellion, Citant comme modèle la blocus de Cuba, il fait valoir que les restrictions commerciales constituent le sanction non militaire le plus efficace pour « punir » les pays indisci-plinés. Si une nation edopte une politique hostile à l'Occident, écrit-il, les Etats-Unis pourraient organiser un blocus de sea exportations et ruiner ainsi son économie américaine. Malgré les protestations qu'elle pourrait provoquer, « l'effet therepeutique à long terme d'une lelle ection sur d'autres Etets pourrait être aubstantiel = (14).

M. Schlesinger ne pouvait avoir prévu

Asie ; son argumentation n'en est pas moins remarquablement proche de le stra-tégle islo-navale définie plus heut. B'en qu'elles fussent de portée générale, ses remarques pouvalent tout à fait e'appli-quer é l'économie en plein essor du einger, dans le position qu'il occupe é présent, ne saurait ignorer.

the first parties of the first against

Burk Control of Street

1.44

and the large of the contract of

Politique économique et politique militaire associées constituent un instrumant très efficace et très gradué au service des intérêts américains en Asie. Toutefols, en poussant plue loin l'enalyse, il apparaît que ces deux politiques supposent le survie de l'alliance américanosponaise et que le succès de la stratégle américaine dans le bassin du Pecifique dépendra en dernière instance de le

(1) Commandement américain du Pscifique, quartier général, Pacific Command,
Honolulu, 1974, p. 8.

(2) Richard Mixou, U.S. Foreign Politeies
in the 1970, message au Congrès,
18 février 1970, Washington, Government
Printing Office, 1970, pp. 55, 56.

(3) Congrès américain, Chambre des
représentants, Commission des « appropristions » (qui décide de l'ouverture des
redits), sous-commission. Foreign Assistance and Related Agencies Appropriations
for 1871, Hearings, 91° congrès, 11° seasion,
1970, 1° partie, p. 307.

(4) Voir Pacific Basin Reports, 1° février 1973, p. 28, pour le détail des investissements, et 1° juillet 1973, pp. 138, 148,
pour le pétrole.

vrier 1973, p. 29. pour le détail des investissements, et 1° juillet 1973, pp. 133, 148,
pour le pétrole.

(5) Cité dans Pasijo Basin Reports,
1° février 1973, p. 28.

(6) Cité par Peter Wiley dans « Vietnam and the Pacific Rim Strategy », Leviathan, juin 1969, p. 7.

(7) Rocco M. Paone, « The Soviet
Threat in the Indian Ocean », Müttary
Review, décembre 1970, p. 49.

(8) The Washington Post, 27 novembre
1969 et The New York Times, 26 juin 1974.

(9) Thomas H. Moorer, U.S. Mittary
Posture, Fiscal Year 1975, Washington:
ministère de la défense, 1974, p. 48.

(10) Voir « Okinawa: Keystone of the
Pacific », le Monde, sélection habdomsdaire en anglais, 25 juin 1969.

(11) The New York Times, 26 juin 1974.

(12) « U.S. Strategy for Staying N° 1
Power in Asia », interview de l'amiral Noel
Gayler, dans U.S. News and World Report,
25 mans 1974, p. 44.

(13) James E. Schlesinger, « Strategio
Leverage from Aid and Trade », in David
M. Abshire et Richard V. Allem, eds, National Security, New-York, Praeger,
1963, pp. 687, 692, 693.

(14) Ibid., pp. 693, 695.

1.02

WIND IN LICENTIANA

4 SANSE 12:17:111

GROSPIRON RAOULT GROSPIRON SUCT

DÉMÉNAGEMENTS EMBALLAGE GARDE-MEUBLES EXPÉDITIONS

49, Rue de la Fédération XV* 734-02-66

CITROËN CHAMP-DE-MARS S.A. Télex:TT CITRO-24833 - Tél. 567.99.20 - 783.52.76

CITROEN®

à l'intention de Messieurs

les Membres du

Internationaux.

disposition pour

tout renseignement

qu'il leur plairait d'obtenir.

se tient à

leur entière

Corps Diplomatique

et des Organismes

P

sou: !'ég: Ordin

Paris. direste faisait Dès le début de la « guerre froide », lae stratéges amé-ricains ont considèré le Japon à le tols comme un point d'appul majeur pour leurs opérations dans le reste de l'Asie et comme un gaznt aconomique dont le passage au communisme « pourtait changer l'équilibre de le puis-sance industrielle aux dépens de l'Occident « (15). Pour Weehington, le toyeutà du Japon é l'égard du système capitaliste mondial ne pouvait àire garantie que si on lui

assurait l'eccès à des sources de metières premières et des marchés suffigants dans le communeutà du Paci-fique au sene large. Ainsi, dàs le tout début de le « guerre troide », l'Asie du Sud-Est et le Japon ont-ils àté àtroitement associés dans les préoccupations siretégiquee américaines.

Ce lut ce taisonnement qui servit à justifier le financement par les Etats-Unis de la Ce lus ce l'aisonnement qui servit à justifier le financemant par les Etats-Unis de la guerre française contre le Vietminh, puis l'Intervention américaine directe eu Vietnam. Par le sulle, tandis que l'àconomie japonalee commençait l'ascension qui aliali l'ui permettre de en hiseer au troisième rang mondial, Weshington découvrit d'autres raisons impératives d'une expansion du commerce japonais en Asie du Sud-Est : d'une part, contribuer à réduire le filot d'exportations japonaises eur le marché américain (où alias commençaisent à puire à le rentabilité des produits américains! d'eutre part, inièresser commençalent à nuire à le rentabilité des produits américains) ; d'eutre part, inièresser devantage le Japon à la survie des économiee capitalistes do bassin du Pacifique, ce qui deveit inciter les Japonals à eccorder un soutien économique, politique et militaire accru aux régimes clients des Etats-Unie.

Ce demier point e prie une importance particulière pour les Etats-Unte, dont les capacités militaires se sont cleirement ressenties de la longue et coûteuse eventure vietnamienne. Washington e constamment fevorisé l'expansion de l'appareil militaire japonais ; ce fut même une des principales préoccupations du gouvernement Nixon, Lorsque M. Melvin Laird, alors secrétaire à la détense, se rendit é Tokyo en julilet 1971, il déclara à des responsables japonais que leur paye deveit jouar un rôle plus ectif dans le défense des régimes pro-occidentaux (en particulier ceux de la Corée du Sud et de Talwan) pour que les Etats-Unis continuent de défendre le Japon contre une menece nucléaire (16). Cette exigence devait être renouveles lors de la visite é Tokyo de l'ectuel secrétaire d'Etal, M. Henry Kissinger, en juin 1972, et elle n'e pas cessé d'être reitérée depuie lors (17).

Le prix

du Japon

de la fidélité

Si le stratégie américaine e toujoure tablé sur un rôle croiseant pour le Japon en Asie du Sud-Est, ce n'est qu'eu coure des dernières années que le Japon e effectivement cherché é tenir ce rôle. Le commerce japonala evec l'Asie non communista e est accru de feçon spectaculeire à partir de 1965 ; les investissements jeponais en Corée du Sud. é Talwan, aux Philippines, en Indonésie, en Thailande et en Malaisie commencent à rivaliser avec ceux des Etats-Unis, volre é les surpasser (18). Parallèlement à ces développements économiques se poursuit l'expension de l'appareil militaire japonaie, qu'on appelle · forces d'autodéfense · eu égard à la Constitution pacifiste du Japon. Le plan de défense quinquennal actuel - le quatrième depuis 1950 - prévoit que les forces d'eutodétense - acquerront suffisamment de bombardiers, de nevires de querre et d'autres armes pour étendre le périmètre de défense - du Japon jusqu'é Okinawa et Jusqu'é d'autres fles situées à des centaines de kilomètres su large de l'archipel proprement dil (19). A la fin du Vº Plan, en 1980, le Japon devrait possé-

Une association

pourtant

inégale

der la trolsième force séronavale de toute l'Asie et il eura une capacité amphible suffisante pour transporter des forces terrestres importantes sur d'eutres

chemps de batalile aslatiques (20). Bien que la etratégie américaine n'envisaga pas ectuellement une participation leponaise aux combats terrestres eur le continent asiatique, Weahlagton ettend du Japon qu'il prenne le retève des forces emériceines en Asie pour de nombreuses tâches requerrant une heute technologie, en particulier le défanse eérienne et le lutte anti-cous-merine. Le Jepon est délà responsable de la délense eéronevale des bases américaines installées sur con co et é Okinawe : Il participe eussi eu réseau de défense earienne mixte qui protège le Japon et la Corée du Sud. Dans la communiqué commun Nixon-Sato de novembre 1969 sur la reslitution d'Okinawa, Tokyo a reconnu que la Corée est essentielle à la eccurité du Japon e et que Talwan es un « facteur très important pour la sécurité du Japon . Tokyo n'a jamala explique evec précision la eignification de ces formules; on salt toutetole que les responsables militaires japonals ont rencontre leure homologues américains pour discutar des mesures communes é prendre dans l'éventualité d'hostilités militaires en Corée du Sud ou é Talwan (21).

Comme on l'e déjé noté, le Japon seri également eux Américeins de « rampe de lancement - cour leure opérations dans le reste de l'Asie, La complexe sophistiqué des bases navales et sériennes à Yokosuka. Sasebo, lawkuni, Yokota et Yokohema constitue avec Okinawa la centre de communications, de logistique et de ràparations le plus important des Elate-Unia en Asle. Aux termes du traité de sécurité eméricano-japonais de 1960, les Etats-Unis peuvent utiliser leura bases iaponaises pour lancer des opérations militaires n'importe où en Asie eprès les habituelles consultations - pro forma avec Tokyo (comme ce fut notamment le cas pour les erventions américaines au Vietnam).

La Japon est donc considéré par les Etats-Unia comme un partensire militaire maieur - un partenaire oul devra jouer un rôle de plus en plus actif dans les efforts américains de contrôle des principales zones océaniques qui entourent l'Asie et de soutian des régimes pro-américains que le ferme adhésion de Tokyo à ce système se traduire par des bénélices substantiels pout le Jepon, en terme d'accroissement des échanges commerciaux evec l'Asie du Sud-Est et de maintien de la protection américaine des voies maritimes vitales relient le Japon à ses marchés d'outre-mer et à ass sources de matières premières. Néanmoins, les relations américeno-jeponalses connaissent des tensions croiesantes et on peut se demendar

à certains indices si Tokyo ne pourrait pas un jour remettre en question cette sasociation. De fait, depuie que les Etets-Unis ont renoué avec Pékin sans en Informer Tokyo eu préalable, de nombreux atratèges japonele pronent une plus grande eutonomie tent en politique étrangère que dans la planification économique é long terme.

Toutefois, s'il est clair que le Jepon occupe une position privilégiée dans la nouveau système du bassin du Pacifique conçu à Washington, il est tout aussi cleir que c'est une position de subordination. Tout en encourageant le Japon à accroître ses échanges avec l'Asie du Suc-Est et à diversifier ses investissements dans des domaines tels que les textiles, l'électronique ou le bois, les Etats-Unis sa réservent les investissements vraiment décisife et lucratite dans le pétrole. les minerais et le raffinage.

Les firmes patroliares et les compagnies minières américalnes ont étà les premières à ouvrir la région au « développement des ressources » ; laur initiative leur a énormement rapporté en termsa de découvertes et de concessions pétrolières et minières. Une carte des concessione pétrolièree publiée par Petroleum News - Southeast Asia an evril 1974 montre que les firmes américaines ont déjà mis la main sur les plus riches concessions pévolières off shore de le région. Les sociétés américaines dominent également des secteurs aussi crucieux

que la technologie de forage et l'exploretion minière off shore. Tout cale auggère que le Japon, avide de ressources, continueta de dépendra des sources de metières premières contrôlées par les Etats-Unle et que sa part dane beaucoup des Industries les plus lucratives continuera d'être intérieure à celle des Etata-

La neture Inégele de l'elliance Japon-Etats-Unis est également évidente dans le domaine militaire : bien que Washington veuille que Tokyo accroisse eon rôle de défense en Asie, il e'oppose à tout ce qui pourrait entraîner l'eutonomie du Japon en matière de puissance militaire et en particulier au développement d'une capacité nucléaire indépendente.

La succés ou l'échec de le stretégia islo-navale américaine en Asie dépend donc blen du type d'allience passé evec le Japon. Sans ses bases japonelses et sane la participation du Jepon au eystéme neissant du bassin du Pecifique, les Etats-Unis ne peuvent guère a'ettendre è dameurer la poissance dominante dans le zone du Pacifique et de l'océen Indien. Pour-

UN COLLÈGE EFFICACE...

Pour FILLES et GARÇONS: un collège où l'on travaille dons l'ordre, le colme. Toutes séries et langues, de la sixième oux BACCALAUREATS A, B, C,D. Cours de rattrapages. Professeurs da lycées et facultés. Tous sports: équitation, piscine, judo, etc. Service psychologique. Documentation gratuite. COLLEGE PRIVE FRANÇOIS-1", MIRAMONT-LATOUR por MONTESTRUC CALEGRALE (2390). - Tél. (62) 06-28-51. en GASCDGNE (32390). - Tél. : (62) 06-28-51.

LA GRANDE-BOISSIERE 1208 GENEVE (Suisse) Tél.: 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Youd) (Suisse)

BACCALAUREAT INTERNATIONAL Maturité fédérale suisse - Boccalouréat français Internat et externat pour filles et garçons Sports d'été et d'hiver



tant, à mesure que croîtra le désir du Japon d'une plus grande indépendance et d'une eutonomie réella (ce qui ne peut manquer d'arriver). Tokyo entrera inévitablement en confilt avec les efforts de Weshington pour contrôler les termes et les flux des échanges at des investissemenis en Asie. En demiera analyse, les

Instabilité

et risques

Etats-Unis ne peuvent contribuer à accroître le pulssance du Japon eens en même lemps susciler le besoin d'une plus grande autonomie japonaise dane les affaires es at militaires et accroître sinel les dissensions et le concurrence eu sein du système du bassin du Paci-

Si une éventuelle délection du Japon représente la plus grava menace potentielle pour le stratégie eméricaine en Asia, il y a bien d'autres conflite, rivelilés et tensions qui constituent une menace sérieuse à la etabilité de l'engemble du système. On ne seurain oublier en attat gu'en dépit de daux confitts mejeurs, de nombreusee campagnes de contre-insurrection el d'une sasistance militaire de plualeurs dizaines de millierds de dollars, les Etats-Unia n'ont toujours pas révasi à délruire les mouvements révolutionneires de défection implantés dans le région. Un repide aurvoi de la elluation militaire montre que le potentiel de conflits et de troubles ast plus grand que jamais et qu'aucune

La atratégie du bassin du Pacilique se compose en ellet de nombreux éléments inetables rapprochés de laçon artificielle. Elle est fondée aur le poursuite de l'occupellon de bases situées dans des pays dirigés per des diclateurs qui se sont complétament coupés de la population et qui ont dû adopter des mesures de plus en plus suforitaires pour empêcher un soulèvement populaire. A meaure que grandit teur ection répressive e ecoroit également le probabilité que leur chute entrainers de projonds changements sociaux et politiques.

Les Etats-Unis étant très àtrollement Identifiés eu régime sortant. Il ast é prévoir que, quel que soit le nouveau gouvarnament, il cherchera à diminuer l'influence de Weshington. (Ce processus est visible ont succédé à la dictature Thanom-Prapass se repprocheni des régimes communistes et ont ordonné eux Elets-Unis de cesser d'utiliser leurs bases thaîlandalses pout les vois de reconnaissance au-dessue de l'océan Indien.) Bien que la perle de bases même un hendicap décisif pour le système eméricaln, de telles évolutions pourreient

ne peut garantir une « génération de paix » en Asie.

entrainer une réaction en chaîne en remetdu Pacifique.

Ainsi l'instabilité en Asie constitue la menace la plus sérieuse pour le système du bassin du Pacifique patronnà par les Elafs-Unis, Comme le Vietnam l'a montré, ces événements ne peuvent toutefois être séparés du processus politique eux Elais-Unis mêmes ; toule afretégie de maintien de la domination eméricaine en Asie e des chences de susciter des réalstances eux Etats-Unis, Déjà, le gouvernement Nixon aveil éprouvé des difficultés considérables pour persuader le Congrès de voter les

fonds nécessaires eu soutien de le clien-tèle salatique des Etats-Unie, Alora que le courant an laveur d'une réduction des aldes ettribuées gagne en importance, il est peu vraisemblable que Washington puisse continuer à promettre à ses allies asiatiques les sortes de subsides qu'ile on

LEMONDE DIPLOMATIQUE — SEPTEMBRE 1975 — 3

La relation entre les événements en Asie, au Japon et aux Etats-Unle devient on ne peut plue évidente quand on considère une ultime éventualité : l'éclatement d'une révolution populeire armée dans une des places tortes vitales des Etats-Unis dens le Pecifique. Si les Etats-Unis Inter-venalent de toute leur puissance, rian ne rain, mais il y a toutae les chances pour qu'une telle action provoque de fortes protestations chez eux. En outre, si la guerre deveit se prolonger, il est vraleembtable que le désunion croissante aux Etete-Unie précipiterelt une crise politique d'une empleur sane précédent. D'eutre part, si Washington persuadalt le Japon de prandre le tête d'une intervention, il est probable que le parti démocrate-libéral jeponals, ectuellement au pouvoir, connettrait une crise periementeire. Enfin, l'apparition de troupes jeponelses elderelt presque à coup sûr à légitimer la rébellion, car le méliance à l'égard du Japon demeure puissante dans tous ces pays qui furent occupés par lui durant la seconde guerre mondiale.

En d'eutree termes, toute riposte eméricaine à une révolte provoquerait des résistances et des protestations dans quelque eutre partie du eystème du bessin du Peci-fique, el blen qu'aucune des etretégles disponibles à Washington ne peut garantir le auprématle américaine à jong terme dane une alliance asielique.

MICHAEL T. KLARE



Dessins de PLANTU.

115) J. K. Holloway Jr., « The PostVietnam Navy s. U.S. Naval Institute Proceedings, and 1972, p. 57.

(18) The New York Times, 8 juillet 1971.

(17) The Weakington Past, 13 juin 1972.

(18) Cf. Jon Halliday et Gavan
McCormack, Japaness Imperialism Today,
New-York, Moothly Review Press, 1973,
pp. 17-78, 135-164, Publié en trançais sous
le titre le Nouvel Impérialisme japonais,
Le Seull, Paris, 1973.

(19) Ibid, pp. 84, 85, Voir aussi : Herbert Bix, s Beport oo Jepan, 1972 s, Bulleitm of Conterned Asita Scholars, vol. IV,
été 1972, pp. 22, 23.

(20) Bix, s Report oo Jepan 2, p. 35.

[21) Halliday et Gavin, op. cit., pp. 94,
95, 102.

Une Simca-Chrysler neuve pour 50 EE* par jour.

Incroyable?

Pas du tout. C'est simple: Chrysler-France vous propose une voiture pour la durée de votre séjour en Europe.

En d'autres termes, nous mettons à votre disposition une voiture, avec assurance tous risques et garantie totale, pièces et main-d'œuvre.

Cette voiture, vous vous en servez de un à six mois, avec un kilométrage illimité, et, à la fin de votre séjour, nous vous la reprenons. Le prix que vous paierez aura été fixé à l'avance et représentera uniquement l'utilisation du véhicule.

Ainsi, pendant votre séjour en Europe, vous aurez une voiture neuve, pour un prix imbattable.

Voyagez à travers l'Europe pour une somme minime. Avec Chrysler, cela ne pose aucun problème. Il vous suffit de nous appeler, nous pouvons vous livrer votre voiture immédiatement.

*Prix par jour pour une 1100 GLS sur la base de 62 jours.



Locasim. Division des Ventes à l'Exportation. 74 bis, rue Lauriston, 75116 Paris - France. Tel. 553.31.89.



on'il en solt ainsi.

Cette exigence s'est aussi exprimée sous d'autres formes, en particulier au « sommet » de Lusaka des pays non alignés en 1970. Mais on n'a guère au a sommet » de Lusaka des pays non alignés en 1970. Mais on n'a guère progressé en ce sens. En 1972, les dix-buit membres du comité ad hoc des Nations unles sur l'océan Indien étaient on ne peut plus divisés quant aux responsabilités de chacune des grandes puissances. De sorte que, l'année suivante, l'Assemblée général de préparer a un rapport factuel sur tous les aspects de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien ». Trois experts, nommés par le secrétaire général de l'ONU, rédigèrent un rapport, mais, cédant aux protestations des grandes puissances, M. Waldheim leur demanda de le « réviser ». L'original et les versions révisées furent soumis à l'Assemblée générale lors de sa session de 1974. L'Assemblée réitèra ses résolutions passées et demanda au comité ad hoc de poursuivre sa tâche. Les Etats-Unis, la Grande - Bretagne, la France et l'Union soviétique s'abstin-France et l'Unian soviétique s'abstin-rent de voter les résolutians de l'Assemblée. Il est significatif que la Chine, par contre, les ait votées.

A la fin de la dernière réunion du comité son président, M. Shirely Ama-rasinghe, déclarait, le 27 juin dernier. que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et neuf usagers maritimes de l'océan Indien avalent été sondés sur leur participation éventuelle à une conférence élargie des Etats riverains ou voisins de l'océan Indien, en conformité avec les résolutions de l'Assemblée géné-rale. De tous les usagers maritimes, seul le Japon accepta de participer à une telle conférence. Des membres permanents du Conseil de sécurité, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France rejetèrent la proposition, tandis que l'Union soviétique s'abstint tandis que l'Onion sovietique s'abstint de répondre. Bien que le comité soit d'accord pour que cette conférence se tlenne fin 1976, on valt mal à qual elle rimerait, aussi longtemps que le-grandes puissances persisteront dans leur attitude et que les pays riverains continueront d'être divisés.

L'océan Indien, par où transite la majeure partie du pétrole arabe depuis la fermeture du canal de Suez en 1967, est devenu le centre d'une intense rivalité, bien que les puissances coloniales telles que le Royaume-Uni, la France, la Hallande et le Portugal se soient virtuellement rétirées de la région depuis la décolonisation.

La récuverture du canal de Suez n'a pas diminué l'importance straté-cique de l'acean ; une bonne partie du monde industrialisé dépend en effet du flot de pétrole en provenance du golfe Arabo-Persique. Au cours de la

récente crise de l'énergie, les Etats-Unis ent menacé les Arabes d'une Unis ant menacé les Arabes d'une interventian militaire au cas où les fournitures de pétrole aux nations industrialisées seraient interrompues.

M. James Schlesinger, secrétaire américain à la défense, déclarait en mars dernier: e La domination des ressources pétrolières de la région du golfe Persique modificrait de façon décisive la configuration de la politique mondiale. » Selon lui, les Soviétiques ontendent réellement affirmer leur présence permanente et leur capacité d'intervention dans la partie occidentale de l'océan Indien. « Nous

capacité d'intervention dans la partie occidentale de l'océan Indien. « Nous autres Américains serions aveugles à la réalité si nous n'étions pas prêts à prendre les contre-mesures nécessaires », soulignait-il pour mieux défendre son projet d'accroissement des capacités logistiques américaines à Diego-Garcia.

Bien que l'Union soviétique ne possède pas afficiellement de base dans l'océan Indien, les Etats-Unis affirment qu'elle dispose de facilités dans le port irakien d'Um-Qasr, à Berbera et Kismanya en Somalie, sur l'ile de Socotra à l'embouchure du golfe d'Aden, et dans quelques autres ports d'Aden, et dans quelques autres ports

encore. Tout déploiement de forces navales dans l'océan Indien doit, selon les spécialistes, tenir compte de quatre principaux détroits stratégiques : Harmuz, à l'embouchure du golfe Arabo-Persique : Bab-El-Mandeb, au sud de la mer Rouge : Malacca, qui compa une persition privilégée entre occupe une position privilégiée entre la Malaisie et l'Indonésie : les détroits du Mozambique sur la côte orientale d'Afrique et le cap de Bonne-Espé-rance à l'extrême sud de l'Afrique.

Les progrès de la technologie militaire

DEPUIS l'époque de la guerre frolde, la confrontation américanosoviétique a eu un impact profond
sur l'océan Indien et ses Etats riverains. Les systèmes d'armement dont
disposent les deux Grands ant détermino les conditions et la forme
de leur stratégie mondiale. Toute
modification, tout changement de
cette stratégie ont eu de notables
conséquences sur la région. Dans la
phase actuelle de la confrontation,
l'océan Indien est devenn plus important que jamais.

Au commencement des années 50, il
n'y avait pas de missites à tête

Au commencement des années 50, il n'y avait pas de misslies à tête nucléaire, et les deux Crands comptalent sur les bombardiers à long rayon d'action chargés de bombes nucléaires pour assurer l'équilibre de la terreur. Au cours de cette phase, des systèmes d'alliance prirent corps et l'Ouest, les Etats-Unis en particulier, se mit à édifier tout un réseau de bases autour de l'Unian soviétique pour disposer de l'initiative stratégique. La défense navale conventionnelle était encare le facteur dominant parce que les systèmes d'armement n'avalent pas fait de percée décisive dans le domaine de la défense navale. L'Union soviétique se limitalt à la défense côtière et n'avait pas donné défense côtière et n'avait pas donné

Le développement de missiles sophis-tiqués par les deux Grands à partir de 1955 conduisit à une impasse de l'armement nucléaire au sol, bien que les Etats-Unis alent eu l'avantage

Les Etats-Unis entendent conserver dans les « régions chaudes » un nombre minimum de bases, même si leurs navires, leurs avions et leurs missiles ont récemment accru leur rayon d'intervention. La localisation de Diego-Garcia — à mi-chemin entre les centres de communication améri-

Par MOHAN RAM *

cains de North-West-Cape (Nord-Ouest australien) et de Kagnew-Camp, dans le nord de l'Ethlople, — lui donne uno grande importance stratégique. La base aurait un rôle crucial, les Etats-Unis ayant des plans de lancement de satellites de surveillance, de recon-

de satellites de surveillance, de reconnaissance et de communication qui
seraient placés en orbite géostationnaire au-dessus de la région. Cette
ldintaine île coralienne offre un
excellent site pour détecter les expériences chinoises si celles-ci ont îleu
dans l'océan Indien.

Le rapport des trois experts de la
défense du comité des Nations unies
déclarait, en mai 1974, que, si la proposition d'élargir les installations
nevales de Diego-Garcia devenait
effective, îl serait presque certain que
l' « autre grande puissance » (l'Union
soviétique) chercherait une base similaire dans la région. En dépit de cet
avertissement, les Etats-Unis entendent développer leur capacité de
déplalement rapide dans l'océan
Indien d'une force substantielle sans
avoir à y immobiliser en permanence
une flotte ou une force importante.

initial. A la fin des années 50 et au début des années 60, ceux-ci construisalent aussi des sous-marins Polaris pour abtenir l'avantage stratégique sur les océans. Avec le perfectionnement des missiles balistiques intercontinentaux (LC.B.M.) et la mise en service graduelle des Polaris, la stratégie des Etats-Unis commença à passer de la périphérie de l'Union soviétique à la masse terrestre des Etats-Unis et aux profondeurs de l'océan Indien.

l'océan Indien.

Un développement parallèle se produisait dans les programmes d'armement de l'U.R.S.S., qui intensifiait son programme naval dans le courant des années 60. La recherche de l'initiative stratégique vint à marquer la politique américaine. La mise au point du missile balistique lancé à partir d'un vecteur sous-marin donna l'avantage à Washington et constitua un changement dans sa stratégie océanique. Les pays riverains de l'océan Indien prirent une importance accrue pour les Etais-Unis, qui avaient jadis créé un système d'alijance dans la région. En réplique, l'Union soviétique région. En réplique, l'Union soviétique intensifia son programme naval.

L'apparition des Polaris A-3 à long rayon d'action et, plus récemment. des missiles Poseidon (partée : 2 880 milles terrestres) expose le flanc méridional de l'Union soviétique aux

(*) Journaliste indlen.

américains qui patrouillent dans l'océan Indien. L'étape suivante doit être le sous-marin à missile balistique sous-marin (U.L.M.S.), qui sera éguipé de missiles Trident ayant 6 000 milles terrestres de portée, et qui devrait être opérationnel en 1978.

Pour la première fois, l'Union soviétique est donc vulnérable à des attaques nucléaires venant du Sud. Autrefois, les attaques pouvaient venir du Nord, à travers l'océan Atlantique, par des missiles aéroportés ou lancés à partir de bases terrestres, ainsi qu'à travers les océans Pacifique et Atlantique. Des cibles jadis inaccessibles sont désormais menacées. En raison des distances, la marine soviétique ne

peut entretenir d'importantes forces anti-sous-marines dans l'océan Indien pour faire face à cette menace. La réouverture du canal de Suez donne à l'U.R.S.S. un énorme avantage immédiat. L'océan Indien ne sera qu'à 2 200 milles de sa flotte de la mer Noire, an lieu des 11 000 milles que les bateaux devaient couvrir par la Méditerranée et autour de la côte africaine pour rejoindre l'o c é a n Indien. La base de la flotte soviétique dn Pacifique à Vladivostok est à 9 000 milles de l'océan Indien. La réouverture du canal de Suez a peut-être poussé les Etats-Unis à faire avancer leurs projets d'extension de Diego-García. peut entretenir d'Importantes forces

Une menace pour les Etats riverains

L ES Etats-Unis ne sont pas dans l'océan Indien uniquement pour déployer leurs missiles stratégiques contre l'Union soviétique. L'océan est désormais rattaché au commandement du Pacifique de la marine américaine, dont les unités (relevant de la VII° flotte) font régulièrement des incursions dans les eaux de l'océan Indien : les Etats-Unis veulent aussi s'assurer de leurs capacités d'inter-vention dans les pays riverains.

vention dans les pays riverains.

Lors d'une session à huis clos de la sous-commission sénatoriale des services armés, le 11 juillet 1974. M. William Colby, le chef de la C.I.A., s'est déclaré hostile à tout statiannement permanent de forces américaines dans l'océan Indien: cela ne feralt que pousser l'Union soviétique à réagir de la même façon. Pour la C.I.A., les Etais-Unis accroissent leur présence dans l'océan Indien, en partie aussi pour des considérations qui ne sont pas liées à la menace zoviétique.

Les forces d'intervention de la Les forces d'intervention de la marine américaine croisent dans l'océan Indien depuis 1971 (guerre indo-pakistanaise): à l'époque, le porte-aéronefs Enterprise, un navire de 89 000 tonneaux, était accompagné dans ces eaux par le croiseur amphible Tripoli. A la suite de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, une flotte conduits par le porte-aéronefs Hancock vint y faire une incursion. Par la suite, les porte-aéronefs Oriskany, Kittyconduite par le porte-aéroneis Hancock vint y faire une incursion. Par la suite, les porte-aéroneis Oriskany, Kitty-hawk. Constellation et Enterprise y ont été envoyés à intervalles réguliers. M. Schlesinger, secrétaire à la défense, a déclaré que les Etats-Unis continueront à envoyer des unités de leur flotte en visite périodique dans l'océan Indien et dans le golfe Arabo-Persique, comme l'exigent, à son avis, les intérêts diplomatiques américains. Il ajoutait que Diego-Garcia permettrait aux Etats-Unis d'appuyer des opérations destinées à protéger leurs intérêts et ceux de leurs alliés sans recourir à une capacité logistique mobile supplémentaire. C'est là un cuphémisme pour dire que la création de nouvelles facilités à Diego-Garcia permettra de soutenir des opérations d'intervention contre les Etats littoraux de l'océan Indien.

Devant la qualité et la quantité du déploiement des forces américaines, les États afro-asiatiques de la région de l'océan Indien sont devenus plus sensibles aux pressions, telles que celles qui ont été exercées en 1971 et en 1973. Leurs réponses aux menaces

ont varié, mais presque tous les Etats riverains et voisins, y compris l'Iran, le Pakistan, l'Indonésie et même l'Australie, ont fermement exprimé leur opposition à la rivalité des « grandes puissances » dans l'océan Indien. Le bloc des non-alignés est le plus explicite à cet égard. Conduit par le Sri-Lanka, il continue de s'opposer « aux tentatives calculées visant à intimider les nouveaux pays d'Afrique et d'Asie et à l'extension injustifiable de la politique de nécolonialisme et d'impérialisme ». Il souhaite que l'océan Indien soit déclaré zone de paix et que les grandes puissances se portent garantes de ce statut.

Mais tous ne sont pas d'accord sur la démarche à adopter. Alors que l'Union soviétique met en avant son plan de e sécurité collective en Asie », se servant de la tension dans l'océan Indien. Téhéran propose que l'Iran et l'Inde mettent en commun leurs ressources pour policer l'océan Indien afin d'en exclure les autres flottes, la création d'un marché commun des resources pour policer l'ocean indien afin d'en exclure les autres flottes, la création d'un marché commun des pays de l'océan Indien étant un corollaire. Etant donnée la dimension des marines iranienne et indienne, l'idée d'une police commune pour tenir les marines étrangères à l'écart ne paraît guère réaliste. Les pro-occidentaux, tels que le Sri-Lanka, ant des conceptions très divergentes quant à la menace liée à la rivalité dans l'océan Indien. En outre, le niveau, la nature et le mode de développement des pays de l'océan Indien ne sont pas tels qu'ils permettent la création d'un marché commun. Les normes auxquelles lis se réfèrent sont souvent contradictoires et leurs besoins en concurrence.

Les dirigeants soviétiques ont pro-fité d'une conférence afro-asiatique hostile aux bases dans l'océan Indien (à New-Delhi, en navembre 1974) pour vanter une nouveile fois le plan Brejnev de sécurité collective (qui ne trouve pas preneur, l'Inde elle-même se montrant méfiante). La position soviétique est que la présence améri-caine dans l'océan Indien met la paix en danger, tandis que sa propre pré-sence est un facteur en faveur de la paix et de la stabilité dans la région. paix et de la stabilité dans la région...

Ainsi, la rivalité des grandes puissances est-elle entrée dans une nouvelle phase dans l'océan Indien, à laquelle les pays riverains, divisés, assistent impuissants.

Correspondance

Le Maroc et le Sahara occidental

La diffusion du numéro d'août 1975 du Monde diplomatique a été interdite au Maroc en raison de interdité du Maroc en raison de l'article de Paul Balta sur le pro-blème du Sahara occidental. Maloré cette interdiction, l'article de Paul Balta nous a vaiu une lettre de M. Mourad Akalan, de Rabat, dont nous publians ci-des-sous le passage le plus significatif. De surcroit, le texte intégral de cette lettre est publié sous forme de lettre ouverte en première page du numéro du 21 août du journal marocain Al-Bayane, organe de l'ancien parti communiste marocam, édité à Casablanca.

un droit féodal qui ue vaut que s'il est eatériné par lo consensus populaire... C'est le peupla qui douno sou ideotité au so-uon le contraire. > Cette affirmation rap-portée par P. Balta souue terriblement

luux dans lo cas du Sahara, car s'il y u uu peuple africain et arabe qui a le plus iuttò pour « donner soa ideztité au sol », c'est hieo le peuplo marocain. Nulle part sur le sol africain une lutte aussi opiniàtre et presquo miliéuaire u'a opposè les populatione du Maroc oux agressions coloniales... Que les Marocains du Nord, les Rifains en particulier, au sentiment notioual très vif. se solezt hattas chez eux béroiquement sons la direction d'Abdelkrim Er-Riffi pour la souvegarde de l'Indépendance de leur pays, cela n'a pu que préciser davantago l'appartenance de la composante rilfaine à la uation marocaine. Mais quo (sans rémouter dans l'histoire) Maa-el-Aimine à la tête de ses troupes saharienues se solt battu dans le Haut-Atins pour défendre l'indépendance du Maroc (essentleikement composèce de Sahariens) ait combattu les armées coloniales d'El Aunin à Marrakech, cela donne à cette partie du Sou une lécatité marocaine arrachée do haute lotte et nou pas dévolue par uno quelcouque motiou de l'Assemblée géuérale des Nations unles. »

La représentation diplomatique de la junte chilienne

Réagissant à la lettre de M. Jean Ziegler au sujet de l'ambassadeur du Chili à Berne (le Mondo diplo-matique, juillet 1975). M. Rui Gomez Herrera, de Genève, nous ècrit:

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Bouillabaisse. beurre blanc, Gibiers Quvert te les lours. Terrasse chauffée 28, rue Gazaa (Parc Montsouris)

588-38-52 Salle pour banquets, 10 à 40 couverts. a Vous de compreuez pas vraiment l'œuvre salutaire qu'accomplit le général Pluochot octuellement dans mou pays. Certaines méthodes de répression paraissent exagérées à celul qui un connaît pas les mudalités historiques du caractère chillen. Diais même el vous u'upprouvez pas les méthodes, la politique. Le projet du général Pluochet et du gouvernement de la junte militaire du 11 septembre 1973, vous devez honorer le principe de l'universalité des relations. Le gouvornement de Santiago euvois. Le gouvornement de Santiago euvois comme ambassaceur à Berno uu général de police? Il on u hien le droit. Ce général est un homme d'extrême droite? C'est M. Jean Ziegler qui le dit. Mais, même s'il dit vrai, l'ambassadeur Garcia Herrera a le droit d'avoir les opizions qu'il veut. Je dirais même—au risque do vous choquer: l'ambassadeur Garcia Herrera peut être un fasciste cozvaineu. Cela no change rieu au respect quo tout le monde lui doit, y compris le quo tout le monde lui dolt, y compris le prolesseur Jean Ziegler : M. Garcia Herrera représente à Berne nou pas son propre groupe politique d'origine, mais blea l'Etat chillen. »

A propos de l'article d'Olga Kape-liouk (le Monde diplomatique, août 1975), M. Yves Maussian, ensei-guant à Jarzé (Maine-et-Loire), qui vient de séjourner deux ans en Ethiopie, nous adresse la lettre vivante.

e Tout d'abord. Il faut dire que si la doctriue d'Etat a changé, les hommes, eux je veux parier de l'armée et de la police principalement), resteut les mêmes, et les méthodes aussi. La répression euvers les travailleurs ot les étudiants se fait toujours aussi dure, sinon plus. Les reveuus, déjà très bas (envirou 5e F par mois ez usino) no se sout pas améliorés depuis la prise do pouvoir par les militaires. Pour citer un exemple, des ouvriers d'une minoterie récemment nationalisée et payés à l'heure se sout vu imposer une réduction do la durée de travail ainsi que des jours chômés (fêtes religieuses et uationales), sans augmentation parallèlo du salaire horaire. La réaction immédiates fut une révolts coutre les musulmans (les ouvriers, en majorité chrétiens, établissant la relation fêtes musulmanes : haisse salariale) et uno uestagie de l'anclen régime impérial. Cette vuguo de nationalisations mal préparée est dunc lourdo de censéquence pour l'avenir de pays.

rial. Cette varuo de nationalisatious mal préparse est danc lourdo de censéquence pour l'avenir da pays.

« Par afflents, les dirigeants de l'unique syndicat (Labour Union) — très modèré — oat été arrêtés et la grève déclarée illégale. Elle va, comme le disent les dirigeants du Derg (directoire militaire), à coatre-courant de lo ligue définie par e Ethiopla Tikdeme (Ethiople d'ubord). Cette formule, maître mot de lu révolution éthioplenne, peut être interprétée de blen des façons, et les militaires s'en serveat commo d'une arme pour éliminer tans les géneurs, de gauehe comme do droite.

e Mal préparée fut uuss) la campagno d'alphabétisation. Il est évident qu'il s'agissait avant tout pour les militaires de se débarrasser d'une masse tupbulente et diffiellement eoutrôlablo. D'ailleurs, commo il a été dit, les étudients partent, mais sans savoir pour combien de temps;

commo il a été dit, les étudients partent, mais sans savoir pour combien de temps; les militaires seuls décideront. Leur préparation a été très succincte, et, sor place, le manque d'outillage et d'orraniation se fait souvent sentir. Les étudiants oat été disséminés par groupes d'une ceataine encadrés par des professeurs et un officier. Oa peut se demander commeat des

Le régime militaire en Ethiopie

liens peuvont c'établir entre oux et les paysans quand ou sait, eu plus, qu'ils no parient pas très souvent la même langue. b Dans cette révolution à l'éthiopienne, ce qui saute finalement aux yeux, c'est lo manquo de préparation des réformes que l'oz met en place, lo gaspillage d'éner-gio et d'argent auquel on a recours, en un mot le manque de compétence des membres du G. M.

membres du G. M.

e Mals je no voudrais pas terminer sans parier do l'Erythrée, épine du régime, Mmo Kapeliouk fait une rapido allusion su comportement de l'armée éthiopienno dans cette province, et il serait maiheureux d'en rester là, car co qui so passe on Erythrée est en hien des points comparablo à ce qui s'est passé au Biafra il y a qualques anuées. Ayant été en relation avec des Erythréens, je peux vous citer des exemples d'atrocités commises par l'armée. Je ne citeral pas de noms, ul de date précise, cela vaut peut-être mieux. Un soir, l'armée oucercle un petit villago

do queiques centaines d'habitants. Co vil-lage paisible sur le bord do la mer Rouge a, pour son malheur, beaucoap do ses « enfants e parmir les maquisards. La marine hloque la mer. En pleino unit, les soldats pénètrent dans les maisons, pillent et égorgent les hommes dans leur lit, sons les yeux do leurs femmes et de lours enfants. Ceux-ci soat jetés vivants dans des puiss... Une partio de la population a pu s'enfair à la faveur do la noit : une autra partie, femmes et vieillards, se trouve miraculeusement épargnée. Blen des villages ont été ainsi rayés do lu carté en une nuit atroca... Nui étranger n'est admis dans la province. La Croix-Rouge u'a pas à intervenir : affaires inté-rieures.

a Cette dénonciation des atrocités éthio-piennes no changera rien, mêmo si elle paraît dans votre journal. Il y en a hiou d'autres dans lo monde. Cependant, ou so sent parfois compiles quand on garde le suence... »

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

réservée à ses lecteurs résident à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro:

- * Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- * Un chaix des articles de synthèse et de commentaires.
- * Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.

* Une chronalogie des événements.

Renseignemonts et tarifs : 5, rue des Italiezs, 75427 PARIS CEDEX 99 Téléphone : 770-91-29

CONTENTEMEN

to the control was to be

the state of the same of the same of

13 100

Acres 6

-71.4

MÉCONTENTEMENT POPULAIRE ET LUTTES POUR LE POUVOIR

(Sutte de la première page)

Après le coup d'Etat, les militaires avelent laissé entendre que, une foie rodées les nouvelles règles du jeu politique, ils sarelent disposés à retourner dens leure casernes. Or, dès evant tes élections d'evril 1975, ils envisagant de peupler et de contrôler les mécaniemes de prisa de décision, y com-pris l'Assemblée constituanta, pendant au moins cinq ens. Ce choix va accélérer les événements

Très vite, la jeune révolution subit les ettaques des éléments les plus conserveteurs de l'emée, qui orgenisent les putsche du 28 septembre et du 11 mers. Cette hostilité felt mieux apperaître que le décleion de rester su pouvoir pose sutometiquement aux militaires le probléme d'un projet de eoclété, dont ne peuvent tenir tiau ni le programme du - Mouvement des capitaines - ni le programme du M.F.A. qui l'e suivi, Et ce projet de eoctété est d'autant plus difficile é éleborer que les dirigeants, civife et mititaires, méconneissent le « terrain « eur lequel ile doivent soir

De multiples indices semblent montrer que beaucoup d'officiers, insetisfalta ou frenchement mécontants de l'Impuissance des partie politiques é meîtrisar l'exploeion societe d'une population contenue pendent quarante-huit ens da dictature. lent dens le dynemique M.F.A.-povo (M.F.A.-peuple) l'arme idéale pour merginaliser - démocratiquement - les pertis Dès la mi-mars 1975, le commendant Ramiro Correia, membre du Consell de le révolution et actuel responsable de le division de l'état-mejor, nou e declarait que le M.F.A. reprochalt eu parti communiste portugeis de n'avoir pas su endiguer l'ample mouvement de grèves de mai 1974 é février 1975. En même temps, il critiquait sévèrement le perti ecclatiste de M. Merio Soares pour plaquer sur le société portugelse le modèle classique de démocratie libérale électorellate.

Meis cette tendance n'est pas le ecule eu seln du M.F.A., qui se divise en eu moins cinq courants viveces;

- Le premier, initielement très proche du P.C.P., favoreble à une prise de pouvoir de type bolchevique, encouregé par la radicalisation de le situetion, se eltue actuellement sur la geuche du perti de M. Alvaro Cunhal, Il est constitué par lee membres de la 5º division, eppuyés par les fusiliers marins, les services de ransmissions militaires, le - Commission

d'extinction de la PIDE -, quelques militaires dispersés dens des postes-clés de l'information, de le police politique, de le police militaire, du centre de sociologie militaire. Jouani un rôle très importent, la 5º division est animés par de jeunes officiers communistes radicaux qui respectent prefondément la lutte clandestine du P.C.P. pendent querante-hult ans de salazarieme. Influencés par le MES (Mouvement de le geuche socialiete) et par les dissidents du P.C.P. qui refusent les théses de le coexistence prônée per M. Alvero Cunhal, les - jeunes toups de la 5º division sont, comme le MES, fevorebles à l'emploi de méthodes ccercitivas pour s'emparer du pouvoir, lle ont réussi é redicellser une partie considérable de le base du P.C.P., surtout permi les jeunes, qui acceptent moins fectiement les mots d'ordre et les directives de le « vieille garde ». Ils se montrent assez critiques é l'égerd de M. Alvaro Cunhal, qu'lla estiment trop influancé per le perti communiste francai, evec lequel || meintiant de solides

- Le deuxième courant est centré eutour des unités opérationnelles jusquelà rattachées au Copcon sous le commandemant du générel Otelo de Carvalho et influencées per les groupes d'extrême geuche, é l'exception M.R.P.P. et des enerchistes ;

- Le troieléme, qui e'est révélé avec la publication du « documant des 9 «, se regroupe autour du commandant Melo Antunes et de huit eutres membres du Consell de le révolution, fondateurs du M.F.A.: ce groupe préconlee le passege Immédiet eu socielisme, tout en s'effor-cant d'éviter certeines ettitudes des militaires peruviens ou des dirigeants elgé-riens ou cubains, qu'ils considérent comme eutant d'erreurs ; vivement bos-tiles à toute tentetive de bureeucretisa-tion, ile s'opposent eussi à certaines thèses de la 5" division qu'ils quetifient

- Le quetrième, difficile é évaluer, regroupe ceux qu'i désirent que l'ermée se dépolitise et retourne dans ses casernes : politiquement proche de M. Merio Soares. il soutient le projet sociel-démocrete élaboré per le direction du P.S., cautionnée st financièrement eldée par le S.P.D. etlemand :

- Enfin, le cinquième, organiquement merginal, esi lormé d'officiers exclus ou épurés, mais susceptibles d'être récupérés par l'un ou l'eutre des clans en lutte.

Les choix économiques

CHACUN des trois premiers courants est l'auteur d'un projet économique plus ou moins articulé. Celul de l'ex-premier ministre Vasco Gonçaives révèle la terme determination d'étatiser rapidement l'économie. Décidé à assurer l'eccumulation du capital par des méhodes dirigistes, violenles au besoin, il veut Instaurer plus de justice sociale, réduire les Inegalités, même si, comme cela ne fait pas l'ombre d'un doute, cette politique doit nuire au sort des pefits et moyens agricultours au profit du secteur Industriel. Selon le projet Goncelves, les reletions economiques internationales seraient commandées par un souci d'équilibre entre les importations et les exportations avec l'Europe de l'Est comme de l'Ouest, la première devant l'emporter nécessaire ment sur l'autre. Le programme de th. Vesco Goncalves, public le 22 coût par le cinquierne gouvernement, est basé sur le document du ministre Mario Murteira intitulé - Stratégies de politique économique 1576-1978 « qui date de juln 1975. Ce progremme de transition, en céoil de son souci de préserver l'indépendance nationale, reconnaît que la nécessità d'assurer un minimum d'offre intérieure en produits essentiels et d'acceptsr des investissements extérieurs (en capitaux et en technologie) pour les secleurs avancés de l'industrie peut entraîner le pays vers une situation de dépendance réelle é l'égard de l'Europe rie l'Est.

Le document des officiers du Copcon lu! conçu par les militaires d'extrême geuche révolutionnaire comme une réplique au « document des 9 ». Il met l'eccent sur la nécessité d'assurer l'eulosuffisance du Portugal en produits alimentaires. Il envisage une lerge politique de crédits et d'assistance technique et sociale à fous les secleurs de l'egriculture. Selon ce plan, tes centres urbeins et industriele constituereient les bases du soutien logistique indispensable au développement egricole. L'ermée y joue, en tant que tetle, un rôle eu niveau de t'eppereil de distribution de le production. Enfin, il insiste sur l'Impèrellve nécessité de maintenir. lé où les structures l'exigent, la petite et le movenne propriété. Pour les reletions économiques internetionales, le plen envisage d'eccorder le priorité eux echanges evec les anciennes colonies portugeises d'Afrique dans le cadre d'une etratégie tiers-mondiste, le commerce evec les pays anti-impérialletes et capitatistee venant en seconde priorité.

Pour sa part, enfin, le «document des 9 « considère qu'il est absolument vitat pour la révolution de respecter te mouvement de dialectique sociale centré autour des forces de le moyenne et de le petite bourgeoisie urbaine et rurale. Il pose en principe que le setisfection de le demende de cas clesses ne peut que profiter au prolétarlet. Justiflée per le caractère démocratique des Institutions qu'il préconise, une ouverture du Portugal vere l'Europe occidentale serait indispensable é la réalisation de ses aspira-tions à l'intérieur du peys.

Réalités sociales et dogmatisme

E LEMENT actif du greupe des ex-MES (Mouvement de le gauche socialiste). dont le scission fut motivée par l'alliance tactique du MES avec le P.C.P., M. Cesar d'Oliveira nous e déclaré : « Pour le première fois dens l'histoire du mouvement ouvrier, le seconde révolution industrielle se produit dans un pays soue-développé. Dui est porteur de révolution ? Une petile bourgeaisie prolétarisée et un prolétariet petit-embourgeoisé... Au Portugal, malgré une rariculture precepitaliefe, nous eommes dans une société de consommation. Encore en 1973, evec une population sensiblement égale dans l'agriculture et cans l'industrie, le produit industriel ételt trois tois supérieur au produit de l'agriculture. Recensées en 1972, 72,1 % des unités industrielles employaient moins de quaire personnes, et 2,3 % seulement en employa en/ plus de cent. Au nord du pays, où prédomine l'Industrie textile, caractéristique d'un retafil relard industriel, environ les troie cinquièmee de la main-c'œuvre industrielle ne vit pas exclusivement de son selaire Industriel, car cette partie du prolétariat est constituée de petits propriétaires ruraux, de maraichers, de gens qui e'emploient dans diverses ecrivités commerciales. Les salanés de le fonction publique, les salariés

non Industriels, les employés des services représentent de teur côté anviren un tiers de le population ective. D'autre part, l'émigretion e réduit le prolétariet aaricole des zones latitundialres typiques telles que Beje, une partie d'Evore, Setubal el Portalegre, Santerem, en même temps qu'on assistait à le disparition de le force de travail agricole dans les régions du centre et du nord du paye.

La « document des 9 » qui, malgré ees lecunes, semble répondre eux soucis qui ee dégagent de l'analyse de Cesar d'Olivaira, e été dénoncé comme une solution de dreit Inecceptable .. Pourtant, une lecture attentive de ce texte montre qu'il aspire à le formetion d'un grand bloc social d'appui, englobent le prolitariat urbain et rural, le petite bourgeolsie et de larges couches de la moyenne bourgeolsie (techniciens et intellectuels progressistes inclus)... qui créeraient findispensable base de soutien des grandes transformations par lesquelles doit passer le sociélé portugaise dans le cadre d'ur.; politique d'équilibre et de vérité, seule forme légitime permettent d'obtenir une vaste mobilisation des bases sociales «. Un tel socialisme est ineéparable du respect des libertés, des droits et des geranties fondementeles qui, d'après le document, « pourraient voir leur contenu se transformer eu tur et à mesure que ae dérouiereit le processus

Ainel le « document des 9 « tait rabonla viellie querelle sur la définttion des classes sociales, du prolétaries et de l'avant-garde révolutionnaire, détinition trop souvent entermée dans des limites dogmatiques ou dans un romentieme ouvriériste. Tel quel, il a obtenu l'assentiment, eu moins tacite, de 60 % à 80 % des officiers qui ont vu en lui, d'ebord et evant tout, un anti-progremme é opposer é M. Vasco Gonçalves, auquel lle reprochent de cautionner les thèses du P.C.P., du M.D.F. (Mouvement démocretique populeirs) et du MES. Ces mêmes officiers semblant evoir feit un peu rapidement l'équation entre les thèses et agissements du P.C.P. st du M.D.P. qui,

Stratégies tournantes

ES conetants renversements d'atliences entre les trois principeux clans militeires répondent finalsment é une logique assez simple. Devant fe tentative dse - 9 de débloquer la criee, M. Oteto de Cervalho e essayé de nouer une allience qui sereit soudée per le publication d'une synthèse des deux documents. Maie, après cina joure de discussions, au sièce du Copcon, evec les représentants des - 9 -, M. Otelo de Cervalho, sous la pression des officiers euteure du document du Copcon, mels aueel de le gauche révolutionnaire el des officiers de la 5º division, e renoncé é cet espoir afin de ne pas se couper de sa propre base. Celle-cl reussit en effet é le convaincre qu'il serait prétérable de conclure une elliance taclique evec le 5º division et M. Vasco Concaives et de former un front uni evec la base redicele du P.C.P. et la geuche révolutionnaire. Catie solution linit per préveloir en raleon des meneces croissantes de le droite. Les officiers du Copcon semblaient croire que le force de l'extrême gauche e'imposerait à un P.C.P. en perte de vitesse et déborde per sa propre base, dont il risquelt de se couper. La direction du P.C.P. éteit alors prête é retirer son soutlen eu « camerade Vasco ».

D'entre part el MM Melo Antunes et Olelo de Cervalho se trouvalent d'eccord pour demander le remplacement immédiat de M. Vasco Gonçeives, ils ne cessaient d'effirmer qu'ils n'étaient nullement hostiles au rôle que peut et doit jouer la base communiste du P.C.P. Male ils s'opposent à toute bureaucratisation du régime el é un « capitalisme d'Elet « dirige d'en heut sans tenir comple de le crise économique qui sévil eu Portugal comme sur la scène mondiale.

Des trois documents c'est celui du Copcon qui est le plue détaillé, mais il n'est operationnel que dane la mesure où, comme d'eilleurs les deux autres. Il n'Indique ni le coût du projet ni les moyens de le finencer. Or les sources Internes de finencement sont en chule vertigineuse, et t'Etat se voit dans l'obligetion de pulser dens les réserves d'égerane. Non nationalisées, les banques étrengères, où s'eccumule l'épergne, ont décidé d'ouvrir des comptes dans les benques étatisées, où lis déposent l'épergne de leurs clients inquiets, remellent einel de l'ergent en circuletion. Cette politique s'expliquersit per deux raisons : la pénurie de liquidités dont souffrent les benoues étatisées incite des banques telles que le Crédit lyonneie, la Bank ot London & South America et le Benque du Brésil à se faire bien voir du nouveau pouvoir; en outre, ce transfert de l'épargne leur permet d'éviter le paiement d'impôts élevés.

De nombreuses ceuses réduisent les cources disponibles pour finencer les prejets du M.F.A., et notamment les charges llées eu maintisn des troupes en Angola jusqu'au 11 novembre, dete de nce, - le repatriement précipité des colone pris de panique - le réorganisation des entreprises nationalisées, - tes frale d'entretien d'une armée pléthorique engagée dans le campagne de dynamication culturelle et politique. le nécessité d'eccroître les importations de produits elimentaires - les pertes économiques consécutives à le décotonisetion, - l'érosion continue de le mon-- te peu de conflance, c'est un euphémieme, qu'inepirent les eutorités portugeises sur Isa places financièree mondiales, - les creintes, partiellement juetitiées, des émigrés ou envoyeient des fonds, etc. Les euteure du document du Copcon ne tiennent pes auffisemment compte du fait que la Portugal dépend lergement de ses exportations, surloupour l'industrie textile, et qu'it ne peut guére mieer eur les pays du tiers-monde, eux eussi subissant les effets de le crise, esns tomber dans un schéme d'austérité qui serait lourd de conséquences poll-

Toutes ces difficultés pèsent eur chacun des trois programmes plus ou moi cohérents qui se trouvent en compétition dane le lutte pour le pouvoir. Commentant l'échec da le tentative de telre une synthèsa du « document des 9 « et du projet du Concon, un jeune capitaine redicalisé du Copcon nous diseit :

« Je peux avancer une hypothèse, même si je ne je creis pas viable. Si, revu et corrigé é la lumière de certaines prepositions de nos officiers, le - doc dee 9 - obtenait l'assentiment du M.F.A. alora il se pourralt que les marchés tinanciers d'Europe occidentale et des Étatseuivie par l'sxtrême gauche, sn ont pro-fité pour les accuser de soutenir un programme - de droite », ce qu'il n'est pas sn réalité, è moins que ne solt « ds dro/te - tout ce qui ne se rellia pas eulo-

metiquement eux thèses communistes. En ettst, le « document des 9 » tient compte des contredictions concrètes da la société portugeise. Il aet révolutionclaire conscisnce des limites du possible dens le eituation prelique du Portuget et propose en conséquence un program plus opérationnal que dogmetique. En préconisant le lormation et le mobilisation d'un grand bloc sociel d'eppui, Il emprunte é l'idée gramscienne du bloc historique el perelt essez prochs des thèses du groupe - tt Menifesto - et de certaine courents du perti communiste itetisn, bian que csux-ci exclusni l'idée d'une prise de pouvoir per l'armée.

de l'économis portugales. Mais celte hypo-9 - conduirait é court terme à aggrever élranger. Nous sommee prêts é nous sarrer le ceinture, à lermer les trontières s'il le feut pour asseoir notre indépendence nelionale sur une économie d'eutosuffleance. Noue eoutfrons d'un mai nécessaire, l'exploifation de nos émigrés

Le « document des 9 » est considéré comme ambigu perce qu'il ne felt pes ellueion eu projet de « pouvoir populaire » et en reison de son epproche du probième des nationellections. Ces embiquilès sont miees en évidence par le

mèse est à écerter : le - document des notre dépendance à l'égerd du cepitel par l'Eurepe, et cela suffit ... -

Unis ee montrent plus réceplils aux basoins

groupe d'intervention politique « des

ex-MES, dont les plue connus sont MM. Joso Cravinho, Ceser d'Dilvaire et Joso Martine Pareira, eux eussi démissionneires du quatriéms gouvernsment de M. Vasco Goncelves.

LEMONDE DIPLOMATIQUE - SEPTEMBRE 1975 - 5

De son côté, même s'il est plus détaillé, ts document du Copcon n'en pèche pas moins par cartaines omissions. Lorsqu'il avence l'idée d'une enticulation possible entre un pouvoir populeire qui se subelltueralt eu pouvoir local des caclques ties aux pertis, à l'Eglise (t) et à l'ancien régims, il manqus de clerté dens sa démonstration d'une poseible erticuletion entre ce pouvoir populaire et une planitication centralisée. Ses partisane sou-tisnnant que les conseils de base auront un réel pouvoir politique, mais le n'évoquent pae le poesibilité que ces mêmes conseils eolent menipulés par des pertis politiques ou per l'eppereil d'un M.F.A. devenu eppareil d'Etat.

Aussi longtamps que eubeisteront les actuelles divisions politiques de l'ermèe, le belance paut pencher vers les communisles — appuyés temporairement per l'extréme geuche — qui bénélicient d'une meilleure cohésion tactique et d'une plus grande discipline. Les eutres forces, pour leur part, sont obligées d'observer une très grande prudance car elles neviguant entre deux écueils : d'un côté, elles courent le danger d'être dénoncées comme - réectionnaires - ou - contre-révolutionnaires », et de telles accusations sont souvent peyentes, même lorsqu'elles ne sont pas justifiées : de t'eutre, elles courent le risqus de se taire menipuler per les intéréts hoetlles à tout projet révolutionnaire (forces spinolistes, noatalgiques d'une drolle dure, qui echétent des fermes en Espegne; bourgeoiele émigrée, qui inveellt déjé sur la Côte d'Azur, en Sulsse ou eu Brésil).

Lassitude et inquiétude

ES tensions entre clans d'officiers ont pulssamment contribué é freiner le cours révolutionnaire délà prolondément ettelnt per les tuttes pertisanes entre procommunistes et anticommunistes, depuis février 1975. Mais une inconnue demeure : le réection de le base de l'ermée, et plus perliculièrement des troupes opérationnelles, au cas où l'un des clans décideralt de résoudre la crise par la torce. Au cours des violences enticommunistes du mois d'eoût, consécutives aux harangues de l'erchevêque de Minho el. dens une moindre mesure, de M. Mario Soares, l'attitude de la troupe e latesé supposer qu'elle n'est eucunement disposée à participer à un règlement de le crise conduisant é une guerre civile. Les soldets semblent résolus à reluser qu'une révolution faite eu nom d'une solution pecifique - la ation — débou lencee qui, pavant de cadevree la vole du socialisme, rappellerelant lee massacres commis au cours des guerres colonieles. Mais une dynamique de guerre civile peul se mettre en place, indépendamment de la volonté de certeins.

Le peuple portugeie se lasse d'une lutte pour le pouvoir, lutte dont il est, en fin de compte, l'objet beeucoup ptus que l'ecteur. Au nom d'un projet économique et social perachuté d'en heut et qui tui demande de gagner la beteille de le production, li risque tinelement de payer très cher cette lutte pour la pouvoir. D'où les manifestations d'un réel mécontentement devent la dégredetion de la situation économique, de la qualité de le vie, meie aussi contre le place prédominante du P.C.P. dene l'appareil gouvernemental et dans les moyens de communication de messe, ou encore à propos de le délense des libertés fondementeles. Ces griels s'adressent, en feit, eux cerences d'un projet politique mal délini qui eboutit é survaloriser le rôle d'une event-garde d'ailleurs divisée et à sous-estimer t'importance du bloc social qui peut eppuyer

le révotutioл. Deux hommes-clés pareissent pourtan tenir compte de ces fecleurs et semblent résolus à évilsr que le révolution ne se fige daventage ou qu'elle ne eoit « récupérée «. Il e'egit du commandent Melo Anlunes et du générel Dtelo de Carvalho. Le premier est l'un des plus fins et des plus ectifs théoriciens merxietes non orthodoxes, le second t'un des plus hablies stratéges militaires révolutionneires. Le général Otelo de Carvalho réussit é mobiliser l'extrême geuche pour teire pièce é la prise du pouvoir par le P.C.P. il refuse d'Intervenir pour réprimer le classe ouvrière el le prolétariet egricole de l'Atentejo ou les manifestations populeires enticommunistes eu nord et au centre du peys. Pour lui, tes militaires communistes ou proches des commu-nistes et le base du P.C.P. ont, bien entendu, un rôle é jouer, méma s'il juge excessits leurs egissements actuels, mele il évite d'eccueer le P.C.P. ou le 5° division de eectarisme, même ei celui-ci choque beaucoup de gens.

Apparemment, le générel Dtelo de Cervelho cherche é gagner du lempe en servant de - pareplule - eux torces socieles out ont un poide réel maie sont, pour l'instant, rédultes au rôle de simple enjeu de le tutte pour le pouvoir. Fece eux pértis que tait peser une droite qui essale d'exploiter le mécontentement générat et de coller à l'ottensive du P.S., du P.P.D. et du C.D.S., le générel Dtelo de Carvalho, tout en s'efforçant de contenir le courant des = 9 -, e'est tectiquement allié eu P.C.P. en ceutionnant le trent qu'il e constitué evec l'axtrême gauche.

Les officiers qui, evec M. Melo Antunes,

ont préparé le « document des 9 « (Canto e Castro, Victor Crespo, Costa Neves, Victor Alves, F. Charrals, Pezarel Correie et Souea Castro) eoni aussi bien hostiles eux projets du perti socieliste, dont ils connaissent le dépendence é l'égard de la sociel-démocratie ellemende, qu'é un régime prochs de celui des démocreties populeires qui pousserait le Portugal dens l'orbite de l'U.R.S.S. Ils esliment que la création immédiate de structures de - pouvoir populaire - per-mettreit au P.C.P. de les récupérer facilemant el provoquerait, en outre, un choc

Aucune tendance ne saurait, en tout cas, sous-estimer l'Importance des « zones d'inliuence - dens un monde qui, pour l'essentiel, quol qu'en dise M. Kissinger, reste bipoleire : les Etats-Unis ne tolèon Au Doduc règime qui bénéficierait de liens particuliérement étroits even l'Union soviétique, et celle-ci, qui conneît bien les rècles du leu de la « délente » ne fereit rien pour taire échec é une action subversive lancée per les Etals-Unis. Dans la mellleure des trypothèses, comme eprès le putsch du Chill, Moscou romprait ses reletions diplometiques avec un éventuel régime portugeis de type lascists.

Contre les meneces qui grendissent à l'inférieur, meie eussi é l'extérieur, le M.F.A. seura-t-il éviter de foumir un prétexte eux torces qui egralent irop heureuses de détourner ou d'écraser la révolution ? Trop d'erreurs ont déjà été commisés, trop de tamps a déjé èlé perdu pour qu'on ne reppelle pas eux respon-sables portugele evec quelle tacililé les espoirs qu'ils ont souleves voilé dix-huil mois pourraient, par leur taute, disparaître dane les oubliettes de l'histolre

VIRGILIO DELEMOS.

(i) Même t'érêque de Porto, qui fut un opposant à Salazar, s'aligns eujour-d'bui sur les positions de M. Mario Soares et prècher les vortus de la social-démo-cratie et de la démogratie chrétienne.

Cause départ, Joue PANTHEON

magnifique oppartement 185 m2 + chombre indépendante. Entièrement décoré et équipé.

Reprise importorite. Tel. (heures bureau): 567-14-94.

Lisez

Le Monde des Philatélistes

7. rue des Italiens, PARIS-S- --- C. C. P 18.382-12 PARIS ---ABONNEMENTS PRANCE: t an P 30,00 ETRANGER: 1 ac F 36,60 Le Comère: F 3.56

Specimeo sur simple demande adressée au Moode des Philotélistes it bis. Ed Haussmann, 75009 Paris.

Les obstacles au développement

A la fin du mois de mai, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) publicit le rapport d'un groupe d'experts selon lequel les prix relatifs des matières premières ne s'étaient pas tellement détériorés depuis vingt ans. La presse américaine s'étant empressée d'annoncer

DÉTÉRIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE ET "DÉSACCUMULATION" DU CAPITAL

N des traits saillenta de la crois-sance économique d'après-guerre est que l'accumulation du capital è l'échelle mondiale - pour reprendre le cadre conceptuel de Rosa Luxemburg a irrésistiblement bénéficié aux pays du centre capitaliste, mele seulement de feçon marginale ou nulla eux pays de la périphérie ou triermédiaires. Les indicateura usuals da la pauvreté, chômage massif, analphabélisme, mainutrition et femine chroniques montrent que le merginelisation sous ses formes les plus algues continue d'accebler ces pays. Inexorablemant, le procès d'accumulation pour le centre développé e'est accompagné d'une - désaccumuletion - parallèle dans le péri-

Celle-cl comprand, certes, une grande variété de pays fort divers eur le plan de le croissance économique, des motivetions Idéologiques, des reletions sociales Internes, etc. Dans tous, toutefois - à l'exception de l'orbite socialiste. - la bourgeolsle intérieure est lles à le bourgeolsie extérieurs, c'est-é-dira à la société transnationala moderna qui demeura l'unité giobale fondamentale de prise de décision dans le chaîne d'extorsion du profit.

On peut salsir le mécanisme de l'eccumulation et de la « désaccumulation » é travera les termes de l'échange, qui restani un des concepts londamentes théorie du commarce International. Il existe différentes descriptions des termes de t'échange ; le plus répandue est celle des termes de l'échange de « produits de base - ou « échange net - (net barter), qui exprime la relation entre l'évolution des prix à l'Importadon et à l'exportation, c'est-à-dire l'indica des prix à l'exportation divisé par l'indice des prix à l'importetion. Par exemple, el les prix é l'expor-tation d'un pays donné ont moine augmenté que ses prix à l'importation, on dit que pour lui les termes de l'échange se sont dégradés. Les termes de l'échange deviennent ainei un Indice partiel du pro-cessus d'accumulation ou, à l'inverse, du procès de - désaccumulation -.

Récemment, on e effirmé qu'un groupe de spécialistes des peya industrialisés et sous-développes - signalait é l'unanimité dans un rapport eux Netions unles que l'idea lergement répandue selon lequelle au cours des vingt-cinq dernières amées les prix des matières premières exportées par les pays pauvres ont eugmenté moina que les prix des produlte manufecturés qu'lls importent n'ast pas vraie » (1). Cette information inexacle concernant tes travaux du secrétariat de la Conférence des Nedons unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et plus particulièrament da ee division des produits de base, émeneli de M. H. Houthakker, un Américaln, ancien membre du Conseil des consellera économiques du président, qui groupe qui étalent présente affirmérent d'un commun eccord aufils n'avelent percu aucun signa de dégradation des termes de l'échange pour les pays en voie de développement » (2).

Il est compréhensible qu'un théoriclen de Harvard relevant de l'école néo-classique mette en doute le détértoration des termes de l'échange dans les pays sousdéveloppés, einsi que les conséquences qui en résultent. Male il faut sa référar eux données les plus récentes dont dis-pose le secrétariet de le CNUCED eur la période envisagée (3).

Baisse constante du prix des produits de base

I 'ANNEE 1950 e été choisie comme un point de départ pour l'étude des tendances économiques d'après-querre. Cette année-là toutefoie, vit le « boom » des prix des produits de base ilé à le guerre de Corée. En conséquence, toute étude des fluctuations des termes de l'échange à pertir de cette dete devrait également tenir compte du « boom » des prix des produits de base en 1973 et en 1974. Ou alors, il faudrait choisir une période qui exclurait ces deux dates exceptionnelles, à savoir le période 1952-1972. Au

TABLEAU I

Comparaison des indices des termes de l'échange des produits de base (1963 = 100)selon les données de la Banque mondiale et de la CNUCED

	CNUCED			mon- dials BIRD
	Indice des valeurs unitaire			
Année	Pour les produits de bese À l'expertation	Pour los produita manufacturés exportés	de l'ée des pr de l	change
	(1)	(2)	(3) = (1) +(2)	(4)
1953 1954 1855 1956 1957	116 127 122 117 114	94 92 92 95 98	126 138 133 123 116	122 137 130 128 118
1958 1959 1960 1961 1962	108 103 104 100 95 100	97 86 96 99 99	111 107 100 101 96	111 110 106 98 97
1963 1964 1965 1900 1967 1968	106 103 105 102 106	101 102 106 107	105 100 06 95	109 109 100 100 100
1969 1969 1070 1971 1972	110 115 107 113	110 117 124 134	100 99 86 84	104 102 89 87

::::

= trace

dvc='e

fersett

cours de celle-ci, l'indice cumulé, pétrole non comprie, e diminué à un taux moyen de 2,2 % par an. Si on inclut le petrole. le taux annuel de belase n'est plus que de 1,5 %. En 1974, l'Indice cumulé, pétrole comprie, était à un niveau plus élevé qu'en 1950. En 1973 et en 1974, toutefole, de fortes hausses des prix pétroliers es sont produites dane des circonstances tout à fait exceptionnelles. Il faut noter que se eituelt à un niveau plus bas en 1974 que pendent le - boom - coréen de 1950.

Comparone à présent les conclusions mondiale. Les données de la première se fondent eur les valeurs unitaires des exportations des paye en vole de développement de vingt-huit produits de base représentant environ les deux tiers de le valeur totale des exportatione de cee prodults (pétrole exclu). Les valeurs unichacune d'elle étant évalués en fonction de l'Importance reletive du produit des pays en vois de développemant en 1963. Cet Indice combiné e été déflaté de unitaires des produits manufacturés exportés per les peys industrialisés.

On voit, dans les colonnes 3 at 4 du tableau nº i, que de 1953 à 1972 — à l'exception de deux années, 1965 et 1968 les modifications des indices de la CNUCED et de le Banqua mondiale vont dene le même sens. En outre, pour les dix premières années de la périoda en question, les valeure des deux indices sont, en général, asymptotiques, bien que moine, les deux indices montrent que las termes de l'échange pour les marchandises concernées (pétrole exclu dans les deux cas) se sont détériorés entre 1953 et 1972 d'environ 2,2 % par an en moyenne.

Les tendences des tarmes de l'échange pour les différents produits de base considérés epparaissent dans la tableeu nº 11 qui enregiatre une diminution significative dans le période 1952-1972. Cette « désac-

FREDERIC-F. CLAIRMONTE *

fin de 1972 la détérioration des termes de l'échange pour les pays non patrollers per rapport eux années 50 équivaleit à le perte en 1972 d'environ 10 millards de dollers, soit encore plus de 20 % de l'ensemble des exportations de ces pays. Cette - désaccumulation - excédait leurs développement qui se montait à 8 408,9 millions de dollers en 1972. Et n'oublions pas dévaloppement par personna e baissé de plua de 20 % au cours de le décennie écoulée - (4). Le - boom - des prix des denrées primaires anregistré en 1973 et 1974 semble désormals fini, car. comme le reppette Gamani Corea, les prix des ont désormala balasé de 50 % en moyenne per rapport aux niveaux records de 1972-1974. En conséquence, les paya de l'O.C.D.E. devraient retirer 7,5 milliarde de dollars d'une telle baisse des prix aux dépens des pays non producteurs de

Mais les fermes de l'échange ne meaurent qu'une seule sorte de « désaccumuletton », puisque son indice net n'englobe pas les sorties financières liées à la dépendance technologique : palement des licences, des droits d'axploi-

TABLEAU II Taux moyens de variation des termes de l'échange de vingt-huit produits de base (a)

Produits	1952-1972	1955-1977
PRODUITS AGRICOLES	(80 % et	bet wa)
Bananes	- 3.1 - 3.7 - 1.4	- 3.4 - 2.9 - 1.3
Café Coprah Coton	- 4.9 - 1.3 - 3.1	- 3,5 - 1,3 - 22
Hulls d'arachide Jute Mais	- 2.7 - 0.4 • - 2.8	- 24 - 04 - 1.7
Oranges (y compris mandarines) Hulle de paime Riz	- 0.9°b - 2.0 - 0.8 °	- 0.5 b - 2.4 + 0.4 •
Caoutchouc Simal Sucre	- 4,1 - 2,2 + 0,1 •	- 5.6 - 1.5 - 0.0
The Tabae Laine	- 2.5 - 1.1 b - 3.6 c	- 3,5 - 1,4 b - 3,3
MINERAIS BT METAUX		22
Alumine	- 1.5 c - 1.5 c + 1.2 c + 2.6 c	- 22 + 0.9 + 3.1
Mineral de fer Plomb Min. de manganèse	- 23c - 23c - 4.70	- 22 - 20 - 53
Phosphate Etain	- 1.1c +2.7c + 1.2c	- 13 + 26 + 12
INDICE COMBINE	- 2,2 c	1,3

SOURCE : Compilé par le secrétariat de a) Les termes de l'échange des mar-chandises retenues ont été calculés en déflatant les valeurs unitaires des expor-

délitant les valeurs unitaires des expor-tations en provenence des pays en voie de développement (ou du monde) de l'indice des Nations unies des valeurs unitaires des exportations de produits manufacturés. Les taux annuels moyens de variation des termes de l'échange sont calvulés à partir des taux tendanciels. Toutes les rendances sont significatives (au noins à 95 %), sauf celles qui sont marquées d'un astérisque (*).

b] Calculé sur les valeurs unitaires des exportations mondiales. c) 1953-1972.

tation, des procédés technologiques, des marques de fabrique... Pour le tiersmonda, ces coûts directs se montaient à 1.5 millard de dollars en devises en 1968, chiffrs qui devrait e'eccroître de 20 % par an pour etteindre les 9 millierds de doilera à le fin des années 70, soit eix foia plus. On peut mieux se rendre compte de la dépendance économique à travers le prisme de le dépendance technologie quand on compare celle-cl é d'autres ordres de grandeur dans les pays sous développés : elle représente 5 % de leurs investissements nets: 8 % des importations de machines, d'équipement et de produits chimiques : 37 % des palements du service des dettes extérieures publiques : 56 % du flot annuel d'investissements étrangers privés directs, y compris les bénéfices réinvestie : deux fois et demi les dépenses internes consacrées à la recherche at au développement.

Il ne faut pas oublier non plus le paiement des royaitles à l'étranger, qui peut ettaindre 10 é 30 % des ventes, non plus que les salaires des - experts - étrangers, qui sont parfole cinquante tois plus élevés que coux du personnal local se livrant

• Functionnaire à la CNUCED (division des produits de base). Les opinions exprimées dans ret article ne sauraient engager

au même genre de travail... Par opposition eux coûts directs, il y e également les fardeaux ladirects qui frappent les pays sous-développés, tele que la majoration désormale quasi universallement admise des prix des Importations de produita intermédiaires et de biens d'équipement t'ecceptetion du paiement de la technologie par des parts dans les entreortses des pays sous-développés plutôt qu'en liquide fonds rapatriés eu titre des bénéfices des filiales à part entière ou des foint ventures (entraprises mixtes), et des majorations de prix pour la technologie incluss dans le

coût de t'équipement et des biene d'investissement importes (6). vent négligée du mécanisme de « désaca récemment été quantifée par rapport à un pays, tes Etats-Unis. Le nombre d'immigrants y arrivant en provenance de pays en vole da développement et figurant dans les quatre catégories de compétence était la dernière année (1970) pour laquella les eletistiques ed hoc sont disponibles. D'après ta montant du revenu moyen par Immigrant, le gain tiré de la fulte des cerveaux ou du transfert de technologie à rebours, en provenance des régions en Unis, se monterait pour le seule année 1970 à 3,7 milliards de dollars. A titra développement fournie par les Etats-Unis sux pays sous-développés se montait, le même année, à 3,1 millierds de dollars (7).

LOPF

Le'mythe des nationalisations

E procès de « désaccumulation », avec toutes see graves implications théoriques et politiques, s'epplique-i-it égelement aux pays producteurs de pétrole (les onze exportateurs), dont les recattes d'exportadon sont passées de 4,5 milliards da dollars en 1972 à environ 80 milliarda de dollars en 1974 ? Bien que beaucoup des champs pétrolifères des pays da l'OPEP soient pessés par divers degrés da alles ont été profondes comme en Algérie. n'ont pas mordu de facon appréciable sur le réseau de commercialisation et de distribution des compagnies pétrolières transnationales, qui continuent de contrôler 70 à 80% de la chaîne mondiale du pétrole. Ce ne sont certainement pas ces demières qui cont sfiectées par l'eug-

vent nécessalrement profiter surtout eux secondes. C'est une loi fondamentale du procée d'« accumulation - désaccumulation - du marché capitaliste mondial, cui ne s'applique toutefola que dans le cadra du développement inégal de l'économie mondiala capitaliste.

Aux corties financières liées aux termes de l'échange, il faut encora ejouter les flux de profit de la périphérie vers le centre imputables eux relations traditionnelles de propriété dans les pays de la périphèrie. Dans le cas des Etats producteurs de pétrole, les entreprises transnaboneles percoivent des surplus à un double dire, phénomène peut-ètre unique dans les anneles des échenges Internationaux :

TABLEAU III Flux des bénéfices en propenance des pays et des territoires en voie de développement (En millions de dollars)

	1865-1967	1968-1970	1971-1973
		— (Moyennes) —	
Total pays non producteurs de pétrole	1 652,3	1 484,5	1 540,5
Afrique	79,7	94,8	157.7
Asie	79,7 80.3 30,0	61,2	74,8
Prochs-Orient	30,0	53,2	38,5
Hémisphère occidental	882.3	1 255,6	1 269,4
Pays pétroliers	z 837,7	3 806,9	7 248,4
Total pays en vole de développement	3 899,0	5 291A	8 788,9

mentation des prix pétrollers, si l'on en luge par leurs blians finenciers.

Un article eur l'Arable Saoudite récen souligneit que - le question de le prise de contrôle ne se pose pas ici. Comma l'Aramco elme é le faire remarquer, la compagnie est déjà passée par des phes de participation gouvarnementale de 25, 40 et 60 % sans eutres effets que pureies 40 ni ies 60 % da participation saoudienne n'ont lamaie figuré sur le moindre document official, ce qui n'empêche paa néoccietions avac les quatre compagnies mères, Standard, Texaco, Exxon et Mobil, Que peut donc bien signifier la - nationa-Ilsation - dens le structure sociale ectuelle de ce pays ? Le même enticle poursuit - Pour une compagnie qui est sur la point de voir un gouvernement dont elle est l'hôte prendre le contrôle à 100 % l'Aramco réagit d'une façon vraiment bizarre. Ses quatre compegnies eméricaines mères viennent justament de ee voir demander d'epprouver le plus grend budget jamais ettribué é l'Aramco, le plus grand producteur de pétrole du monde. > (8).

Cette apupiesse n'e rten de « bizarre pulsque le moleur de l'accumulation du capital n'est pas fondamentalement attecté par le prise de possession des chemps petrollières. Le pétrole est en outre, le marchandise la plus dynamique du com-merce international. De même, si les républiques bananières augmentalent leur participation dans les plantations, ce ne sarait qu'un tout petit pas (dans le bonne direction, il est vrzi) vers le restructuration de la dynamique du pouvoir dans t'écono mondiale de la banane. A ce point, il feut. dénoncer une eutre mystification qui e engendré des Illusione pernicieuses. L'augentation en sol du prix d'une merchandise ne signifie pes nécessairement un gain pour les pays du tiers-monde. Le cas de la banane montre que le contrôle global de l'ensemble de la chaîne revient pour 11.5 % aux pays producteurs et pour 86.5 % sux entreprises étrangères (9), qui ne cont pas toutes transnationales. Etent donnée le structurs mâme de le division Internationala du travall, la commercieliune premièra foie lece au contrôle qu'elles exercent sur le cheine de production, de commercielleation et de distribution ; una seconde fols, et ce n'est pas moins important, grâce eu recyclege des revenus financiera des producteurs (ectuellement de l'ordre de 60 millierds de dollers) par raison de l'incepacité des producteurs à retenir à tour usage ces ressources finanva se pardre sur les tables de leu de Reco. de Las Veges ou de Monte-Carlo. de même que les colosseux echats d'armement, ne font que donner un aperçu da le structure sociale de ces peys. Mais c'est là une tout eutre histoire.

Le tablesu III sur les flux de profil au nivesu mondial comoléte les éléments que l'on viant d'analyser pour donner une idée de l'étendue du procès de « désaccumulebon - et de le nature de l'assistance áconomique que les peuvres consentant eux riches. Par comparaison, ces flots cumulés de le périphérie vers le centre depuie la fin de le seconda guerre mondiale font du plan Marshall une pura fri-

(1) International Herald Tribune, 26 mai 1975.

(2) Eutron's, bebdomsdairs financier de Wall Street, titratt ainai un de ses éditoriaux : « Qui se feit avoir ? Les nantis n'exploitent pas les démunis » (2 juin 1978), avec une agressivité qui illustre très bien les attaques que subit la CNUCED depuis des années. Voilà plus de dix ans, le même périodique américain écrivait : « Des informations orientées pressus à channe more du corrected. tées presque à chaque page du repport d'introduction de Baul Prebisch, le socia-liste argentin. (...) Comme analyse séliste argentin. (...) Comme analyse : ricuse, celle de Prebisch ne mérite pu tease, tette de Frenchen de mente puer le respect : toutefois, comme moreau de propagande à l'encontre du marché libre en particulier (et per extension de la liberté en général), on ne sourait la prendre à la légère. » (30 mars 1964.)

(4) Communiqué de presse de l'O.C.D.E.,

(5) Ct. le Monde diplomatique, juin 1975. (5) Guidelines for the Study of the Transfer of Technology, CNUCED/TD/B/AC/II/9.

(T) Reperse transfer of Technology: Economic Effects of the Outflow of Trained Personnel from Developing Countries (Brain Drain). CNUCED, TD/B/AC/11/25.

(8) Los Angeles Times, 16 Juin 1975. sation étant orchestrée par la bourgeoisle étrangère, les sugmentations de prix doiétrangère, les sugmentations de prix doiétrangère, les sugmentations de prix doi-

INTERNAT

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré DIRECTION : JEAN- MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande 7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

L'incident illustre assex bien la campagne d'inter-

prétations et de contre-vérités menée à tous les échelons — des déclarations les plus officielles jusqu'aux organes d'information — pour obscurcir l'enjeu de la guerre économique larvée entre les pays riches et le tiers-monde. Le débat ne s'en trouve certes pos

A propos du commerce des matières premières en général et du pétrole, vedettes de l'actuel affrontement, les deux articles ci-dessous montrent que, pour le tiers-monde, la persistance du vieux rapport de forces hérité de l'époque coloniole reste l'un des obstacles majeurs au développement.

L'OPEP FACE A LA CONFISCATION DE LA NOUVELLE RENTE PÉTROLIÈRE

Vienne ce mois-ci au redoutable problème du maintien de la valeur du pétrole en termes de pouvoir d'achat réel. Les décisions da la dernière réunion de Libreville concernant la fixation des prix pétrollers en droits de tirage spéciaux (D.T.S.) devront être confirmées ou infirmées : le choix sera rendu difficile par l'instabilité de cette unité de compte qui avait pourtant donné, un moment, l'illusion d'être le remède au détraquement du système monétaire international. Par ailleurs, les pays membres seront confrontés une nouvelle fois an dilemme concernant la proportion dans laquelle le prix de l'or noir peut être relevé.

En réalité, c'est tout la fonctionne-

peut être relevé.

En réalité, c'est tout la fonctionnement actuel du système monétaire international qui joue systématiquement contre le tiers-monde, et notamment les producteurs de pétrole, car il aboutit à une véritable confiscation, au profit des pays industrialisés, de la nouvelle rente pétrolière (N.R.P.) obtenue par les producteurs depuis la fin 1973. A la limite, et si nous systématisions sur le plan financier la thèse de certains experts pétroliers (1) suggérant que la hausse des prix du pétrole a été recherchée et encouragée par les sociétés du cartel pétrolier pour petrole à été recherchée et encouragée par les sociétés du cartel pétrolier pour assurer leur mainmise sur le développement des autres sources d'énergie, on pourrait affirmer que la confiscation de la N.R.P. par le fonctionnement actuel du système monétaire international au profit des centres financiers du monde industrialisé est indispensable à ce dernier pour financer les énormes investissements requis cer les enormes investissements requis pour le passage de l'énergie pétrolière — trop longtemps et irresponsablement à bon marché — à d'antres formes

Ce n'est sans donte pas à tort que le quotidien algérien El Mondjahid intitulait, an début de cette année, un de ses éditoriaux : « Le recyclage des pétrodollars ou le « hold-up » du siècle » (2). De même, les vives protestations d'Alger et de Téhéran contre la mesure française de réévaluation des encaisses-or de la Banque de France dénotent bien un net ressentiment denotent bien un net ressentiment

contre les pays industrialisés qui emploient le détraquement du systèma monétaire international à leur avantage et an détriment des plus faibles dans l'ordre économique mondial.

Malheureusement, dans le même temps que le monde occidental industrialisé, sous la houlette de M. Kissinger, achevait de mettre en place son système anti-OPEP en complétant le dispositif de coordination et de sécurité pétrollères (l'Agence internationale de l'ènergie) par un dispositif de sécurité financière (le fonds Kissinger de 25 milliards de dollars), le « sommet » pétroller des producteurs tenu à Alger en mars 1975 négligeait une proposition du gouvernement algérien pour la mise sur piet d'un « Fonds des pays de l'OPEP pour le développement et la coopération internationale » (3).

Pourtant, c'est de plus en plus à des possitions financières et monétaires

la coopération internationale » (3). Pourtant, c'est de plus en plus à des problèmes financiers et monétaires que les experts de l'OPEP devront faire face si l'Organisation veut se renouveler et approfondir sa vocation. Avec la disparition progressive de l'ancien système des concessions et les problèmes fiscaux complexes qui en découlaient disparaît, en effet, le domaine la plus important qui, insqu'à l'an dernier, alimentait les recherches, les débats et les mesures d'harmonisation des membres de l'OPEP. Mais sitôt la rente sugmentée, d'abord par la fisla rente augmentée, d'abord par la fis-calité puis par sa combinaison avec les hausses de prix, la voici confisquée par différents mécanismes pervers d'ordre monétaire et financier.

d'ordre monétaire et financier.

Ces mécanismes de confiscation peuvent être regroupés sous deux rubriques : l'inflation et le recyclage. Si le second phénomène concerne peu certains pays producteurs à forte démographie (Irak, Algérie) qui ne dégagent pas de surplus importants de balance de palements (mais ce n'est pas le cas du Venezuela et du Nigéria), en revanche, les pays à faible démographie, et donc ceux de la péninsule Arabique, sont atteints par les deux phénomènes à la fois, dont les effets se cumulent et se renforcent. Dans l'euphorie économique et financière photie économique et financière déclenchée par la N.R.P., il n'est pas toujours facile de se rendre compte de la gravité de la situation à long terme.

Les effets de l'inflation

INFLATION confisque, en rea-L lité, une partie beaucoup plus importante de la rente pétrolière qu'on ne l'imagine en général. En effet, lorsqu'on parie de taux d'inflation inter-national, il s'agit toujours des taux intérieurs des différents pays indus-trialisés. Mais, en réalité, les pays en voie de développement sont frappés de façon beaucoup plus violente et à des taux bien plus élevés. Les taux d'inflation intérieure des pays industrialisés, qui sont pris comme critère de perte de pouvoir d'achat des monnales inter-nationales, sont la résultante de la pondération de nombreux prix des biens les plus divers, dont beaucoup sont contrôlés ou subventionnés. Ces prix sont très différents des prix pra-tiqués dans le commerce international pour les quantités disponibles, notam-ment dans les périodes de crise et d'inflation où les phénomènes d'accad'initation ou les phénomènes d'acca-parement et de stockage par les opé-rateurs internationaux — qui sont le plus souvent les multinationales — déforment les prix. C'est ainsi, pour ne citer que deux exemples frappants one les quantités d'acier et de bié dis-ponibles sur le marché international ont augmenté, pendant certaines pério-des, de 300 %, celles du sucre de 600 %. Dans les pays pétroliers à forte démographie, mettant en œuvre des pians d'industrialisation et ayant de pians d'industrialisation et ayant de vastes besoins en produits alimentaires, la nouvelle rente pétrollère est donc très fortement rognée par l'inflation. Récemment, le Financial Times donnait des pourcentages éloquents d'inflation importée pour les Emirats arabes unis dont pourtant les besoins économiques sent loin d'etteindre dans économiques sont loin d'atteindre, dans leur diversité, ceux de pays comme l'Irak et l'Algèrie: ainsi, pour un même tonnage, le coût des importations des Emurats arabes unis de 1973 à 1974 a augmenté de 75 % en provenance

d'Allemagne de l'Ouest, de 234 % en provenance d'Italie, de 124 % en pro-venance d'Iran, etc. (4). Si les années 1969 à 1971 devaient être prises comme base de référence pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat d'un baril de pétrole en 1975 en termes de produits alimentaires, d'équipements lourds et de produits semi-finis, les résultats seraient sur-prenants, et l'on s'apercevrait que si le prix nominal du pétrole a bleu été multiplie par quatre, en revanche, le pouvoir d'achat réel d'un baril n'a certainement pas suivi une augmentation parallèle. Il faut, en effet, tenir compte de deux facteurs additionnels impor-tants dans les calculs des taux d'inflation subis par les pays en voie de

developpement :

— D'une part, la traditionnelle majoration des factures des grandes sociétés industrielles exportant des usines « clès en main » des qu'il s'agit de montage en milieu dit sous-déveluppé. loppé

D'autre part, depuis 1972, une hausse vertigineuse du prix des services fournis par les pays industrialisés aux pays en voie de développement, Déjà, en temps normal, un ingénieur « exporté » par une société industrielle ou da génie dans le tiers-monde coûte à l'importateur entre deux et trois à l'importateur entre deux et trois fois le salaire que touche l'ingènieur ou le spécialiste dans son pays d'origine : ce qui revient à dire que toute la hausse de salaire dans le domaine des services techniques fournis par les pays en voie de développement très fortement amplifiée fortement amplifiée.

A ceci, il faut encore ajouter la hausse des prix affectant les rede-vances payées par le tiers-monde sur les brevets et licences dont l'aspect scandaleux a récemment été dé-

Recyclage et dépréciation des pétrodollars

Le recyclage, quant à lui, signifie paiernents des pays pétroliers pris individuellement retournent dans les économies des pays industrialisés de façon quasi automatique, par le jeu de façon quasi automatique, par le jeu de la domination exercée sur beaucoup de pays du tiers-monde par les circuits financiers internationaux où règnent en maîtres ces autres multinationales — dont on parle trop peu — que sont les grandes banques des pays industrialisés avec, à leur tête, les banques anglo-saxonnes.

argio-saxonnes.

Par un mécanisme classique da néocolonialisme, si certains pays producteurs ont réussi à récupérer la souveraineté juridique sur leurs puits, en
revanche, l'aliénation économique e'est
approfundie, en ce sens que l'espace approfondie, en ce sens que l'espace financier leur échappe dans une large mesure. La nouvelle rente pétrolière de mesure. La nouvelle rente pertonica co-certairs pays n'irrigue pas les écono-mies locales et leur environnement régional, ma's reste prisonnière des circuits bancaires internationaux qui les orientent sulvant les besoins des économies industrialisées, notamment

les besoins financiers dus an développement des sources d'énergie de substi-tution (8). En réalité, s'il existe un problème

En réalité, s'il existe un problème de recyclage, il est exactement l'inverse de ce que les financiers des pays industrialisés conçoivent, car l'anoma-lie est bien ce mécanisme pervers du néocolonialisme (on du sous-dévelop-pement, tant les deux termes sont pement, tant les deux termes sont synonymes) par lequel, an sens ricardien du terme, une juste rente d'un produit du sous-soi se faisant rare est transférée hors de la région productrice par le jen de l'inégalité des forces productives dans deux régions du monde. Il est d'ailleurs effectivement aberrant de songer à recycler des milliards de dollars dans les pays industrialisés alors que le revenu moyen par tête d'abitant en Arabie Saoudite (en dollars constants de 1972) dépasse à peine les 500 dollars, cependant que dans l'ensemble de la peninsule arabique, exception faite da Koweit et des émirats, 10 millions d'Arabes vivent avec un revenu individuel moyen annuel variant entre 200 et Par GEORGES CORM *

300 dollars de 1972. La constatation pourrait être généralisée aux 120 mil-lions d'Arabes et au milliard d'Asia-tiques (Inde, Bangladesh, Pakistan, Afghanistan...) dont les pays avant la période coloniale constituaient une aire naturelle de complémentarité écono-mique et d'échanges commerciaux intenses avec les pays de la péninsule arabique.

Mais, sur le plan strictement finan-Mais, sur le plan strictement finan-cler, on notera un fait beaucoup plus grave. Si certains pays producteurs se dessaisissent aujourd'hui au profit du monde industrialisé d'un produit éner-gétique de base épuisable, au-delà de leurs besoins actuels en produits industriels, le système monétaire inter-national les empêche, dans son fonc-tionnement actuel, de recevoir en contrepartie des avoirs financiers exté-rieurs avant une valeur certaine. Du contrepartie des avoirs financiers extérieurs ayant une valeur certaine. Du
temps du bon vieil étalon-or on même
de l'étalon de change-or, ces pays,
exportant au-delà de leurs besoins,
auraient reçu en contrepartie du
monde extérieur de l'or ou des balances devises convertibles en or à taux
fixe et stable ; en d'antres termes,
se dessaisissant d'une valeur certaine
et réelle (le pétrola), ils auraient reçu
en échange une autre valeur certaine
et réelle (l'or). Actuellement, au
contraire, les balances dollars qu'accumulent certains producteurs n'ont
aucune valeur déterminable. Aux fluctuations continues dans le sens de la tuations continues dans le sens de la baisse depuis 1971 du seul étalon de valeur et moyen de paiement interna-tional, vis-à-vis des antres devises nationales, s'ajoute l'érosion du pou-voir d'achat de cet étalon par l'infla-tion, dont nous avons déjà signalé l'amplification du taux au niveau du

En prenant en compte les intérêts perçus sur le placement des balances dollars par les pays producteurs, mais, en actualisant, en contrepartie, la valeur de ces balances (juste logique du capitalisme), après avoir procédé à leur déflatement (calculs en dollars constants suivant le taux d'inflation), on s'aperçoit bien vite que les centaines de milliards de dollars projetés à l'horizon 1980 à titre d'accumulation de revenus pétroliers non dépensés redeviennent queiques dizaines de milliards qui comptent toujours aussi peu face aux milliers de milliards des produits nationaux des pays induspreducts que comptent que que comptent que que comptent que compten produits nationaux des pays indus-trialisés, des chiffres d'affaires des multinationales ou des bilans des grandes banques des pays industria-

Dans le fonds, le détraquement du système monétaire international et système monétaire international et l'impérialisme du dollar qui soulevaient autrefois les protestations de certains pays européens, notamment la France, semblent aujourd'hui arranger l'ensemble des pays industrialisés. Quoi de plus pratique, en effet, que d'annuler le bénéfice, pour le tiens-monde, de la revalorisation des matières premières par le maintien d'un véhicula de palement international oul n'est de palement international qui n'est qu'une monnaie de singe, se démui-tipliant à toute allure et entretenant les mécanismes inflationnistes interna-tionaux. Il en est d'ailleurs dans l'ordre international comme à l'interieur des frontières nationales : l'infla-tion rabote les classes moyennes et pauvres au profit du patronat indus-triel. C'est pourquoi, sans être pro-phète, si les mécanismes actuels de fonctionnement de l'ordre économique international restent les mêmes, on peut prévoir que les nations riches sortiront de la phase actuelle plus riches, cependant que les autres seront

Le recyclage, s'il est une confisca-tion automatique à laquelle certains producteurs pris isolèment dans leurs strnctures politico-economiques actuelles ne peuvent qu'être consen-tants, est aussi, du fait de l'inflation, une spoliation très grave. Les balances accumulés ne vaudront plus grand-chose en pouvoir d'achat réel dans la décennie sulvante.

décennie sulvante.

Qu'il s'agisse des pays à faible démographie ou des pays à forte démographie, la N.R.P. des producteurs est presque entièrement confisquée an profit des grands centres industriels et an détriment des producteurs et du tiers-monde. Tel est le problème auquel, à Vienne, devra faire face l'OPEP pour être fidèle à sa vocation de défenseur des intérêts de ses membres mals aussi du tiers-monde.

Nous ne pouvons pas jet rentrer

Nous ne pouvons pas ici rentrer dans le détail de ce qui pourrait être fait au niveau des producteurs dégageant des excédents importants de degageant des excedents importants de belance des paiements, quasi automa-tiquement recyclés dans les circults financiers des pays industrialisés. Il s'agit évidemment pour eux de cons-truire un espace financier local et régional qui permette de poser les bases d'une cohérence économique régional qui permette de poser les bases d'une cohérence économique, inexistante pour certains producteurs — pris isolément — dans le contexte actuel de déséquilibre économique international an profit des centres industriels (7). Ce que nous voudrions, en revanche, c'est essentiellement examiner les possibilités, pour l'OPEP, au nivean collectif d'échapper à la confiscation de la N.R.P.

La première remarque qui s'impose est qua le problème na saurait être traité que dans le cadre de négociations globales avec les pays industrialisés. Aucun pays producteur seul n'est en position d'obtenir, par négociations bilatérales, une protection efficace da la valeur réelle aussi bien du « surplus » annuel de revenus pétroliers que de l'accumulation d'avoirs extérieurs. Pourtant, si l'indexation des revenus par le biais de l'indexation des prix soulève tant d'hostilité dans les milieux des pays industrialisés, Etats-Unis en tête, qu'en serait-il de la revendication logique et justifiée, de l'indexation des avoirs extérieurs sur les prix des biens d'équipement industriels? En effet, la protection du seul revenu est tout à fait insuffisante si elle n'est pas accompagnée de la protection de l'épargne, qui est, en l'occurrence pour les pays exportateurs de pétrole, la protection du patrimoine national. Actuellement, et pour le bien-être des pays industrialisés, ces pays se dessaisissent de ce patrimoine contre des actifs financlers sans valeur certaine ou déterminable. Ceci sans parler de l'existence de garanties de change contre les fluctuations du dollar et du sterling, monnaie dans lesquelles sont libellées, à concurrence de 70 % et de sterling, monnaie dans lesquelles sont libellées, à concurrence de 70 % et de 20 % environ, les avoirs extérienrs des pays de l'OPEP (8).

pays de l'OPEP (8).

De même, l'anomalie très grave que constitue l'accaparement de l'or par quelques pays industrialisés devrait etre abordée. Il na devralt pas paraître irraisonnable, en prévision du futur. d'envisager un transfert d'une partie de l'or détenue par les banques centrales des pays industrialisés des centrales des pays industrialisés au

profit de l'OPEP et du tiers-monde. Ainsi, par exemple, un pourcentage de l'ordre de 5 à 10 % du solde des échanges entre pays pétroliers, actuellement structurellement excédentaires dans leur commerce extérieur avec les pays industrialisés, pourrait être réglé en or. Une pondération de ce pourcentage pourrait, da plus, être opèrée en fonction de la proportion d'or, évalué au prix du marché, dans les réserves des pays industrialisés. A titre d'illustration pour un pourcentage de base de 10 %, et si les réserves du pays à déficit sont composées d'or à hauteur de 70 %. 7 % seulement du déficit serait réglé en or à un prix qui pourrait être le prix moyen du marché au cours des trois derniers mois. Il n'y aurait là qu'une très saine mesure d'incitation supplémentaire an rétablissement de l'équilibre des balances de palements. Du temps de l'étalonor ou de change-or, la totalité des soldes des transactions avec l'étranger étaient bien réglées en métal jaune sans que cela suscite des cris d'indignation.

Aux côtés de la revendication en profit de l'OPEP et du tiers-monde.

sans que cela suscite des cris d'indignation.

Aux côtés de la revendication en
faveur de l'indexation qui devrait être
étendoe aux avoirs extérieurs avec
garantie de change, et de la revendication en faveur d'une meilleure redistribution de l'or, c'est au problème
de fond du système monétaire international que les pays de l'OPEP devraient s'attaquer. A l'intérieur du
tiers-monde, ils disposent seuls, dans
le contexte actuel, d'un pouvoir de
négociation suffisant pour amener les
pays développés à mettre fin aux mècanismes pervers sécrétés par le syscanismes pervers sécrétés par le sys-tème tel qu'il fonctionne depuis 1971

Des monnaies régionales contre l'impérialisme du dollar

NOTRE sens, et c'est la deuxième A NOTRE sens, et c'est la deuxième remarque raisonnable qui nous paraît s'imposer, un dialogue dans ce domaine doit d'abord commencer par un tête-à-tête des pays de l'OPEP avec l'Europe. En réalité, la seule alternative à

En réalité, la seule alternative à l'impérialisme du dollar en tant que vénicule de palement international serait l'emergence de deux ou trois monnaies-clès régionales, reflétant d'ailleurs le nouveau poids de ces régions dans le commerce international et qui seraient utilisées de pair avec le dollar pour le règlement des échanges internationaux. Ainsi pour-rait-on très blen concevoir l'emergence d'une monnaie européenne, ace d'une d'une monnaie COMECON (Il a rècemment été question d'une convertibilité partielle du rouble) et d'une monnaie partielle de l'ouisie et au dollar par des parties fixes, et qui serviraient également aux réglements internatio-naux. Evidemment, ces nouvelles mon-naies régionales ne supplanteraient pas les monnaies nationales mais scraient exclusivement des monnaies de paiement internationales et des reservoirs de valeur internationale. Des organismes financiers régionaux de type B.B.I. (Banque des règlements inter-nationaux), Banque du COMECON et Fonds monétaire arabe (en voie de création) pourralent émettre ces nouvelles monnaies.

Dans le même temps, afin d'assainir la situation actuelle, et dans un pro-cessus de negociation globale, les ba-lances dollars accumulées par l'Europe, le Japon, le tiers-monde et les pays de l'Est feraient l'objet d'un remboursement progressif de la part des États-Unis dans les nouvelles monnaies clès. Ce remboursement serait écheloune sur de nombreuses années à un taux d'inté-rêt raisonnable et couvrirait la quasitotalité de ces balances, le solde restant conservé à titre de liquidité interna-tionale. Ainsi disparaîtrait le marché de l'eurodollar, extension pure et sim-ple de l'aire financière américaine, qui a permis aux multinationales de financer avec l'épargne des autres l'exten-sion de la domination américaine sur l'Europe et le tiers-monde, de même qu'il a été source d'inflation et de dévalorisation du dollar en permettant aux Etats-Unis de continuer à être en déficit extérieur, tout an élargissant sans cesse le champ de leurs activités deconventuer et militaires desse le champ de leurs activités économiques et militaires dans le

Si l'on veut mettre fin aux hégém Si l'on veut mettre fin aux hégèmonies économiques, il est important de
mettre fin aux impérialismes monétaires dont les systèmes d'étalon da
change sterling-or puis dollar-or ont
été la traduction dans l'ordre économique international. C'est évidenment
de volonté politique qu'il s'agit ici
avant tout, et non de l'ésotérisme des
spécialistes monétaires internationaux
qui cache la panvreté de la pensée
dans ce domaine et son absence de
contact avec la réalité des phénomènes
d'hégémonie économique.

Il est certain que le dialogue euro-

d'hégémonie économique.

Il est certain que le dialogue euroarabe serait une plate-forme de départ
ldéale pour une telle négociation, et il
n'est pas trop tard; mais on peut être
sceptique devant la lenteur avec
laquelle ce dialogue se met en place et
l'acharnement des Etats-Unis — soit
directement, soit indirectement par le
truchement de ses alliés politiques —
à empécher tout rapprochement économique véritable entre l'Europe et le
monde arabe qui pourrait menacer leur
hégémonie sur le monde occidental. hégémonie sur le monde occidental. Que resteralt-il à faire à l'OPEP si la conceriation entre ses membres et d'éventuelles négociations monétaires

et financières avec les pays industria-

lisés échouaient ? Des mesures moné-taires pures pourraient toujours être envisagées, comme par exemple la fixa-tion du prix en D.T.S. (mesure éven-tuellement à double tranchant), le paiement des transactions pétrolières en plusieurs devises internationales de façon à pondèrer les risques de chan-ge, ou l'indexation, etc. En réalité, une seule voie est ouverte, la seule qui pourrait donner à l'OPEP un pouvoir de négociation efficace face au monde industrialisé : c'est la coordination des programmes de production des pays membres de l'OPEP. Cette coordination — comme la conjoncture pétrolière actuelle l'a bien

conjoncture pétrolière actuelle l'a bien

fit des pays industrialisés et an détri-ment des exportateurs par le cartel pétroller international qui domine les circults de commercialisation et de distribution du pétrole dans le monde. distribution de petrole dans le monde. Le plus paradoxal est que la furleuse propagande anti-OPEP — et notamment anti-arabé — des milleux industrialisés a réussi à couvaincre l'opinion occidentale que l'OPEP était un cartel, cherchant notamment à asphyxier le monde industrialisé. Pourtant, jamais l'OPEP n'a exercé les fonctions d'un cartel, à savoir la coordination jamais l'OPEP n'a exercé les fonctions d'un cartel, à savoir la coordination des programmes de production en vue de dominer le marché et de maitriser les prix dans le seul intérêt des membres du cartel qui se partagent entre eux, les bénéfices de leur action (9). L'embargo d'octobre 1973 n'a été qu'une mesure sélective, partielle et temporaire, à but exclusivement politique. Certes, l'embargo a démontré l'efficacité que pourraient avoir les seuls cacité que pourraient avoir les seuls membres arabes de l'OPEP au cas ou ils agiralent vraiment comme un car-tel Alors, puisque de toute façon l'OPEP est considérée quasi unanime-ment comme un cartel et traitée comme telle dans les relations éconocomme tene dans les relations econo-miques internationales, pourquoi ne recueillir que les inconvénients de la situation sans aucun de ses avan-tages? Contrairement à ce qui se tages ? Contrairement à ce qui se passe dans les ententes au sein du capitalisme industriel développe, ceci ne pourrait que favoriser l'instauration d'un nouvel ordre économique interna-tional davantage fondé sur la justice.

(1) Notamment Michael Tanzer, The Energy Crisis: World struggle for Power and Wealth, Monthly review press, Now-York, 1974, et Jean-Marie Chevaller, le Nouvel Enjeu petrolier, Calmann-Levy,

Nouvel Enjeu petrouer, Calmann-Levy, Paris, 1973.

(2) El Moudjahid, 10 janvier 1975.

(3) On peut consulter jes détails de ce projet dans le document préparé par l'Algérie pour le « sommet » de l'OPEP; Mémoire présenté par l'Algérie à la conférence des souverains et chejs C'Etat des pays membres de l'OPEP, Alger, mars 1975.

(4) Supplément du Financial Times du 22 mai 1975, sur les Emirats arabes unis, page 27. 22 mai 1975. Sur les Emirats arabes unis, page 27.

15) Voir Abdallah Ehodja : « Miltation de l'industrie mondiale : nouvelle vision du transfert des techniques », le Monde diplomatique, mara 1975.

16) Voir Georges Corm : « Pétrole et finances arabes : les trusts angio-saxons ménent le jeu », le Monde diplomatique, aoûr: 1973.

menent artices : les trust augin-axons menent le jeu », le Monde ciplomatique, août 1874.

(1) Sur ce point, voir Georges Corm : « Eléments d'une stratégie financière pour les pays arabes c'estinée à Comner au relèvement des prix cu pétrols sa portée économique vérisable », Proche-Orient, études économiques, mai-décembre 1875, université Saint-Joseph, Beyrouth.

(3) Les cernières garanties sur les balances sterting accordées par la Trésorerie britannique ont été supprimées à is fin ce l'année 1874 en vertu de la loi budgétaire britannique de 1874, con OPEP hold the lime ? » (conférence donnée au cours cu séminaire pétroller tenu le 13 février 1875 à la Loncon School of Oriental and African Studies et reproduits dans Middle Sast Economic Survey, vol. XVIII, no 19, 28 février 1875.

Pendant plus d'un an, é l'inttiative des tamilles dee prisonniars politiques « disparus », des centatnos de requétes, témoignages, dénonciations et demandes d'habeas corpus finissaient par s'accumuler en un monceau de preuves on suepidétérioration de la situation économique, permettant è qualques-uns de s'anrichia rapidement. C'aat elore que, le 16 juil-let dernier, le journel El Mercurio ennonça la mort de deux membrea du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnelre), oiticiellement - disparus - el eu aujel desquels des organiestione comme Amnesty Inter-national evalent velnoment présenté des demandes d'Information. D'après El Mercurio, ces deux victimes aureient ôté tuées bienche irouvé eur les cadavres portait l'inscription » descendus per le MIR » ou

« Brigede Negra ». Le journal chillen ejou-Lait que le ces n'était pas nouveeu et que les sarvices de sécurité avaient découvert un plan desliné é feire des entèvemants, leurs auteurs empruniant l'identité de membres de le police.

Une semalne plus tard, le même journel, soua te titre « Guerre é l'étranger : solxante extrémistes y trouvent la mort au cours des trois demiars moie », reproduiesil une dépêche de l'egence américains UPI, delée de Buanos-Aires le 22 juillet, qui repporteil une nouvelle de l'hebdomadaire Loa, publio dene le capitele argentine. Il y étail question d'hommes » éliminés (...) par leurs compagnons de lutre » aussi bien en Argantine qu'en Colombie, eu Venezuale, é Paname, au Mexique et an Frence.

Le 24 juillat, une » source gouvernementale chilienne digne de tol » apportait une eutre révéletion : cinquante-neut membres du MIR chitlen evaient participé récemment à dee altrontements armoa avec le polico ergenline dans la province de Salta. lien O Die, de Curitiba, la source gouvernementele chillienne ejoutelt qua le bassin de la Pietz evait élé, su coure des demiers jours, le thééire d'incursions de torces extrémistes, ce qui evait déclanché diverses opérations militaires dans le secleur.

Il e'egissail, eu total, de cent vingt et un Chiliens dont les noms - tous les noms ótaiant ceux de personnes détanues par les services chillens de sécurité, Les emprisonnement evalent été antérieurement annoncés, et la junte voulait melntenant teindre de l'Ignorer.

Meis les choses n'allaient pas se passer sans provoquer de réactions. Le 25 juillet, El Mercurio annonçait que le nonce avait tall une démarche auprès du ministère chilian des affaires étrangères. Si le journal restail évasif, une dépêche de l'agence Frence-Presse, detée

Par J. M. BULNES ALDUNATE *

du même jour de Santlago, disalt : » Le nonce apostolique, doyen du corps diplo-matique, Mgr Sotero Senz de Villafba, a exprimé aujourd'hui eu chet du Bureeu des droits de l'homme, au ministèra, l'inquiétude des ambassedeurs eccrédités à Sentiego au sujat du sort réservé aux cinquante-neuf Chillans qui tigurent sur le liste des extrémistes morta, blessés ou disparus au cours de l'affrontement evec les forcea de la police argentine. » La réponse du chet de ce Bureau était fort

M AIS blan vite les autorités argantines démantirent le prétendu » affrontemant » de Salta. Pula les eutres pays cités démentirent é leur tour que des Chillena aient été tués lors d'effrontements survenus sur leur territoire. Enfin les parents des deux membres du MIR, dont on disalt qu'ile evaient élé tués près de Buanos-Alres, procédérent à une reconnaissance

* Aucieu professeur à l'université catbo-lique du Chili.

des corps. L'enquête établissait que les plèces d'identité avalant été trouvées en parfait état sur les cadavres criblés de balles et, de surcrott, cerbonisés - ces cadavres ne correspondant d'ailleure pas au signalement des disperus. Des témoine affirmalent en outre avoir vu ces « disparus - dans des centres de détention é

Indignées, les lamilles organisèrent une protestation publique euprès des autorités chiliennes. A cala s'ajouta une damande massive de protection des prisonniers, demande présentée par M. Eugenlo Valasco Letelier, ex-doyen de le faculté de droit de l'université du Chili, par M. Jaime Castillo Velasco, représentant du parti démocrete chilian, et par l'ex-présidant Eduardo Frei lui-même, ce dernier devant en personne défandre cette

Les prisonniers du camp de concentretion de Puchuncevi entreprirent una grève de la faim. Le New York Times du pondant à Buenos-Aires, Jonathan Kandell, démentit les affirmations de la junte. Pour ce faire, il citalt les noms des prétendus » disperus » que le junte evait reconnu détenir. Le même jour, eu Mexique, l'ex-ambassadeur du Chili. M. Gonzalo Martinez Corbala, affirmait que les trois personnes dont le junte disait qu'elles evalent été tuées eu Mexiqua n'étaient jamaie entrées dans ce pays, affirmation étayée par de nombreux témolna de leur arrestation el de leur

A Santiago, le 4 eoût, Mgr Enrique Alvear invits les fidéles, eu nom de l'Eglise, à prier pour que es tasse la vérité » sur la mort présumée é l'étranger de Chillens militants de geucha dont la liste a été publiée dans les journaux de le cepitale ». Cet appel, préciesti-il, e pour but de demander que « l'amour de la vérité et de la justice prévale sur la crainte da rachercher toua ceux qui en eon! responsablea ». Il rappelait qu'il existe dans les tribunaux chillens » des procès-verbaux d'enquête sur l'arrestation ou la disparition dans le pays » de toutes ces personnes.

L E gouvernement Pinochet fit elors marche arrière en reconnaissant qu'il détenait au Chill quelques-uns de ceux dont El Marcurio disalt qu'ils étalent « morta à l'étranger ». Pula El Mercurio tanta dans un éditorial de se tirer da ce mauvela pas : « Notre journal a eccuellii, eans attendre leur confirmetion, les premières Informations Et Il demandeit doucereusement que le vérité fût laite...

C'est alors le magazine américain Tima qui, dane son numéro du 18 août, livra les résultats de son enquête : « Dans le passé, le responsabilité de cedevres criblés de balles et brûlés, comme ceux revendiquée par l'Alliance anticommuniste argentino (A.A.A.), organization terrorista d'extrême droite reltechée é José Lonez Rega (ancien ministre ergantin, proche de Mme Isabel Peron). Une coopération pourrait fort blen servir les intérêts communs de la DINA et de l'A.A.A. » Le magazine změricaln ejoutalt que le DINA. » le brutale police secréte du Chill », posaède « une longue llate de nome pour lesquels elle n'e pas de cadevres, alors que l'A.A.A. possède dea cadevres pour lesquels elle n'a pas de noms. La DINA:

pense-i-on, evait tout intérêt à abréger ea longue liste de personnes manquantes avant l'arrivée de le délégation de le Commission des droits de l'homme des Nations unies, qui devait faire une enquête sur les accusations da détentions illégales et de tortures. En fin de compte, Pinochet refusa elimpiement à la Commission l'entrée du pays ».

Le journal La Opinion ayant fourni d'autres informations eur les groupes qui avalent .contribué é monter l'opération, Time put citer en particulier » un obscur hebdomedaire intitule Lea . Tellement obscur qu'un unique numéro en fut jemais publié : son éditoriel attaquait plusieurs Argentins qui avaient déplu soit à le préaldante lesbel Peron, soit é son exministre José Lopez Rega. La couverture de Les portait une adresse qui était tout simplement celle d'un service du ministère da M. José Lopez Rega. Da même, Time ajoutait que le journal brésilien O Die était - une sutre publication à bon droit inconpersonne n'e pu trouver les bureaux d'O Die, et l'Association de le presse brésilienne dit qu'elle n'a jamaia antendu parlar de ca jouroal. » A propos d'El Mer-curio, le magazine américam écrivait : « Personne n'e pu confirmer le prétendue défaite apecleculaire da Saite eu cours de laquelle cinquante-neut supposés terroristes auraient été mia hors da combal. En dépit de la discutable valeur des deux rapports, le presse chillenne, contrôlée par la gouvernement, les e largemant diffusés. Et 🛮 Mercurio a écrit qu'au mépris da toute loi les terroristes evalent fini par e'entre-tuer appliquant la loi le plus brutale, celle de le vengeance. »

Entre-temps, deux groupes d'avocats chillens ont demandé qu'un ministre eoit désigné pour e'informer du sort des Chitiena disparus. La Cour suprême a rejeté ces deux demandes : la première, pré-sentée le 4 juillet par M°° Fernando Guzman, Marcos Dufau et José Zalaquet, a été écartée par 11 voix contre 3 ; le seconde, présentée le 1° août par le Comité de coopération pour le paix, avec l'appui de l'ex-président Frei, e été rejetée par 7 voix contre 5.

Ministre de l'économie pendant le première année du gouvernement de Salvador Allende, M. Pedro Vuskovic, actuellement directeur de la Maison du Chill é Mexico, a exposé tous ces faits é un journal mexicain le 12 eoût, et il déclarait en conclusion : « Les plans du gouvernement chillen ne visent plus seulament le répres-eion, meis l'extermination. De ce conalat se dégage un problème de fond que doit resoudre la commission d'enquête des Netions unles : le présence du régime Pinochet au sein de l'ONU est absolu-ment incompatible avec la charte, et il en va de même pour le présence du Chili dans les organisatione de l'ONU dont le siège est à Santiago « (il s'agit notam-ment de le Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latina). Le problème se pose aussi pour le participation du Chill à l'UNESCO et aux eutres organisations spécialisées de l'ONU. Car l'ectico de la junte évoque irrésistiblement le conclusion du vieux conte où le monatre blessé revage son royaume.

● Le comité de défense des prisonnters politiques au Chili lance une grande campagne qui doit recevoir tous les appuis possibles. B.P. 136, 75263 Paris CEDEX 06.

BIBLIOGRAPHIE

POUR COMPRENDRE LE PÉRONISME ET L'APRÈS-PÉRONISME

VEC l'ouvrage que viennent de publier François Géze el Alair Labrousse (1), le leçleur Irancais ve disposer pour la première lois d'une analyse sciantilique rigoureuse du phénomène péroniete et donc des ments de compréhension de l'Argentine d'aujourd'hul.

Trop souvent, en effet, les commentaleure s'en sont lenus é des explicalions psychologisentes laisant bien daventage appel au charlsme du lider qu'aux Intérèls précis que ce demier s'étail donné pour mission de délandre. Le projet populiste du premier gou-vernement Peron (1946-1951) vise, en utilisant les possibilités de le confoncture internationale, à transférer une partie des bénélices de l'oligarchie terrienne (la guerre el l'Immédiel eprésles exportations de vlande el permis l'accumulation d'un énorme alock de devises) au prolii de la moyanne et pollie industrie nationale, ainsi que la classe ouvrière, par le biais d'imporlenies mesures sociales. Parallèloment. en 1947, Peron Ilquide l'hégémonie britannique en Argenline en rachelani les chemins de lar et des dizalnes d'entreprises associées à l'ancienne métropole ruinée par le guerre. La détérioration de la altuetion éco-

nomique après 1952 et surtoul la taiblesse de l'accumulation capitaliste. conséquence du type de développement choisi, imposant é la bourgeoisie l'appel eu capital étrenger avec comme corollaire un recul des positions acquises par le classe ouvrière. Peron, n'élant pas à l'époque crédible pour une lelle mutation, cêde tecilement la place eprès la coup d'Etat du 16 septembre 1955

La teillite des dittérents régimes civila ou militelres de 1955 é 1973 et la montée de la combativité ouvrière provoquerent le grand accord nalional de 1970 el le relour de Peron en 1973. Celte lois-ci, le projet est blen dillérent. Le revenant va devoir meltre son prestige - toujoure considérable euprès des masses argentines - eu service d'une coalition d'intérêts où le par la bureaucratie syndicale corrompue de la C.G.T., le péronisme orthodoxe et l'Organisation représentant la bourgeoisie industrielle nationale, la C.G.E. (Conlédération générale économique), mels dont les objeculs sont ceux de la grande bourgeolsie monopoliste liée eu capital étranger.

GEZE et Labrousse montrent clairemant que les Etets-Unis evant choisi le Brésil comme genderme du

sous-continent et comme base d'expansion économiqua de leurs acciétés. multinationales, la grande bourgaoisle argentine en est réduite é espérer, au mieux, une placa décente dans le nouvalle division continentale du travall.

Malgré lea efforts du ministre de l'économie, M. Gelbard (notamment en direction des pays socialistes), le capitalisme argentin se montre incapable de jouer le certe d'une certaina eutonomie el 's'oriente vers une dépendance eccrue vis-à-vis de la métropole impérieliste et de son relaia brésillen. C'est la classe ouvrière qui lera les trais de l'opération : la violence de la répression sous la « gouvernement populeire » de Peron est inliniment plus grande que celle des régimes militaires aniérieurs. La mort du vieux chef prive cleux de neutralisation des masses qu'il subjugait encore. Les convulsions ectuelles montrent que la solution de rechange n'a pas encore élé trouvée. Quel qu'il solt, l'ouvrage de nos deux collaborateurs permettre d'en déchiffrer les données et d'en analyser la viabilité.

Argentine: révolution et contre-révolution, Le Seuil, Paris, 1975, 288 pages.

RECHERCHES UNIVERSITAIRES SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

ETUDE des relations internationales, spécie lité américaine? Le question était posée, il y a vingt ans, par Alfred Grosser (I), qui relevalt la multiplication, aux Etals-Unis, des spécialistes, cours, mauuele et diplômes « dans uno discipline universitaire dout la raison d'être toin d'être universellement reconnue ». Prise de conscieuce, par les cherebeurs d'outre-Atlentique, du rôlo mondial des Etats-Unis? ouverture aux ocieuces sociales? Hier encore, les esplications aboudalent... Mais, aujourd'hui, le quasi-monopole américain est brisé: la « moudialisation » des problèmes a luternationalisé l'étude des relations internationales (2), taude que l'enshevétrement des échiquiers intarne et luter-étatiqus, politique et écono-mique — a imposé une démarche pluridiscipli-naire au spécialiste des relations luternationales.

Parmi les chercheurs de langue fraucaise, ceux du Québec sont privilégiés : le voisinage des Etata-Unis a foit d'eux des précurseurs comme le prouvo la qualilé de la revue Etudes Internationales, publiée par l'université Laval, même si, dans certains ens extrêmes, l'utilisation de l'analyse systémique, eu debors de tonte intuition créatrice, donne, lei comme silleurs, des résultats caricaturaux... Il est donc normal d'inaugurer par un regard vers l'Ecolo québécoise cette rubrique, qui sera périodique-ment consacrée aux t/avaux universitaires -et mémoires — les plus difficilement

La thèse de Mme Micheline de Sève, enseienante à l'université du Québec à Moutréal. est consacrée au « Mouvement populair tabé-coslovaque » (3); elle a été préparée dans le cadre de la Foudation nationale des sciences olitiques, sons la directlou de Georges Lavau. Thème original: l'auteur perte sou attention, non pas sur la vole normale do l'action politique, celle d'acteurs qui accepteut les règles do jeu et useut de moyens consacrés, mais sur « ces moments forts de la vie eu société où les traditions les mieux établies s'evèrent impulssantes é résoudre les coutradictions sociales

Les capacités d'auto-organisation politique dout témoigna une population entière, étaleut-elles liées à sou intériorisation des valeurs eocialistes, à sa votonté do veiller à la réalisation

____ La fin d'un monopole ____

du programme de la direction communiste nationale, oo, au contraire, révélait-elle l'érosiou de la position dominante du parti communisto et le proche effondrement du régime? Le déploiement d'un important appareil méthodologique laissera peut-être sceptiques que fraction des lecteurs nul apprécierout la brillante analyse d'un processus historique, la claire remise eu forme d'une multitude de sources primaires et secondaires, et, finalement, l'étade non seule-ment de l'évolution du système politique tchécopolitiques et fonctionnaires directement conctrués. Suit un bilan uuancé et lunide, où perce une certaine nostaigle pour la période strictement gaulijenne.

SPECT sensiblement différent de la franco-A phonie universitaire : la section française de l'université de la Sarre a organisé, ces trole dernières années, en association svec l'univer-sité de Paris-I et sous l'impulsion de Pierre-Henri Teltgen, un troisième cycle de droit

Par CHARLES ZORGBIBE

slovaque, mais surtout de la reformulation des rapports cutre gouvernants of gouvernes cutre janvier et août 1968.

L A thèse de Mme Looise Beaudoin est pins spécifiquement québécoise, par le lieu de sa soutenance commo par son sujet : les relations franco-québécoises depuis le dix-neuvième stècle (4). Après une patteote étude des archives du Qual d'Orsay ot du ministère des affaires extérieures du Canada, et la lecture des journaux de l'époque, l'auteur ressuscite les « premières retrouvoilles franco-québécoises », e'est-à-dire ces anuées 1855-1916, peu conuues, ouvertes por le voyage tetomphal de la corvette g La Capricleuse n — premier navire français sur le Saint-Laureut depuis 1760. — et qui vireot l'établissement de relations commerciales directes, la créatien d'un consulat de France à Quèbec, qus le très populaire Klezckowski transporters, à la fin du stècle, à Moutréal, et la nomination d'un agent général du Qoébec à Paris. Sur les a secondes retrouvailles a, que permet la « Révolution tranquille » des années 60, le récit historique cede le pas à l'analyse de science politique : les obisctifs, la stratagia des principanx acteurs, les résultats obtenus penveut être évalués avec plus de précision, grâce à la richesse des documents disponibles et nombreux entretiens ovec tes homme

poblic européen. Largement covert à l'étude des relations internationales, ce cycle a suscité la préparation de divers mémoires : sur les rapporte internationaux du travall, l'émergence de syndi-cais transnationaux, les problèmes politiques et institutionnels liés à l'élargissement des Communautés européennes, l' e impérialisme euro-péen » selou Johan Galtung.... On retiendra seulement ici l'essal d'une exceptionnello qualité de Mile Martine Linard sur une éventuelle force uncléaire franco-britannique (S). Une coopération militaire nucléaire entre Paris et Londres est-elle réalisable? Est-elle souhaitable commo apport à la défense de l'Europe telle qu'elle se présente : Peut-elle s'insèrer dans le mécanisme de la construction politique de l'Europe? Mile Linard répond aux grandes questious que poserait une dissussion commune franco-britannique : flabilité technique ; crédibilité politique. A l'heure du bilan, l'auteur manifeste un uet scepticisme : les propositions de coopération unclésire entre les deux puis-sances correspondent à des préoccupations opportunistes et circonstancielles; elles n'ont aucuu sontieu politique et psychologique proautul sontien potitique et procuologique pro-fond dans les opinions publiques, et le contexte extérieur leur est trop défavorable. En fait, cette recherche value révèle l'absence de tout consensus réel sur le fondemeut et l'objectif de la politique unciénire.

véritable université véritable université européenne qui, après vingt-cinq années d'activité, conserve un dynamisme que pourralent ini envier ses grandes rivales, ces e centres d'excellence z internatio-naux, imposés d'en haut par les bureaucraties des Communantés ouropéennes ou des Nations unies : le Centre européen universitaire de unità: le Cantre européen universitaire de Nancy, dirigé depuis peu par Georges Bonet, et dout les promotions annuelles comportent une majorité de ressortissauts étrangers, parmi lesquels, traditionnellement, une certaino pro-portion d'étudiants est-européens. Le aussi, nombre de thèses et mémoires sur les questions politiques et économiques internationales ryth-ment l'activité do Ceutre. On relèvera partieu-llèrement l'étude de M. Rubens Pinto Lyra sur lo Parti communiste français et l'intégration européenne (\$) : l'auteur analyse, avec uno grande rigueur, interventions parlementaires communistes et articles do l'Humanilé, puis confronte à ces « appréciations publiques » les positions qui résultent des revues de foud du parti ou de certains documents à faible diffosion, afin de dégager d'éventuels cilvages entre ces deux niveaux de la critique communiste. lo Parti communiste français et l'intégration ces deux niveaux de la critique communiste. L'évolution des positions du P.C.F. est jalonnée de manière très classique : au combat mené coutre le pool charbou-scier et la Communauté européenne de défense, au refus opposé aux traités de Rome, succède lo « réalismo » des années 1962-1963. Mais lo « nouveau cours » est-il réel et durable ? M. Pinto Lyra fait du rapprochement entre la Communauté euro-péenne et le COMECON, voire de la création d'une organisation paneuropéenne, la condition d'un véritable tournant dans l'attitude des communistes français...

(1) Dans la Revue française de science politique, 1856, pp. 634-651.
(2) Cf., sur ce point, la e note introductive > fronéotée) de Pierre Hazener, présentée lors de la lournée d'études du 17 novembre 1973 de l'Association française de science politique.
(3) Paris, 1974. Quatre cent trante-deux pages roméotées.

méorees: (4) Québec, s.d., 162 pages /ronéotées). (5) Une coopération nucléaire milituire franco-ritanuque?, Sarrebruck, 1974, 188 pages (ro-(S) Centre européen universitaire de Nancy, 1974, 125 pages (imprimées).

E (110C ALIMENT

7 Ex.

Acres 6

. .

.

Berny

- 111-2

1 m 1

til til sjeds

.....

. .

1000

Tr --- : ...

The second

ي. در: =_ `

.

.....

والرقاعة والمراكب والمستحدد والمستحدين والمناسب والمناسب والمناسب والمناسب والمناسب والمناسب والمناسب

TE:2 31_3 *{5: cc-' Stoce ¬'≏ er--Parr. directe. facatt

Aide humanitaire et volonté de puissance

UNE ARME POLITIQUE DE CHOC L'ALIMENTATION

Divers responsables américains et le président Ford lui-même ont publiquement annoncé que, dans la panoplie américaine, l'alimentation serait une « arme politique » particulièrement efficace. Le fait n'est pas nouveau, il est simplement reconnu pour ce qu'il est : nan pas un instrument de l'aide à une humanité sous-alimentée, mais un outil au service d'une volonté de puissance. Un rapport de la C.I.A. analyse les conditions de son utilisation.

Mais, s'il en est ainsi, c'est essentiellement pour deux raisons : d'une part, la population mondiale augmente plus vite que la production agricole, malgré toutes les promesses de la « révolution verte »; d'autre part, les pays prospères accroissent leur consommation de viande, ce qui multiplie sans cesse la part de la production céréalière utilisée comme aliment du bétail. La faim dans le monde est un pro-

blème qui, déjà préoccupant, a encore tendance à s'aggraver. Cette situation est favarable à la politique des pays grands producteurs agricoles et aussi, bien entendu, aux firmes qui exploitent ce marché prometteur.

De ce point de vue, la hausse alimentaire n'est pas uniformément déplorée, tant s'en faut. En 1972, les achats par l'U.R.S.S. de 19 millions de tonnes de céréales aux Etats-Unis avaient été bien accueillis par le département d'Etat (« détente » oblige!) et par les exportateurs de grains. Ils avaient été moins bien accueillis par des centaines de fermiers américains qui avaient vendu leur récolte à un prix normal, parfois à bas prix, avant que ne soit connue la transaction américano-soviétique, elle-même délibérément dispensée des contrôles administratifs habituels. Du coup, le prix du ble sur le marché intérieur américain

avait doublé en quelques semaines : cantribuables et cansammateurs avaient payé la différence...

Le prablème rebandit en aaut 1975, l'URSS. negociant l'achat de 10 millians de tonnes de oéréales aux Etats-Unis, ce qui déclenche une polémique, au sein du gauvernement, sur les effets inflationnistes de cette transactian. Cependant Washingtan annance que les prix alimentaires ont augmenté de 1.2 % en juillet, hausse qui atteint 6.6 % paur les valailles et 12 % pour les légumes frais en certaines régians. Cette flambée est due, aussi, à celle des solaires, des transports, de la distribution, des emballages, etc. Mais l'inflation n'est pas également nocive paur tous et, en outre, elle est largement exportée vers d'autres pays, tous n'étant pas en mesure d'y faire face dans d'acceptables conditions, surtaut les plus pauvres.

Là-dessus, une révision en baisse de la récolte soviétique prévue (de 210 à 185 millions de tonnes) et une sécheresse exceptionnelle dans l'Iowa, plus de savantes spéculations, font manter le prix du boisseau de 2,20 à 4,05 dollars pour le ble à Kansas-City et de 0,42 à 3,17 dollars pour le mais à Chicago.

Ces éléments posent simultonement plusieurs problèmes que le dossier ci-dessous tente d'éclaircir : comment nourrir un milliard d'êtres humains dont le revenu est inférieur à 880 F por an? Comment mettre les prix alimentaires à l'abri des plus scandaleuses spéculations? Comment, par une relative autosuffisance olimentaire, soustraire la souveraineté nationale à certaines pressians palitiques des grandes puissances? Comment assurer aux producteurs agricoles, dons la société, une place qui corresponde équitablement au rôle essentiel qui est le leur?

Nourrir à bas prix la force de travail nécessaire à l'accumulation du capital

Industrialisation de la production et impérialisme

RISE dans la crise? Si l'aug-mentation rapide du nombre des chômeurs révèle l'ampleur de la crise que connaissent les sec-teurs industriels des économies occi-dentales, on peut encore s'interroger sur la nature et la gravité des diffi-cultés que rencontrent les agri-cultures du monde occidental. Les symptòmes du mal sont pourtant nombreux et variés, mais les diagnos-tics demeurent hésitants.

Le premier signe, et le plus évi-dent, de la crise des politiques agri-coles est fourni, depuis plusieurs années, par le dérèglement des mar-chès mondiaux des produits agricoles. Disparition des stocks de céréales, penurie de soja, hausse vertigineuse des cours du sucre, difficultés d'ap-provisionnement en riende borine. provisionnement en viande bovine, ont suffi à détruire le mythe de l'opulence alimentaire.

Mais ne sprestime-t-on pas la crise des marchès agricoles mondiaux qui porte finalement sur de très faibles quantités de produits? N'accorde-t-on pas trop d'importance aux comportements spéculatifs de quel-ques joueurs boursiers? Ne sommesnous pas en face d'un classique « désajustement » des offres aux demandes dû à une mauvaise conjoncture, situation passagère in-nument dramatisée par la psychose

Un tel jugement supposerait que l'on considère la production agricole comme un secteur produisant, selon des normes « industrielles », les quantités de biens nécessaires à la satisfaction des besoins solvables des consommateurs. Dans la situation présente, il sufficie dons des la la consommateurs. consommateurs. Dans la situation presente, il suffirait donc d'affecter de nouvelles ressources en capital et en travail aux productions déficitaires pour qu'un nonvel équilibre ne tarde pas à s'instaurer. Ce type d'analyse a largement inspiré les politiques agricoles productivistes des pays capitalistes avancés après la seconde guerre mondiale, mais elle n'a pas pour autant modifié les formes sociales de la production agricole. En effet, cette analyse économique, d'origine néo-classique, est totalement abstraite, car elle ne tient aurun compte du développement historique des différentes formes de torique des différentes formes de production et du rôle spécifique des produits alimentaires dans la reproproduits alimentales dans la l'experiment duction des sociétés capitalistes. Or il faut justement partir de cette ignorance de l'analyse néo-classique pour comprendre la nature de la

LIRE PAGES 10 A 14

P. 10-11. — Monnales flottantes et Marché commun: une logique mondiale, Rélène Delorme. — La raionio de puissance des Etata-Unis et ses limites, Albert Chominot. — Une instabilité « uormale » du marché international, J.-C. Chabert, M. Marloie et P. Spirz.

P. 12-13. — Protectinuulsme, colonialisme et investissements industriels en France su début dicie, Michel Gervais. — La CLA, ct l'arme allmentaire, Joseph Collins. — Quend les mutitinationales sont du « ranching », Jose S. da Velga.

P. 14. — Le paysen dans les pays capitalistes dévelopée, Claude Servolla. — « Agribusiness » et modifications climatiques, James

crise agricole des pays capitalistes et l'incohérence apparente de leurs politiques.

Depuis ses origines, le capitalisme a toujours cherché à s'approvisionner en produits alimentaires au plus bas coût possible. Car il s'agit de biens très particuliers qui entrent, aujourd'hui encore, pour une part essentielle dans la reproduction de la force de travail, dans la firation de son prix le salaire. Ja luite de son prix, le salaire. La lutte contre « la cherté des blés » est une constante de l'idéologie du capitalisme industriel qui exprime ainsi, à sa façon, que l'alimentation à bon marché est une condition de l'accumulation de capital. Quel que soit le système d'approvisionnement ali-mentaire adopté par chaque pays capitaliste, celui-ci trouve sa rationalité dans cette exigence générale.

Ainsl l'Angleterre victorienne a trouvé avantageux pour le dévelop-pement de son capital industriel de liquider sa propre agriculture de fer-miers capitalistes aux techniques de production très modernes au profit d'un système d'approvisionnement de type impérialiste. Cette «solution» à base de pillage colonial a contribué a developpement de la position hégémonique du capitalisme anglais au dix-neuvième siècle. Les États-Unis, qui succèdent à l'Angleterre dans la domination impérialiste, dans la domination impérialiste, combineront un approvisionnement à bon marché dans les pays sous-développés de la zone qu'ils contrôlent avec la possibilité très particulière que leur offre l'immensité de leur territoire : la conquête des terres gratuites de l'Ouest qui four-niront la base d'une agriculture Par PIERRE COULOMB et HENRI NALLET *

extensive. Ce double système connaît depuis plusieurs années de sérieuses difficultés à se reproduire. A l'intérieur des Etats-Unis, tout d'abord, il n'y a plus de terres gratuites. Elles se vendent même de plus en plus cher. D'autre part, la main-d'œuvre agricole n'est plus aussi facilement exploitable qu'à la belle époque des « dos mouillés » (vet-backs). Les deux conditions nécessaires à la poursuite d'une production agricole extensive sont ainsi de plus en plus extensive sont ainsi de plus en plus difficilement remplies et les perspec-tives de développement de l'agricul-ture amèricaine, sur la base des formes sociales qui ont été les siennes jusqu'à présent, s'avèrent assez médiocres (cf. l'article d'A. Chominot). A l'extérieur de leur territoire, les Etats-Unis ont vu leurs facilités à contrôler de nouvelles zones de pro-duction agricole à bon marché se restreindre à mesure que leur domi-nation impérialiste était contestée à la fois par leurs concurrents capitalistes et par les pays exploités (cf. l'orticle de J.S. da Veigo). Il leur faut aujourd'hul se battre davantage, économiquement et poltiquement, pour maintenir leur systiquement, pour maintenir leur sys-tème d'approvisionnement extérieur. De plus, la détérioration dramatique de la situation des pays sous-déve-loppés rend de plus en plus inconce-vable qu'on leur extorque des pro-duits vivriers à bon marché. On en est arrivé plutôt an point où il fant leur en procurer.

Un système prétendument "retardataire"

CETTE constante impérialiste de la politique agricole américaine montre, a contrario, l'êchec des ten-tatives d' « industrialisation » de la tatives d' « industrialisation » de la production agricole dans les pays capitalistes développés qu'inspirait l'analyse néo-classique rappelée plus haut. Les conditions particulières de la production agricole (nécessité d'acheter la terre, longueur d'n cycle de production, médiocrité des économies d'échelle) et la nécessité sociale de vendre les produits an plus bas prix possible ne permettent pas l'industrialisation de la production agricole sous la forme de la grande entreprise capitaliste réalisant un profit « normal » par rapport aux capitaux investis. La viande produite aux Etats-Unis dans les très duite aux Etats-Unis dans les très grandes unités mises en place au cours des quinze dernières années est cours des quinze dernières années est devenue un produit de luxe hors de portée des couches populaires. Mais, malgré ces prix élevés, les capitaux désertent cette branche de la production. L'augmentation générale des coûts de production (pétrole, engrais, céréales, soja) rend plus que jamais irréaliste toute volonté d' « industrialiser » l'agriculture, et particulièrement l'élevage sous la forme de la grande entreurise.

Dans ces conditions, l'attitude des Etats-Unis sur les marchés agricoles mondiaux se comprend aisément. Il est de leur intérêt que le prix des produits de leur propre agriculture extensive soit le plus élevé possible. Il suffisait pour cela de liquider les stocks dout ils sont détenteurs

(céréales) ou de freiner la production (soja) (cf. l'article de Chabert, Morlote et Spitz). Les Etats-Unis cherchent alors à vendre ces produits à des pays qui sauront, dans de bonnes conditions, les transformer en viande que les entreprises capitalistes américaines ne peuvent plus produire à bas priz. C'est la stratégie des négociateurs américains du « Nixon round », vis-à-vis de la C.E.E., exprimée dans le rapport Flannigan. Les tentatives impérialistes des Etats-Unis ne se limitent pas, en matière agricole, à l'Amérique latine i

L'agriculture de l'Europe de l'Ouest

L'agriculture de l'Europe de l'Ouest, que beaucoup considéraient comme archalque et retardataire, possèderait-elle des capacités productives sous-estimées, ainsi que semblerait l'indiquer l'intérêt soudain que lui portent les Etats-Unis? A l'aube des années 60, li ne faisait pas de doute, pour la plupart des responsables, qu'il fallait que cette forme de production laisse sans tarder la place à de grandes entreprises agricoles modernes de «type industriel». Or, pas plus qu'aux Etats-Unis, il n'y a eu de véritable industrialisation de l'agriculture (le fameux rapport Mansholt est ainsi resté lettre morte). On découvre même que ces paysans individuels prétendument retardataires sont capables d'assurer l'approvisionnement de l'Europe dans des conditions tout à fait satisfaides conditions tout à fait satisfai-

santes pour le système social. C'est dire que, malgré ses apparences archalques, ce système de production était parfaitement adapté à l'exigence objective du capitalisme : fournir les produits agricoles au plus bas prix possible.

On peut alors saisir la rationalité du système d'approvisionnement de type français ; une masse de petits paysans prète à se substituer à la classe déclinante des propriétaires fonciers, disposée à produire et à vendre sans exiger une rémunération capitaliste des avances productives qu'elle consent, assure un approviqu'elle consent, assure un approvi-sionnement à des prix inférieurs à ceux qu'exigeraient des entrepreneurs agricoles capitalistes (cf. l'article de C. Servolin). Le capitalisme français n'avait pas besoin d'aller chercher an loin ce qu'il pouvait trouver à bon compte chez lui (c). l'article de M. Gervais). L'accroissement de ses besoins en produits alimentaires et en main-d'œuvre d'origine paysanne ne nécessitera pas de bouleversement de ce système de production, chaque producteur réagissant à la pression a la baisse exercée sur les prix de ses prodolts par l'intensification de sa production.

Ce système d'approvisionnement à la fois évolutif et résistant (que l'on songe à la rapidité avec laquelle les agricultures française et allemande se « remettent » des deux guerres mondiales), s'il satisfait aux nécesmondiales), s'il satisfait aux néces-sités du capitalisme, exige une poli-tique agricole, un encadrement de la production adaptés aux nécessités très particulières de sa production et de son développement. D'une part, il faut tenir compte de l'impossibi-lité de l'accumulation du capital dans la production agricole en pré-tant des fonds publics aux produc-teurs agricoles à un niveau tel qu'ils restent compatibles avec les nécessités de l'accumulation capitaliste dans l'ensemble de la société et assurent cependant la reproduction du producteur paysan et de sa famille. Or les hausses des prix des produits industriels nécessaires à la production agricole ont si considé-rablement amenuisé le revenu des paysans que le développement de cette forme sociale de production peut se trouver compromise. Il faut donc procéder constamment à des réajustements.

Ces réajustements nécessaires du niveau des prix agricoles sont blen l'objet de conflits d'intérêts entre les principaux partenaires de l'Eu-rope agricole. Chaque pays veille tout à la fois au bas niveau du système à la fois au bas niveau du système de prix alimentaires et au maintlen do revenu de ses paysans. Dans ce jeu, chacun peut soupconner l'autre de tirer plus d'avantages : aussi l'agriculture française a pu paraftre à beaucoup comme l'un des grands bénéficiaires du financement comme benéficiaires du financement comme des marchés. Pourtant, paradoxalement, c'est l'agricolture allemande qui depuis 1970 s'est le plus développée, tant pour la production interne que pour les exportations : l'Allemagne, à l'abri derrière la «barrière douanière » des montants compensatoires, a pu en effet tout à la fois limiter la hausse des prix alimenlimiter la hausse des prix alimen-taires et protèger, par des aides directes, le revenu de ses paysans. Ainsi, qu'il s'agisse du modèle anglo-saxon d'approvisionnement de caractère impérialiste ou du modèle ouest-européen constitué par des producteurs individuels. les politiques agricoles des pays capitalistes dèveloppés « redécouvrent » la seule question que le capitalisme peut poser à l'agriculture : comment nourrir au plus has coût possible la force de travail nécessaire à l'accumulation du capital ?



TERNATIONAL

La production céréalières s'organise sous l'égide des Etats-Unis

Monnaies flottantes et Marché commun : une logique mondiale

DEPUIS le 10 juillet dernier, le retour du franc dans le « serpent » monétaire européen conduit de nouvean à s'interroger sur les conséquences de l'instabilité monétaire sur le marché commun agri-

cole.

Celni-ci a été conçu en période de stabilité monétaire : si la mise en place d'un système de prix communs et d'organisations de marché faisait appel à des techniques complexes, les mécanismes monétaires étalent par contre très simples. Une « unité de compte », dont la valeur coincidalt avec celle du dollar, servait à exprimer les prix communs; ceux-ci étaient immédiatement convertis en monaies nationales qui se ratta-chaient par des parités fixes au dollar.

Les remous de la crise monétaire ont, à partir de 1969, dérèglé ce mécanisme. Les modifications de mecanisme. Les monimentations de fluctuation, le flottement des monnaies ont progressivement empêché le maintien du système conçu en

Tout a commence avec la dévaluation de franc en août 1969. Aux termes des accords européens, la France aurait du augmenter d'antant ses prix agricoles. Mais cela eût été e inflationniste » ; on a inventé alors e inflationniste »; on a inventé alors les « montants compensatoires ». Les prix des produits agricoles ont été, à la sortie, e enchéris » par une taxe compensant la dévaluation du franc; à l'entrée, une subvention d'un montant égal a diminué les prix des produits agricoles « étrangers ». La correction était prévue pour deux campagnes et le 1° août 1971 le c franc vert » devait rejoindre le franc dévalué.

e franc vert » devait rejoindre le franc dévalué.
En octobre 1969, la réévaluation du mark s'est ajontée à la dévaluation du franc. Cette fois, l'Allemagne aurait dù balsser ses prix intérieurs. Mais pouvait-on faire accepter une telle mesure aux agriculteurs allemands? Non; aussi un système inverse de montants compensatoires a été organisé. A l'eutrée, les prix

des produits agricoles « étrangers » ont été enchéris d'une taxe compen-sant la reévaluation du mark; à la sortie, les produits allemands rece-valent une subveution qui effaçait l'effet de la réévaluation du mark.

l'effet de la réévaluation du mark.

Depuis mai 1971, la C.E.E. est entrée comme le reste du monde dans un système de parliés changeantes et flottantes. Les évolutions divergentes des monnales européennes — en hausse comme le mark, le florin, le franc belge, en baisse comme la livre et la lire, en hausse on en baisse comme le franc — ont entraîné la généralisation des montants compensatoires monétaires : conçus à l'origina comme des correctifs temporaires de la dévaluation du franc, ils sont devenus un élément permanent du marché commun agricole.

Le principe des divers systèmes

nent du marché commun agricole.

Le principe des divers systèmes correcteurs appliqués depuis 1969 est de compenser e à chaque instant » la différence séparant d'une part les taux de change « veris », choisis par chaque gouvernement pour exprimer les prix agricoles dans la monnaie nationale, et d'autre pert les taux de change réels auxquels cette monnaie se négocle sur le marché. Dans les pays où la monnaie s'apprécie, ils s'analysent comme une taxation des importations et une aide à l'exportation; dans les pays où la monnaie se déprécie, ils fonctionnent en sens inverse : Ils subventionnent les importations et taxent les exportations.

Le rentrée du franc dans le eser-

Le rentrée du franc dans le eser-pent » n'amorce pas un retour à une situation plus stable. Dens cette opé-ration, en effet, le franc remonte au nive au de sa parlié antérieure (1 u.c. = 5.55 F) et laisse derrière lui le « franc vert » dévalué de 1,4 % en février dernier pour le rattraper dans sa course alors descendante. Un système de montants compensa-toires inversés devrait donc être envi-sagé si l'on voulait éviter tant le renchérissement des produits agri-coles français sur les marchés exté-rieurs que la baisse des prix inté-rieurs. Le rentrée du franc dans le eser-

La guerre du blé aura-t-elle lieu?

MAIS au-delà de l'infinie compli-rise, le fonctionnement de ce système correcteur tend à remettre en cause correcteur tend à remettre en cause à tout moment les objectifs avoués de la construction européenne. En autorisant une nette différenciation des systèmes de prix agricoles nationaux, les montants compensatoires ont réduit la « politique agricole commune » à un compromis minimum entre des politiques nationales qui conservent toutes leurs spécificités. Ainsi, loin de soumettre le développement des agricultures nationales à une logique « européenne », cette politique commune se borne à instituer une négociation permanente qui arbitre entre des politiques nationales différentes.

Mais cette négociation intra-euro-

Mais cette negociation intra péenne est compliquée, du fait de l'application des moutants compensatoires aux pays tiers, par une négo-ciation, permanente elle aussi, avec les pays tiers et en particulier avec les Etats-Unis qui restent le princi-pal partenaire commercial de la

4

P:

515 531

70.0

.....

5±0 (0 ≅

5045 5 men. Parro

d: este

C.E.E. Ainsi les correctifs monétaires finissent-ils par devenir le meilleur mécanisme d'intégration de la pro-duction européenne au système d'échanges agricoles que cherchent à organiser les Etats-Unis, L'évolution du marché des céréales

L'évolution du marché des céréales le montre clairement. Sans doute, dans un premier temps, les monvements de céréales à l'intérieur de la C.E.E. se sont amplifiés. Les ventes de céréales françaises ont connu un fort développement. La part des exportations vers la C.E.E., qui était d'environ 40 % du total des exportations céréalières entre 1956-1960, atteint 47 % en 1969-1970 et monte antour de 60 % entre 1970-1971 et 1973-1974. Les acheteurs les plus réguliers et les plus importants se trouveut au Benelux et en R.F.A. trouveut au Benelux et en R.F.A Les ventes vers la Grande-Bretagne et l'Italie, pays dont les monnaies se déprécient, sont restées plus aléatoires et irrégulières.

Les mécanismes monétaires appliqués pendant cette période ont favo-risé ces mouvements de céréales. En Par HELENE DELORME *

effet, le gouvernement français a obtenu de ses partenaires que les montants compensatoires ne corri-gent que très partiellement la décote gent que très partiellement la décote du franc par rapport aux monnales fortes de la C.E.E. La non-correc-tion a été particulièrement marquée en 1974 quand la clause de l'écrète-ment (1) a réduit à zèro les mon-tants compensatoires applicables en France : le flottement en balsse de notre monnale qui s'est produit an même moment a permis aux céréales françaises de bénéficier d'une « super-préférence » sur les marchés voisins. L'effet tonique qu'ont eu sur le doilar les achats de ble et de mais auxquels l'U.R.S.S. vient de procéder en témoigne une nouvelle fois. L'administration américaine estime donc que la C.E.E. doit restreindre le développement de sa production céréalière, jugeant ses productions plus « doués » pour les productions isitières et animales. Dans l'immédiat, elle revendique que la C.E.E. limite ses ventes sur le marché mondial et augmente ses stocks de

dial et augmente ses stocks de céreales.

La réponse que la C.E.E. apporte à ces projets de restructuration de la production mondiale marque un alignement de plus en plus marque sur les thèses de Washington. Par

Ce risque sera rappelé périodiquement, comme lous de la visite à Bruxelles du secrétaire d'Etat à l'agriculture en novembre.
Face à cette pression, la C.E.E. se comporte comme un groupe de pays importateurs soucieux avant tout de ménager son puissant fournisseur. Pour tenir les engagements pris, elle maintient la politique de restriction aux exportations vers l'extérieur expérimentée depuis 1973. Sa vigilance s'affirme pendant toute la campagne même quand en novembre les prévisions publiées par l'administration américaine indiquent un relèvement des disponibilités exportables, du fait de la compression de la consommation américaine. Cette



(Photo Michel Galliac - Gamma.) MANIFESTATION, CET BTE, HE VITICULTEURS FRANÇAIS DE L'HERAULT.

Contre la politique agricole commune.

Mais la récrientation des exporta-tions de céréales françaises vers la C.E.E. ne prend son sens véritable que si on la rapporte à la hausse fulgurante des prix mondiaux qui s'est produite en 1973 et 1974; elle tend alors à apparaître comme un bénéfice temporaire qui ne débouche que sur l'acceptation des exigences américaines concernant la politique d'exportation de la C.E.E.

d'exportation de la C.E.E.

Ces exigences, présentées en 1971, lors des discussions engagées après les mesures prises le 15 août par le président Nixon (suppression de la convertibilité du dollar, surtaxe de 10 % sur les importations), sont systématisées en 1973 par les études faites pour préparer les négociations du GATT. Les Etats-Unis, considérant le contrôle de ce secteur comme la base la plus sûre de leur hégémonie, entendent se réserver la part essentielle de la production de céréales (mais et soja blen sûr, mais aussi blé). Plus aisément contrôlables en volume, valeur et destination que les exportations industrielles, les ventes de céréales ont, pour eux une importance stratégique pour eux une importance stratégique pour équilibrer la balance commer-ciale et donc soutenir la monnaie.

Attachée de recherches ao Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences

l'accord de février 1972, elle accepte l'accord de février 1972, elle accepte d'augmenter ses stocks de blé et de mener une politique « prudente » d'exportations mondiales. Depuis, le e téléphone vert » qu'évoquent les milieux spécialisés, fonctionne de plus en plus unilatéralement entre Bruxelles et Washington. En 1973 et 1974 en affet la grandenar de la 1974, en effet, la « prudence » de la politique commerciale céréalière de la C.E.E., s'affirme. Un contrôle rigide, associant une forte taxation des exportations extra-C.E.E. (prèlèvements à l'exportation) et une dis-tribution au coup par coup des certi-ficats (procédure d'adjudication des prêlèvements au plus offrant) limi-tent strictement les sorties de

tent strictement les sorties de céréales.

La campagne 1974-1975 est plus mouvementée puisque les prix mondiaux connaissent, à partir de novembre, un mouvement de balsse qui s'affirme dans les six premiers mois de 1975 avant de se retourner fin juillet. Elle confirme cependant le rôle directeur des Etats-Unis qui parviennent encore à gérer la pénurie conformément à leurs intérêts. A l'ouverture de la campagne, en A l'ouverture de la campagne, en août à Washington, l'administration américaine n'hêsite pas à employer des procédés qui confinent à la guerre commerciale : la C.E.E. est menacée d'un embargo sur les expor-tations de mais si ses achats ne se limitent pas à 7 millions de tonnes.

politique écarte les céréales fran-caises de marchés où elles étaient implantées depuis longtemps (notam-ment Proche-Orient et Egypte) au profit des céréales d'outre-Atlan-tieurs

tique.

En même temps, à partir de janvier 1975, la C.E.E. ne prend aucune mesure quand le mais américain entre sur son territoire à des prix largement inférieurs aux minimums prèvus par la réglementation communantaire, sous l'effet conjugué de la dépréciation du dollar et du retournement des cours mondiaux qui enlève leur efficacité aux prêlèvements (2). Un changement peu

(1) Adoptée le 22 février 1973, cette clause plafonne les montants compensatoires monétaires applicables par les pays à monhaie dévaluée an montant de la charge à l'importation. Les prix mondiaux ayant été supérieurs aux prix communautaires pendant presque toute l'année 1974, les préfévements fappant les importations de céréales étalent annulés et les montants compensatoires aussi.

(2) Quand, en janvier 1975, les prix mondiaux rejoignent les prix communautaires, les prisèvements sont réduits à zéro. La possibilité de fixer à l'avance les prélèvements syant été maintenne, les négociants et les transformateurs out pu prendre alors les certificats nécessaires pour importer les quantités dont ils ont besoin avec un prélèvement oul.

PAYS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS

Une instabilité " normale " du marché international

Par J.-P. CHABERT, M. MARLOIE, et P. SPITZ *

EPUIS la fin de la seconde guerre mon-diole, la position exportatrice de quelques poys Industrialisés (États-Unis, Canada, Austrolie, France) d'o cessé da se reeforcer sur le marchó international des biens agricoles et climenteires. Ce fait est porticuliè-rement net pour le bla et les autres céréales, biens climentoires de base tact poor le consom motion humaine que pour la cousommatieu ouimole. Dans le même temps, des pays qui, à l'époque coloniale, étaient exportateurs de céréales devienneut importateurs. Tel est le cas, notamment, de l'Iude et des pays da Maghreb.

Cette inversioe glebale relative des flux d'écheege peut être expliquée : --- Por le constitution, ou cours de la

secoude guerre maadiale, d'importantes capocités de production dons les poys éloignes des théatres d'opérations (Etats-Uois, Canado, Aus-

— Par le succès, assuré eo partie grâce à l'eide Morsholl, des plans de modernisation et

Groupe d'études des relations économiques loternationales, INRA.

d'équipement adoptés, oprès la guerre, par les - Et enfin por le relochement des liens économiques et politiques entre les métropoles et leurs occiennes colonies.

Une telle évolution ne peat avoir surpris les goavernements occidentaux. Dès 1946, à une époque où se déraulent des débats très ooverts et très contradictoires sur l'avenir agraalimeutaire du monde, les principeax Etats membres de la F.A.O. réunis à Washington proposent nue coordination internationale des politiques agricales pour éviter aue crise de surproductioe analogue à celle qui a suivi la première gaerre mondialn, et pour mointeuir les prix à un viveau raisonnable. Ils proposent également ane déontelogie de l'aide taire : celle-ci doit favoriser l'élargissement des débouchés sons gêner les exportations erciales, et doit stimaler on certain type da développement économique international.

Les exportations oo titre de l'aide alimentaire, organisées ensuite grâce oux contributions des grands poys exportateurs (programmes sait de coopération bilatérale, sait de co tion iutaractionale), n'ant doue pas été décidées dans la confusiou por des gouvernemnuts pris de court por nne accumulation imprévisible de surplus, si souvent déplorée dans les aquées 50. Ces exportations « anormales », qui repré-seuteut sur l'ensemble de la période d'après guerre una part importante des exportations totales, ant contribué à subordoacer plus étroitement les échanges aux rapports entra États

L'évolution du commerce international depuis 1945 fut donc, samble-t-il, assex clairement vaulue oo toot on moins prévue. Elle o été telle que, sar le morché internatineal des biens agricoles et alimentaires, l'inflaence de quelques Etats exportateurs et de quelques firmes transnationales qui leur sont étroitement liées n'o cessé de se reeforcer. Une divisieo leternationale du travail plus poussée o donc bieu vu le iour. Mois nile n'est pas complète, et ne devraît pos le devenir. Cette coudition est nécessoire pour assurer l'extensiaa at le renouvellement do modèle de production et de consommotive proposé por les pays développés iednstriolisés.

Le commerce internatiesel met eu concurrence et prand comme équivalents des produits ebtenus dens des ceeditiens économiques et socieles très différentes. Par exemple, le soja et l'arachide qui fournissent de l'huile destinée ecreutiellement à la consommation humaine et des tourteoux riches eo protéines utilisés de monière croissante pour l'olimentaties animale out, sur le marché international, des prix voisins qui fluctueut parallèlement. Disons schematiquement que le soja et l'arachide ont le même prix moudial. Mois ce prix u'o pos e même siguification d'une part pour le paysar senegolais producteur d'arachide et pour l'Etat senegalais qui coatrôle la commercialisation da l'arachida, et d'antre part ponr le fermier oméricain producteor de soja et le gouveraie ment des États-Unis qui encodre la production

et l'exportation du soja (voir tableau I).

La marginalisation

prépare la modernisation

D ANS ces conditions, un même prix moadial pent entrainer la marginalisation de l'écoagro-alimentaira à un pôle et sa prospérité à un outre. La division internation da travail tend alors à s'accentuer. Mais, dans le même temps, la crise de l'économie agro-olimentoire dons l'un ou l'outre des pays on des secteors en voie de morginalisation erée des couditions favorables à la réalisation de programmes de modernisation : les salotres et prix des terres restent bas ou ont tendanco à baisser, l'exode rural permet à certaines exploitations de s'agrandir. Les pays à économin agro-alimentaire prospère peuvent alors proposer leur aide technique et financière poor que cette modernisation dans le pays ou le secteur marginalisé se réalise suivont la modèle qu'el o fait ses preuves chez eux. C'est ainsi que la détérioration de la position exportatrice de nombreux pays do tiers-monde sor les marchés céréaliers o été accompagnée da développement des programmes d'oide « Révolution verte > proposaut one modernisution de la céréaliculture suivant des uormes techniques et organisationnelles des pays dévelop-pes. Ainsi, commu co transfert de technologie n'arrête pas le recouvellement et la développeœuvre dons on par les pays développés euxmêmes, peut être recréée le concurreece entre prodaits áquivalents obtenas dans des conditions économiques et socioles différentes.

Ce déplocament continuel de la division du trovail entre les Etats-nations d'onrait openu intérêt si les capitoux, les morchandises, les travailleors et les idées circulaient librement dans le monde, Si, en d'outres termes, le monde était transparent et bomogène ou lieu

d'être fragmente, cloisoeué par des Etats qui définissent et garantisseat des règles porticulières pour l'eatrée et la sortie da territoire qu'ils contrôlent, pour l'organisation des rapports économiques et sociaux entre leurs

Ou o bien sonveut peusé op espéré que l'intensification des échanges ou l'internationalisation de l'économie ferait régresser l'Étatection on rang des ontiquités. L'experienco des treute dernières onnées montre que les échanges internationaux se sont considérable-

TABLEAU I D'énormes écarts de rentabilité.

	Soja Etats-Unis (nord-est de l'Ar- kansas)	Colza France (Lot-et- Garonne)	Ara- chide Séné- gal
1. Rendement en fruits (kg/ha) 2. Prix payé à la	1 856	2 277	932
production (en francs franc.)	e,45	0,86	0,462
3. 1×2 == reveace brut à l'ha 4. Charges à l'ha sans in travail	832	1 950	431
5. 3-4 = marge brute à l'ha.	269	625	65
6. Nombre d'heu- res à l'ha 7. 4: 6 = marge brute à l'heure	563 13 h.	1 325 18 à 39 h.	366 480 h.
de travail	48 à 43 F	34 à 74 F	0,76 P

Données valables pour la période 1967-1970.

ment developpes, mais qun les États ne s'eo trouvent pos affaiblis. Ils sont au cantraire essentiels ou fonctionnement actuel do morché iuternational. Les ogents socio-écouomiques les plos poissants et les plus multinatioeoux sout en effet les mieux plocés pour tirer porti des avoutages comporatifs de type économique, fiaoucier, fiscal, etc., qui apparaissent à tel ou tel moment deus tel ou tel État. Ils disposent eu effet d'on réseau mandial poor rassembler les informations sur les conditions météorologiques, sur l'humnor des morchés, sur les débats de politique économique, etc. Ils peuvent se coocerter étroitement et rapidnment sur l'essentiel et s'appuyer sur une grande souplesse de l'opporail do production et de commercialisation qu'ils contrôlent. Cette seuplesse est liée à la sous-utilisation de le capacité de production. Celle-ci est telle, co Canado par exemple, que le ministre de l'agriculture de ce pays o pu affirmer o lo

⇒ 2 t

. 5. 5

ا تا معضر

THE STREET

Mary Comme

El man

35.1

to the state of th

100 g

Arriva

5 7 ...

W 100....

 $V \in \mathcal{A}_{k}$

epactachlaire des mécanismes compensateurs monétaires accentue alors la préférence dont bénéficient les céréales américaines sur les marchés européens: l'abolition de la clause de l'o écrétament » à compter du la janvier soumet les céréales françaises aux taxes compensant la décote du franc comme à celles qui compensent la surole des monnaies fortes. Il s'ensuit une nette réduction de nos ventes vers la Communauté.

Si ces événements revelent que bi ces evenements rèvèlent que les menaces d'embargo américaines visalent moins à réduire les importations de la C.E.E. que ses exportations, ils montrent surtout que la Marché commun tend à fonctionner comme un élément du dispositif américain au lieu de devenir un facteur d'affirmation d'une spécificité européenne ; ils permettent de mésurer aussi les graves incertifudes qui pèsent sur l'avenir de la produc-tion et du commerce de céréales en

France.

Nos débouches européens augmentent peu : dans chaque pays la production se développe et le degré d'auto-approvisionnement s'élâve. Pour nous y maintenir, il faut memer des négociations serrées avec des partenaires qui considèrent que la politique américaine est plus conforme à leurs initréts de pays importateurs. Le ralentissement des ventes de céréales françaises intervenu depuis janvier 1975 l'illustre. Autrement dit, alors que depuis 1969 le gouvernement français avait réussi à faire financer per ses partenaires à monnaies fortes le stockage de céréales produites en França, certes en les aporterisonnent à des nois par les autrements de ceréales produites en França, certes en les aporterisonnent à des nois par les autrements de ceréales produites en França, certes en les aporterisonnent à des nois produites en frança certes en les aporterisonnents des partenaires par les aporterisonnents de ceréales produites en França certes en les aporterisonnents de ceréales produites en França certes en les aporterisonnents de ceréales produites en frança certes en les aporterisonnents de ceréales produites en frança certes en les aporterisonnents de ceréales produites en frança certes en les aporterisonnents de ceréales produites en frança certes en les aporterisonnents de ceréales produites en frança de ceréales produites en frança de ceréales en les aporterisonnents de ceréales en les aporterisonnes de ceréales en les aporterisonnes de les de ceréales en les aporterisonnes de les de ceréales en les aporterisonnes de les de ceréales en les aporterisonn céréales produites en France, certes en les approvisionnant à des prix

inférieurs aux prix mondiaux, il se trosve actnellement devant la perspective de les financer lul-même. L'aide au stockage privé financée par la C.E.E. (dite o intervention B ») apparaît en effet modeste au regard des invendus accumulés en France : 1,185 million de tonnes. dont 800 000 pour la France, face à 7 millions de tonnes. Les débouchés solvables extracommunautaires dans les pays producteurs de pétrole et en Europe de l'Est sont an contraire eu forte expansion. Mais deux difficultes se présentent. Il feut d'abord obtenir des contrais, ce qui s'avère difficile quand les quantités demandées sont considérables, comme dans le cas des achats soviétiques. L'importance des tonnages négociés est un des facteurs qui ont conduit jusqu'ici les négociateurs soviétiques à choisir

comma interlocuteurs privilégiés les grandes firmes américaines. En outre, une fola les contrats obtenus, comme avec les pays producteurs de pétrole, le gouvernement doit pour les honole gouvernement doit pour les hono-rer avoir l'aval de ses partenaires. Nous avons vu les obstacles auxquels il e'est heurté récemment.

Il s'avère en définitive que, pour exporter des céréales dans la CEE, comme dans le reste du monde, les comme dans le reste du monde, les negociations que le gouvernement français doit réussir sont moins des végociations inter-enropéennes que des négociations inter-atlantiques auxquelles les Etats-Unis sont la principale partie prenante. Cette situation n'est pas nouvelle et e'observe depuis les débuts du Marché commun agricole.

L'appul ou l'opposition du gouver-nement américain aux thèses fran-

caises a toujours été un facteur déterminant pour leur sucrés ou leur échec. Il suffit de rappeler que des prix communs pour les céréales n'ant pn être adoptés en décembre 1964 qu'au moment où Washington a joint ses pressions à celles de Paris pour faire admettre cette décision au gouvernement allemand. Ce qui a changé depuis lors, c'est la marge de manœuvre des Etats-Unis comme de la CE-E.

Ceci conduit à penser que le choix pour la France n'est pas de rester ou de sortir du marché commun agricole, mais d'accepter ou de refu-ser la division internationale du travail qui, dans le secteur céréalier comme dans l'ensemble de l'écono-mie, s'instaure sous l'égide des Etats-Unis.

HELENE DELORME.

En vue de dominer les marchés mondiaux de produits agricoles

La volonté de puissance des Etats-Unis et ses limites

INTENTION d'être basucoup plus largement présenta que par le passé sur les merchés mondiaux de produits agricoles e été très clairement exprimée par les Etats-Unie depuis l'été 1972, afin da tirer avantage de le forta demande et des prix élevés. Il en resulte qu'una nouvelle politique agricola destinée é développer au maximum la production (essentiellement de bié, mais et soja) e été miea en œuvre. Complètement opposée é la politiqua antérieure de limitation de la production, elle constitue, selon l'expression du secrétaire à l'agriculture, M. Eeri Butz, un - renversement historique - dans

l'orientation de l'agriculture eméricaine. Personne ne douters plus que les Etats-Unle puissent eccroître leur production agricole. L'examen d'un certain nombre de falts nous améne é nous demander cependant el cet eccroissement de production, outre qu'il se heurtera à des difficultés a priori sousestimées, pourra atteindre l'ampleur prévue par les pouvoirs publics américains.

Il y a fort longtemps qu'on e pris l'habitude da considérer l'egriculture américalne comme le modèle vers lequel doit tendre, normalement, toute agriculture dans un pays industriei développé. L'efficacité des techniques de production très avancées qui y soni employées permel (et en même tempe suppose) l'accroissement continuel de la teille des exploitations agricoles et leur spécialisation. Il en résulte une haute productivité du travail, caractéristique essentielle de l'agriculture des Etats-Unia. C'est d'eilleurs en référence à ce modèle que la modernisation des exploitations européennes e été entreprise debuis trente ens.

Il faut toutefois souligner un caractère tait spécifique au agraire américain, à cavoir la diaposition de terres abondantes et peu chères. Les circonstances de la colonisation ont été telles que ce sont da grandes exploitations (par rapport à l'Europe en tout cas) qui, historiquement, ont été misas

en place. La tendence e toulours été de les agrendir eu maximum. En même temps, le densité de populadon agricole ective était fixée à un taux convenable. c'est-à-dire reletivement faible, par la limitation de l'immigration d'abord, par l'exode rural ensulte. De la sorte, les bases d'une haute productivité du travail

Il feut souligner encore que, dens de très larges proportions, la production egricola e été et est assurée eux Etats-Unis dans des exploitations é caractère artisanal, où le mein-d'œuvre est essentiellement familiale. Un tel systèma agricole, basé sur la production relativement extensiva de végétaux de base (blé, maîs, soja, cérésies secondaires), e fonctionné depuis l'essor de l'industrie américaine. Il a assuré jusqu'à nos jours un approvisionnement en produits elimentaires à des prix suffisamment bes, à travera le développement d'une egro-Industrie pulsaante, qui trouve réunies les conditions nécessaires é la réalisation d'un taux de profit convenable.

Il faut noier aussi l'existence d'une egriculture é caractère tout é fait différent, largement présente dans certaines régions comme le Californie ou la Floride. Sur le base de le grande propriété tonclére héritée des haciendas mexicaines, une agriculture d'entreprise s'est développés, pour des productions très epécielisées (fruits, légumes), et en tirant profit de le surexploitation d'una main-d'œuvre abondante et bon marché - Chinols d'abord, Mexicaine ensulte (1).

Le fonctionnement du système egricole de base décrit precédemment n'e pas eu pour eeul résultat l'approvisionnement Interne à des prix assez bas. Un excédent par rapport eux besolns nationaux donnait aux Etats-Unis le possibilité de prendre piece, et largement, sur les marchés mondiaux de produite egricoles, éviter le chute des cours, en satisfaisant une demende solvable falble par rapport à une demande potentielle élevée, la production fut pendant longtemps Ilmitée (2). A cet égard encore, la système à caractère extensif de la production

Par ALBERT CHOMINOT *

végétala da base était adéquat eux objectifs d'exportation de produits agri-

Tout ceci est mis en question par les événementa qui ont depuio trois ans bouleveraé le marché mondial des céréales et des protéagineux, et par la nouvelle politique egricole eméricaine

tendant é développer eu maximum la production. Ce développement de le production ast certainement possible : on e eu raison da souligner que le potential de production agricola américeln étalt volontairement sous-utilisé, que la pénurie de produits alimentaires n'est pas neturelle maie sociale. Il ne tait aucun doute que l'agriculture américeine produire deventega dans le contexte nouveau

Obstacles au développement de la production céréalière

M AIS is système extensit mis en couvre jusqu'alors est-il edapté é cet effort de production ? On peut supposer qu'il sera étendu à des surfaces nouvelles. Or I) existe des réserves de terres aux Etats-Unis, et tout d'abord celles de la Benque du sol, eurlaces - galées - soustraites à le production de ble par des subventions aux agriculteurs. Il peut y avoir sussi des substitutions de cultures, suppressions de le jachére, extension des zones traditionnelles de production. Cecl esi tout particulièrement le cas pour le meis et le soje, dont le production déborda la « Com-Belt - classique, vers l'Ouest, dene des zones plus sèches, mele surtout dens le Sud (basse vellée du Misaissippi at plaines côdères du Sud-Est). Il peut y evoir enfin mise en culture de terres nouvelles par le défrichement, dans le Sud encore.

On syance des chiffres Impressionnants : plusieurs dizeines de millions d'hectares pourraient être einsi gagnés à le production, male il s'egil là d'intormellons non confirmées, qu'il convient de retenir evec réserve. Les projections du département eméricain de l'agriculture sont plue prudentes : elles prévolent un eccrolesement des surfaces en blémais-soje de 70 é 83 millions d'hectares, de 1973 à 1985, solt moins de 20 %. Or l'augmentation de la production de ces trois produite devrait être, dans le même période, de 30 à 50 %. Il feut donc envi-

" Maître assistant à l'Institut natio-

sager un accrolasement de le production par hectare, eur une surfece totale en lout état de cause limitée, pour que l'objectif de production globel soit

Le système de production végétale extensive est, é partir de là, mis en cause, car l'augmentation de la produptività physique des terres euppose une utilization occrue d'inputs industriele, et d'eutant plus qu'on mettra en œuvre de nouvelles eméliorations génétiques : l'eugmeniation nécessaire des rendemants é l'hectare suppose en sfiat que les agriculteurs américains disposent de variétés nouvelles de blé, mais et sola, Ceci risque elors d'entrer en contradiotion evec la faible densilé de population active caractéristique dominante de te production céréallère el oléagineuse américaine. Peut-on imeginer que le tra-vallieur egricole qui, é l'heure ectuelle encore, conduit jusqu'é 250 hectares en meis-soje, Jusqu'à 400 hectares an bléjachère, pourra dès demein cultiver le même surfece en incorporant davantage d'engrele, en utilisant deventage de prodults de défense des cultures, en réalisant de mellleures feçons culturales ? Ce sont là pourtant des conditions indispensables à l'obtention de meilleurs rendements. La tandance qui avait conduit les céréallers américains à eccroître au maximum la productivité du travail es trouve einsi contredite par le nécess d'eugmenter le production : le leible densité de population agricola activa risque de devenir un facteur limitant le développement de le production.

Les transformations affectent aussi l'élevage, et tout perticulièrement l'alevage bovin é vlande. Calul-ci a etteint au coura des deux à trois dernières décennies un très heut degré de epécialisation. La fillère viande bovine classique comperta un élevage naissour très extensil (ranching du Far-West) ou marginal (petites exploitations de semisubsistance des Appalaches et du Sud-Est), approvisionnant en jeunes bêtes é bas coût des ateliers d'engralssement ertisaneux (jusqu'à mille têtes) ou « industriele - (plusieura dizaines de militera de tâtes). Dans ces ateliera, l'elimen-tation des enimaux au meis et tourteaux da soja e profité jusqu'à ces dernières années des laibles prix de ces produits. Ce développement da l'élevage est lié à le culture du meis, le seul des végétaux qui nous intéresse dont le production est d'ores et déjé intensive, il feut notar qu'une vole de epécialisation enalogue e été sulvie en metière de pro-

L'énorme eccroissement des prix du male et du soje enregistre depuis 1972 compromet très cérieusement l'économie de ca type d'élevage. Dans le cas de la viende bovine, plus epécifiquement, on assiste en outre à un fiéchissement de la consommetion evec le dégradation du pouvoir d'achat des Américains at l'extension du chômage, L'année 1974 a été marquée per un net déclin des prix à le production. Pour les eletiars d'enpraissement, les difficultés économiques sont énomes : on a pu observer la feillite d'un certain nombre des plus grands d'entre aux. La production de viande bovine aux Etats-Unis est dens une eltuation critique. La production de leit esi de loute leçon légèrement décrolesanta depuis plusieurs ennées déjà, en dépit de revalorisations importantes des prix à la production. Elle risque de diminuer encore blen plue

(Lire la suite page 12.)

(1) Cl. P. Dommergues, le Monde diplomatique, evril 1974.
(2) Cf. l'articlo de J.-P. Chabert, M.
Meriole et P. Spitz.

conférence mondiale de l'alimentation (Rame, acrembre 1974), que la prodoctica considience de blé pouvait être augmentée de 50 % en cinq ous s'il existait une demande solvable

Ainsi, par suite de la fragmentation du marché faternational et eo reisoo des moyens dont disposent les agents socio-économ publics et privés, qui font ce marché, le développement du commerce international ou cours des trente dernières années a servi la renforcement de la polarisation économique et sociale à l'échelle mondiale, celle-ci ac so limitant pas à one spécialisation accrue par Etat-nation. Le développement du commerce international a egalement servi - directement en créant de nouvelles habitudes alimentaires, indirectement en amorçaat des processus de marginalisation-modernisation — de véhiculo à l'extension d'un modèle de production et de consommation agro-alimentaire mis en œuvre à l'initiative des pays iodustrialisés.

Schematiquement, paur la production agricole, ce modèle suppose l'encadrement d'one partie de l'agriculture par de puissants secteurs industriels d'omant (machines agricoles, engrais, etc.) et d'aval lindustries alimentaires), ainsi que par divers services (crédit, gestion,

formation, etc.). L'agriculteur moderne est organisé, sensible aux incitations économiques (prix et subven-tions). La diversité des activités se réduit sur les entreprises agricoles. Des pans entiers d'activités réservées traditionnellement aux exploitations agricoles sont pris en charge par les entreprises industrielles. Mais dans lo secteur ogricole coexistent des exploitations très différentes par les conditions économiques, techniques et sociales de la production. Le nivean et les fluctuations des prix actionaux

Exceptionnel. A vendre très bel appartement, villa sur le toit + immense terrosse, vue panoramique, entièrement face mer, avec cave et garage. Ecrire: HAVAS CANNES 9437/R.

ou tol. : (93) 47-00-55.

qui s'imposent à l'ensemble des exploitations et les relations que ces prix entretiennont ovec les prix mondieux aurost donc des impacts différents sur les diverses catégories d'ex-

Schematiquement oncore, paur la consommation, ce modèle suppose que, au fur et à mesure que le revenu augmente, le consom-motion de vionde — obtenue evec des quantités croissautes de céréales et d'aliments du bétail fournis par l'ogro-industrio — se sub-stitue à la consommetion de céréales.

L'évolution de la structure de la consommotion do céréales dons quelques pays développés peut être considérée comme un des indicateurs significatife du rythme d'extension et de lo profondeur de l'ancrage du modèle (voir to-

TABLEAU II

	Consommation de cértales par habitant (kg/an)		
	Consom- mation directe	Consoin- maticu ludirecte (a)	Total
CANADA	79	668	73
— 1955-59	69	758	
ETATS-UNIS	68	583	65
- 1955-59	64	695	
FRANCE — 1955-59 — 1971	194 75	253 316	357
JAPON	154	45	195
1955-59	127	127	254

Dans les pays on voia da développement, ce nodèle interesse le secteor moderne agricola et une large fraction des populations orbe Sa progressioa est três variable saivont les pays. Elle est plus rapide, par exemple, au Mexique et dons les pays maghrébins qu'eu

On peut se demander aujourd'hui si la crise qui affecte l'économie internationale ne remot pas en cause en modèle. Les économistes sont divisés. Nous pensons, pour notre part, que la crise devrait favoriser l'extension at le renauvellement du modèle dominant de production, consommation agre-alimentaire, tout

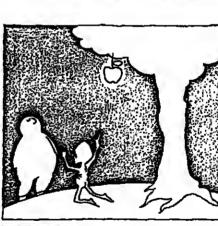
en ronforçant le rôle dirigeont d'an petit. nombre d'ogents socio-économiques qui jouent un rôle essentiel dans so mise en œuvre.

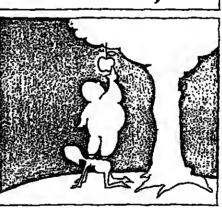
La rochercho d'an nouvel ordre international. l'évolotion du rapport de forces entre Etats, no vous semblent pas jusqu'ici susceptibles de modifier la profuod déséquilibre entre ocheteurs et vendeurs, entre exportateurs et impartateurs, entre producteurs et consommateurs. Ce déséquilibre persistant devroit entretenir on état de crise et d'instabilité sur les marchés internationaux et pour les politiques nationoles

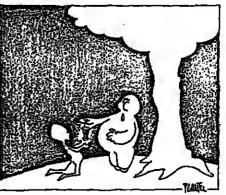
Eo effet, rico ne paroît remettre en couse la souplesse de l'offre des principeux pays expartateurs qui dépend assentiellement de la discipline des agents et de la moîtrise organisationnelle et technique de capacités de prodoction sous-utilisées. Cette souplesse de l'affre coafère oux agents qui lo contrôlent une liberté de manauvre génératrice d'uno instabilité qui leur permet de tirer parti de la rigidité de la demande des consemnateurs urbains et de l'irrégolarité de la demonde des pays importateurs. Les papalations orbaines des pays développes a'ant pas d'olternatives do consommation, et peavent difficilement peser sur le oiveau et la floctuation des prix, sur la quolité des produits. Les pays en voie de loppement maîtrisent moi en général les cooditions climatiques et sont controlats, en mouvaises onaces, d'oborder en position de faiblesse le morchó international.

Nous comprenons pourquoi, dons ces conditions, G.O. Fraser, membre de l'odministration américaine, paut offirmor que « les Etots-Unis veulent éviter de s'engager (dans les négocia-tions à venir des accords moodieux par produit) sur des garanties de prix > (Foreign Agriculture, 17-2-1975).

Noss partageons le poiot de vue exprime par la F.A.O. dans le rapport « Perspectives sur les produits 1972-1973 ». Selon ce rapport, « Il existe de bonnes relsons de croire qua la situation très fluide de l'offre et des prix en 1972 n'a pos été fortuite ». En effet, les priecipaux pays expertataurs « ne sont pas disposés à continuer de jouer vis-à-vis du monde le rôle de renfort, et ils ont lo capacité technique d'éviter de s'embarrasser de stocks plus compter désormois sur les stocks des exportoteurs comme réserve permonente permottant de foire face à des mauvaises récoltes generalisées dans le monde, obstraction faite ou presque des considérations commerciales ». J.-P. CHABERT, M. MARLOIE et P. SPITZ,







(Dessin de PLANTU.)

(Suite de la page 11)

Que paut-il dès lors se passer? Le souheit exprimé par les pouvoirs publics américaine de e'approvisienner, eu meins pour partie, en Europe est évoqué par eilleurs (3). Il peut y avoir aussi eubstitution de protéinea végétales aux protéines animales dans l'alimentation maine. La consommation de ferine de soje est délé Importante aux Etats-Unis : elle peut constituer juaqu'eu tiara du classique hamburger ; elle est présente dans les cérésies du petit déjeuner, cartains biscuits, etc. La reconstitution de fibres à texture animala à partir dea proteines du soje est techniquement connue, la généralisation industrialis de ce procédé a déjà des evocats.

Maia on peut envisager eussi une reconversion technique de l'élevege bovin, valable d'ellieurs pour le leit aussi bian quo pour la viande. Comme en etrs réalisées sur le base de la producniques sont utilisées aux Etats-Unis bien sûr, mais de manière peu intensive et qualitativement mal conduites. Or l'intensification fourragére se heurterait aux mêmee difficultés que le production céréalière et oléagineuse. Elle eussi exige davantage d'inputs industriels et

une plus forte densità de population active. Enfin, le reconversion technique n'esi pas à elle eeule suffisante. Il ne semble pas que l'élevage bovin américain puisse trouver un nouveau souffle sans qu'intervienne une housse des prix des produits animeux par rapport eux prix des produits végétaux. La hausse ebservée depuis sera-t-elle suffisante pour que la production de viande à grende échelle reste ettractive pour les capitaux qui y étaieni jusqu'é ces der-

nières années investis ? Peut-être pas : en pourrait assister alors à une restructuration de ces atellers, dans le sens de dimensions encore plus grandes, ainsi que certaines informatiens en témolonent. Sur le base de le plus grande efficience technique ainsi atteinte, les prix obtenus siore seront paut-être suffisants. Cetta revalorisation du prix de la vianda bovine allégerait eussi, bien entendu, les difficultés économiques des atellers artisenaux.

Une réorientation très coûteuse

ES transformetiens qui risqueni d'aflecter le système agricole améri-cain ont des conséquences importantes. La mobilisation d'une population agricole active plus nombreuse n'est sans doute pes impossible dans le société américeine, surtout si l'on tient compte do l'ectuelle cituation de l'amploi dens l'onsemble de l'économia. On peut envisager un accroissement de la populetion agricole salariée, mals à condition sans doute que le décalege entre ealaires agricoles et Industrials solt réduit, que la protection sociale et les droits syndicaux solent étendus eux ouvriers egricoles (4). On peut supposer eussi que l'exode rural sers treiné, devantage de

jeunes demeurant an activité dans les exploitations familiales. Dans le cas de la production animale, la relative faiblesse des prix einsi que des questions complexes touchant é la qualification des travallleurs rendmnt cans doute le recours à des salariés moins facila que dans la cas de le production végétale. Au total, ceci suppose que l'ensemble des revenus distribués eux actife egricoles devra être accru : la réorienta du système egricole américain est, à cet égard, coûteuse.

Mela il y a plus encore. Avec les hauts prix des produits végétaux obtenus depuis 1972, les céréallars américains ont perçu de hauts revenus ; leurs dispo-

nibilités financières cont bennes. En mame temps, le possibilité de tirer parti d'exploitations plus patites, toutes proportions gardées, renforce le demande de terres de le part des agriculteurs. damande qui était déjé importante sur le marché foncier depuis plusieurs années. Le prix du sol flambe aux Etats-Unis : il a sugmenté de 13 % en moyenne en 1972-1973, de 25 % en 1973-1974; en e'attend à un accroissement de 15 é 20 % encore pour 1974-1975. Ces laux voni d'allieurs jusqu'à 35 % et plus dans les zones productrices de blé, mais, eoja. La rente foncière s'accroît également, encore que dans des proportions mai connues. Enfin, l'impôt foncier, ilé directement au prix du sol, s'élève lui eussi. Au total, la charge foncière, traditiennellement faible dans l'histelre agraire eméricaine, devient de plus en plus lourde à mesure que se développent les transformatione qui nous

Les Etats-Linte veulent être le premier fournisseur mondial de produits végéteux de base, non plus en limitant leur production nationele pour éviter le chute des cours, mais en la déveleppant au maximum pour tirer parti des prix élevés.

Cette nouvelle politique agricole suppose la reconversion du système agricole américain, traditionnellement extensif : er son Intensification pose un certain nembre de problèmes. Elle se heurfera é des ebstacles structuraux, et le rapeuplement des campagnes américaines n'est sans douts pas fait d'avance. Elle e des conséquences sur l'approvisionnement alimentaire Intérieur, en particulier en vlande et en lait, beaucoup plue couteux désormala à produire. Elle implique, eutre le distribution d'une masse plue grande de revenus et salaires agricoles, un accroissement des charges foncières : son coût est donc très élevé. Par conséquent, si l'accroissement de la production agricole amé-ricaine est possible, il n'est pas sur du tout qu'il puisse prendre l'ampleur prévue. Ceci écleire tout autrament l'intantion américaine de dominer les marchés mondieux da produits egricoles. On peut s'attendre en outre que les difficultés des consommateurs américeins ne cessent pas de eitôt. Pour l'Amérique, l'heure des leçons de l'agri-culture européenne n'a-t-elle pas sonné ? ALBERT CHOMINOT.

(3) Cf. l'article de Coulomb et Nallet. (4) Cf. P. Dommergues, le Monde iplomatique, avril 1974.

Agriculture métropolitaine et impérialisme français au début du siècle

Protectionnisme, colonialisme et investissements industriels

EPUIS cent ans, la politique agricole française a fait l'objet de critiques virulentes tant en France qu'à l'étranger. Opposée à la politique anglaise, danoise ou hollandaise, ello est souvent présentée comme le résultat de la myopie éconemique et de la faiblesse nyopie econémique et de la l'ablesse politique des cercles dirigeants. Le retard industriel de la France de 1910, la stagnation de l'entre-deux-guerres, les difficultés de la recons-truction dans les années 50, et même les soubresauts actuels de la politique agricele commune sont attribués eu « mélinisme », c'est-àdire au protectionnisme agricole ins taure par le gouvernement français à partir de 1893 et à l'absence de « modernisation » de l'appareil productif agricole qu'il eurait imposé.

Les critiques se bornent à donner des indices de productien, de revenu. à comparer les taux de croissance français et étrangers. Rares sont ceux qui cherchent à préciser ce que ces chiffres expriment. On oublie ainsi que la finalité du système social due la infinite ou système social était, et est toujeurs, non pas la généralisetion du blen-être par le genfiement le plus rapide possible des biens et services disponibles pour chacun, mais uniquement la pour-suite de l'accumulation du capital. C'est donc par rapport aux posal-bilités concrètes d'expansion impé-rialiste qui s'offraient à la bour-geoisie française qu'il convient de juger de la pertinence du recours au protectionnisme, et pas eculement par rapport aux résultats que ce par l'apport aux l'emitats die ce protectionnisme a pu avoir sur la quantité des marchandises agricoles produites on France ou sur la forme d'évolution de l'appareil productif agricole français.

La France d'après 1910 n'est pas ce pays de rentiers et d'avocats qu'on se complait à décrire. Comme l'indique J. Weiller, la bourgeoisie française, réputée avare et casanière. a su développer une politique d'ex-pansion capitaliste à l'échelle mon-diale. « Une infériorité militaire toute nouvelle en face de la concentration de puissance réalisée eutour du bassin de la Ruhr (...) va être compensée par les expéditions colo-niales : des hommes (...) vont s'en aller en Indochine ou en Afrique, tandis que les capitaux tront d'un eutre côté (...) et que les marchan-dises continueront surtout à se pendre au peurteur de nos fron-tières... » (1).

Cette discordance entre les zones impériales, commerciales et financiè-res qui constituaient les bases du

Por MICHEL GERVAIS*

pouvoir de l'impérialisme français manifeste à la fois la force et la faiblesse de notre impérialisme, le résumé de son développement histo-rique et la synthèse de nos « préjérences nationales de structure ». Les contemporains ne s'y sont pas trompes. M. de Peyerimhoff, secrétaire général du comité des Houllières, déclarait en janvier 1914 : « Un pays d'encienne civilisation, de dimensions restreintes, de mise en valeur relativement avancée, dont la population stationnaire tient l'éparque pour une vertu nationale, et plus affinée chaque jour et plus exigennie, montre l'échelle sociale d'une ascension presque continue, a, par avance, les rences nationales de structure ». Les que continue, a, par avance, les caractéristiques de son économie extérieurs si logiquement marquées que les jaits qui la décèlent et les chiffres qui la mesurent ne ménagent pour ainsi dire eucune sur-

L'ampieur de la phrase classique ne doit pas masquer, aux yeux du lecteur d'aujourd'hui, la rigueur de la description du modèle de croissance français qui est ici évoqué. Il suffit que, dans la phrase qui suit, l'ora-

* Maltre de recherche à l'INBA.

teur précise : « C'est par la Compa-gnie des chemins de fer que s'est, développé l'esprit d'entreprise de la France moderne, c'est par elle qu'il déborde rapidement au-delà des frontières » (2), pour que cent ans de développement capitaliste soient fidèlement, résumés.

industrie séronautique qui s'impose-ront parmi les melleures du monde capitaliste. Surtout, à travers guerre

et crise et à cause même de notre population stationnaire, épargnante, qui n'a pas l'esprit d'entreprise et refuse de sortir de sa routine (en agriculture principalement), nous sommes alors les banquiers du monde.

sommes alors les banquiers du monde. Banquiers universels, nous avions besoin de fonds pour nos placements extérieurs, et d'un Etat fort qui, selon une tradition plus vieille que Colbert, soit le premier démarcheur et le défenseur inconditionnel de ses banquiers et de ses industriels. L'épargne nationale ainsi engagée n'est pas disponible pour nous permet tre d'acheter à l'extérieur les produits agricoles dont nous pouvons avoir d'acheter à l'exterieur les produits agricoles dont nous pouvons avoir besoin. On pent donc penser que la limitation de nos importations agricoles, grâce au protectionnisme, est indispensable pour dégager les excédents de la balance des comptes nécessaires à l'expansion internationale de nor entirement. nale de nos capitanz.

(1) Enhanges extérieurs et politique commerciale de la France depuis 1870, J. Wellier, Cahiers de l'ISEA, tome III. nº 10, octobre 1963, page 1. 171. (2) Peretrimbori et al. 1816-éts économiques et rapports internationaux à la pellie de la guerre, Alcan, Paris, 1915, page 75. paga 75.
(3) Voir R. Cameron, la France et le développement économique de l'Europe.

A LA POURSUITE DU PROFII

Quand les multinationales font du "ranching"

Par JOSE S. DA VEIGA *

P:

1701 1 ment Parra

CELON FONU et PO.C.D.E., les investisse-D ments étrangers directs (c'est-à-dire prêts exclus) duns les pays en voie do dévelop-pemont s'élevaiont en 1968 à 33 milliards do dollurs, soit le tiers du total des investissements réalisés dans ces pays. Mais la maitié de ces sommes était consucrée à l'expluitation des ressources acturelles, agricoles un minières. Certos ces investissements duns le secteur « primaire » sont en décliu relatif on profit des investissements dans les secteurs de trons-formutinu. Mais la part consacrée à l'exploitetian des ressources naturelles est eucore impor-toute et bien des facteurs dus à l'interectio-eulisatian du capital favarisent ce type d'investissements. En effet, le problème des socres nouvelles de profit prend unjourd'hui paur les groupes muuapolistes nac acnité saes précédant ; tout avantaga naturel au social dens lu prodoction, le murcho, l'uccès au crédit qui apparoit dees un nation quelconque uttire et intéresse l'ollographie financière mondiule surtout larsqu'il s'agit de produits pour lesquels on constate, un un espère, auc teadunco

C'est bieu le cas de la viande bovine uutuurd'hni. Certes il a'y u pas — ua pas encore — de véritable pénurie dons les pays déveleppés, mais le taux d'occroissement de la demonde sur le morché mondiu) reste superieur à celui des exportations. Les dernières projections de la F.A.O. chiffrent na déficit mondiul prévisible pour 1980 à 1,6 million de tonnes. Inutile de dire quelle est la tendance des prix : ils ont plus que d'unblé entre 1956 et 1972, et rien que d'uoût 1970 à janvier

* Economiste brésilien, en stage à l'INEA et à l'Institut technique de l'élevage bovin.

uo quodreplement do prix do bétail sur pied à Liniers — marché de Buenos-Aires qui fixa traditionnellement les cours internationaux. La transformation et la commerce de la vionde bovine devient donc de plus en plus une branche séduisante pour les copituux à lo recherche de surprofits. De ce fait, le déva-loppement de lu production de viande bovine dans les pays eu voie de développement est

Un offort important est assuré en ce seus par les organismes internationaux. Les prêts internatiunaux destioés un secteor ngricole représentant ununcliement environ 630 millions de dollers, dent 240 sont octroyés par lu BIRD. Le groupe Banque mondinia destice 50 % de ses prêts de secteor agricole à l'élevage. Le montant total des investissements internationaux consacrés à l'élevage evoisine mointenunt plusiaurs milliords de dellars. Les prejets les plus récents intéressent de plus en plus les zones tropicoles, nouvelles zones dispeu de bovins de buacherie; leur but dépasse la simple accreissement de la produc-tion. Ils auvrent d'autres apportunités : c'est d'abord là une cide un développement « ren-table » pour les pays développes; c'est une uide dont on peut espérer des résultots stubles. Ainsi peut-ou compter sur l'accord des pays déveluppés pour réaliser de tels investissements. Et ne peut-on espérer en contrepartic des pays bénéficiaires de « meillenres » attitudes pali-tiques ? Cela est dit assez d'airement par des spécialistes reconaus : « Introduisant ou diffu-sont des technologies perfectionnées, omélio-rant et renforçant les institutions nationales, des projets bion conçus peuvent non seulement accmitre la production agricole, mais infléchir dans un sens favorable les politiques gouvernemontales > (1).

Purmi les cent trante-trois projets d'élevage Purmi les cent trente-trois projets a elevage bovio réalisés ou en conts de réalisation de la Banque moudiale, cent un sont localisés eu Afrique et au Amérique latina et correspondent à pins de 80 % du moutant des financements (1809 millions de dollars sor 2 225). Les plus Importunts se situent ou Mexique, ee Brésil, en Argentine, on Uruguay, en Colombie, ou Chili et au Kenya. La Bauque avance en général 45 % du coût total de projet. Mais il ae fout pas amblier que les achots nécessaires à l'étrongat représentent en moyeone 40 % de ce même cout) Ces prêts sont bien, evant tout, un financemont visant à faciliter l'ouverture de débouchés pour les industries des métropoles impériolistes.

Les « multinationales » qui s'intéressent de très près à ces projets, na sunt pes en effet directement impliquées dans l'ergeuisotion de la production : ce qui les intéresse, pour l'uveuir, c'est bien « l'umont » (c'estu-dire la foureiture de biens nécessaires à la production) et l' « eve) » (c'est-o-dire la com-

merciulisation). La forma da production qui leur conviesdrait le mieox est la création de « lots d'ougraissement » (feed-lots), c'est-à-dire de parcs

part à base de céréales et d'allements achetés. Cependant ces « feed-lots » en pays sousdéveloppés sont encoro peu nombreux pr moment. Mais les grandes sociétés chin et phormoceutiques possèdent des programmes de recherche ufin de trouver des oliments qui permettraient la rédoction du coût des rations à base de concentrés. Citous la Grandi Industrie Zootscnicke Associate, la Pfizer ou encore l'Allied Chemical Corporation, Un collegne a en lieu à Daker sur les possibilités de déve loppement de ce système de prodection (2). Les conclusions indiquent, comma principal obstacle, le manque de disponibilités eu « iopats » pour lo constitution de rations à

En attendant que les progrès de la technique permettent de réaliser sous une forme inten-sive, nécessituat de combreux échanges commerciaux, la production de viande bavine, ces firmes se contentent aujourd'hai des terres quasi gratuites et des techniques frastes de l'élovage extensif. Les « feed-lots » sont provisoirement non rentables, oussi établit-on des « ranches ». Ces runches sont créés dens les zones de savone avec la financement non sealement de la Banque mondiale, mais do la B.C.E.A.O., de la BID, de PNUD — mais unss des gouvernements do certains pays qui voicat lo l'occasion d'un « développement ». Le cus de l'Amazonie brésilienne est à cet égard

Pour une poignée de dollars...

M. Daniel Keith Ludwig, 7B uns, possède selon la revue Time, une des dix plus grandes fortunes du monde (3 milliards de Mars). Quand, au début des années 60 il a acheté 1,5 milliou d'hectares d'un seul tenaut à l'embouchure de l'Amezone (lu moitié de le a l'embouchure de l'Amezone (lu moitié de la superficie des Pays-Bas), on se demundoit quel usage il pensoit en faire. Ces terres sa situent autour du site portueire le plus proche des litats-Uois. Par contre, les carectaristiques de le région et la très faible dessité de population ne faisaient pensor qu'à la possibilité d'exploiter des ressources minières (bauxite). Jusqu'à cotte date, ces terres avaient opportenu nu « colonel » José Julio, un lotifundinire légen-daire dont on s'est inspiré pour écrire ou romen sur les « féodaux » brésiliens. Uo tel uchat par un « Gringo » a bien sûr êtê publiquement dénonce! Mois M. Ludwig s'est très bien débarraisé de ce type de problème en recrutant quelques militaires proches du pou-voir comme administrateurs de son projet, Ensuite, comme on pouveit le préveir, il e

(1) PJ Brimby (spécialiste de la production animale - Programme de coopération FAC-BIRD), « Prêts internationaux pour le développement de l'élevage ». Es le mondiale de 200-technie, n° 5, 1973.

(2) « L'embouche intensive des bovins en pays tropicaux », actée de colleque, supplément à la Revus d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux, Maisons-Alfort, 1974, 322 p.

obtenu une concession pour l'exploitati bauxite ou « ussociation » avec l'ALCOA (Aluminiom Corporation of America).

Mais il ne s'est pas arrêté là. Le ples intéressant est sou projet agricole. Il o créé l'entreprise JARI S.A. qui est administree par le cholding » Entre Rios, dont le priusipal actionnaire est l'Universe Tank Ship, qui o son siège au Libéria. Il u déjù investi 50 milllaes de dollars dees l'implantation d'une quité agricule qui comprend une pluntation d'orbres, auto rizière et un troupeou beviu. Il est prévu encore 300 millions de dollars d'investissements pour la réalisation du projet jusqu'à 1980. A cette date, la JARI produire 1 000 tonnes de cellulase par jour, 100 000 tonnes de riz par un et una un troupeou du 50 000 bovins. Le tont destiné exclusivement à l'exportation.

TWO STATES OF

Series

Mary State

form.

To the same of

era .

 $\omega_{k} = (0, k_k)$

e. .

the second

The same of

ومرواه معمور

Arrest .

Plant Selection

. .

 $\operatorname{const}_{A_1} = A$

 $\mathbb{P}(K^{*}, \{|\psi| = 1\}$

5 est

** ***

Does la région environnante, des projets plus « modestes » ont à peu prist les mêmes corectéristiques : Brayuxo a l'Pays-Bas), 290 000 ha; Georgia Pacific (Etuts-Unis), 500 000 ha; Toyomenka (Jopon), 300 000 ha; Robin McGlobu (Etuts-Unis), 400 000 ha; Il seroit erroné de croire qu'il s'agit là da cas particuliers ou même de penser que cela est l'œuvre exclusive de milliardaires étrongers. Tont le mouvement d'occupation du l'Amazonie qui se déroule netuellement se fuit sur cette base. Un des secrets de cette colouisation est co qu'on appelle au Brésil le système des « encouregements fiscaux ». Ponr inciter les grandes firmes à investir dans les régions pouvres, us met à leur disposition jusqo'à 50 % de ce qu'elles usmient d' poyer comme impôt sur le reveus. Ce mécasisme u été utilisé asparavant us Nord-Est par la compagnie de développement Sudène, et a commencé à être appliqué en Amazonle en 1965 uvec la création du la compagnie

Le paradis amazonien

U N simple colcul peut donner une idée des avantages consentis uux sociétés qui décident d'investir une boune pur de leur impôt sur le revenu duns des projets d'élevage. Tout d'abord, la Sudam considère la terre eù sere exécuté le projet comme un investissement et lui attribue une valeur fixée par décret. En 1971, cette valeur était de 20 crazeiros/ha (environ 20 francs do l'époque). Or, souvent, les sociétés unt pu acheter d'immenses surfaces à 7 cruzeiros l'hectore. Une fais le projet approuvé par la Sudam, les encouragements fiscaux sont accordés dans la propartion de trois fois les copitaux propres. Par ces simples operations, un investissement leitiol de I fraue peut devenir repidement un capital immobilisé de 9 francs. Autrement dit, un ranch de 9 millions de cruzeiros peut être constitué en toute propriété evec un copitul propre initiel de l' million seulement.

L'entreprise ou la personne physique inves-tissant dans ce codre bénéficie encore d'une exenération d'impôts portent sur 50 % des

D'autre part, un tel mécanisme d'accumulation du capital contraint à négliger les investissements en France, aussi bien dans la production agricole proprement dite que dans les secteurs fournisseurs et clients de l'agriculture. Les tenants de l'abandon du protectionnisme n'évoquent ja mais l'indispensable liaison entre l'intensification de la production agricule m'ils espirant et de la production agricule m'ils espirant et production agricole qu'ils espèrent et le changement de structures indus-trielles qui devra rapidement se pro-duire pour que cette intensification

10 m

. . . -

. .. / "

....

. .

.

.

..

.

...

.. . - - -

10 m

. .

. .

. - ·

se poursuive.

On peut, par exemple, lire de nombreux textes sur la nécessité d'utiliser davantage d'engrais minéraux pour sortir notre eppareil de production agricole de son archaîsme. Cette évolution est cortes possible puisque, pour une superficie cuitivée comparable la France consomme alors moirable, la France consomme alors moifable, la France consomme alors mu-tié moins d'engrais que l'Allemagne. Il est plus rare de trouver des esti-mations des transformations indus-trielles et donc du coût des investis-sements neufs qu'une telle intensifi-cation des méthodes de production rendrait nécessaire. On sait pourtant rendralt nécessaire. On sait pourtant que la fabrication des 1 600 000 tonnes de superphosphates consommés par notre agriculture absorbe dejà 60 % de la production française d'acide sulfuriere de la production française d'acide sulfuriere de la production française d'acide sulfuriere de la production française. d'acide sulfurique et que les besoins de notre industrie en ce produit augmentent sans cesse. Pour doubler la consommation de superphosphates, faliait-il, était-il possible, de doubler la capacité de notre industrie chi mique? La rentabilité d'une telle mique? La rentabilité d'une telle opération étant probablement moins importante, en tout cas plus problématique, que celle de nos investissements extérieurs, on ne voit pas pourquoi ceux-ci auraient été abandonnés au profit de celle-là.

Poser comme possible un tel trans-fert au nom de l'avenir qu'il aurait permis traduit généralement le refus de considérer les conditions économi-ques et sociales de l'époque. Il nous ques et sociales de l'époque. Il nous paraît beaucoup plus pertinent de montrer que le protectionnisme, la puissance financière, l'agriculture archafque et la faible croissance démographique sont des aspects inter-démendents d'une ment résité On dépendants d'une même réalité. On ne saurait qualifier cette réalité de pathologique ou de retardataire puisqu'elle obéissait à sa loi fondamentale : accroître la puissance de la bourgeoisie par l'accroissement du capital que celle-ci contrôle.

Le « modèle de croissance français de 1910 » minimise les moyens mis à la disposition de l'agriculture, ce qui l'amène à maximiser les heures de travail que la société doit consacrer à la production de marchan-dises agricoles. Tout naturellement, les responsables politiques et profes-sionnels estiment que « l'agriculture manque de bras », bien que pour 40 % la population travaille encore dans l'agriculture. Mais ce modèle minimise également les besoins en capital du secteur agricole, permettant d'utiliser la plus grande partie de l'épar-gne paysanne en dehors de cette

Le nombre d'agriculteurs qui sont insérés dans les circuits de crédit reste infime. Le Crédit agricole mutuel, encouragé par l'Etat, n'a, dans ses caisses, que 2 200 000 francs de dépôts, tandis que 5 milliards dor-ment dans les calsses d'épargne. Si l'on ajoute à cela les milliards des emprunts (russes et autres), on voit à quel point l'adoption d'une politi-que agricole libérale, poussant à la modernisation continue des exploita-tions agricoles, aurait about à remet-tre en cause les équilibres financiers et industriels fondamentaux. L'éffi-cacité de ceux-ci, quant à l'accurmacacté de cenx-ci, quant à l'accumm-lation du capital, n'était pourtant pas si mauvaise, puisqu'ils nous mainte-naient depuis plus d'un siècle dans le groupe des quatre nations les plus puissantes. Ou, si l'on préfère, la nécessité de protéger les formes par-

ticulières du pouvoir financier et industriei de la classe dirigeante en France, et particulièrement les bases internationales de ce pouvoir, impli-quait que l'on minimise les occasions d'investissement dans l'agriculture, d'investissement dans l'agriculture, donc que le travail du paysan puisse être protégé de la concurrence inter-

Si l'on ajoute qu'à partir de 1890 cette politique aboutissait cependant à une augmentation continue de la production agricole mise en marché. au point que cette production cou-vrait, à la veille de le première guerre, à peu près 90 % des besoins nationaux on ne voit plus en quoi

la politique protectionniste était

Du point de vue du développement capitaliste, dans le cadre national français, la condemnation de la politique agricele du début du siècle doit donc être nuancée et ne peut en tout cas être prononcée tant que cette politique n'a pas été rapprochée des conditions de structure qu'i la rendaient nécessaire.

Une fois ce rapprochement effectué, il epparaît qu'elle a abouti à un sys-tème d'approvisionnement agricole et d'utilisation des réserves en hommes et en capitaux existant dans l'agri-

culture qui a effectivement contribué su développement capitaliste.
Plus que l'exercice d'une volonté
politique plus ou moins clairvoyante
ou plus du moins blen intentionnée,
le politique agricole de la France, à
cette époque comme aujourd'hui,
n'est que la manifestation concrète n'est que la maniestation concrète des conditions historiques dans lesquelles le capitalisme français évolue. De la même façon, le politique économique de chacun des autres pays capitalistes n'est que la réalisation des conditions concrètes de l'accumulation de capital aux mains de la pourrepoiste participale. bourgeoisie nationale.

MICHEL GERVAIS.

C. I. A. ET L'ARME ALIMENTAIRE

Ford et M. Kissinger, secré-taire d'Etat américain, n'évoquent la possibilhé pour les Etats-Unis d'utitiser l'alimentation comme une « erme politique » et que M. Butz. secrétaire à l'agriculture, ne déclare cans embages que « l'elimentation est une arme ; c'est l'un de nos principaux instruments de négocial C.J.A. mettait le point final à une étude sur les conséquences poeelbies des tendances actuelles en matière de démographie, de produc-tion alimentaire et de climat dans te monde (1). Elle y conclusit que les modifications en train de se produire dens le climet, au détriment de le production alimentaire dans les régions attuées hors des Etets-Unie, pourreient valoir à ce pays une influence politique et aconomique extraordineire ..

Dens son analyse, et même à supposer que le climat reste « normal ». l'Agence donne des dimensions du problème de la faim une description plus réaliete que ne l'ont fait jusqu'à présent les récentes déclaratione publiques du département américain de l'agriculture et de l'Organisation des Nations unles pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). A plusieurs reprises, elle fait ressortir que tout le monde ne mourra pas de falm, ou ne connaître pas le dieette, mais seulement les peuvree, « La disparité entre les riches et les pauvres va probablement s'eggraver -, toutefois les riches et les paye (lehes « n'ont pas à craindre le famine, blen que le prix reletif des aliments soit appelà sans doute à s'élever ».

Les pénuries croissantes, même dans des conditions météorologiques normales, annt elors envisagées comme des phénomènes positifs pour les Elats-Unis en ce sens qu'elles leur permettront de disposer de « vastes marchés pour leurs exportations de grains et d'avantages considérables pour leur balance des

palaments «. Mieux, leur capacité à · fournir une eide allmentaire dans les périodes de pénurle ou de tamine rehaussera l'influence des Etats-Unis done les pays receveurs, du moins pour un certain temps -. Cette restriction, « du moins pour un certain temps -, évoque une inquiétude qui revient accasionnellement dans cette étude : le famine dans les pays sous-développés pourreit « proyon des soulèvements socieux et poliliques «, « minant l'eutorité des gouvemements «. Le document felt observer qu'il pourrait alors être difficile de traiter avec des gouvernements assièrés, soit en raison de leur inantitude è tenir leurs engagemen soil à cause d'un durcissement de teur nationalisme et de leur egressività... - Les Etats-Unis deviendrent le pére Fouettard. «

L'essentiel de l'étude, toutelois, est consacré eux conséquences polltiques probables du refroldissement du climet, que de nombreux ctimetologues euraient observà. En voict une conclusion-clé ; « SI le tendance (au refroldissement) se poursuiveit pendant plusieurs décennies, il se produira certainement une pémurie absolue de neurriture. Les régione de latitude èlevée, y comprie l'U.R.S.S. et le nord de la Chine (ainsi que le Caneda) connaîtreient des salsons de récolte plus courtes et une beisse de production. Les terres de mousson en Asie (y comoris le Chine méridionale) et l'Afrique en subtralent également des conséquences néfastes.

» La production américaine ne serali probablement pas trop affectée. Détenant le plus grande pertie des quantités mondiales de greine destinés à l'exportation, les Etats-Unis pourraient recouvres dans les affaires mondiales l'hégémonie qu'ils détenzient dans l'Immédiat après-

guerre. . L'enthousiasme que soulévent tout eu long de l'atude ces éventuels

volonté proclamée des responsables de le politique américalne de voli tes pays déficitairee en dantées alimenteiras devenir un jour capables de couvrir eux-mêmes teurs besolns. Ainsi : - Dans un monde au climat plus froid, of par consequent dans un monde plus ettamé, les Etats-Unis auralent une position de quasi-monopola dans l'exportation de produita elimentaires (...) et cele pourrait leur denner un pouvoir qu'ils n'ont jamais eu suparavent — peut-être une hégèmente économique el palitique plus grande que celle des années qui suivirent immèdietement la fin de le deuxième guerre mondiale. « Autre commentaire de le C.I.A., un peu plue loin : « Durant les mauvalees années (...). Washington pourreit ecquerir preliquament un droit de vie et de mort eur le eart des multitudes dàmunles... Les Etats-Unis obtiendraient une influence politique et àconomique extraordinaire. Car non seulement les pays peuvres sous-développés male égale grandes pulssances dépendrelent, au moins partiellement, des importatione de produits alimentairee en provenance des Elets-Unis. »

TOUJOURS selen le decument préparé per la C.I.A., vingt-deux des vingt-sept méthodes de prévision météorologique conduisent à le conclusion que le climet ve es retraidir d'icl à la fin du aiécio : une variation de 2 à 3 degrés Farenheit seulement eurait des concéquences énormes. Les mêmes climelologues estiment en outre que les périodes de changement climatique s'accompagnent généralement de phanomanes vioients : gelées hors salson, vegues de chaleur, grandes tempêtes, cyclones, inondations, etc. Le simple effet de ces phanomenes sur les récoltes pourreit êire encore plus nătaste qu'un retroidis

des pluies pourrelent rendre inutiles tes grande berrages et tee eystèmes d'irrigetion construits durant la périoda de temps - normel - tennées 1930-1960). Qui plus est, to plupart des espèces hybrides et tous tes efforts de le « révolution verte » ant élé conçue en lonction de la température et de l'humidité qui régnole è ce moment-là : tout cete paurreit être rendu vein en ces de varietion de ces deux données de bese.

L A C.I.A. talt encore remarquer que les coneéquences nétestes dee changements climatiques pourralent en tin de compte entraîner des « risques patentiels » et des - problèmes certains - pour les Elets-Unis si, malgré tous leurs efforts. ceux-cl n'arriveient pas à « couvris un minimum des besoins des grandes régions défichaires en produits ellmentalres «. Dans ce ces, elle prévoit des tentalives de plus en plus désespàrées de la pert de netione militairement puissantes mela néanmoine effemees pour se procurer devantage de céréales, de n'importe quelle manière. Des migrations massives, appuyées par l'emplei de la torce, deviendraient un problème très réel. Le chantage nucléaire n'est pas impossible -.

Tout compte tail, lee désastres climetiques sont considérés comme positifs pour les Etats-Unis à condition qu'ile n'aillent pas trop loin. La C.I.A. espère un seuli convenable de catastrophes pour les ràcoltes des

JOSEPH COLLINS. (D'après The Elements, revue publiée sous les auspices de l'Institute for Policy Studies et du Transactional Institute — numéro d'avril.)

(1) Potential Implications of Trends in World Population, Food Production, and Climate, OPR-401, sout 1974, 50 pages.

bénéfices. En outre, les crédits à l'élevage financie intégralement sur douze uns à un taux de 7 % alors que l'inflation est d'au moins 20 %. Les engrais et les vaccins sont financès paur ao ao sans intérêt. Mais les avantages ne s'arrètent pas encore là. Le journal O Estado de São Paulo da 10 mars 1973, dans ag éditorial peu habituel, a dénoncé la corruption et la spéculation gal accompagnent l'approbation des projets : en fait, souvent, ces sommes « réservées » pour le développement sur les impôts des chefs d'entreprise pouvent être directement empochées par ceux-ci.

Ainsi, investir dons la création de grandes formes d'élevage extensif est dévena une meilleure affaire qu'investir dans des projets industriels. A partir de 1968, les montants libérés paur les projets d'élevage dépassent le montant de ceux destinés au secteur industrial. Parallèlement, le maatant des encouragements fiscoux appliqués en Amazonie dons le codre de la Sudare s'accroît d'année en accée, atteignent en 1970 plus de 8 % de l'impôt sur le revenu percu por l'Etot. Cependant le financement de la raute transamazonienne a été réalisé en « détoumant » ane partie de ces fands et a ainsi réduit ce pourcentage.

Trois cent soixente-treize projets d'élevage ont été approuvés ainsi par la Sadare jusqu'à la fin de l'année 1973. Les caractéristiques globales de cette « œuvra » sont les suivantes :

- Nombre de projets : 373 ; - Sorface totale: 6 993 782 hectares;
- Investissement tatal : 2 712 028 143 cruzeiros;
- Enceurogements fiscoux: 1 992 067 324 cruzeiros;
- Troupeau prèvu dans ces 373 raaches: 3 995 604 tētes ; — Nambre d'emplais : 14 522.

Le surface moyenne des ranches en cours d'installation est donc de 18750 ha, mais depuis quelque temps la Sudam n'accepto plus des « fazendas » de moins de 25 000 ha, considéres comme le seuil de rentabilité pour la système extensif de production de vianda bovine dans les conditions amazoniennes. Dans ces ranches, un salarié s'accupera en moyenne de deux cent soixonte-quinze têtes de bétail. L'investissement total ne dépasse pas en moyenne 387 cruzeiros par hecture, mais il atteint 186 753 cruzeiros per travailleur. Paur l'année 1972, l'investissement moyen par tra-vailleur dans ces ranches e atteint 31B 000 cruzeiros alors que pour les projets industriels de la Sadam il était de 180 000 cruzeiros.

Un nouveau "Far-West"?

A region qui beneficie en premier lieu de cette expérience est le nord-est da Moto Grosso et les zones limitrophes des provinces du Para et de Goias. Les caractéristiques naturaties de la région, mais oussi l'interconaexion

des axes rautiers déterminent la concentration garifiques. C'est dans cette zone an'on trouve les ranches de Velkswagen (3), Andersoe Clayton, Good Year; Nestić, Liquiform (groupe itolien - Liquigas), Bordon, King'e Ranch, Swift-Armour, Mitsubishi, de diverses banques brésiliennes telles que le Bonce de Credito Nacional, des grandes entreprises de travaux poblics telles que Camargo Correa, des grandes firmes de transport en common telles que Revaidas S.A., des grands magasins tels que Mappin ou Eletroradiobraz, quelques éleveurs traditionnels tels que les Jungaeiro, des hommes politiques tels que le sénateur Magalhaes Pinto, ou encore des vedettes de la télévision et du journalisme tels que M. Silvio Santos ou David Nasser.

Cette « dynamique piocnière » o donc des caractéristiques tout à foit différentes de celles do dix-nouvième siècle, quand an a assisté à l'extraordinalre expansion de l'espace contrôlé par les Européens dans les grandes plaines restées vacantes à la surface da glabe. La prise de possession et la mise en valcur des hautes plaines américaines, du Nord da Mexi-que, des plateaux de Sac-Paala, das plateaux australians, du veldt sud-africaia, de la pampa argentine, etc., se sont foites de foçon hien différente de celles de l'occupattes octuelle de l'Amazonie, malgré quelques caractéristiques communes. Les pionniers ici ne sont pas attirés par l'espoir d'accès à la terre mais par la simple aécessité de survivre. Même si, dans des plaines de l'Ouest américain ou la pampa argentine, la calonisation par les immigrants européens n'a pas toujours débouché sur la constitution d'ann classe paysagne, ou départ l'accupation était encauragée par la libre possession de la terre. Au contraire, ici, la population paysonne installée depuis langtemps sur ces terres en régime d'autoconsommation se volt expolsée par les entreprises

modernes qui possèdent les titres de propriété. Les ouvriers qui, cajourd'hai, travaillest dens ces gigantasques entreprises, ne sont pae employés directement par les firmes. Ils sont embouches sons les ardres de quelques « entrepreneurs de mais-d'œuvre » appelés gatos (chats). Ces gatos recrutent dans les régions environnactes, souvent à dus centaines de kilomètres, en proposant à dus paysans sons terre un salaira de 10 fraces par jour d 5 francs sout retenus pour le paien courritore et la « rémunération » da gata. Il est presque inatile de rappeler que ce der nier a'a pas intérêt à ca que les auvriers rentrent chez eux avant que les dépenses de transport jurqu'ec lieu de travail soient remboarsées. Le résultot est ua rapport de semi-esclavage. Les travailleurs sont gardés par des

milices de sécurité armées. Pour cette phase d'implantation, les ranches ant besola d'une main-d'œuvre beaucoap plus nombreuse que celle qui sera emplayée ane fois le projet exécuté. Dons la Jari M. Ludwig, as prévoit mille deux conts emplois fixes, alors qu'an fait travailler aux défrichements trois milla deux cents peòes

ि स्ट्रेन अस्तुनीक कुरिते के दिन हुन जन होते. जिस्से कुरिते के कुरिते के प्रतिकृति के प्रतिकार करका का किस्से के प्रतिकार के जिस्से के प्रतिकार के किस्से क

(ici travailleurs à la tâche). La Suja-Missu, fazenda du groupe itolien Liquiges liquide) fournira deux cent cinquante emplois alors ga'actuellement trais milla pedes travoillent sex terres. Ce projet comporte 637 000 hectares de terre, aŭ on élévera trois cent mille bêtes qui seront abattues et transformées sur place, il rapase sur un financement de millions de dollars de Bankers Program de la F.A.O., des sohventions de gouvernement brésilien, l'investissement du groupe Liquigae se montant à 16 millione de dollors.

Glabalement, l'implantation de tous les projets déjà komologués aboutira à la créatica de quinze reille emplois dans quelques années. Actuellement, quatre-vingt mille auvriers préparent les terres... On ne sagrait trap insister sur les effets socioux de cette nouvelle a dynamique pionaière ». Pour installer les ranches sur les terres achetées, les hammes de main au service des grandes entroprises expolsant les « squatters » logysans sons titre de propriété) et les Indiens qui y habitaient. L'hob-domadaire Opiniàs foit état da nambre de conflits out font actuellement l'abiet d'une procedura judicioira : trois mille quatre cents familles de paysans misérables sant ea troin de pardre lenrs torres rien que dans la provinca de Mato Grosso. L'auverture de rautes, elle aussi, ne respecte rien. La BR-80 traverse désarmais le Parque Nacional da Xingu.

Cela avait été décidé le 22 avril 1969 dans la raach Suia-Missa, où a eu lieu une rédaion entre le ministre de l'intérieur, Casta Cavalcoate, et les chefs d'entreprise d'élevage de la région. L'apposition des frères Villas-Boot, qui se consacrent à la défense des Indiens, et de certains socieurs de l'Eglise n'ant pas pu arrêter la fureur des monapales : la réserve iadience a été condamnée.

Exploiter la misère

E rythme impressioanant de la mise en L voleur contribue oux déboisements les plus rapides qu'ait coanus le Brésil et peut-être le monde. Selan le professeur Warwick Kerr, présidant de la Société brésilianne des sciences, la forêt amazonieage disparaîtra dans trentecinq ans si on contiaus à la détruire au même rythme. Plusieurs savants se sont montres Inquiets des faibles potentialités des sols areazoniens et de leur rapide dégradation s'ile étaient « caltivés ». Des recherches sont cepagdant menées poar créer des systèmes cultoraux sauvegardant les sals. Elles sont le fait surtaut de l'Institut da recherche I.R.I., acciea I.B.E.C. Research Institute (4). Cette institution a été créée et financée au départ par Rockefeller : par la suite, soa financement a été assuré ea grande partie par l'USAID. Mais leurs trayaux de selectica retiennent comme critère la réoc-tion de certaines variétés végétoles à l'apport de certaius pagrais, alors qu'il aurait été bico plus utile de choisir comres critères da sélection la résistance à la sécheresse, l'adaptation aux corences da sol. Mais il faut savair que le Brésil dépend pour 70 % des firmes oméricoines ea ce qui cancerne son appravisionneent en engrais minéraux! Voilà un l exemple de ce qu'est uo « tronsfert de techno-

logie »! Pour beaucoup de responsables ou d'observoteurs palitiques cette catastraphique détérioration de l'Amazonie et cette exploitation éhantée de la misère sociale sont le prix que doit payer le pays pour deveoir un grand praducteor et exportateur de viande bovine. On a même fuit ua plan istitule « Viande bovine pour l'Europe ». Mais quelles sont les chances pour qu'il devienne uce réalité ? Il est difficile de répondre quiqued'hui. Les obstocles techniques ne sont pas insurmentables mais ile sont nombreox. Economiquement, le changement récent de la conjoncture reondiale permet pas de penser que les pays de la C.E.E. augreenteraat leurs impartations de viande. Celo d'empêchera pas, hien sûr, Liquidas lfirme italienne) de troover le maven de faire entrer on Italia la viande produite dans son

A ces parspectives douteuses vient s'aiguter un aspect encare plus dramatique. L'occupation de l'Arenzonie a été présentée par le gauvaraement militoire comme une alternative à la nécessité d'une réfarme agraira. Il y a cing ans, le ministre du plan a déclaré : La décennia de 1970 sera marquée par la « marche vers l'Ouest » qui a pour but de peupler le Goias et le Meto Grosso evec un million huit cent mille « Nordestinos » disposés à échanger leur paysage agreste contre les interminables at opres savanes au couvrent le plateau central et occupent 20 % de notre territoire. » Ce beca rêye a'est plus soatenu par l'actuelle administration, bien que ce ministre soit taujours au pouvoir. La gouvernement Geisel se déclare agvertement en foveur de la « colonisation par la grande entreprise ». Un projet de loi sera examicé par le Sénat prévoyant d'autoriser l'INCRA (Institut natiocol de colonisatica et de ráforme agraire) à vendre des lots de 70 000 hectares des torres pabliques aax grandes entreprises forestières

Que dire de la structure agraire du Brésil, la plus déformée de toute l'Amérique latine? Cette palitique qui substitue la « colonisation » à la réforme agraire, a aboati à aa renfarcement de la domination des grands propriétaires fonciers : d'ua côté les latifundins englobant chaque fais des surfaces plus étendaes, de l'actre, la pulvérisation minifundreire est chaque fais plas iatense. Le receasement de 1970 mantre que la surface occapée par les uaites de plus de 1 000 hectares est passée de 100 à 115 rellions d'hectares en dix ans alors que la nombre d'explaitations minifua-dioires passait de 1,5 à 2,5 millions.

JOSE S. DA VEIGA.

(3) Investissement Volkswagea : 40 millions (3) investissment voltawages : 40 minous et dollars (4) 1.6 ± C. - international Basic Economy Corpon stron. firms du groupe Rocksfeller ayant use grande participation dans le secteur alimeotaire et de distribution. Possède suriout des chaines de magasins et super-marchès en Amèrique latine. Ex. : Sears, Makro.

N salt que, dans les pays capitelistes développes d'Europe occideniale et d'Amérique du Nord, l'assential de la production elimentaire est essuré par des entreprises de petites dimensions économiques qui emploient très peu de main-d'œuvre salariée. Cetta torme particulière de production est désignée sous des vocables différents : exploitation familiele (family farm), antraprise individuelle, conomie paysanna, qui toua charchent à exprimar la apécificité da cas unités de production par rapport è la norme sociale naturalisment représentée par les grandes entreprises industrieties capita-

Cette apécilicité est très souvent Identifiéa à un retard de l'agriculture par rapport au reste de l'économie. En effet, depuia bientôt un siècla, l'habilude a elé prise, à tous les échelons de le hiérarchie sociale, de considèrer celte forme de production comma erchaïque,

Inefficace du point da vue technique, peu rantable du point de vue économique. Et l'on en conclui logiquement que cette lorme est appelée à disparailre par extinction ou par mulation.

Or, bien que cette manière de voir la production agricole solt Irès lergemant partagée dans nos sociétés, noue pensons qu'il est nècessatre de rompre radicalement evec elle pour comprendre la nature réelle de la - crise - agricole qui est décrita par aillaurs.

L'opinion et l'arreur communes repo sent sur la croyence au caracière archaique de l'organisation sociala de la production agricole que le langage savant décrit volontiare, lui augal, comma une forme pré-capitatiste da produc

Ces exploitationa individuelles sont. bian évidemment, héritées du passé. En France, par exemple, leur filiation remonte aux Irès anciennes tenures tamiliales, forme le plua répandue da Por CLAUDE SERVOLIN *

l'exploliation du sot sous le téodalité. Mals, depuis leur consolidation comme forma de production autonoma è ta fin du dix-hultième siècle, ces exploitations familiales se aont lentament et profondement modifiées. Aujourd'hul, des traits fondamentaux distinguent les expiolistions agricoles da leur forma originelle :

· LE RAPPORT DU PAYSAN A LA TERRE N'EST PLUS LE MEME - La classa des propriélaires tonciare a disparu en tant qu' - agent - de la production agricola. Par la transformation du metayage an fermage, ou le passage du fermege en talre-veloir direct, ce aont, partout, les exploitants qui succèdent aux propriétaires tonclars dans la maitrise du sol, condition de la production agricole. On observe un phénomène, différent dana son origina, meis idantique dans son résullet, dans les anciens - paye neufa - (Etals-Unis, Australie) : ta terra, cutrafoia gretuita, est devenue abjel d'appropriation de le part de ceux qui la cultivent.

• LES RAPPORTS DE L'HOMME A SON TRAVAIL SE SONT, EUX AUSSI, RADICALEMENT MODIFIES. - Les producteurs agricoles ont abandonné leurs anciennes méthodes da production, empiriques et statiques, pour edopier des méthodes rigoureusement scientifiques, eppliquant systèmebquement les résultats de l'agronomie et de l'élavaga scientifiques. Cette modification dans la menière de produîre a provoquè un eccroissement gigantesqua da la productivité du trevail agricole. Ce système de production, è base de petites exploitations individuelles, est le plue intensit que l'humanité elt jamale connu (1).

Ce double bouleveraament da la torme originelle de la production egricole dans tes pays capitelistes développes n'a étà possible que par l'injection de crédits dana l'agricultura per le capital, teni pour teclilter la croissance des evances productives que pour lavoriser l'accesaion des productaura à la propriété. Ce mouvement est attesté par le développemant de la putasanca des instituts bancaires agricoles at de l'endattement des productaurs agricoles. Alnsi le global des prèts consentie an France à l'egriculture par le Crédit agricole mutuel est passé de 3 885 millio francs courants en 1953, à 20 273 millions en 1963, et e plus que doublé de 1963 è 1968, etteignant 48 540 millione de francs. Tout a'est passe comme si le capital avait, par une mobilisation du crédit, favorisé ou mêma provoqué la métamorphose qua nous venons de

Cette obsarvation suffit à montrer que la torme sociale da production egricole dans les peys capitalistes avances, née d'une torme hialorique ancienne, loin d'être une elmpla eurvivance, s'esi eu contraire développée et modifiée soua l'emprise el le commandement du capital lul-même, el qu'en somme ella se pré-sente aujourd'hui comme un produit du developpement du capitalisma.

Une conception déterministe du progrès technique

NOUS evons Indiqué plus haut que cette torme individuelle de production e réalisé l'application da la science à le production alimentaire. Application très générale, très poussée, ainst qu'en lémoignent perfols les protestations des consommaleurs contre les excàs de cette retionalisation scientifique de le produclion : standardisation et artificialité de nombreux produits, voice dangers possibles de certaines « viandas eux hor-Cela n'empêche pas que l'on continue

un peu partout à définir cette production egricole comme - archaique -, Cette inconséquence provient d'un raisonnement de type analogique : pulsque, dans le plupart des branches, l'application de science à le production s'est manitestée par le passage à le grande indus-trie, on doit edmettre que le progrès technique, le production rationnelle et moderne s'identifient purement et sim-plement à la granda industrie. Dajà Merx lul-même evait felt cette identification dens le Capital, en effirmant que seul le passage à des formes capitalistes de production permettrait . l'application à l'agriculture. Et, sur ca point, il e été tidélement sulvi par la plupart des éco-nomistes rureux modernes ainsi que per planificateurs eociaux (repports Mansholt et Vedel). Cette conception déterminista du progrès technique est un des traits constants des idéologies echnocraliques contemporaines, qu'elles solent de . - droite - ou de - geuche -.

* Directeur de la station d'économie et de sociologie rurale de Paris (INRA).

qu'elles perient d' - innovetion - ou de développement des forces produc-

tivea . Male les choses ne se sont pas déroulées comme le supposait cette théorie. targement dominante, du développement egricole. Nous devons blen reconnaître eujourd'hul qua l'application de la eclence à le production agricole s'est raslisée d'uns menièra apparemment atypique, c'est-à-dira sans bouleverser les traits londamentaux des rapports du producteur agricole eux conditions de sa production.

A le différenca de ce qui s'est passé dane le grande industrie, le division du Iravail n'est pas très développée dans l'egriculture et le producteur continue à accomplir toutes les tâches nécessaires à le production de la marchendise. Il n'y e pas non plus creation, en egriculture, d'un « traveilleur collectif ., cette multiplication des forces productives individuelles per le moyen de le coopération de nombreux travailleurs, carectéristique de le grende industrie. Et le producieur egricole continue à se distinguar du traveilleur libre employé dens l'industrie en restant le propriétaire de ses moyens de produc tion et du produit de son travail. Il schéle, le plus souvent su prix d'un endettement croissant, las metieres premières et les machines nácessaires é la production egricole moderne, et il vend, dans de bonnes ou de meuvelses conditione, les produits de son trevall. L'agriculteur des pays cepitalistes evancés reste, dans ses rapports à son travail, un producteur individuel qui e développé, et développe encore, toutes les carectéristiques économiques de cette forme sociale de production.

ENCADRI

Ce développement, epparemment singulier, echève de perdre son mystère lorsqua l'on considère les evantages qu'il procure à l'ensemble du capital engegè dane ces pays. Dans ces exploi-tations individualles qua nous avons décrites, c'est le producteur lui-même qui cède les produits de son travail dans un echange marchand avec le reste du circuit economique. Et. dans cet échanga. le producteur individuel aubit à son délriment ce que la théorie économiqua dominante appelle un transfert de prodont bénéficient les autres secteure de l'économie en payant les produits agrinomèna se lit dana le tableau des valeurs ajoutées par tiranche de la comptabilité nationale trançaise : an y constate que, depuie vingt ens, malgré les progrès très importants de la productivité physique, la valeur ajoutée de la branche agricole par travailleur ectit demeure constamment Inférieure da moitié à le productività moyenne par travailleur actif des autres branches de la production. En 1952 le valeur ajoutée par le branche agricole est de 12 % da la PIB, tandle que la taux da population active est de 31,4%; vingt ans plus terd, en 1972, la valeur ajoutée est de 6,7 %, le taux de population active de 14.1 %.

O'autre part, le conservation da cetta lorme de production entraîne le producteur à supporter lui-même la cherga d'avances productives de plus en plus lourdes (achats de tacteure de production prodults scientifiquement) en vue de chercher à compenser par l'augmentation des quantités produiles la - transfert da surplus - qu'il subit dana la venia.

Cette forme de production s'avère donc très productive et reuseit à approvisionner l'ensemble du système social en produits alimentatres à des prix nettement inférieurs à ceux qui seraient nécessaires à des grandes exploitations capitalistes pour pouvoir produira les mêmes marchandisee dans les mêmes conditions neturelles et sociales. Portée è son plus haut degré de dèveloppement en Europe de l'Ovest et particu-lièrement en France, cette larme de production est eppelée à croître dans les peys capitalistes qui avalent edopté d'autres systèmes d'elimentation (cf. les aulres articles de ce dossier). Dans la période de crise de l'accumulation du capital qui commence, le production egricole organisée eur le base individuelle montre plus clairement son « evantage • décisif : elle eutorise une plus grande eccumulation du capital dans les branches Industrielles. C'est le même relation que l'on exprime lorsde l'egriculture l'une des conditions du - redéplolement - des économies capita-

(1) Le soul qui puisse lui être comparé du point de vue de la productivité, la riziculture dans certains deltas asia-tiques, reste très localisé et très apéct-tiqua aux sociétés asiatiques,

(2) Cf. les travaux de Jacques Méraud, du Centre d'étude des revsuus et des cotts (CERC), sur les «transferts de surplus» de secteur à secteur.



(Photo T. Spiegel - Rapi MOISSON DANS L'ETAT DE WASHINGTON. Un déséquilibre persistant entre producteurs et consommateurs. Spiegel - Rapho.

"AGRIBUSINESS" ET MODIFICATIONS CLIMATIQUES

RISE de l'energie et crise alimentaire se sont combi-nées aux États-Unis pour accroître l'intérêt porté aux techniques du contrôle du climat. D'une part, ceux qui avaient aide l'armée à provoquer des précipita-tions sur le Vietnam du Nard à la fin des années 60, pour y empécher les deplacements de troupes et de matériel, cherchent maintenant à produire des variations cti-matiques à l'intérieur même des Elats-Unis pour augmenter la pluviosité à des fins industrielles ct ogricoles. D'autre part, de grandes sociétés transnationoles punt leur centre aux Etats-Unis ovont leur centre aux Etats-Unis travaillent a des projets secrets qui pourraient apporter une révodution dans l'agriculture en per-mettant de transporter la ferme du champ à l'usine, où l'envi-ronnement est moins sujet aux ravages imprévisibles du temps.

 $\mathbf{P}^{:}$

47.2

) : <u>-</u>-

2000

P= ...

Sist's

faile :

Chel de la division des sciences terrestres et planetaires au Centre des armements navals de China Lake, en Californie, Pierre Saint Amand et son équipe avaient contribué à la mise au point des bombardements de nuages au Victnam entre 1967 et 1972, opérations connues sous leurs noms de code tels que « Popeye » et « Nile Biue ». Maintenant, ils jouent un rôle de premier plan dans les techniques de modifica-tion du climat à des fins pacifiques. Ils ont un contrat avec North American Weather Consullants, firme privée de Californie, pour bombarder les ouragans le long de la côte du Pacifique. Saint Amand tire son expérience d'une pratique exercée en diffe-rentes regions du monde. Il rappelle qu'il fut invité en Inde en 1967 pour metire un terme à la

secheresse qui ravageail la province du Bihar. Mais le phéno-mène était déjà trop avancé. Il eut plus de chance aux Philippines en 1969, en « aidant des nuages qui étaient trop petits à grossir et à se répandre en pluies abon-dentes ». Selon lui, il a ainsi per-mis aux Philippines d'économiser 85 millions de dollars. A Okinara et aux Açores, il a egalement pro-voque des plutes.

Les projets de grande enver-gure se localisent aujourd'hut dans les grandes plaines du nord des Etats-Unis et sur la frange des montagnes de l'ouest. Le dé-partement de l'intérieur gère le projet « Hiplex » dans les prai-ries du nord, et le projet « Sky-water » dans le bassin du Coloauter n aans le bassin du Colo-rado. Avec « Skywater », il s'agit d'accraître les chutes de neige, qui permettront d'obtenir davan-tage d'eau noutage d'eau pour l'agriculture et le trattement du charbon. De son côté, l'Institut des

sciences atmospheriques au Da-kota du Sud déclare avoir bom-barde au hasard 5 000 miles carrés au-dessus du nord-centre-ouest du Dakota. A la suite de quoi, il a observé une augmentation de 23 % de la plumosité chaque élé. Selon une estimation, chaque pouce supplémentaire de pluviosité peut entraîner un supplé-ment de rendement allant de 2 à 5 boisseaux (1 boisseau = 36 litres) de céréales par acre. Le cout de l'opération est de 3,5 cents

Autrejois, le pilote rentrait avec son avion dans les nuages pour y répandre de l'iodure d'argent. Aujourd'hui, l'opération est de plus en plus automatisée. Dans les expériences menées par le département de l'intérieur, un opérateur radar, installe au quartier general de lo station, contrôle son ecran. Un télétype, installé à proximité, lui communique des informations météorologiques et lui-même est en relation avec un

Par JAMES RIDGEWAY *

ordinateur sophistique. Quand il ordinateur sophistiqué. Quand il détecte des nuages sur son écran radar, il envoie l'information à l'ordinateur, qui lui fait alors savoir s'il dait ou non « atlaquer n. Si la décision est positive, l'opérateur peut, soil dépècher ses pilotes, soit envoyer un signal radio à des générateurs au sol dans les montagnes. Ces générateurs peuvent propulser de l'iodure d'argent dans les airs.

Des risques certains

M AIS ces interventions sur le M temps comportent des incer-titudes. Ainsi, par exemple, des jermiers producteurs d'orge tru-vaillant pour le compte d'une brusserie du Colorado prirent contact avec des agents spécia-lisés dans les modifications cli-matiques pour prévenir la grêle qui menaçait leur récolte. Des éleveurs de bétail ont imputé à cette retenue de la grêle la sécette retenue de la grèle la sé-cheresse qui devoit les fropper. Certains spécialistes au sein du

gouvernement sont profondément troublés par ces expériences visant à modifier le temps. Ils redoutent ce qu'ils appellent l'« effet de l'éponge » : si l'on fait pleuvoir quelque part, on expose d'autres régions à la séchere ase. L'inconnue reste entière : qu'advient-il du temps hora de la région concernée? Personne ne le sait, assurément, même si les sociétés commerciales gouvernement sont profondement même si les sociétés commerciales spécialisées insistent sur les effets bénéfiques de l'opération. Il y a aussi le risque que l'approvisionnement en eau soit pollué à la suite de l'envoi répété d'iodure

Collaborateur de la revue améri-cains Elements.

d'argent ou de plomb dans les Malgré tout, les travoux s'in-tensifient. En Illinois, des orga-nismes afficiels ont en vue un nouveau programme visant à supprimer les chutes de grèle et à faire pleuvoir pour accroître les rendements. Compagnies d'assu-rances et conserveries se mettent s'intéresser au financement

à s'intéresser au financement des modifications du climat. Une société californienne, Atmosphe-rics Inc., opère à l'échelle mon-diale; elle a loué ses services pour sauver de la grêle une récolte de thé au Kenya; elle a aussi travaillé pour un groupe d'assurances sud-africain qui poulait reconouge des chutes de poulait provoquer des chutes de pluie. La même aociété a fait pleuvoir au Soudan et s'apprète à répéter l'opération en Turquie. a repeter l'opération en Turquie.
Pur-dessus tout, ces techniques
suscitent l'intérêt, toujours et
partout en éveil, des militaires
américains. Le Pentagone espère
qu'elles constitueront une arme
importante dans le jutur. Par
exemple, des erricoires mores exemple, des explosions provo-quées dans un site approprié aux Californie. Inondations, raz de marée, sécheresses; tout cela est consideré comme autant de formes de guerre « humaines » mais effi-caces par le Pentagone (1).

La ferme à l'usine

Il reste que la solution qui consiste à alterer le Climat reste problèmatique. Aussi plu-sieurs grandes sociétés transnatiostears gradues societes transacto-nales s'engagent-elles dans une autre voie, estimant qu'il est plus simple d'édifier une nouvelle ogri-culture dans l'environnement protégé d'une usine. La production

des végétaux peut y être organisée partiellement sur des chaines. Plusieurs de ces sociétés sont engagées dans la recherche et l'expértmentation de la culture engagées dans la recherche et l'expérimentation de la culture h y d r a p o n i q u e, méthode qui consiste à faire pousser des plantes sur couche de gravier. Là cussi, des problèmes se posent. D'abord, il semble que la solution d'ingrédients nutritifs qui baigne les végétaux transporte des virus et des maladies. Ce qui signifie que ces végétaux transporte des virus et des maladies. Ce qui signifie que ces végétaux doivent recevoir des infections d'antibiotiques qui les maintiendront en vie. Ensuite, c'est une technique qui coûte cher. D'après un expert du Laboratoire de recherche sur l'environnement de l'université d'Arisona, qui est un centre de recherche avancé en culture hydroponique, il en coûterait 580 000 dollars par acre simplement pour acheter les lampes nécessaires pour faire ven ir une récolle de tomates. L'électricité requise pour une seule récolte représenterait une dépense supplémentaire de 92 000 dollars par acre.

Les activités et même les travaux d'expérimentation déjà en cours aux Elats-Inis n'en cont

Les activités et même les travaux d'expérimentation déjà en
cours aux Etats-Unis n'en sont
encore qu'à une échelle réduite.
Ils n'en sont pas moins significatifs, car ils prouvent que les sociétés transnationales ayant leur
centre aux Etats-Unis peuvent se
lancer dans la production agricole
en différentes régions du monde.
Les légumes produits selon la
méthode hydroponique pourraient
enricht la gamme des nombreux
autres pro duits alimentaires
qu'elles affriront sur le narché.

(1) Les Etats-Unis et l'URES, ont dépose le 21 août dernier à la confé-rence da désarmement à Genèva un orojet commun de convection sur l'interdiction de l'utilisation à des fins militaires, au tout au moins hostlies, des techniques de modifica-tiao de l'environnement. (N.D.L.R.)

ENCADRER, RÉÉDUQUER, NOURRIR...

(Suite de la premiere page.)

Cependant, et au-delà de ces réces-sités du moment, un peut penser que la décentralisation des gouvernements la décentralisation des gouvernements régionaux sera maintenue : elle est inhérente au système des comités et s'adapte hien à la diversité historique et culturelle du Sud. Les risques d'éclatement sont nuis, car largement compensés par la force centripète que constitue le F.N.L. et, derrière lui, le parti des travalleurs, unique de Hanoi à Salgon, et présent dans tous les centres de décision. Ce rôle unificateur du F.N.L. et du parti est assez hien illustré par l'histoire de la mise en place des comités révolutionnaires qui, à Salgon Gia Dinh, s'est effectuée en à Saigon Gia Dinh, s'est effectuée en deux temps : Il fallait, tout d'abord, briser l'indiffèrence et la méfiance de la population, qui ne s'était en rien « soulevée », comme le voudrait la version officielle. Il fallaît aussi assurer d'urgence la gestion des affaires cou-

rantes.

Début mai, on a envoyé un cadre F.N.L. sur chaque « terrain. » pour constituer chaque comité. Ce cadre, constituer chaque comité. Ce cadre, aidé par un ou deux sympathisants du quartier, a dressé une liste des membres du futur comité en les choisissant parmi les personnes dynamiques ou populaires du secteur. Puis les chefis de cellule se sont le plus souvent dégagés d'eux-mêmes. Parmi ces nouveaux chefs se sont immédiatement glissés des opportunistes, plus révolutionnaires que les vrais, infrigants et, surtout, incompétents. La population s'en est plainte. Et tous, cadres et gens, de concure que le peuple n'est pas mûr pour l'auto-gouvernement. Le gens, de conclure que le peuple n'est pas mûr pour l'auto-gouvernement. Le sera-t-on jamais ? Car alors, en juillet, vint la seconds étape : dissolution de tous les comités, de toutes les cellules et remodelage de l'ensemble sous le contrôle du comité F.N.L. de l'auron-dissement. A la tête de chaque comité de quartier, les trois membres impor-tants (président vioc-méridant et setants (président, vice-président et se-crétaire) doivent être membres du parti des travailleurs on se préparer à le devenir. Les autres membres sont a le devenir. Les autres memores sont choisis dans les organisations diverses du F.N.L. Les comités révolution-naires s'appellent désonnais « offi-ciels » et des assemblées populaires ont consacré leur présentation solen-nelle. Une page est tournée. On va pouvoir travailler sérieusement, et

l'ouvrage ne manque pas.
Les comités assurent toutes les tâches administratives, judiciaires, policières, du territoire, de l'état-civil à licières, du territoire, de l'état-civil à la justice de pair, en passant par l'action sociale et la sécurité. Une ou deux fois par mois, dans les flois, a lieu une réunion d'information, à laquelle un réprésentant par famille est couvié. Les cadres y expliquent la politique du gouvernement, selon un ordre du jour préétabil. Ils répondent aux questions de l'assistance qui, dans l'ensemble, apprécie beaucoup ces réunions. Elles lui permettent de comprendre les mesures gouvernementales et de connaître le sort qui l'attend. Ont été ainsi traités, dès juin-juillet : les crimes « américano-rebelles », le devoir de dénoncer ceux qui possèdent encore des armes, l'élimination de la « culture américaine perverse », les départs vers les campagnes, la distribution du ris aux affamés, le devoir de se rééduquer et de faire rééduquer les siens, etc. les siens, etc.

de se rééduquer et de faire rééduquer les siens, etc.

La ligne générale, élaborée par le G.R.P. et le comité central du F.N.L., est appliquée et contrôlée par les comités F.N.L. d'arrondissement (ou de district). Ces derniers travaillent dans des locaux voisins de ceux des comités revolutionnaires d'arrondissement. Les comités F.N.L. comportent douze membres. Les trois principaux (président, vice-président et secrétaire) appartiement de fait au perti des travailleurs. Ils sont désignés par le comité central du F.N.L., assurent la continuité de la ligne politique et tranchent les différends. Les neuf autres membres sont délégués par les diverses organisations du F.N.L. existant sur le territoire. D'on arrondissement (ou district) à l'autre, ces organisations peuvent varier, mais on retrouve partout la Fédération de la jeunesse libérée — organisation de jeunesse, unique, et pépinière des futurs cadres du F.N.L. et membre du parti — et la Fédération des femmes ilbérées. Ces deux fédérations ont une organisation territoriale semblable à celle des comités révolutionnaires. Il existe des cellules d'union populaire, chargées de résoudre les problèmes plus spécifiquement féminins (garde des enfants, entraide ménagère, éducation sanitaire, etc.).

L'exemple de la Fédération des femmes libérées est révélateur du desfemmes les des centres est révélateur du desfemmes l

L'exemple de la Fédération des femmes libérées est révélateur du des-tin réservé à la « troisième force » dans la nouvelle société : fin mai, cette fédération a absorbé toutes les cette fédération a absorbe toutes les anciennes organisations féminines. Ainsi, l' « Association des femmes pour le droit à la vie » de Mms Ngo Ba Than, grande figure de la « troisième force » à Saigon et de la résistance à Thieu au Vietnam, a-t-elle été contrainte de se dissoutre et invitée à rejoindre la Fédération des femmes — moyennant quoi Mme Ngo Ba Than continue à jouer un certain

-Il en est de même, à peu de chose près, des organisations bouddhistes et catholiques. Elles ont été dissoutes et catholiques. Elles ont été dissoutes et leurs membres ont dit choisir : soit rejoindre les organisations confessionnelles du F.N.L. et garder voix au chapitre en tant qu'individus, soit disparaître. C'est ainsi que le pere rédemptoriste Truong Ba Can et la bonzesse supérieure Huynh Lien se sont vus récemment intégrés au comité F.N.L. de Saigon Gia Dinh—alors que les Vénérables de la pagode An Quang se sont effacés et ne peuvent plus, pour l'instant, jouer aucun rôle.

Une ville sans police?

NOUS noulons construire une ple se défendra et s'organisera luimème », nous a dit un cadre F.N.L. au lendemain de la libération de Salmême », nous a cut un caure radia, au lendemain de la libération de Salgon. Et, de fait, du jour au lendemain. Salgon est dévenue une ville sans police. Des élèves, des étudiants en brassard rouge règlent le flot des véhicules — assez maigre il est viai. D'autres jeunes, pour la plupart déjà « autodéfenseurs » sous le régime de Thieu, surgissent à la moindre alerte, le fusil brandi. Ils ont entre quinze et vingt-cinq aux. On les dénomme « forces populaires armées d'autodéfense », car ils assurent bénévolement la sécurité des quartiers, sous la direction des comités révolutionnaires. Mais cette absence apparente de police ne doit pas abuser. Très tôt, en mai, au sein de l'armée régulière, s'est constitué un corps spécial des-

tiné à assurer la sécurité dans Saigon clia Dinh : le « contrôle militaire », à galons rouges sur le col. Puis, courant juin, on a vu apparatire les premiers agents de la sécurité untérieure, cadres du F.N.L. vêtus d'indigo et armés de revolvers. Ils accompa-gnent les bô dôt du contrôle militaire dans leurs perquisitions ou arresta-tions. Enfin, fin juin, se sont effec-tués les premiers stages de formation tués les premiers stages de formation des « forces armées populaires ». Véritables miliciens à piein temps, ces garçons sont destinés à prendre la relève de l'armée régulière et des « autodéfenseurs ». Ils n'ont, eux, aucum passé politique. Seule condition, impérative pour entrer dans ce nouveau corps : être issu d'une famille non compromise avec le régime américano-Thieu. Agés de plus de dixhuit ans, ils subissent un entraînement paramilitaire sous la direc-

tion des cadres de la sécurité intétieure. Ils assurent, eux aussi, pa-trouilles, contrôles et perquisitions. Une société sans police? L'utople Une société sans police? L'utople paraît quelque peu compromise. Il est vrai que, très vite, face aux assassinats de bô dôt, aux rumeurs de résistance et à la découverte de cachettes d'armes, les comités révolutionnaires ont en à se préoccuper des questions de sécurité, réelles ou potentielles — à tel point que, à Saigon Gia Dinh, certains comités y consacraient un jour de iravail sur deux en juillet-août.

Le premier objectif, militairement et chronologiquement, a été la concorde et la réconciliation nationales. Dans cette perspective, la premiere grande et la réconciliation nationales. Dens cette perspective, la première grande opération, et qui est loin d'être terminée, est la rééducation des fonctionnaires, des soldats et officiers de Thieu, puis, de proche en proche, de toute la population. Le but, idéalement, est clair : faire on bllan du passé (ce qu'a été l'impérialisme américain, le mai qu'il a fait au peuple, à la société, à soi-même) et

des fautes n'en est pas moins consi-dérée comme individuelle — ce qui ne manque pas d'être inconfortable. Les principes du F.N.L., en ce do-maine, sont tout à la fois généreux et exigeants. On ne condamne pas. Le passé, même celui des tortionnaires, est aboil. On ne tue personne. Mais on ne parcionne pas non plus. Chacun a, certes, été victime du système amé-ricano-Thieu. Mais il n'y a pas de victimes innocentes. Chacun doit donc se réformer; et si les fautes pas-sées sont abolies, gare à celles de l'avenir...

l'avenir...

La deuxième série de difficultés d'envergure à laquelle le F.N.L. a dû faire face, et ceci dès les premiers jours, est celle de l'entière restructuration socio-économique du pays. Il s'est trouvé devant la situation léguée par la guerre et l'ancien régime : une économie néo-coloniale, artificielle, dépendant à plus de 80 % de l'étranger — laquelle s'était de l'étranger — laquelle s'était d'ailleurs effondrée depuis le départ des troupes américaines ; la fuite des capitaux nationaux vers les banques

(Photo H. Gloaguen - Viva.) UN CENTRE DE FORMATION DES JEUNES.
Faire la révolution et renouer avec les structures sociales du passé.

ouvrir des perspectives d'avenir (ce qu'il faut faire pour la nation et pour sol-même). La réalisation : des « stages » de trois à six jours pour les « petits », de dix jours à un mois officiellement pour les ex-officiers et hauts fonctionnaires — trois mois à trois ans plus probablement pour les « obstinés », nous a dit un cadre communiste. Pour les humbles, simples soldats, servantes, instituteurs, les cours ont généralement ilen dans une école. Ils sont suivis de la remise d'un questionnaire qui guide dans la rédaction de l'autocritique que chacun devra lire devant le groupe. Pour les ex-gradés et dirigeants : rix au les et barbes quites démisser et désignements et des frichage le jour, cours et autocritique la nuit. Nul ne sait d'ailleurs où ils la nuit. Nul ne sait d'ailleurs où ils se trouvent. Aussi, fin juillet, leurs familles s'en sont-elles èmnes. Mais les autorités, très à l'écoute des masses, les ont aussifôt rassurées en les convoquant à des réunions spéciales où il a été dit, pour la première fois, que ces ex-gradés étaient « en quelque sorte » des prisonniers de guerre.

fols, que ces ex-gradés étaient « en quelque sorte » des prisonniers de guerre.

Pour les plus modestes, si le directeur du stage est un authentique cadre du FNL, la prise de conscience peut être effective et rapide : le but de rééducation est alors atteint. Mais, faute de cadres, à Salgon Gia Dinh surtout, on confie souvent les cours à des sélateurs tout neufs qui u'en savent guère plus long que ce qui est écrit dans la brochure officielle distribuée aux stagiaires. Et les cours se prolongent alors en séances de dénonciations assex peu formatrices. Mais il est vrai que la formation u'est pas le scul but de ces stages : l'un des objectifs majeurs est d'observer et d'analyser la personnalité de chacun afin d'évaluer les risques futurs de son inadaptation à la nouvelle so-ciété, voire de sa rébellion. Ces observations sont alors versées aux dossiers que constituent les délégués à la sécurité des comités révolutionnaires.

On aura vite fait de taxer de tels agissements de menées policières, mais la réalité est plus complexe : si construire la société nouvelle est une entreprise collective, la responsabilité

étrangères; une société de consommation de type occidental pour les plus aisés; l'afflux massif, en diverses vagues, autour des villes, d'une population arrachée à ses campagnes, déculturée, qui a vécu des miettes du dollar et végète dans ses bidonvilles depuis le retrait américain, constituant près de trois millions de chômeurs. Enfin, la corruption du haut en bas de l'échelle sociale, la droque, la prostitution, la mendicité, les mille et un petits métiers de la débrouille et de la misère. A tout cela s'est ajouté, brutalement, l'arrivée sur le marché de l'emploi d'un million de soldats de Thieu sans qualifications et sans ressources. Face à cette situation, le FNL, s'est montré très pruétrangères; une société de consomtion, le F.N.L. s'est montre très pru-dent, avançant pas à pas, parant au

dent, avancant pas à pas, parant au plus pressé.
D'abord, dégonfier les villes, principalement Baigon. L'objectif est de ramener la capitale à un million et demi d'habitants, chiffre de 1963, au lieu des quatre millions d'aujourd'hul. Dès le 2 mai, on a vivement encourage le « retour au pays natal ». En deux mois, plus de cinq cent mille personnes sont ainsi reparties volontairement, aidées par les comités révolutionnaires qui fournissaient aux plus pauvres le prix du transport et le riz du voyage. Mais ces premiers départs sont le fait des réfugiés les plus récents, ceux qui avaient encore departs sont le fait des rérugies les plus récents, ceux qui avaient encore quelque famille ou quelque terre à retrouver. Restent les autres, près de deux millions de déracinés qui s'accrochent à la ville par peur de l'avenir. Où iraient-lls? Ils n'ont plus rien. Le F.N.L., qui le sait bien, s'ingénie à trouver des solutions. On a d'abord fécupéré les terres des « fantoches » a trouver des solutions. On a d'abord récupéré les terres des « fantoches » enfuis à l'étranger pour les distribuer à ceux qui n'en ont pas. Puis on a appelé, au niveau des hameaux, à mettre en culture les ex-bases et terrains militaires. Chaque famille intéressée a reçu entre un tiers et un demi-hectare de terrain. On l'a encouragée à planter de météreres des ragée à planter, de préférence, des cultures vivrières de courte durée qui rapportent et nourrissent : patates douces, manioc, bananes. En juillet, le kilo de patates douces est passé de 150 à 50 plastres à Saigon.

Retour à la terre, réorganisation de l'industrie

MAIS tout cela est insuffisant. In Début juillet, on a averti que l'on ne procéderait plus à des distributions de ris gratuit que pour les affamés. Les pauvres, eux, sont invités à partir vers les « nouvelles régions économiques », dont il existe un plan d'ensamble. Au niveau de chaque arrondissement, on comité chargé du repeuplement de ces régions a été constitué. Son premier travail a été d'effectuer un jumelage de l'arrondissement avec une région regions a eté d'effectuer un jumelage de l'armidissement avec une région précise, d'enquêter sur place sur les conditions de réinsertion de la population et d'en élaborer les grandes lignes. Ainsi, le cinquième arrondissement s'est-il jumelé avec certains territoires désolés — où l'on s'est tant battu — dans la province de Binhlong. Le comité a alors appelé à la constitution d'équipes de pionniers, jeunes et chômeurs, qui ouvriront les routes, les canaux, reconstruiront les routes, les canaux, reconstruiront les surfout sur les jeunes. Ils reçoivent 20 kilos de riz et 700 grammes de sel par mois, auxquels s'ajoutent 4 000 piastres. Le travail achevé, ils pourront, e'ils le désirent, s'installer sur place et faire venir le reste de la famille. Cette mesure a été sceneillis avec beaucoup d'intérêt par la population. étant un terrain d'expérience neuf, elles vont tout de suite fonctionner selon un système semi-collectiviste. Des « fermes collectives » de formule originale vont y être construites : elles sont collectives par le travail et individuelles par la propriété. Chaque famille reçoit son lot de terre, qu'elle cultive grâce à l'entraide communautaire décidée au niveau de la « cellule ». Les problèmes d'intérêt commun sont résolus au niveau du hameau. L'a encore, le Vietnam cherche à renouer avec ses structures eociales passées. Parallèlement au retour à la terre, le F.N.L. se préoccupe de la réorganisation de l'industrie. La situation est ici plus simple, mieux rodée aussi. Il existe actuellement trois formes d'entreprises industrielles, tout es trois gérées par des comités exécutifs syndicaux rattachés à l'unique Fédération des syndicats libérés. Les entreprises étrangères abandonnées par leurs propriétaires qui ont fui à l'étranger ont été haphisées « entreprises mattonales ». Le sort des entreprises privées étrangères, dont les propriétaires ou leurs représentants sont sur place — françaises pour la plupart, — n'est pas encore réglé, mais l'issue ne fait pas de doute : leur gestion a déjà été remise au comité syndical ; leurs cadres s'en vont. Reste la question du remboursement des capitaux non

amortis, mais comme la majorité de ces entreprises les avaient largement amortis depuis des années, l'affaire sera vite résolue. Le plus délicat est donc le sort des capitalistes nationaux. petils ou moyens, car les gros se sont enfuis. On a trouvé une formule originale : ils sont invités à «collaborer» avec le comité syndical, ce qui signifie en clair qu'ils acceptant de devenir simplés salariés dans leur entreprise. Ils continuent d'apporter leur compétance technique et ce leur leur compétence technique et on leur remboursera leurs investissements non amortis en les prélevant sur les bénéfices de l'entreprise. Dans un an, dans trois ans ou plus, leur entreprise deviendra « nationale ». Chacune de ces entreprises a été invitée à produire un document prévisionnel pour 1976 et l'on tient compte de l'ensemble de ces travaux pour élaborer un plan à l'échelle nationale.

l'échelle nationale.

La priorité est actuellement donnée aux productions de première nécessité: tissages, produits alimentaires vietnamiens, petit outillage agricole, etc. On insiste sur la nécessité d'être économe et ingénieux : déjà les armes abandonnées sont reconverties en charmes.

Reste un secteur de l'économie à l'égard duquel le F.N.L. n'a pas encore pris de position bien nette : le commerce. Cependant, après l'augmentation considérable des prix des denrées de base en juillet (charbon de bois, sucre, savon), les autorités ont commence à mettre en place un réseau de dépôts et de magasins d'Etat qui mence à mettre en place un réseau de dépôts et de magasins d'Etat qui devralent progressivement s'assurer le monopole de la distribution. Il est encore trop tôt pour savoir si ces nouveaux circuits « casseront » les prix et garderont le monopole effectif, mais le contrôle du prix du riz et sa vente par les comités révolutionnaires sont déjà entrés en vigueur. C'est un point esseutiel puisque, à l'intérieur du pays, le taux de la piastre est déterminé par le prix du riz pris comme étalou-monnaie.

étalou-monnaie.
Du fait des restrictions bancaires, on peut d'ores et déjà considérer le gros négoce comme ruiné. Par contre, à la campagne, où les paysans voient avec un bonheur sans mélange que la guerre est vraiment terminée, les échanges de produits agricoles ont repris à un niveau inconnu depuis des années et, en ville, horms un certain contrôle sur queiques denrées, les antorités n'ont pas manifesté l'intention de limiter le petit commerce.

l'intention de limiter le petit commerce. Il serait inexact d'affirmer que la majorité des Vietnamiens du Sud souhaitent la reunification immédiate. Trop de propagande, des deux côtés, a engendré la rancœur. Les particularismes régionanx, accentuès pour les besoins de fausses causes par les Français, puis par les Américains, ont pris racine et il serait maladroit de les nier brutalement. Le G.R.P. le sait bien, qui dans ce domaine aussi va prudemment et élude, sur place, la problème. Un an? Trois ans? On nous a cité ces deux chiffres, à chaque fois avec quelque hésitation. «Elle se fera quand le peuple le boudra », a dit Mme Binh.

Mme Binh.

Derrière cette déclaration officielle s'organise pourtant déjà un cettain nombre de réunifications de fait : la défense, le parti et, à court terme peut-être, les affaires étrangères. On nous a expliqué la théorie d' « une bouche et deux bras ». L'un des bras — le Sud — se tend vers les pays neutralistes et non alignés, l'autre — la Nord — vers les neue socialistes. ls Nord — vers les pays socialistes. La bouche à nourrir, c'est le Vietnam tout entier. Reste la complémentarité conomique, si souvent citée par les géographes occidentaux : le Nord à vocation industrielle, le Sud, pays agri-cole. La guerre a changé cotte donnée et, depuis mai, le Sud aide le Nord et, depuis mai, le Sud aide le Nord en envoyant par camions entiers produits finis et biens américains, y compris des ordinateurs. Cependant, les susceptibilités sont telles qu'on affirme officiellement que c'est le Nord sonl qui aide les frères du Sud. Dans les faits, là aussi, les échanges ont repris entre les deux parties du pays — et la reconstruction de la voie ferrée Saigon-Hanoï est une tâche prioritaire, commencée dès le 2 mai.

El le pays est encore divisé et mul-tiple, que dire de ses amitiés étran-gères? En dépit de son désir marqué de ne pas se couper de l'Occident et des pays non alignés, le nouveau Viet-nam parle russe, mais c'est peut-être pour mieux penser chinois. Fin juillet à Saigon, sur huit films (répartis dans tinouaute et une salles) murante. pour mieux penser chinois. Fin juillet à Saigon, sur huit films (répartis dans cinquante et une salles), quarante-quatre salles présentaient cinq médiocres films russes, une salle le film chinois et les six dernières des productions vietnamlennes. Mais, derrière cette façade, la plupart des méthodes sont inspirées par la révolution chinoise. Le Vietnam a hérité de la guerre américaine, outre les terres dévastèes, les milliers de mutilés physiques, mentaux et moraux, d'une difficulté supplementaire : être l'un des terrains privilègiés de la confrontation entre l'Union soviétique et la Chine populaire. Et il ne s'agit pas, loin de là, d'un problème théorique : comment vont réagir les milliers de Chinois maoîstes de Cholon, qui écouteut Hadio-Pékin tous les matins, à l'arrivée des conseillers russes? On dit que les militants qui avaient préféré rester au Sud après 1954 seraient, eux, fanatiquement défenseurs de Moscoul-Pour couper court à toute spéculation à haute voix, le parti a décidé de c'en tenir au testament de l'oncle Hô : déplorer la querelle des « grands frères ».

Mais le véritable von de Hô était fréres ». Mais le véritable vœn de Hô étalt

phais le veritable vort de 110 était que les Vietnamiens se retrouvent enfin entre eux, pour construire leur socialisme. Un socialisme venu des campagnes, dernier héritier direct du lénino-stalinisme classique, mais dont on ne sait pas encore quelles voies originales il prendra.

BIBLIOGRAPHIE

Premières impressions après la paix

OICI déjà la première cuvée d'ouvrages sur la libération de Saigon : elle est presque aussi médiocre que hâtive. Un petit livre, pourtant, se dépage du lot (1). Trop repide, certes, irop vite lu, mais avec ravissement. Son auteur, qui parle vietnamien (et chinois), a su comprendre le Victnam de l'intérieur. Joël Luguern a en effet ééjourné à plusieurs reprises à Danang puis à Saigon, comme coopérant puis comme journaliste. Ses engagements militants en javeur de la lutte de libération nationale des Vietnamiens donnent une valeur particulière à son témoignage sur les trois dernières années de cette lutte.

Des réflexions sur le régime qui se

batte.

Des réflexions sur le régime qui se met en place? Sans doute est-il encore trop tôt pour se risquer d un blan. L'important, dit Luquern, c'est cette pair enfin retrouvée. La rémise en ordre implique des priorités « autres que celles relevant du domaine des arts ou de la littérature », répond-il par arance à ceur qui redoutent la parte de certaines « libertés ». D'aucuns trouveront l'explication insufficante, commode, voire dangereuse : mais comment juger déjd? Tout président uméricain a droit à cent jours de « lune de miel » — la moindre des choses n'est-elle pas d'en accorder au moins autant à des hommes qui sortent de trente ans de guerre?...

Le libre de Paul Dreyjus (2), qui

Le libre de Paul Dreylus (2), qui s'étire, lui, de janvier 1973 à la fin de mai 1975, nous parle prezque, à propos des mêmes événements, d'un autre Vielnam. C'est, russemblée à la diable par un journaliste attentif mais pressé, une suite de dépêches et d'articles au

ras de l'actualité. Du moins l'auteur jait-il preuve d'une relative neutralité et s'abstient-û de voir dans la fin d'un régime pourri la fin d'un monde qui serait le sien.

C'est en revanche ce que fait l'auteur principal de l'Adieu à Saigon (3), qui se flatte d'avoir serré la main pur dérision aux e trois fossoyeurs » de « Saigon-la-Pute » (entendez : des membres du G.R.P.) qui lui significient son expulsion. Que Lartéguy n'ait « rien à faira » du nouveau Vietnam, comment s'en étonner? Ceiul auquel il dit adieu n'est jamais que matière à une suitobiographie déquisée et bâciée, une jaçon pour Lartéguy de parler encore de Lartéguy.

Raoul Salan, quant d hil, s'est contenté de suisir l'occasion pour puiser dans ses dossiers de quoi jaire un libre qui, malgré son titre prétentieux et trompeur (4), n'est rien d'autre qu'une étule peu originale de la tactique et de la stratégie militaires vietnamiennes (les écrits d'un Georges Boudarel, par exemple, sur le même sujet, sont autrement plus pénétrants), assortie d'une conclusion tonitruante.

MARCEL BARANG. ras de l'actualité. Du moins l'auteur

MARCEL BARANG.

(11 Joel Luguern, Victuam, der pousmères par millions, 1972-1975 (prèrace de
Philippe Devillers), Ed. la Cercle d'Or
(12, run du Moulin, SS102 Les Sablesd'Olonne, B.P. 110), 1973, 171 p., 30 P.
(2) Paul Dreytus, Et Saigon tomba,
Arthaud, Paris, 1975, 388 p., 45 F.
(3) Jean Lartéguy, FAdieu à Saigon
(avec la collaboration de Raoul Countard),
Presses de la Cité, Paris, 1975, 223 p.,
30 P.
(4) Raoul Salan, Indochine rouge, le
message d'Ho Chi Minh, Presses de la
Cité, Paris, 1975, 190 p., 25 F.

OF INVITABLE

Le nouveau pari économique du Japon

RESTRUCTURER L'INDUSTRIE A LA FAVEUR DE LA CRISE

Les milieux d'affaires jeponais ont accentué, eu cours de l'été, leur pression eur le gouvernement pour qu'il mette fin, par des mesures énergiques, à le etagnation prolongée de l'économie nippone. Un nouveau plan de relance, le quetrième depuis le début de l'emnée, devrait étre mis en plece en eaptembre. En fait, après un semblant de reprise eu cours du premier trimestre, l'économie jeponaiee s'est à nouveeu escoufiée en mai. Car les problémes euxquele est confronté le Japon tiennent beeucoup plus à le etructure même de l'économie qu'à une conjoncture délavorable.

Plus qu'un détonateur, le crise de l'énergie aura été un révéleteur. Elle e notamment montré evec clarté que le croissance « à le jepo-naise » tenait effectivement du mirecle. — d'un miracle de déséquilibre. Chempions de l'expansion rapide, les Japonais ont connu ces demières années une hyper-initation pour déboucher eujourd'hui sur un chômage grandissant et la récession le plus prolonde et la plus durable enregietrée depuie la guerre. Le plus grave eussi, car elle ne tient pee eeulement à le conjonctura de ces deux dernières années, comme le laxisme gouvernementel e longtemps tendu à le telre croire, mais eux contradictions d'un processus de développement besé eur un usage abusil des mécenismes de marché.

Pour les plus consciente parmi les » barone » de l'économie nippone, l'idée commence à poindre qu'il ne s'egit peut-être pas seulement de remédier à des déséquilibres engendrés par le « boom » de le décennie écoulée, lorsqu'il fallait à tout prix forcer les portes de la prospérité, meia de corriger les déviations d'un système aveuglé par un euccés lourd d'ebue, qui sacrifiait l'evenir eu présent. Mais toute le question est de aavoir si la processus d'ajustement, qui risque d'être long, ne déclenchera pes des réactions profondes, politiques, propres à modifier la atructure da la société.

A CTUELLEMENT, la gouvernement japonels ne voit pas el loin. Il enlend, comme par le passé, maintenir l'économia é l'abri de le politiqua. Le cabinet Miki semble evoir eccordà un blenc-seing en metiàra écono-mique à M. Fukude, vice-premier ministre et ministre du plen, qui s'emploie avant lout é stabiliser l'économie par des mesures techniques. Avec un certain succès d'ailleurs. Le rééquilibrage parait sujourd'hul en grande pertie réalisé. De l'evis des responsables de le politique économique eu ministèra des finances, le Japon e etteint le creux de la vague récessionniste au cours du premier tri-mestre 1975, Sur le plan de l'infletion, la stabilisation des prix se confirme : depuis un an, les prix industriels sont demeures pratiquement etables (l'indice en avril demier était supérieur de 4,3 % à celui d'evril 1974). Quent eux prix de détail, leur progression su coura du trimestre écoulé à été ramenée à moins de 1 % par mois. Pour l'ensemble de l'année 1975, le gouvernement prévoit de contenir le hausse des prix eu-dessous de 10 %. Enfin, la croissance négetive de l'année fiscale 1974 (qui e'achevelt le 31 mare) a permis, en compriment les importations et en incitant les exportations, de rétabilr l'équilibre de la balance commerciala: neul mois seulement eprès le crise de du monde avait réussi non seulement à accroître ses réserves en hydrocarbures, mais encora à équilibrer sa balence com-

de le performance, maie ne doit pas pour eutant égerer le diegnosiic. Non seulament ce coup de train a été fort coûteux pour l'économie, mais en outre il ne résout pas le problème tondementel du détraquage des mécanismes de le croissance nippone. D'autres Indicateurs tradulsent en effet une nouvelle dégredation de la conjoncture. Depuis presque un en et demi, le production industrielle est en balsse : en juin 1975, l'Indice était en régression de 11,2 % eur le même moie de l'ennée précédente. Cortains secteura (papler, tibres synthétiques, textiles) ont do réduire leur production de 40 à 60 %. Enfin, le chute des investissements se poureult d'un mois sur l'autre : selon une anquête de le Banque de développement du Jepon, l'investissement industriel e balssé de 9 % en volume au cours de l'ennée fiscala 1974 et na connaîtra aucune raprise cette année. Quant aux échanges extérieure, le rééquilibrage étonnant de le balance commerciele nippona cacha an teit una régression de 9,4 % pour les exportations et de 18,7 %

 $P^{!}$

te::

rei:

n. Pu

3045 5

men:

pour les importations é la fin da l'ennée

fiscale 1974. Sur le pian eccial également, le note est perticuliérament lourde é payer : avec un rythme de felilites « étabilisé » à mille per mois, le nombra des chômeurs recensés à le fin de mars s'élevait à 1,3 million, soit 2.5% de le population active. Au ministèra du travail, on estime qua la seuil critique eereit 4%, soit 2 millions de chôqueurs. Pour l'instant, il n'y eureit donc pas de quoi s'elarmer. En feit, les stetistiques officielles qui ne tiennent compte ni de le progression des chômeurs partiels (les horaires de travail sont consi-dérablement réduits), ni de la désertion des temmes, qui ne cont pas inscriles eu chômege, ni enfin des travailleurs salsonniers, « immigrés de l'intérieur », venus de le campagne et qui y repertent sans Imparfaitement la réalité. Pour les organiestions syndicales, et certaines estimations de l'ambassade des Etats-Unis, on compterait entre 3 et 3,5 millions de chômeura au Japon, ce qui représente 6 % de la population active.

Ce sont là, en fait, les résultats prévicibles, et d'allieurs atlandus par le gou-vernement, de le polidque de « refroldiseement systématique » menée depuis un an. Meis quelle est le prochaîne étape envissgée per les dirigeants nippons ? Le logues étrangers, se trouve placé devant l'alternative : approfondissement de la récession ou relance et, per conséquent, nouvelle flambée des prix. Pour le vicepremier ministre. M. Fukuda, le principal objectif demeura da consolider la etabilité : » L'Infletion est le pira des maux », nous dit-il d'entrée de jeu. Selon lui, « les politiques budgétaira et monétaire du précédent gouvernement (celul da M. Tanake) sont rastées nellement expensionnistes jusqu'à le fin de 1973. Aussi le réoriantation plus rastrictive donnée ces derniers mois n'a-t-elle pas eu des résultats immédiats en raison de l'abondanco dee liquidités dont disposalant les entreprises. L'ennée 1975 doit donc être essenilallement orientée vers un déconflement des stocks et, par conséquent, piecée sous le signe du retroidissement protongé ».

A l'Agence de planification, nos interannée l'économie japoneise devrait connaitre une croissence modérée (2%) et, commerciala (+ 5,2 milliards de dollars). une baience des palements courants pres-que équilibrée. Seule concession é le reprise, M. Fukude e présenté à la Diète en mere demler un budget en délicit (7 milliards de dollars) et met en œuvre une politique active de dépenses publiques

dépenses publiques des la premier semestra de l'année fiscala).

Toute la politique de M. Fukuda tourne eutour d'un axe : redonner un peu d'oxygèna à l'économie sans compromettre ses équilibres extérieurs : en d'autres termes, de croissance qui permette à la fois de esuvegarder l'équilibre de la balence des paiements et d'éviter une dégradation plus granda de la situation dans l'industrie. Mais l'eustérité, le régulation énergique de la demande, comportent des risques

Par PHILIPPE PONS

économiques et sociaux non négligeables. D'une part, cette politique signifie an clair que le chômage va s'eccroître et le pouvoir d'achat se dégrader. D'eutre part, en renonçant à relancer la demande, le gou-vernement condamne l'industrie à demeurer dans une phase dépressive. Pourtant, le politique de M. Fukude semble aujourd'hul ecquise : Imposée eux syndicats, elle est acceptée par les milieux d'affaires. La récession actuaile se présente, là

comme ailleure, sous le double signe d'une capacité de production excéden-taire conjuguée à une beisse du taux de profit. La situation est cependant pour le Jepon d'une gravité eans précédent. La débauche d'investissements de la période 1965-1970 e conduit é augmenter les de cette période : Immobilisation qu'il est Impossible de rentabiliser. En outre, la pénurle de main-d'œuvra qui s'est dessinée à le fin des ennées 60 e randu le pertage saleire-profit extrêmement rigide. Pourtant, le patronet japonele béné-ficia d'un evantage eur ses homologues occidentaux : s'il ne peut rien sur les coûts énergétiques, Il a cans doute une marge de manœuvre plus grande qu'en Occident pour peser sur les saleires. C'est là une des principales articulations de le politique de M. Fukude ; miser sur le stabilité sociale,

A lire les études prospectives publiées par les orgenismes gouvernementaux ou les instituts de recherches économiques nippons, il est frappant de constater que le classe ouvrière est toujoure considérée comme un egent » passif » du processus de production. La capacité de résistance ou de réaction des travailleure est une donnée e priori stable. Cette hypo-thèse pourrait ne relever que d'une perspective technocratique banale : elle s'enrecine en réalité au Jepon dans un contexte social et politique. L'offensive de revendications lancée par les syndicats jeponeis, an avril demier, prouve en fait que l'hypothèse de stabilité sociale des experts japonals n'est pas dénuée de

La traditionnelle » offensive de printemps » des syndicats japonais (Shunto) a été, cette ennée, une défaité de la classe ouvrière, reconnaissent en privé les responsables de la grande confédération syndicala Sohyo, étroitement liée eu parti socialiste. Au départ, les revendications d'augmentation de salaires étaient, euivant les branches, de l'ordra de 25 % à 33 %. Dens les mellieurs des cas (sidérurgie, chimia), les salariés n'ont obtenu que des majorations de 14 %. Dens certaines branches, les textiles per exemple, les salaires ont été pratiquement galés. L'augmentation consentie per le petronst représenta é peine le teux de l'augmentation des prix sur l'ennée fiscale 1974. En termes réels, avancent les syndicats, les ouvriere japonais ont vu leur pouvoir d'echat chuter d'une meniera dramatique (6 % dans certeine cas) (1). Comment expliquer que cette - ofiensive de printemps - ait tourné court ? Des élémenta conjoncturele ont assurément joué, meis c'est essentiellsment le système syndicel jeponais qui est en cause.

il est cartain que le perte de productivité enregistrée eu cours de l'année écoulée interdisait à le plupart des industries de consentir des hausses de eslaires

Plue fondamentalement, cetta défaite des ouvriers taponale montre la limita du système da syndicat d'entreprise qui prévaut dans ce pays. SI, en période d'expansion, ce système e permis aux ouvriers rie), qui sont les seule syndiqués, d'obtenir des eugmentations de estaires imporouvrière, il se révèle înoperant en période de récession : an effet, fi traîne la combativité des amployés permanents. La détérioration du marché de l'emploi, les faillites et le chômage sont des facteurs de démobilisation pour ces demiers, elors qu'aux portes des uelnes ettendent les * temporaires », pramières victimes des mesures de rationalisation de le production. Pour maintenir leur situation privilégiée, les » permanents » axent leura revendications non sur les caleires mais sur le garantile de l'emploi. Il en e tou-jours été ainsi depuis la guerre. L'exemple, cette année, de la firme textile Kanebo, qui, dès le 8 evril, » brisa » l'oftensive eyndicale pour toute le branche textile en ecceptant un gel des salaires, est à cet égard instructif : des négociations patronat - salariés, il ressort que la direction e'est engagée, en contrepertie de le renonciation du syndicat à toute augmentation de salaire, à ne pas licencier d'ouvriers permenents, même si la récession s'eccentualt. C'est donc d'une perte nette eur leur pouvoir d'echet que les ouvriers de Kanebo payent leur droit

Le perti communiste japonais evalt bien essayé, dans l'immédiat sprès-guerre, de créer des syndicets par branches, mais sa tentative se solda par un échec. «Le syndicat d'entreprise restreint l'horizon du trevaliteur à sa seule entreprise, com-mente un responsable communiste. Il ne tacilite guère une prise de conscience de la piaca de l'entreprise dans un mécanisme da production ni de la place du travailleur dane ce processus. Depuia vingt ane, les ouvriers japonais e'oppoaant au petronat pour le partage, mais collaborent pour le production. Lorsqu'il n'y a rien à partager, comme c'est le cas cette armée, il me lettr raste qu'à e'atteler à is production. Dans les négociations

syndicats-patronat au Japon, les dés sont

toujours pipés en défaveur des premiers.» Pour M. Ota, qui, voici dix ans, recevait ls prix Lénina alors qu'il était président de Sonyo, et qui est aujourd'hui responsable de le lédération des industries chimiques, » l'ampleur de le détaite syndicale, cette amée, aureit provoqué, par-tout allieurs qu'eu Jepon, des troubles sociaux. Ici, la majorité des travailleurs n'ont pas de « relais » pour faire passer leura revandications. Les partis, socialiste ou communiste, cherchent avant tout des points d'appui dene des syndicats bien organisés. Mais peu leur importe qu'un tiers seulement des trente-eix millions de saiariés japonais solent syndiqués et que dix millions d'employés temporeires ne bénéficient d'aucun encadrement. Pour-tant, l'avenir de le geuche japonaise dépend de l'organisation de cette massa de travailleurs. Aussi longtemps que des institutions telles que le syndicat d'entreprise et le salaire à vie resteront inorustées au Japon, les chances de transformation de le société seront sérieusement

Croissance lente et contrôlée

C'EST blen le raisonnement de l'élite dirigeante Japonaise. Le professeur Ichiro Hitochi, l'un des conseillers économiques du gouvernement, ne cache pes que tent que ca système prévaudra rien de grave ne pourra se produire su Japon ». Dans le crise qui frappe ce peys comme le reste du monde industrialisé, le gouvernement pippon e admireblement su jouer de cette, stabilité sociale « garantie», qui est l'un de ses avantages sur ses partenaires occidentaux. M. Fukude e reussi la première phase de son plan : de toute façon jugées excessives par le patronat, et mettre en place une esquisse de politique des revenus, entendue comme un blocage des ealaires. En faisant peser sur le pouvoir d'echat des Japonals une part du poids de la crise, le Jepon se donne, à terme, un etout meître dans la concurrence internetionale. Mais ce n'est qu'une position d'attente. La véritable

dilemme, austérité ou reprise, reste entier. En contenant le hausse des salelres en deçà de 15 %, le gouvernement e clai-rement marqué qu'il n'entendait en rien opérer une ralance de l'ectivité économique par le consommetion. Les décisions successives prises depuls le mois d'avril d'ebeisser le taux de l'escompte d'un demi-point chaque fols pour etteindre 7,5 % en août signifient assurément une révision de le politique de restriction de le demende, meis constitue-t-elle pour autant un premier pas vers une reprise ? M. Sasaki, ancien gouverneur de la Banque du Jepon et président du Keizal Doyukal (Comité pour le développement économique), qui regroupe les membres. les plus influents du zaikai (littéralement, « le monda des possédents »), ne le pense pas. « La balsse du teux d'escompte, nous explique-t-il, ne fait que concrétiser la politique de ralexe-tion sectorialle entamés depuis le début da l'année, La stabilieation des prix était, cartes, le première condition requise pour prendre cette mesure. Encore lallait-il maintenir la hausse des salaires. Cele dit. le pense qu'il est trop tôt pour parler

Or le production jeponalee est retombée eu niveau du début de 1973. - Nous sommes aujourd'hui dans une situetion d" » overkili », nous dit M. Kanemori, prėsident du Japan Economic Research Center, dont les analyses font autorité pour les partisans de l'expansion rapide. Au prospective publiée en octobre demier par le MITI (Ministry ot International Trade end Industry), qui prévott une croissanco moyenna da 7 % par an sur la période 1976-1980, est encora valable. - La poli-

trop conservatrice, commente M. Kane-mori, Le vice-premier ministre n'e qu'un objectit : le stabilité. Il raisonne an termes pré-keynésiens. Le coup de train à l'économie a été un succès, mais noue avons at'-'-t un point de limite qui pourrait bien devenir un point de non-retour. » En fait, les institute de recherches économiques e'entendent pour prévoir que le gouvernement va prendre, au coup par coup, des mesures de desserrement du crédit et qu'à l'eutomne il demendera un budget additionnel ou blen aure recours à le clause d'élasticité » qui l'eutorise à augmenter de 50 % les investissements

Cependant, le principe d'une croissance admia per le plupart des dirigeants de l'économie nippone. Ce changement d'attitude est cleirament perceptible dans les études prospectives que publient les organismes de recherches réputés pour leur optimisme, comme l'institut de recherches Nomura ou celul qui dépend de la Long Term Credit Bank. Les grandes lignas de ces enalyses, qui portent sur le période 1975 - 1980, se ramènent eux points eulvants (2) : d'une part eu niveau international, le Japon devra tenir compte d'un ralentissement du commerce mondial dont le progression sera limitée à 5 % : en revanche, le prix du pétrole, estime Nomura, se stabilisera à son niveau ectuel. Sur le plen Interne, plusieurs tacteurs devraiant contribuer à raientir la croissance, qui se situera autour de 0,0 % par en : maintien d'une politique de contrôle de la demende globele, beisse du taux de pro-gression de la population active (+ 0,8 % et accroissement des investissements non productifs dane le total des investissements industriels, relentiesement enfin de l'innovation technique. En co qui concerne le demande finele, Nomura prévoit une stagnetion da l'investissement privé, qui ne devrait croître en volume qu'à un rythme de 2.0 % par an au lieu de 20 % en moyenne au cours de la précédante

Sur le fond, quel que soit le rythme de nie é venir - que les expansionnistes ou les tenents de la stabilité l'emportent. -Il est intéressant de noter que les grandes oriantations qui ressortent des conclusions de l'étude Nomura s'inscrivent, en tait, dane le ligne du plen de restructuration da l'iodustrie japonalsa préparé an octobra demier par le Conseil pour les réformes

Concentration planifiée

retrouver une rentabilité, le capitalisme nippon a besoin de changer de base, de promouvoir des industries nouvelles. Les hommes d'affaires evalant trouvé dens l'infladon de cas demières années une opportunité de profit qui leur permettait de différer une restructuration profonde de leur économie. La période de retroidissement actuaile est l'occasion de constraire les capitanx à des secteurs souffrant d'un excédent de production ou en perte de vitesse pour les transférer vers d'eutres, désormals plus rentables.

La restructuration de l'économie est plecée coue le signe de le double rente

du savoir et da la terre. Sur le plan Interne, le scénario envisagé par les dirigeants conduit à un repli sur l'espace national de ta production le plus sophistiquée. A l'extérieur, il s'inscrit dans le contexte d'une accélération rapide de la division internationale du travail.

(1) Selon une enquête de l'Agence de planification publiée en janvier, sur cent ménages interrogés, cinquante-cinq constatent que leur niveau de vie a baissé en un an. Détail symptomatique : les dépenses pour les produits alimentaires sont en régression de 33 % sur l'année dernière. (2) Cf. notamment, l'étude publiée en février 1875 par l'institut Nomura : Medium Range Outlook for Japanese Economy.

automobiles PEUGEOT Distributeur officiel pour la cente : • aux Membres du Coras Diplomatique et des Organisations Internationales • aux Glients se rendant en France Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT 26. RUE CAMBACÉRÉS ● 75362 PARIS CEDEX 68 ● 🕿 742.77.39 ● Télex Peujoxa 28.426

...

*** *** ** *

10 m - 12 m - 12 m - 12 m

The second second second

and the same of the same of

Acres 18 18 18 18 18

-1-Apr - 11 - A

the production of

والعالمان الأ

 $(x,y) \in \operatorname{con}_{\mathcal{M}}(M_{\mathbb{R}^n}) \to \mathbb{R}^n$ the second of the second

Control of participation Military All Apple

Au niveau interne, il e'agit d'abord, souligne le MITI, de couper les branches mortes, o'est-à-dire les industries dont la production est jugés le moins rentable. Dans le contexte d'une croissance nuits cu feible, comme l'ennée demiére ou cette année, le MiTt n'e qu'à leisser jouer le « loi d'alrain du capitel », qui conduire Irrémédieblement les entreprises des eec-teurs feibles à le faillile, is gouvernement se bornant à doser, secteur per sec-teur, les aldes publiques afin que l'opération se réalise sans grincements exces-sifs. Ces industries sont condamnées parce qu'elles exigent une main-d'œuvre abondenta, alore que le Jepon doit faire face à une pénurie de travailleure non qualifiés, mais également perce que te etructure du commerce extérieur japonele sera modifiée, dans les années à venir. sous l'effet de la concurrence des pays en voie de développement pour des pro-duits comme les textiles et les blens de technique moyenne (automobiles), L'exemple des industries textiles est à cet égard révélateur. En 1977, le Japon perdra son principal marché : l'Asis du Sud-Est. La zone produira alors 2800 tonnes de textil: par jour, solt 85 % de le production nippone. La même année, les pays de l'Asie du Sud-Est euront une capacité d'exportation de 460 000 tonnes. Ces développements expliquent le déclin inélucble de l'industrie textile ignonaise : les investissements qui, dene ce secteur, eug-mentaient de 12,8 % par en, entre 1960 1970, connattront une croissance de 2 % entre 1970 et 1985.

SI certaines brenches doivent disparattre, l'effort doit porter, par contre, souligne le MITI, sur les industries à forte valeur ejoutée, les «knowledge» industries», qui consomment peu de matières premières, nécessitent une main-d'œuvre qualifiée et représentent un merchà potentiel en expansion. En 1980, les produits de hauts technologie devraient représenter 28 % des exportatione jeponalses.

Les grandes options du redéploiement de l'industrie jeponaise, définies en fait dès le début des ennées 70, et dont la réalisation e été différée en raison de le conjoncture, ne semblent donc pas remises en cause, Pas plus d'allieurs que le mathode envisagée pour y parvenir. Le ced re demeure celul-d'une économie orientés (procédura dite de l' » administration guidance », ou persuasion edministrative), sous le contrôle du MITI, qui intervient tant eu niveau de l'organisation de la production qu'à calul du commerce exterieur. Processus qui privilégie le concentration Industrielle. Tout le développement du Japoz e'est fait sous le eigne d'une politique de concentration, menée par le MITI dens la perspective de le prédominance, dans cheque secteur, de deux oo trois grandes sociatés, chacune syant dans sa mouvance une clientèle de sous-traitants. Les récessions constituent des périodes de pause qui débouchent eur une nouvelle concentration. - Dans on tel contexte, les mécanismes du marché sont très souvent inopérants », nous dil M. Toshihide Takahashi, président de la commission anti-trust (3).

Ancien haut functionnelre du ministère des tinances, M. Takahashi est ectuellement le « bête noire » des hommes d'attaires alppons. « il est peut-être exegàré de parier d'un dirigisme d'Etat su Japon, dit-il, mais le pense qu'il y e une collusion très prolonde entre représentants de

l'Industrie et membres de l'administration. L'axpression souvent utilisée par les étrangers pour désigner ce phénomène « Japan Inc. », n'est pas sane fondement Les pressions inflationniales et la crise du pétrole ont éclaire les contradictions que ce eystème fait peser sur notre éco-nomie. La concentration industrielle au Japon e déjà etteint un degré considé rabis. Les projets de restructuration du MITI ne visent qu'à rendre plus fortes les industries. les plus pulssantes. - Selon M. Tekahashi, dans ces conditions, l'Etat n's pas la possibilité d'aroltrer, d'essurer le pouvoir de sa charge : les grends groupes créent leur propre espace économique d'échanges de marchendises et de crédit. Ainsi, les dix plus grandes meisons de commerce du Japon contrôlant 24 % du marchà de gros. Et la flembée des prix, entre le fin de 1973 et les pre-miers mola de 1974, est due en grande partie au jeu des monopoles qui ont largement anticipé les effets de la hausse des produits pétrollers.

C'est dans ce contexte, et sous l'impulsion personnelle de M. Takahashi, que le commission anti-trust, répondant à un vaste mouvement d'opinion. est sortie d'un sommeil de vingt ans. Coup sur coup, elle inculpait les dirigeents des principe les compagnies pétrotières, publiait un rapport au vitrio i sur la concentration des entreprises et présentait, en janvier demier, un projet de réforme de la législation anti-monopole qui visait à lui donner les moyens de démanteler les grands groupes japonels. Ce regain d'actività e évidemment provoquà une levée de boucliar de le part du patronet at du MIT et le projet de loi e été bloquà par le Chambre Haute fin juillet.

» Si nous laissons les choses aller dans le sene désiré par M. Takahashi, répondent en substance les adversaires de la commission anti-trust, le chaos s'installere à le Bourse et, à plus ou moins brève échéance, des sociétés comme Nippon Steal, per exemple, seront rechetées par les Arabes ». En fait, il e'avère que, el le concentration industrielle est dans le logique du processus de développement leponeis, elle apparaît, en outre, aux indus-triels comme une nécessité ebsolue pour taira face à la concurrence Internetionale certes, mais aussi elln de se préserver de l'arrivée de capitatix étrangers et Jepon. Les études prospectives, comme celle de Nomura par exemple, prévolent notamment qu'en 1980 le Japon sere un gros importateur de capitaux étrangers (9 millierds de dollars). Phénomène nouveeu, ayant, entre entres, pour but de contrebalencer une exportation massive de capital nippon eu cours de le prochaine décennie. C'est là le seconde orientation mejeura du projet de redépiolement de l'industrie Japonaise, qui décassera eans doule largement le rééqui-Ilbrage à coort terme de la balance du commerce extérieur. En ce domeine règne une certaine incertitude - volontairement entretenue ? Cependant, même e'ils semblent plus modestes, les objectifs assignés à l'expansion jeponalse à l'étranger, dans l'étude du MITI, demeurent une base d'estimation dans la mesure où lis reflètent le prolongement spontané, dans le contexte d'une concertation grandes affairentabilité qui rancontre des obstacles sur le territoire national et cherche de nouvelles sources de profit à la périphérie.

lente, orientée vers la bien-être de la populadon. Le débat n'en est pas moins vit sur la question de savoir où se trouve ce nouvel équilibre et comment y parveassurément des propositions à feire au pouvoir. Mais les dirigeants savent bien - et les plus conscients s'an (élicillent que les réponses ne sont pas seulement lechniques mels impliquent un débat sur des valeure politiques. Or, actuellement, le gouvernement Japonsis, et principale-ment M. Fukude, qui dirige effectivement le politique économique du paye, refuse d'envisager - plusieure evenirs possibles -pour le Jepon. Son classicisme rigoureux pousse le vice-premier ministre à cherche dens l'eusiérité une remise en ordre proconvaincu que seule une récession prolongée, puis une reprise lente et contrôlée, réteblire le tonctionnement normal des mécanismes de marchà et qu'il leut accepter cette épreuve, quelles que soient les conséquences sur l'emploi et les inégalités sociales qu'una telle pofitique implique. En lait, son conservat conduit peut-être à eous-estimer les risques politiques et sociaux d'une telle potitique et l'empleur de le désorgenisation qu- provoquerait une récession prolongée au Jepon. Sur ce dernier point, certains économistes de tendance socialiste n'ex-cluent pas la possibilité d'une reprise de le montée des prix dans une réaction de défense das entreprises. Déjà, le secteur public a donné le ton, suivi per le sidérurgle. Dans ces conditions, quelle va être la réaction des syndicals, qui sa sentent les « dindons de la farce » du dernier Shunto? Le gouvernement japonele agit comme el les selariés jeponele n'evelent rien appris au cours de cee vingt der-nières années. C'est peut-être un pari téméraire. Par ailleurs, comment M. Fukude entend-il restaurer les mécanismes traditionnels de merché, alors que le restructuration de l'économie conduit, eu contraire, à une concentration ? C'est là, en fait, le grend débet qui secoue l'àlite dirigeante japonalse : concilletion de la liberté de merché et de l'efficecité. Le Japon e toujoure privîlégià le renforcement des grands groupes. Et il est certain que, pour un gouvernement sans idéologie autonome, le vie en symblose du pouvoir

l'edoption d'un progremme cohérant, Pour certains » barons » de l'économie japonalse, qui sont idin, il est vrai, d'être les plus conservateurs, M. Fukude ne comprand pas le situation. Beaucoup d'entre eux volent l'issue de le crise dans une politique redicalement différente du rigorisme ectuel, Empiriques, lle soulignent les Ilmiles du modèle keynésien de régulation conjoncturelle et l'insuffisance du maniement globel du budget ou de le masse monétaira. Plutôt que de s'enfermer dans une = stabilità » qui est synonyme de régression, ils prônent une croissance monataire plus laxiste, un déficit budgétaire Important, le création d'emplois publics et le renforcement des lois entimondpoles. M. Tsutsuml, président du groupe Seibu, l'un des plus grande emplres de distribution eu Japon, se récla de ces conceptions d'evant-gerde « La récession ectuelle est radicalement différente, par son ampleur, mais surtout par A moven terme, elle de peut que déboucher sur des changements politiques si on ne pense qu'en termes de conjonclure

politique et économique rend difficile

comme le fom le MITI et M. Fukude. » Ce sont eux mêmes conclusions que parviennent certains économistes progressistes, tel le professeur Kimihiro Masa-mura, qui est pariols eppelé à titre de conseller par le premier ministre. » Noue payona assurément eujourd'hui le prix de la croissance incontrôlée de ces demières annéee, noue dit-il. Avec un taux de croissance certes élevé, mais plue raisonnable. et une répartition balencée des investissemente entre secteur privé et secteur public, nous eurlons pu non seulement lorcer le porte de le prospérité male encore améliorer la vie de le population. Aujourd'hul, sous prétexte du suréquipe ment de l'économie, on s'oriente sur une vote qui consiste à laire peyer aux Japonsis les erreurs du passé. Il teut abso-lument reprendre une croissence modérée mais soutenue, relencer la demande interne et pratiquer un contrôle sélectif

(3) La commission antitrust a été instaurée en 1947 dans le cadre de la législation antimocopole, mise en place par Mac Arthur pour briser les « saibatsu » (monopoles japonals) d'avant guerre. Dés 1953, ces disponitions sont restées lettre morte et d'importants amendements consacralent la situation de fait et limitaient les poovoirs de la commission.

des prix, lout en orientant les investissements vers les secteurs indispensebles à l'équilibre du développement netional. La volonié réformatrica de M. Miki n'est pas, héles i suffleanle pour promouvoir une telle politique. Et c'est en cele que l'evenir politique du Japon est incertain. »

La nouvelle politique de M. Fukuda raposa égelemant eur uns autre hypothèsa de départ, qui semble tout aussi sujette à caution : les experts jeponais manifestent, dans l'ensembls, une grende conflence dans le reprise des àchanges mondiaux, et en particulier dans le redressement de l'aconomie eméricains. - Je n'ai aucune raison de penser que les disent que l'économie des Etale - Unis devreit retrouver un rythme normal à partir de l'automne », noua disait, péremptoire. M. Fukude. Cel optimieme quant eu devenir des échanges mondiaux donne uns autre dimension au raisonnement des Jeponais : mâme el jusqu'à présent la part des exportations dans le P.N.B. nippon ne représentait que 10 %. les atratèges economiques n'en estiment pes moins que l'élargissement de le part du Jepon dans les échanges internationeux est une nàcessité. Ce qui signilie que mêms une politique monétaire plus ecuple et un eccroiseement des dépenses publiques ne sereient pas suffisants pour nourrir seuls une reprise de l'ectività économique. Or, cette rédemption partielle de l'extérieur

encors, tant sur la plan commercial que sur celui des investissements, les résistances auxquelles risque de se heurier le nouvel expeneionnisme japonala n'entrent jemais dans les analyses. Tokyo mise sur l'intégretion progressive du monde sous-développé au système capitatiets. Il e'egit toul de même d'un parti, perticulièrement en ce qui concerne t'Asle aprèe la détekte eméricains en indochins.

Enlin, logiquement, devreit se dessiner peu à peu uns rivalilé entre le Jepon et les Etats-Unis. Déjà, pratiquant une politique » à le Jobert », Tokyo s'est lancé au Proche-Orient dans l'àre des contacts directs evec les paye producteurs. Le Japon sera-t-il tenté de tenir lâte aux Etats-Unie sur d'autres terraine, Amérique latine et Asle du Sud-Est? Des trictions sont en germe entre les Etats-Unie et la Japon dans la contexte d'une repide eccélération de la division Internetionale du travail et de le conquêts des marchés fiers.

Pour l'inetant, le Jepon doit surtout réorganiser se production, et ses dirigeants jouent le prudence. Le gouvernement ealt qu'il mise eur bien des inconnues et prélàre naviguer à vue. Un progremme cohérent pour l'evenir, avec une marge réduite d'incertitudes, supposereit des réponses politiques. Or, actuellement, les dirigeents japonals ne semblent pas mûra pour ce « compromile historique».

PHILIPPE PONS.

BIBLIOGRAPHIE -

De la restauration Meiji au capitalisme moderne

O N publie très peu en France sur le Japon. Un effort sous l'ongle culturel : les grands romanciers contemporains, Kawahata et Mishima; les classiques de la littérature ancienne (« Connaissance de l'Orient », collection « UNESCO », Gallimard). Quelques publications d'orientalistes dynamiques : R. Sieffert, la Littérature japonaise et Japon (Publications orientalistes de France). Le metl-leur et souvent le pire sur le bouddhisme zen, Mais le Japon historique, politique, social? Quelques livres à peine (Guillain, Reischauen, etc.). C'est que le Japon n'appartient pas à l'encienne aire d'intérêt de la période coloaire a interet de la persode colo-niale et qu'il n'est pas — contrai-rement à la Chine — à la mode. Aussi, en définitive, c'est en anglais qu'il faut lire aujourd'hut sur le qu'u faut tre aujourn'nu sur le Japon. Le grand classique de G.B. Sansom Jepan. A short cultural histoxy, fadis publié en français (Payat, 1937) n'est même pas réédité, et il n'est pas sur qu'un éditeur français prendra le risque de traduire l'extraordinaire livre de F.H. Norman Japon's France de E.H. Norman, Japan's Emer-gence as a Modern State, public en 1940 et récaité par les soins de James Peck dans « Asia Library a, collection s a n s equivalent en France, en même temps que Feudal Background of Jepanese Politics (1945) (1). John W. Dowen a consacré une savante et substantielle introduction à l'œuvre et à la personnaillé de Norman, ne au Japon de parents canadiens et qui n'est tien moins qu'un des deux ou trois grands spécialistes occidentaut du Japon: chercheur, conseiller aux affaires d'Extrême-Orient auprès du gouvernement canadien, puis ambassadeur, Norman devait se suicider en 1957 après avoir subi une série d'accusations de type maccarthyste durant les années 50. (Il fut dénoncé par Karl Wittjogel pour avoir appartenu à un groupe d'étude marxiste au cours des années 30.) L'œuvre de Norman, années 30.) L'œuvre de Norman, notamment Jepan's Emergence as a Modern State, est une extrnordinaire élucidation du processus socio-politique de la restauration Meiji: rôle des samurais qui le provoquèrent par le haut — et leur coalition apec les marchands; question agraire et industrialisation appelée par l'introduction du conicélérée par l'introduction du capitalisme à travers les clans, naissance de la bureaucratie moderne. Dens Feudal Background of Jepa-nese Politics, il examine la société féodale finissante, l'idéologie de la période Tokugavo et le rôle si

nisation du Japon et au renfarcement d'un Etat autocratique (et même théocratique).

JON HALLIDAY evait deja publie, avec G. McCormack, Jepanese Imperialism today (traduit aux éditions du Seuil) et s'élait déjà, dans le cadre d'une problèmatique de type marxiste, signale comme un chercheur de valeur. A political History of Japanese Capitalism (2), ouvrage achevé. ample et pénétrant, le montre en pleine possession de ses moyens. Depuis la seconde guerre mondiale, la japonologie américaine rejetait tout concept de classe, de mode de production et même d'impérialisme, Le Japon de 1868-1914 était jugé comme un succès remarquable, bien que quelque chose par la suite se sott détraqué, tandis que pour la période suivant la seconde guerre mondiale, le Japon — dans le cadre de la guerre froide — était le modèle même d'un développement capita-liste, «miraculeux» et sons constits internes. Cette image depuis quel-ques années tend à s'estomper et l'intérêt du livre du Britannique J. Halliday, c'est de tenter de montrer l'interpénétration dans le Japon mo d'erne et contemporain des classes sociales, du mode de pro-duction, de la politique et de l'idéo-lucte dans l'Esté insoncie et de la relation entre cette structure et la place qu'occupe le Japon dans le capitalisme mondial. La relation est capitalisme monifal. La relation est également faite entre la restaura-tion élitiste du Meiji et la mystique contemporaine de l'harmonie sociale et du styte paternaliste des rapports hiérarchiques. Contrairement à ceux qui voient — ou voyaient — le Japon comme une future super-puissance. Halliday insiste sur l'ex-trème vulnérabilité du capitalisme taponaix, condamné à la croissance. japonais, condamné à la croissance. dépendant sur le plan énergétique et fondé sur les bas salaires. La montée des contradictions dans le cadre de la crise actuelle permettra-t-elle de sauvegarder longtemps l'harmonie relative de la société? Halliday ne le pense pas. Peut-être c et t e démonstration rigoureuse manque-t-elle de la dimension lismanque-t-eue de la aimension interfere et culturelle qui explique pourquoi ce consensus des Japonais se maintient depuis la restauration Metji even, malgré tout, lant de cohésion.

GERARD CHALIAND.

(1) Selected writings. Origins of the Modern Jopanese State. E.H. Norman, Pantheon, New-York, 1975, 5,95 dollars.
(2) A Political History of Japanese Capitalism, Jon Halliday, Pantheon, New-York, 1975, 15.95 dollars.

A la conquête du tiers-monde

D è 10 milliards de dollars à le fin de 1973, le total des investissements japonais à l'étranger doit passer à 45 milliards à la fin de l'année fiscale 1980 et à 93 millierds en 1985 (à titre de comparaison, en 1972 les investissements américains à l'âtranger raprésentaient 95 milliards de dollars). En fait, el l'on considère que le Japon investire dans des « joint-ventures » dont il détiendra plue de 51 % du capital, en peut estimer qu'avec ses 94 milliards il contrôlera, au total, 194 milliards d'investissements. A cette époque, 1985, le MITI estime que troie millions d'étrangera travallieront pour le Japon, encadrés par cent dix-neuf ille Japonais. Principaux eacteurs investirs illes recherches minières et les motières premières, le sous-traitance venant immédia-

tement sprès ces objectifs principaux.

Cette politique sert plusieurs desseins.

Il e'agit d'atrord de s'assurer des approvisionnements etables en mellères premières et en même temps de se débarrasser de certaines industries polluantes.

Le développement, sur le lieu d'extraction, d'industries transformatrices de matières premières et g role e e e consommatrices d'énergie (sidérurgie, pétrochimie, papier, aluminisma) e l'evantage, en outre, du point de vus japonais, d'améliorer les relations avec les pays producteurs. Il semble cependant que les projets en ce

domaine ne se développant pas eussi vite que Tokyo le souhelterait, notamment eu Proche-Orient: jusqu'à présent, seule la construction d'une aclarle à Qetar est passée au stade de la réalisetion. Les projets de complexes pétrochimiques en Iran et en Irak sont dans l'impasse.

L'eutre objectif des investissements jeponeje à l'àtranger ralève d'une conception de la division internationale du travall en fonction d'un découpage » fonctionnel » des tâches; il s'egit de déclecer des activités industrielles classiques vers des zones à bas salaires, afin de lutter contre la balsse tendantielle du profit en rédulsant le coût de la force de trevail. Les industriels japonele se tournent maintenant vere le tiers-monde. Pour institutionneliser le processus, dans bien des cas, les Japonais cont à l'origine de le création de zoces de libre-échange. Le pays receveur met à le disposition du capital étranger une région et une main-d'œuvre : à Kacshlung, au sud de Taiwen ; à Masan, an Coréa du Sud ; à Jubang, à Singapour, etc. La rémunération du travall doit être eussi basse que les conditions sociales et politiques le permettent. Cette conception de le division du travail en Asie du Sud-Est est présente dans tous les documents de la Banque asietique de développement, où le Jepon joue un rôle capital.

Incertitudes politiques et sociales

T ES développements des études pros-pectives japonalses pour les dix ans à venir sont sans doute d'une rationalità séduisante, mais lle reposent sur des hypothèses de départ parfois tragilles. En fait, c'est peut-être un nouveau pari japonais qui est en train de e'élaborer. La plupart des entretiens avec des diriceants du monde des affaires ou de la politique confirment une Impression domigante : sur le fond, les Japonais estiment que la crise actuelle est un phénomène provisoire, cyclique - même al son ampleur est, cette fois, infiniment plus large, — qui ne débouchera pas sui ordre économique national et mondial fondamentalement nouveau. Si ce conserva-tisme implique le rejet de l'éventualité d'une rupture avec l'ordre présent, il ne

eignifie pas pour eutant, dans l'esprit de nos interiocuteure, i m m o bills m e. Le » changement dans le cominuità » est, eu Jepon eussi, une formule qui e ses edeptes. Il est indéniable, cepandant, qu'un nouvel état d'esprit, sinon une approche redicalement diffisante de la réalité économique, est en train de naitre. L'influence de nouveaux responsables — MM. Miki at Fukuda, — qui se complètent sur bien des points, même el leur vision finele de la société diverge, paraît à cet

figard déterminante.
L'idée eamble avoir fail peu à peu son chemin au sein du Keidannen-(Fédération des orgenisations àconomiques) que le japos est entré dans une période de transition qui devrait le faire passer d'une croissance rapide à une croissance plus

Calendrier des fêtes nationales 16-30 septembre 15 MEXIQUE Fête nationals 18 CHILL Fête de l'indépendance 21 MALTE Fête de l'indépendance 22 MALI Fête nationale 23 ARABUS 24 ARABUS 25 ARABUS 26 REFURLIQUE

SAOUDITE
SAOUDITE
SAOUDITE
SERFURIQUE
ARABE
DU YEMEN
SE ENTERLIQUE
ARABE
DU YEMEN
SE ENTERNAM
SE COLORE

1°'-15 octobre

1 REPUBLIQUE
POPULAIRE
DE CHINE
1 CHYPRE
1 CHYPRE
1 CHYPRE
2 GUINEE
4 LESOTEO
7 REPUBLIQUE
PRESOCRATIO.
1 CHYPRE
1 CHYPRE
1 CHYPRE
2 GUINEE
4 LESOTEO
7 REPUBLIQUE
PRESOCRATIO.
1 CHYPRE
1 C

2 GUINEE dence
2 GUINEE Fête nationale
4 LESOTEO Fête nationale
7 REPUBLIQUE Proclamatico d
DEMOCEATIO.
ALLEMANDE
9 OUGANDA Féte nationale
10 REPUBLIQUE
DE CHINE
(KOUOMINTANG) Fête nationale
14 REPUBLIQUE
DEMOCRATIQ.
DU YEMEN Fête oationale

Takin; travail, tourisme, industrie et pétrole: M. Ghassan Tueni.

NIGERIA
(6 août 1875)
Ministre des affaires étrangères: M. Joseph Garba; justice: M. Doniel Ibekwe; pétrole et énergie: M. T.O. Akobo; travail: général Henry Adelope; éducation: l'israfenoni-colonel Amadu Ali; travaux publies: capitaine Oujemi Orumide; santé: colonel Dan Suleman; industrie: colonel M.I. Washishi; agri-culture: M. B.O.W. Mapent; communications: M. S.O. Williams; coopératives et ravitaillement: M. Afose-Adeogun; logement, développemant urbain et environnement: M. R.A. Adeleye; ressources en eau: M. I.U. Orisiogu; avistion: M. éhusolbu Kasaure: jeunesse et sports: général Oluieum Oluioye; tâches particulières: commandant O. Fingest; défense: général I. Bissala; service civil; général James Oluieye; finances: M. A.E. Ekukumamn; développement économique: M. Umoru Suleiman; affaires intérieures: M. U.W. Shinkaii; mines et électricité: M. Effom Otuekong; commerce: général

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

LIBAN

(1º juliet 1975)

Premier ministre, ministre des finances, de la défense et de l'information : M. Rachid Earamé; ministre de l'intérieur, des P.T.T. et des ressources hydrauliques et électriques : M. Camille Chamoun; justice, prevaux publics, économie et commisus : M. Adel Osseirané : santéagriculture, babitat et coopératives : M. Magid Arsiane; sifiaires étrangères, instruction poblique, plan : M. Philippé Tulcia; travail, tourisme, industrie et pétrole : M. Ghassan Tueni.

NIGERIA

important des samurais, couche modeste mais décisive qui concourra si activement à la fois à la moder-

Mohammed Shuwa: transports: heutenant-colonel Yar Ardua; information:
general I.B.D. Haruna.
Ce gouvernement est placé sous la
direction du Consell militaire supérieur
es et présidé par le général Murialo Ramat
mun;
Hunammed.

PORTUGAL
Gouvernement provisoire
(8 août 1975)
Premier ministre profésil Marco Con-

La propagande culturelle au service des affaires

LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION ET DOMINATION MONDIALE

L'uno des principales pierres d'ochoppement dans l'interminable préparation da la conforence sur la paix et la sécurité en Europe fut la question de la libre circulation de l'information, théorie selon lequolle nulle barrière ne devrait empêcher la propagation des nouvelles of des idées entro les nations. Cetto doctrino, qui s'est imposóo d'abord oux Etats-Unis, domine depuis un quart do siècle toute roflexion internationale our les communications et les relations culturelles. So gonèse et son extension ont pratiquement coîncide avec la brèvo et tumultueuse périodo do l'hêgémonie — désormais celante — des Etats-Uuis dans lo monde. « A posteriori », le coıncidence n'apparaıt nullement fortuite : la politique du libro-echange des informations fut l'une des conditions préalables à l'expansion impérialiste.

-ERS la fin de la seconde guerre mondiale, l'attention des plus hantes sphères dirigeantes aux tats-Unis se concentrait déjà sur l'ére nouvelle qui allait commencer. Dès 1943, il était clair que les Etats-Unis sortiraient du conflit sans grands dommages physiques et en position dominante sur le plan économique.

Les partisans les plus explicites de ce qui semblait devoir être le siècle de l'Amérique triomphante évoqualent un monde débarrassé de ses chaînes coloniales et généralement accessible aux initiatives de l'entreprise privée. Celle-ci serait nécessairement dominée par les Etats-Unis : les avantages accumulés — ils étaient loin d'être tous lies à la guerre — permettraient iné-vitablement au business américain de prospèrer et de s'étendre jusqu'aux limites les plus reculées du système capitaliste mondial.

La poussée mondiale des entreprises américaines était de nature écono-mique, mais on se recdit très vite compte de l'utilité de la composante culturelle dans cette expansion. La rapide progression internationale du capitalisme américain, déjà remarquable dès le débnt des années 40, se vit légitimée en tant qu'expression de la liberté croissante dans l'arène internationale : liberté du capital, des ressources et des circults de l'Informa-

C'était le moment ou jamais de vanter les vertus de la libre circulation de l'information et des ressources. Les déprédations de l'occupation nazie avaient traumatisé l'Europe et une bonne partie du reste du monde. La ilberté d'information et la liberté de circulation étalent des aspirations for-tement ressentles et tout à fait légi-times des peuples et des nations sous

le joug.
John Knight, propriétaire d'une importante chaîne de journaux aux Etat-Unis, et qui fut, en 1946, président de la Société américaine des

directeurs de journaux, se fit l'inter-prète d'une réflexion répandue à l'époque — mais peu probante — lors-qu'il déclara : « Si les forces nazies et jascistes en Allemagne et en Italie ne s'étaient pas emparées de la presse et de tous les moyens de communi-cation et ne les avaient pas dominés dès le début, la croissance des dicta-tures empoisonnées aurait sans doute été évitée et l'endoctrinement de la pensée nationale dans le sens de la pensée nationale dans le sens de la haine et de la méfiance aurait été impossible (1). »

haine et de la méfiance aurait été impossible (1). "
On ne se contentait pas d'opposer la libre circulation de l'information aux procédés fascistes, on l'associait aussi aux espoirs de paix partagés par tous les peuples qui avaient souffert de la guerre, Palmer Hoyt, autre directeur de presse américain influent, déclarait, quelques mois après la fin de la guerre : « Je suis in t i m e m en t convaincu que le monde ne peut supporter une autre guerre. Mais je crois tout aussi intimement que le monde se dirige vers cette guerre et vers so destruction si on ne prend pas immédiatement des mesures pour assurer au moins le début de la liberté de l'information — sur le modèle américain — entre les peuples de la terre. Une civilisation qui n'est pas informée ne peut être libre, et un monde qui n'est pas libre ne peut subsister [2], "

Les p ar t l sa n's américains d'un échange plus 1 l'bre d'informations tiraient parti à fond des expériences et des émotions des peuples des continents ravagés par la guerre, et qui

et des émotions des peuples des conti-nents ravagés par la guerre, et qui venalent d'être libérés du fascisme. Mais, par le blats de la rhétorique de la liberté, de puissantes forces éco-nomiques suivaient une habile stratègie sémontique et nolitleur sémantique et politique. Au cours des premières décennies de

ce siècle, d'importants secteurs de l'in-dustrie américaine avaient déjà commence à protester impatlemment en se voyant exclus de vastes régions investies par les empires britannique et français encore vigoureux.

Premières offensives contre les cartels européens

T E rôle décisif joue par le reseau britannique mondial de communi-cations (contrôle matériel du réseau de câbles transocéaniques et organisa-tion administrative et concrète de l'information proprement dite) assu-ralt la cohésion du système et le maintlen de ses avantages tout en l'isolant de l'extérieur : ce rôle décisif n'avait pas échappé à l'attention des Etats-Unis, qui allaient diriger leur offensive

L'objectif fondamental était clair. Pendant des années, Kent Cooper, directeur exécutif d'Associated Press, avait cherché à desserrer l'emprise des cartels européens de l'information, de Reuter surtout, et de Havas et Wolff. Dans son livre Barriers Down (a Abat-tre les barrières *) (3), Cooper décrivait la répartition territoriale mondiale des cartels et les limites que celle-ci imposalt aux activités d'Associated Press. Dès 1941, écrivait-il, « la direction se demandatt si Associated Press ne devrait pas faire un effort pour briser le contrôle qu'avait l'agence fran-caise Havas sur le vaste continent sudaméricain » et de rappeler que o l'em-prise tenace qu'avait sur le monde un système de répartition territoriale de la dissemination des informations datant

 $\mathbf{P}^{:}$

1011

100

n :"u

3000 5

d es e

ನೀತದ ಜ

men: P=:... du dir-neuvième siècle était soulianée chaque année dans les discussions qu'avait à ce sujet le Conseil de direction de l'agence jusqu'en 1934 ». Le procès fait par Cooper aux vieux

cartels ne manque pas de piquant aujourd'hui, alors que les agences de presse américalnes dominent largement les réseaux mondiaux d'information.
« En empéchant Associated Press de répandre ses informations à l'étranger, Reuter et Havas atteignaient trois objectifs: 1) üs éliminaient la concurrence d'A.P.; 2) ils étalent libres de présenter les nouvelles américaines en termes peu statteurs aux Etats-Unis, quand ils ne s'abstenaient pas comple-tement d'en fournir; 3) ils pouvaient présenter les informations en prove-nonce de leurs propres pays en termes plus favorables et sans être contredits. Leurs pays étaient toujours glorifies. Ils parvenaient à leurs fins en rapportant d'importants progrès des civill-sations anglaise et française, dont les avantages seraient ensuite, bien sur, octrovés au reste du monde. »

Coper reconnaissait également la domination britannique sur les càbles transocéaniques. « Le câble transportait instantanément l'Anstralie, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine, le

Canada et tont le reste du monde britannique au cœur de Londres sur la Tamise... La Grande-Bretagne, fort en avance sur toutes les autres nations, se concentrait sur l'industrie du câble. se concentrait sur l'industrie du cable. D'abord, le câble assurait la cohesion de son empire, ensuile, il englobait aussi d'autres nations; enfin, conformément aux pratiques victoriennes, les nouvelles qui passaient dans ce vaste réseau de câbles rehaussaient le prestige de la cause britannique [»

coper n'était pas le seul à percevoir ces avantages. James Lawrence Fly, président de la commission fédérale des communications pendant la seconde guerre mondiale, attirait également l'attention sur ce sujet : « Parmi les contraintes ortificielles imposées an libre développement du

Por HERBERT I. SCHILLER *

commerce à travers le monde, écrivait-il, aucune n'est plus irritante ni moins II, aucune n'est plus irritante ni moins justifiable que le contrôle par un pays des Installations de communication accordant des services particuliers et des taux préférentiels à ses prapres ressortissants... La Grande-Bretagne possède la majeure partie des câbles du monde et on est en droit d'affirmer que ce contrôle et les multiples relaque ce contrôle et les multiples rela-tions contractuelles qui l'accompagnent tions contractueues qui l'accompagnent font que ce pays domine la transmis-sion par câble au niveau mondial (41.3 La leçon ne fut pas oubliée, on le verra deux décennles plus tard, quand les compagnies américaines furent les premières, avec d'énormes subsides gouvernemetaux, à développer les communications par satellités, qu'elles

communications par satellites, qu'elles eurent tôt fait de monopoliser, D'autres groupes se rendaient compte des avantages que procure le contrôle

mondial des communications pour l'acquisition de marchès commerciaux et de débouchés d'exportation dans le monde. Business Week écrivait : « Washington reconnaît l'importance, e Washington reconnaît l'importance, dans l'après-guerre, d'une plus grande liberté des communications pour stimuler les échanges de biens et d'idées. A un niveau moins élevé, cela signifie que les responsables fédéraux s'efforcent de desserrer l'emprise traditionnelle qu'assurait aux Britanniques leur système de câbles, qu'ils ont encore renforcé par la saisie de propriété allemandes... En iemps de paix, le coût réduit des messages revigorera notre commerce, soutiendra notre propagande, encouragera les affaires dans tous les domaines. »

propagande, encouragera les affaires dans tous les domaines. *

L'hebdomadaire résumait le point de vue des milieux d'affaires en reprenant — en l'approuvant — un commentaire dité par l'Evening Standard de Londres : le contrôle des communications « donne le pouvoir de contrôler le commerce mondial et (...) de facilier les activités qui sont dans l'intérêt de ceux qui exercent ce contrôle (5) ». Blen entendu, les Britanniques n'ignoraient pas les visées américaines dans ce domaine. Fin 1944, l'Economist répliqualt avec acrimonie à la campagne d'une ampleur croissante menée par Kent Cooper en faveur de la libre

pagne d'une ampleur croissante menée par Kent Cooper en faveur de la libre circulation de l'information : les « énormes ressources financières des agences américaines leur permetiraient de dominer le monde. (...) (Cooper), comme la plupart des hommes d'affaires, connaît une certaine jubilation morale en s'apercepant que son idée de la liberté coficide apre est intérêts. de la liberté coincide avec ses intérêts commerciaux. (...) La démocratie ne signifie pas nécessairement qu'il faille faire du monde l'arène d'A.P. 161 ». Non plus, oublisit de signaler l'Economist, qu'il faille y maintenir le contrôle de Renter et de British Cables...

Au nom d'une éthique internationale

Le sous-secrétaire d'Etat William Benton fut chargé de formuler et d'expliquer la politique americaine relative aux communications dans l'immédiat après-suerre. Au cours d'une émission du département d'Etat en janvier 1946, Benton, qui devait devenir par la suite sénateur et président de l'Encyclopedia Britannica, définissait ainsi la position gouvernementale en matière de liberté des communications : « Le département d'Etat projetie de faire tout ce qui est en son pouvoir dans le donaine politique ou diplomatique pour contribuer tique ou diplomatique pour contribuer à briser les barrières artificielles qui s'opposent à l'expansion des agences de presse américaines privées, des magd-zines, des films et des autres moyens La liberté de la presse — et la liberté de l'échange de l'information en général — foit partie intégrante de notre politique étrangère 17). »

Les aspects économiques de la poll-tique de libre circulation de l'information n'étaient nullement tenus secrets, blen que les médias ne se soient jamais appesantis sur le caractère intéressé de leurs grands principes, qui étalent, eux, par contre, souvent réitérés. Une remarquable campagne politique fut organisée par les grandes associations de presse et les principales chaines de journaux, avec le soutien de l'in-dustrie en général, pour élever la question de la libre circulation de l'information au niveau d'un principe national et international. Oeux objectifs majeurs étaient visés et atteints : conduire l'opinion publique à soutenir un objectif commercial exprime comme on impératif moral : disposer d'une arme idéologique très efficace contre l'Union soviétique et les pays voisins, nouvellement rassemblés en une zone d'influence anticapitaliste. Il était évident que l'axiome fon-damental de la libre entreprise (l'ac-

Professeur à l'université de Californie

cès au capital commande l'accès à la ces au capital commande l'acces a la dissémination du message) serait into-lérable pour des sociétés qui avaient éliminé la propriété privée des moyens de production essentiels, notamment les installations llées aux communica-tions. La théorie de la libre circulation de l'information fournissait donc aux responsables de la politique américaine un missant argument entimes leur. un puissant argument culturel leur permettant de susciter des doutes permettant de susciter des contes quant à une autre forme d'organi-sation sociale. Cela contribua à affai-blir l'intérêt populaire considérable qui existait à la fin de la guerre en Europe et en Asie pour les diverses formes de socialisme.

Si l'on considére la naissance et la roissance accélérée de la doctrine de la libre circulation, on est fondé à penser qu'elle a été soigneusement préparée et lancée dans la période critique immédiatement antérieure et immédiatement postérieure à la fin de la seconde guerre mondiale. Ceux qui font de 1948 le point de départ qui iont de 1993 is point de depart de la période de « guerre froide » ne tiennent pas compte de la période antérieure, qui vit les préparatifs aux Etats-Unis de l'offensive générale du capitalisme américain dans le monde. C'est aussi à cette époque que la ques-tion de la libre circulation de l'infor-mation est devenue primordiale. mation est devenue primordiale.

Comme nous l'avons noté, les milieux d'affaires américains et leurs repré-sentants politiques ne tardèrent pas à comprendre l'importance croissante et le bénéfice potentiel qu'offrait cette doctrine à l'entreprise privée qui s'efforçait d'ouvrir les anciens empires coloniaux au commerce et aux invescoloniaux au commerce et aux inves-tissements américains. Bien qu'elles flussent conscientes des intentions. américaines, la plupart du temps, les économies de marché de l'Europe occi-dentale acceptaient la légitimité de cette doctrine parce que leur inquié-tude de voir s'étendre l'influence soviétique en Europe était plus forte que leur opposition à la pénétration commerciale dominante des États-

Unis. Bien avant la fin de la guerre, les Bien avant la fin de la guerre, les milieux d'affaires américains avaient intégré la question de la libre circulation de l'information à un programme politique formel En juin 1944, les directeurs de la puissante société américaine des directeurs de journaux adoptèrent des résolutions pressant les deux principaux partis politiques de soutenir « la liberté mondiale de l'information et sa propagation sans restriction dans l'ensemble du monde (8) ». Dans les deux mois qui suivirent, démocrates et républicains monde (8) ». Dans les deux mois qui suivirent, démocrates et républicains inscrivaient la question dans leur programme. Les premiers proclamaient : « Nous croyons que, sans perte de souveraineté, le déveleppement et la paix durable dans le monde sont à portée de main pour l'humanité. Ils viendront avec l'accroissement de ces libertés parmi les peuples du monde et avec le plus libre échange entre eux des idées et des biens. » De leur côté, les républicains déclaraient : « Tous les canaux d'information doivent rester ouverts et l'accès à l'information doivent rester ouverts et l'accès à l'information à la source doit être égal pour tous. Aboutir à un accord avec les pays étrangers pour l'adoption des mêmes principes représenterait une contribution appréciable à la paix future (91. » future (9). »

En septembre 1944, les deux Cham-En septembre 1944, les deux Chambres du Congrès adoptaient une résolution du même ordre qui sulvait fidèlement les recommandations des responsables de la presse. Le Congrès exprimait sa croyance « au drott mondial à l'information par les agences qui recueillent et font circuler les nouvelles, que ce soit individuellement ou en association, par tous les moyens, sans discrimination en ce qui concerne les sources, la distribution. concerne les sources, la distribution, les tarifs ou les charges; ca droit devrait être protègé par un accord international (10) ».

devrait être protêgé par un accord international (10) ».

Ayant n' b' enn l'approbation du Congrès quant à leurs objectifs, les responsables de la Société américaine des directeurs de journaux déclarérent, lors de leur réunion de novembre 1944, que « la plupart des Américains et de leurs journaux soutiendront la politique gouvernementale (...) et l'action en vue d'étiminer toutes les barrières politiques, juridiques et économiques qui gênent les moyens d'information, et il serait bon que notre youvernement le fit expressément savoir aux autres nations (11) ». Le groupe constatait avec satisfaction que le nouveau secrétaire d'Etat, Edward Stettinius, avait annoncé que « les Etats-Unis prévoient d'avoir des entretiens exploratoires dvec d'autres nations au sujet des accords internationaux garantissant qu'il n'y auru pas de barrières dans les échanges d'information entre les nations (12) ».

En même temps, la Bociété, conjoin-En même temps, la Bociété, conjoin-

(1) John S. Knight,

← World Freedom of Information a. Philadelphie, Paousylvanie, 16 avril 1946.

(2) Palmer Hoyt, a Last Chance », discours prococcé devant la Chambre de commerce de Jackson County, Medford, Oregon, 18 septembre 1945. In Vital Specches, vol. XII, pp. 60-62. 13) Keot Cooper, Barriers Down, Parrar and Rinehart, Inc., New-York, 1942. (4) James Lawrence Fly. & A Free Flow of News Must Link the Neticos », Free World, vol. VIII, acût 1944, p. 168.
15) Business Week, volume 67. 4 acût 1945, pp. 32, 34 et 41.
(6) Newsweek. & Charter for a Free Press », 11 décembre 1944, p. 82. Reprend lo citation de l'Economist. 17) Department of State Bulletin, vol. RIV, 3 février 1946, p. 160.

181 John S. Knight, op. cit., pp. 473-473. (9) Kirk H. Porter et Dooald Bruce Johnson, National Party Platforms 1840-1964, University of Illinois Press, Urbana et Londres, 1966, pp. 404 et 413. 10] 90th Congressional Record, 8044:58 Stat. (Pt. 2] 1118. (11) The New York Times, 29 covembre 1944. 12) Editor and Publisher, 2 décembre 1944, p. 7.

4-24 February -

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

Fondée en 1899, de réputation Internationale. cette Ecole vous apporte la sécurité pour l'Instruction et l'éducation de vos fils.

ÉCOLE PASCAL

à PARIS, 33, bd Lannes 75116. - Tél. : 504-14-23 AUTOBUS - METRO:

Porte Dauphine ou Pompe

S.N.C.F.: Thanon AEROPORT : Genève

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du jardin d'enfants **GUX BACCALAUREATS**

Sports et plein gir on bois de Boulogne. Laborataire. Week-ends arqunisés. à MORZINE (Haute-Savoie) 74110. - Tál : 187

Du jordin d'enfants à la classe de Traisième (B.E.P.C.)

> Sports l'été - Ski l'hiver. Vie saine à la montagne. Surveillance médicale.

Dans les revues...

MONDES poblio la suite d'une étude sur lo Portugal, signée de deux étolles lanonymat ou grado?). C'est nos anelyse du MFA. L'outeur rappelle que les animateurs de la révolution sont... des militeires. Ce qui expliquerait à la fois leur décision ot leurs indécisions; uno certains lette terres maleda le restitute. Il décision ot leurs indécisions; uno cer-taine idée trop simple de la politiquo. Il rappelle aussi que la dictature renversée par ces militaires avait été instituée par des militaires. Pour lui, ce sont toujours les mêmes militaires. A leurs yeux, c'est les dictature qui avait changé : de ga-rante do l'ordre, elle était devenue fac-teur de désordre. (Août 1975, mensuel, 10 F. - 15, rue do l'Université, 75007 Paris.)

CONTREPNINT ine 18, 19751 consacontact first in 18. 18/11 contacte tout soc a fronton of a la situation on Italia: « erise spécifique »; « méridiocelisation »; pouvoir, coz dans le pouvoir mais dans l'opposition, etc. 1Trimestriel, 25 F. - 1, rue do Meli, 75002

El Og trouvera dans L'APPEL (o° 18] l'exposé des idées sur l'armée, par le gé-oéral François Binnche, qui à valu à ceini-el sa mise à la retraite. (Juliet-août 1975, dix numéros par an. 8 F. - 89, rue de L'Us Brits.)

El Le projet soviétique de sécurité col-lective en Asio et l'accuoil qui lui est réserré dans les Etats de la région font l'objet d'une étude de Guy Réau dans la revue DEFENSE NATIONALE (Aoûtseptembre 1975, mensuel, 10 F. - 1, place Joffre, 75007 Paris.)

D LES CHAMMUNISTES ITALIENS
(nº 2-3), bullotin do P.C.I. pour l'étranger, donno le texte complet du rapport
d'Erlingo Berlinguer ao XIVº comprés
national du parti, avec l'intervention do
Luigi Longo et les principales conclusions du congrés. (Mars-mai 1975, bimestriel en français, espagnol et anglais. Via delle Botteghe Oscure, 4, Rome.)

B AFFARI ESTERI (nº 27, 7º année).

publié sous l'égide de l'Association (tallenne pour les études de politique extérieure, ouvre ses colonces à Francesco Gozzano, chef da service étrangar d'Avanti 1, qui commente in « difficile gestation » de la conférence communiste européanne. (Juillet 1975, trimestriel, 2580 lires. - 24 via Monte Zhebo, 60195 Rome.)

DOCUMENTS. REVUE DES QUES-TIONS ALLEMANDES public un ouméro spécial (2/3, 1975) sur le terrorieme en Allemagne et ouvre lo dossier do l'anar-chie. (Trimestriel 12 F. - 50, rue de La-

di Dans ETHIOPIQUES (00 3), L.S. Senghor (traité. en historien, eo écrivain et en homme d'Etat, de la politique culturelle d'Anguste, notamment en Afrique. Claude Estier définit la position des socialistes français à l'égard de l'Afrique. (Trimestriel, 25 F. - 10, ruo Thiers, B.P., 250, flaker.)

E La couveils revue, ENVIRONNEMENT AFRICAIN, spécialise son second cuméro sur lo questico de la sécherasse : consé-quences, famine, « désertification », etc. E Le « dossier du mois » de lo RÉVUE FR ANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES

AFRICAINES (no 115) est consacré à la Somalle. Ph. Decraene y expose les « spécificités » somallennes. (Menuel, 32, rue de l'Echiquier, Paris, 75810.) Esudes et documents. (Trimestriel, le nnméro : 300 F C.F.A. - IDEF, B.P. 337, nakar.)

IS CINEMA POLITIQUE (no 2) dresse un blian du « cinéma militant dopuis mai 68 », une réfiexion sur « la modo rétro » et des flènes d'analyse our trois nouveaux films sur le Largac. (Trimestriel, 5 F - 11, rue Sammier, 75003 Paris.) ED Dans FEUILLE FOUDRE (no 3/4).

Une considération sur e la vraie et lausse avant-garde an théâtre »; une étude sur le nouveau cinéma français et des critiques de « Rafr Kassem » et de « l'eacemi principal ». (Juin-juillet 1975, trimestriel, 250 F. - B.P. 16, 94200 Ivry-sur-

El Qualques-unes des plus pertinentes communications faites durant lo colleque sur le nouveau cinéma à Montréal en juin 1874 sont puliées par les Cahirres DES RENCONTRES INTERNATIONALES POUR UN NOUVEAU CINÉMA (us 3). Co y lita, en particulier : « Derrières le jou d'ombres do l'écran », par Thomas Guback, « le Cinéma et la prise do pouvoir », par J.-G. Espinosa, « le Troisième cinéma aujourd'hui », par Fernandé E. Solanas, et a le Rôle du cinéaste africain », par Med Hondo. Textes fondamentaux pour mieux parvenir à comprendre la nécesté d'un cinéma libéré des modèles bollywodiens. (Julijet-août 1975. – 369, rue McGill, CH 212 – Montréal H 2 Y 2 E 8, Québec, Canada, 361,3461.) @ Quelques-unes des plus pertinentes

DEBAT SUR LA D Jan Demois

. . . .

. .

. . . .

' as item

(-1,2,7,2,1,3)

 $\sqrt{1+\frac{1}{2}}$

en de la companya de

 $^{2}(\cdot;\mathbb{C})=\mathbb{Q}_{\overline{\mathbb{Q}}}^{2}(\cdot)$

31 775 Van

er diggest dig

وبرهمات

tement à A.P. et à U.P.I. (United Press International), annonçait qu'une délégation allait se rendre dans divers pays pour « upporter personnellement le message d'une presse libre internationale dans toutes les capitales amies du monde (131 n. Au printemps de 1945, alors que la guerre se poursuivait, la délégation fit quelque 70 000 kilomètres antour du monde, se rendant dans vingt et une grandes villes et dans onze pays alliés ou neutres, en bénéficiant d'une « priorité sur les avions de transport muitatres accordée par le département da la guerre (14) ».

Tandis que ce groupe privé de repré-

Tandis que ce groupe privé de représentants de la presse américaine poursuivait son périple, les dirigeants d'Associated Press « mettaient un fonds d'un multon de dollars par an à la disposition du directeur, Kent Cooper, pour faire d'A.P. une institution mondiale (15) ».

En fait alors que la guerre se ter-minait, les préparatifs pour lancer la doctrine de la libre circulation de l'information passaient du niveau national au niveau international.

national au niveau international

La conférence interamericaine sur
les problèmes de la guerre et de la
paix, qui se réunit en février 1945 à
Mexico, fut une des premières tribunes
internationales pour l'expression de la
doctrine. L'Amérique latine, considérée
depuis plus d'un siècle comme une
zone d'intérêt primordial pour les
Etats-Unis, était toute désignée pour
un galop d'essai. La conférence adopta
une résolution vigoureuse sur le «libre
accès à l'information », qui était « en
grande partie fondée sur une proposition des Etats-Unis (18) e. L'attention se tourna ensuite vers le reste
du monde. Les structures internationales de maintien de la paix étaient

La contribution des Nations unies

DANS une telle atmosphère, il n'était guère surprenant que les Nations unies prennent à leur compte la doctrine de la libre circulation, fournissant ainsi un exempla révélateur de la façon dont le mécanisme de l'organisation internationale pouvait être mis à la disposition de l'Etat membre le plus puissant. Cela vaudrait aussi, bien sur, pour l'UNESCO.

les premières propositions pour la création de l'UNESCO, qui furent préparées par un groupe d'experts américains et revues par le département d'Etat, mettaient en avant la libre circulation de l'information en tant qu'objectif de l'UNESCO.

Des le début, sous l'impulsion de la délégation américaine, l'organisation en fit une de ses principales préocup-pations. Dans son compte rendu de la première session de la conférence générale de l'UNESCO, qui se tint à Paris en novembre et décembre 1946, Paris en novembre et décembre 1946, la délégation des États-Unis rapporte qu'elle avait proposé à la sous-commission sur les communications de masse que « l'UNESCO coopère avec la sous-commission sur la liberté de l'information de la commission des droits de l'homme dans la préparation du rapport des Nations unies sur les obstacles s'opposant à la libre circulation de l'information et des idées... (17) ». De fait, une section fut créée sur ce sujet au sein de la division des communicaau sein de la division des communica-tions de masse de l'UNESCO.

Aux Nations unies, des initiatives similaires eurent lieu dès la création de l'Organisation. Le Conseil économique et social de l'ONU établit la commission des droits de l'amme en commission des droits de l'homme en février 1946 et la charge de crèer une sous-commission sur la liberté de l'information et sur la presse en juin 1945 (18). Auparavant, la délégation du Commonwealth des Philippines avait adressé à la commission préparatoire des Nations unies, pour qu'il soit soumis dans la première partie de la première partier de la première session de l'Assemblée. ne la première session de l'Assemblée générale, un projet de résolution en faveur d'une conférence internationale sur la presse visant à « assurer l'éta-

mises en place, et les Etats-Unis s'assurèrent que les Nations unies et l'UNESCO, notamment, metraient l'accent sur cette question.

C'est dans le contexte économique international d'il y a trente ans qu'on peut le mieux comprendre comment les Nations unies et les organismes affiliés devinrent des instruments de la politique américaine et d'utiles tribunes pour la propagation de la doctrine de la libre circulation de l'information. Aujourd'hul les Etats-Unis se retrouvent souvent en minorité dans les votes aux Nations unies (dans certains cas, par exemple celui des émissions directes par satel·lites, ils sont presque complètement isolés). Dans les années 40, il n'en adlait pas de même.

Cinquante pays étaient représentés aux premières réunions des Nations unies en 1945, solt à peina plus du tiers du nombre actuel de participants (cent trente-huit). Sur ces cinquante, les deux cinquièmes étaient des pays latino-américains, à l'époque presque entièrement soumis aux pressions nord-américaines. Les Etats membres d'Europe de l'Ouest étaient exangues sur le plan économique, politiquement instables, et dépendalent fortement de l'assistance économique pois tiquement instables, et dépendalent fortement de l'assistance économique prèsents étaient, à peu d'exceptions près, soumis de fait au système impérialiste occidental. En résumé, les Nations unies en 1945-1948, loin d'être un organisme universel, et encore moins indépendant, se distinguaient par une « majorité automatique » qui était invoquée chaque fols que ses principaux bailleurs de fonds et ses membres économiquement les plus puissants désiraient l'utiliser.

blissement, l'activité et la circulation d'une presse libre dans le monde entier (19) ».

Sans vouloir blesser des susceptibilités nationales, il est impossible d'imaginer que l'initiative philippine ait précédé la première Assemblée générale des Nations unies sans le soutien, sinon l'encouragement d'irect des sinon l'encouragement d'Irect, des Etats-Unis. Les Philippines étalent depuis la fin du dix-neuvième siècle, et le restaient assurément en 1946, une dépendance des Etats-Unis.

Un nouveau projet de résolution fut présenté par la délégation philippine à l'Assemblée générale au cours de la seconde partie de sa première session (mi-octobre à décembre 1946). Elle proposait que la conférence internationale soit élargie à d'autres moyens d'information tels que la resio et le d'information tels que la radio et le cinéma. Le 14 décembre 1946, l'Assemcinéma. Le 14 décembre 1946, l'Assemblée générale adoptait la résolution 59 (1), qui déclarait que : a La liberté d'information est un droit humain joudamental et la pierre de touche de toutes les libertés à la défense desquelles les Nations unies sont atlachées n ; cette liberté a implique le droit de rassembler, de transmettre et de sublier des nouvelles mettre et de publier des nouvelles partout et n'importe où sans en-trave (20). n L'Assemblée votait aussi une résolotion autorisant la tenue d'une conférence de tous les membres des Nations unies sur la liberté de l'information.

Celle-ci se tint du 25 mars au 21 avril 1948, à Genève, On y assista à la polarisation idéologique internationale que les dirigeants amèricains en attendaient. William Benton, qui en dtiendalent. William Benton, qui dirigealt la délégation des Etats-Unis, expliquait: « Notre conférence à Genève, comme il fellait s'y ditendre, est très divisée (...). Les gens libres sont ainsi face à face avec ceux que leur idéologie entraîne à la destruction de la liberté. » « Mais, poursuivait Benson, nous ne sommes pas à Genève pour jaire de la propagande. Nous y sommes pour faire tout ce que nous pouvons pour réduire les obstacles à l'échange de l'information entre les hommes et les nations. > Toutefois, parmi les principaux nojectifs de la délégation américaine, toujours selou Benton. Ilgurait celui, guere compatible avec sa préteution à l'objectivité, « d'obtenir un accord sur l'établissement d'une structure permanente nux Nations unies qui maintiendra l'intiention mondiale fixée sur la question vitale de la liberté d'expression ou sein des nations et entre elles (211 ».

L'octe ilnal de la conference, reprenant pour l'essentiel les vues des États-Unis sur la « libre circulation », fut adopté par treute voix contre une fut adopté par treute voix contre une (celle de la Pologne) et cinq absten-tions (Biélorussie, Tchécoslovaquie, Ukraine, U.R.S.S. et Ynugoslavie).

Ukrame, Uk.S.S. et Ynugosiaviel.

Aux yeux des observateurs américa in s. lo conférence représentalt u dans l'ensemble (...) une victoire des objectifs iméricains, (...) Sur quintante-cinq propositions substinitelles. la délégation (des Etats-Unis) a voié contre una seule et s'ast abstenue contre trois seulement, soutenant ainsi quarante et une décisions de la conférence (22) ». ainsi quarante et une décisions de la conférence (22) ».

D'autres voyalent les choses différemment. L'Economist, par exemple, qui approtivait pouriant dans l'ensemble les travaux de la conférence, notait que « la plupart des délégations ont eu l'impression que les Americains voulaient obtenir pour laurs agences de presse cette liberté genérale du marché pour le plus efficace, qui fait l'objet de toutes les initiatives de leur politique commerciale; qu'ils considèrent la liberté de l'information comme une extention de la charte de l'organisation du commerce international plutôt que comme merce international ptutot que comme merce international plutôt que comme un sujet à part, important en soi. Et l'opposition insistante qu'ils ont mise à contrer les efforts des Chinois et des Indiens cherchant à protéger leurs toutes nouvelles agences de presse nationales a confirmé cette impres-sion (73) »

nationales a confirmé cette impression (23) s.

Ce jugement reflétait la persistance de l'attitude ambivalente des allées ouest-européens des Etats-Unis quant à la question de la libre circulation de l'information. Bien qu'elles se rendissent compte de la menace commerciale que cette doctrine faisait peser sur leurs propres industries des communications, face à la puissance des médias amèricains, les économies de marché occidentales, et la Grande-Bretagne en particulier, n'en conti-Bretagne en particulier, n'en conti-nualent pas moins de défendre le principe, dans le but d'embarrasser le camp soviétique et de le mettre sur

la défensive sur le plan idéologique. Sur ce point, la position occidentale unique en faveur de la défense de la propriété privée des moyens d'infor-mation l'emporta sur les dissensions internes du monde occidental quant au contrôle de ces moyens. Si les efforts en vue d'obtenir un large soutien international à la

SI les efforts en vue d'obtenir un large sout i en international à la conception de la libre circulation n'eurent pas tous les résultats escomptés, un allait assister à la réalisation concrète de la doctrine au cours des vingt années qui suivirent la conférence de 1948 sur la liberté d'information. La nouveile technologie de l'information (cerveaux électroniques, satellites spatiaux, télévision), jointe à la puissante expansion des soclétés privèes, contribua à placer les Etats-Unis au centre de l'econome mondiale. Sans tambour ni trompette, les produits des médias privès américains et les réseaux d'information des Etats-Unis se répandirent sur le globe. Il s'agissait surtout des films, de plus en plus sonvent produits hors des Etats-Unis, de l'exportation des programmes de télévision commarciale, des journaux et des magazines nord-américains. Render's Digest, Time, Neursweek. Playboy et les productions Walt Disney attelgnaient des millions de lecteurs et de spectatents hors des Etats-Unis. En outre, les éditions étrangères disparurent au profit de grosses entreprises américaines « de loisir ». Parailèlement à cette pénétration plus ou moins conventionnelle, on vit apparaître diverses autres activités liées à l'Information à mesure que le capital privé américain s'imposait sur la planète. La plus importante peut-être fut l'expansion des sondages d'opinion publique et des enquêtes aoprès des consommateurs, entreprises désormais au niveau mondial et souvent sous les auspices de compagnies de recherche américaines. les auspices de compagnies de recher-che américaines.

En granda partie par réaction contre le flot des matériaux culturels américains et l'usurpation des systèmes d'information nationaux poor les besoins de leur propagation, un changement de mentalité devint perceptible dans la communauté internationale à la fin des années 60 et au début des années 70. On fait désormais de fréquentes références à la souveraineté culturelle, à l'identité et à l'autonomie quentes references à la souverainéte culturelle, à l'identité et à l'autonomie culturelle, en même temps qu'on recon-nait la possibilité d'un impérialisme culturel,

Une autre conception de la liberté

L ES changements intervenus dans la communauté internationale elle-meme sont sans doute un autre facteur qui a contribué à attirer l'attention sur les conséquences de la libre circulation de l'information. Depuis 1945, quatre-vingt-cinq nouvelles entités nationales ont pris leur place dans le concert des nations; la plupart d'entre elles en sont au tout débot de leur dévalement accuentions. développement économique, et enten-dent avant tout sauverarder leur souveraineté nationale et culturelle. LA aussi, les résultats de deux décen-nies de libre circulation de l'infor-mation ne sont pas passés inaperçus. Il est difficile en fait d'échapper à la mondialisation des trates entres des la conamericalisation des styles culturels américalis colportés par les films, les programmes de télévision, les disques pop et les magazines. Ce qui falsalt dire au premier ministre de la Guyana: «Une nation dont les moyens d'information sont dominés par l'étranger n'est pas une nation (144). l'étranger n'est pas une nation (24). »

Les déclarations de Robert D. Leigh, responsable du personnel de la com-mission Hutchins de 1948 sur la liberté de la presse, gardent aujourd'hui, un quart de siècle plus tard, toute leur valeur prophétique : « A l'heure actuelle, et surtout à travers les frontières nationales, la joi en un citopen du monde connaissont tout et s'abreuvant d'un flat complet de mate de vant d'un flot complet de mots et

d'images est une simplification abusive du fonctionnement et des effets des communications de masse, (...) « Abattre les barrières » n'est pas un a Adatire les barrières » n'est pas un slogan suffisant dans le domaine international. L'accent passe de la libre expression individuelle en tant que droit au besoin fondamental de tous les citoyens à avoir un accès régulier à la diversité existante d'idées, d'opinions, de points de vue et d'arguments relatife aux affaires sublimes. Co n'est processiones et le contraint de la commentation de la libre expression d nions, de points de vue et d'arguments relatifs aux affaires publiques. Ce n'est pas une négation de la liberté mais au contraire son association à la responsabilité effective qui assure que la liberté sert la rérilé et la comprélension. Le concept de responsabilité, si on le pousse à sa conclusion logique, peut même impliquer la définition d'un type manifestement nuisible de communication publique qui tombe en dehors de la protection de la liberté elle-même 125). »

Il y a deux ans, le président Urho Kekkonen, président de la République finlandaise, aboutissait à la même conclusion, rehaussée d'un sentiment d'urgence : « Dans le monde des com-munications, on peut observer à quel point les problèmes de la liberté d'expression à l'intérieur d'un Etat sont identiques à ceur de la commusont identiques à ceux de la commu-nauté mondiale formée par différents Etats. A un niveau international, on trouve les idéaux de libre communi-

cation, mais leur poplication de fuit cation, mais leur application de juit est jaussée en javeur des riches et uux dépens des pauvres. Globalement, le flot d'informations entre Étais — et surtout le matériau utilisé par la télévision — est dans une très targe mesure à sens unique et déséguilibre et ne possède nullement la projondeur et l'ampleur qu'exigent les principes de la liberté d'expression.

La question que pose M. Kekkonen La questinn que pose M. Kekkonen dans sa conclusion peut être considérée comme une récapitulation adéquate de toute l'histoire de la dockrine de la libre circulation de l'information: « Se pourrait-il que les prophétes qui prèchent la communication sans obstacle ne soient pas concernés par l'égalité entre nations, mais se retrouvent du côté du plus fort et du plus riche? (261. »

cette analyse du président finlandais commence à s'imposer en ce qui
concerne toutes les relations internationales et internes, et pas seulement
le domaine des communications.
Quand le pouvoir est distribué de
façon inégale entre individus ou
groupes, au sein d'une nation comme
entre les nations, la liberté d'action
— c'est-à-dire de continuer à faire ce
qui a conduit à ladite situation —
sert à renforcer les forts et à affalblir
les falbles. Cela vaut pour tous les
aspects de la vie moderne, qu'il s'agisse
de race, de sexe, de rapports de travail
ou de relations internationales. Les
libertés, impressionnantes dans la ou de relations mernationales. Les libertes, impressionnantes dans la forme, peuvent donc être oppressives dans leur contenu, quand elles renforcent les lnégalités existantes tout en prétendant donner les mêmes chances à tous. De plus en plus, des chances à tous. De plus en plus, des individus, des groupes at des nations cherchent à limiter ce genre de liberté qui favorise le maintien de l'inégalité. C'est dans cette perspective qu'on comprend le mieux les mesures visant à réglementer la « libre circulation de l'information »,

HERBERT I. SCHILLER.

(13) The New York Times op. cit. 1141 Editor and Publisher, 16 juin 1945, pp. 5 et 64.

(15) Editor and Publisher, 21 avril 1945. 116) Eapport de la dégation des Etats-Unis à la conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et de la paix, México. 21 février-8 mars 1945, Publica-tion du département d'Etat, Conference Series 85, United States Government Prin-ting Office, Washington, 1946, p. 21,

1171 Fremjère session de la conférence générale de l'UNESCO. Paris. 19 novem-bre-10 décembre 1946. Rapport de la dé-iégation des Etais-Unis. U.S. G.P.O., Wasbingtop, 1947, p. 17.

(18) Résolution 2.9 du 21 juin 1946. Conseil économique et social, Official Records, première année, deuxième ses-sion. p. 400. nº S. (19) Yeordook on Humon Rights for 1947, Nations unies, Lake Success, New-York, 1949, p. 439. (201 Ibid.

(211 William Benion, président, déléga-tion des Etats-Unis à la conférence sur la fiberté d'information, allotution pro-noncée devaot l'Anglo-American Press Club de Paris, 7 avril 1948, Deportment of State Bulletin, 18 avril 1948, pp. 518-519. (22) John B. Whitton, e The United Nations Conference on Freedom of Information and the Movement Against International Propaganda », American Journal of International Law, Jany. 1949, p. 76.

(23) The Economist, Londres, 1** maj 1946, p. 701. 124) Intermedia, International Broad-east Institute, Londres, 0° 3, 1973, p. 1. (25) Robert D. Leight, a Freedom of Communication Across National Boundar-ries b. Educational Record, vol. XXIX, octobre 1948, p. 382.

(26) Urbo Kekkonen. « The Free Flow of information: Towards a Reconsideration of National and International Communication Policies », allocution devant le symposium sur la circulation internationale des programmes de lélévision. University of Tampere, Finlande, 21 mai 1973.

LE DÉBAT SUR LA DÉMOCRATIE DANS LA RÉVOLUTION SOCIALISTE -

____ Jean Elleinstein, le "phénomène stalinien" et les limites de l'orthodoxie =

M. directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, M. Jean Elleinstein vient de publier une Histoire du phénomène staliblen [1]. Cet universitaire s'était déjà signalé par une histoire de l'U.R.S.S. dans laquelle il s'ettorcait d'appliquer rigourensement les disciplines de son métier, ce qui, s'agissant d'un tel objet, n'allait pas de sol. Certes, des membres du P.C.F. avaient déjà examiné l'Union autente de l'Archive de l'Arc soviétique sans complaisance, mais ces auteure s'interrograpent, sinon sur leur engagement, du moins sur la politique passée et présente des partis qui se réclament du léninisme. Pour la plupart de leurs camorades, ils étaient en passe de dévenir des « renégats ». Habitoés pendant un demi-siècle à défendre contre l' « ennemi de classe a les conquêtes du premier Etat socialiste du moude, les militants concevaient difficilement que l'expérience acquise à Moscon fât soumise à une eritique publique.

M. Elleinstein a renssi à se débarrasser des idées trop couramment reçues par ses amis, an risque de choquer certains d'entre eux, hieu que son a orthodoxie » ne puisse être mise en doute, I'un bout à l'autre du Phénoméus staunien, u indique qu'en dépit des défauts des crimes que indique qu'en dépit des défauts des crimes que l'historien peut et doit relever, l'U.H.S.s. a, selou lui, bût une société supérieure à toutes les antres. Mais les formes qu'etle a revêtues sont encore loin de l'idéal. Il u peut très grossièrement résumer oinsi son jugement ; la Russie a eu le mérite de tranebir un pas décisif dans l'écolifique de l'humanité en modifiant radieseu le mérite de tranchir un pas décisif dans l'évolution de l'humanité en modifiant radicalement les rapports de production, en abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme. Cepeudant cette révolution s'est opèrée dans un mitteu qui manquait des traditions politiques et de la richesse économique nécessaires pour tirer rapidement le meilleur parti possible de cette mutation. Mais le régima étable en 1917 a en soi les moyens de rectifier ses erreurs.

Chistorien français reprend évidemment à son

les moyens de rectifier ses erreurs.
L'historien français reprend évidenment à son compte le bilan des épurations dressé fadis par les « anticommunistes » mais confirmé par le XX» congrès du P.C. soviétique. Il accepte les données fournées par l'Archipel du Coulag hien qu'il rejette les contusions de Soljénitsyne. Il ne se contente pourtant pas du l'explication donnée à Moscon II y a vingt ans. Les crimes

commis, les déviations constatées, seraient seule-ment l'œuvre de Staline qui aurait imposé le culte de sa personnalité. Comme l'avait fait Togliatti en 1956, u demande — et tente pour sa part — une analyse pins approfondie. Il y eut la dietature de Staline, mais pourquoi et com-ment le despotisme a-t-il pu s'installer et persé-vèrer? Selon une thèse rassurante pour les vieux militants, il y auralt en soulement de 1924 à 1928 captatinu de l'héritage, acceptée parce qu'il fai-lait faire conflance à un bomme fort pour briser Bonaparte comme ses adversaires le lui ont son-vent reproché, mais ne pense pas que ce « bon stretége et médicero tacticien » est pu être l'homme dont l'U.B.S., avait besoin une fois soborée la guerre civile : « Il pouvait êtro grand dans les eaux troubles, il était toujours médiocre dans les eaux colmes.» En d'antres passages de son livre, l'historica montre l'Intérêt qu'u porte ans positions de Boukkarine, bostile à une industrialisation trop rapide, à la collecti-visation forcenée et autoritaire, à la centrali-

Por BERNARD FERON

l'encerclement capitaliste. Le stalinisme ne serait alors qu'un déplorable accident dans l'histoire de l'Union soviétique.

O UELQUES documents appoient cette thèse. Il des vrai que, dans les textes conons sons le nom de Testament. Léuine mettait en garde le parti contre la brutalité de Staline qui, profitant de la maiadle du fondateur, avait accaparé trop de pouvoirs et avait tendance à en abuser. Il est vrai anssi que beanconp d'opposants se sont inclinés devant le secrétaire général et ont sserifié leur vie en croyant sauver la révolution. Mais M. Elleinstein ne penso pas que la maisdle puis la disparition d'un bomme aient provoque un accident d'une telle ampienr. «En 1828, écritun accident d'une telle ampient. « En 1828, écrit-Il, nombre d'éléments du phénomène stalinien se trouvaient en place, certains depuis la Révolu-tion et la guerre civile, d'autres apparus pendant la période de la N.E.P. Les traditions (celles de la viaille et sainte Russie), les structures fécono-niques, sociales, politiques), les circonstances bistoriques et les bommes (le rôle de Staline, la défaite de l'opposition), tout cela concourait à accroître l'épaisseur du terreau dont ailait se nouvrir le phénomène etallien. »

L'opposition, c'est d'abord Trotski. M. Elleintropposition, t'est d'abort l'ritate in la chein-stein lui restitue dans l'histoire de la révolution la place que lui refusent encore les histoires officielles de l'Union soviétique. Il le croit même trop avisé pour avoir rêvé d'être un nouveau sation. Il ne nie pas les conflits d'ambitlons, mais va plus loin. Les discussions sur la poli-tique à suivre furent compuquées « par les ques-tions personnelles », mais aussi « par l'abence d'une démocratie véritable, seule capable d'en-

geodrer uo véritable débat ». Ilt. à ce propos, il fant bien mettre en cause les conceptions mêmes de Lénine, et M. Elleinstella n'bésite pas à le faire. Dès le début lpage 13) il indique prudemment que les textes du père fondateur ne sont pas nécessairement l'Ecriture sainte. Il elte ces phrases de Lénine : c La pro-duction set toulours nécessairement pas le démoduction est toulours nécessaire, pas la démo-eratie, » «La démocratie est une catégorie rele-vant du seul domaine politique. » Il commente : Je ne prends pas à mon compte cette formule besucoup trop restrictive, mais ce texte souligne l'importance de la production aux yeux de

Un pen plus loin (page 32), U remarque que la Un pen plus loin fpage 32), u remarque que la critique de la démocratie bourgeoise par les boicheviks est dans le droit fü de la pensée de Marx. « Lénine, ajonte-t-il, n'evait pas tort d'en mentrer les limites et de combattre les partis socialistes qui s'eu étalent contentés. Ne fut-u pas amené cependant... à sous-estimer l'importance du phénomène démocratique?... Il n'a pas vu, ou pas assex, à quel point la dictature, c'est-à-dire « le pouvoir illimité, extra-légal, » e'appuyant sur la force », même si elle s'oppuie sur les masses populaires, même si alle repré-

sente la majorité des travailleurs, peut constituer un danger pour les travailleurs eux-mêmes. Ne signifie-t-elle pas la possibilité pour un homme (on un groupe d'hommes) d'exercer une autorité l'illimitée et de mai l'utiliser. En d'autres termes, la dictature du prolètariat sous la forme née en Russie pendant la révolution et la guerre civile contenuit en germe le phénomène stali-nien. Il n'était pas inévitable, mais il était possible car les conditions en étaient créées à partir du moment où les mécanismes, les etructures et les traditions démorratiques de contrôle n'existalent pas. »

N IUS sommes déjà loin de la manière qu'out toujours les anteurs soviétiques de présenter comme la vécité révélée et absoine la moindre phrase de Lénine. L'un des exemples les plus récents en a été donné par l'article de M. Zarodov dans la Pravda du 6 août, à propos du soixante-dixième anniversaire de l'unvrage de Lénine Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique: « En ce qui coocerne le temps, les matériaux de cet ouvrage de Lénine sont tirés de l'année 1905. Mais soixante-dix ans se sont écoulés et ou le lit aujourd'hul comme si l'œuvre traitait d'événements qui se déroulent sous nos yeux. Il s'agit eurtout de la Russie. Mais l'échelle des conclusions de Lénine est universelle. » M. Zarodov cite sions de Lénine est universaile. » M. Zarodov cite sions de Lemine est universeule." M. Zarodov circ à ce sujet un texte do comité contral affirmant que les idées de Lénine sur la révolution de 1905-1907 et le passage de la démocratie révo-intion démocratique bourgeoise à la révolution socialiste moutreut ela seule vole véritable de in pratique révolutionnaire ».

la pratique révolutionnaire ».

M. Elleinstein, en s'écartant comme u le l'ait des étemins tracés à Moscon, ne cache pas ses sencis de militant. Il entend muntrer que, pour importante qu'eue soit, l'expérience soviétique est limitée dans le temps et l'espace, que l'on pent et doit construire autrement ele socialisme à partir d'un pays cepitaliste de l'Occident ». Les conclusions qu'ul tire de sa recherche pentent être discutées. Il u mains, avant de cunciure, a-t-il écrit une histoire anthentique de l'U.R.S.S.

(1) Jean Elleinstein : Hutoire du phénomène stalinien, Ed. Grasset, Paris, 1975, 248 pages, 24 F.

CUBA:

la consolidation

Au premier congrès du parti, l'instauration du pouvoir populaire inaugurera un nouveau type de relations entre les citoyens

Reportage de BERNARD CASSEN



SUR LES MUES OR LA VILLE : L'EPOPEE REVOLUTIONNAIRE Le vivant — Fidel — et les morts — Camilo, « Che » contre la pesanteur bureaucratique.



Toute l'octivité de Cubo est depuis des mois tendue vers le premier congrès du porti communiste prèvu pour décembre 1975. Objectifs de production et plons d'émulotion en housse, discours officiels, conversations privées, plons d'embellissement des villes, enseignes lumineuses sur les foçodes des grands hôtels, ponneaux muraux et jusqu'ò lo dénomination officielle de 1975 comme l'« onnée du premier congrès », tout concourt à sensibiliser les esprits à un événement exceptionnel paur le pays. Sa préparation mobilise tous les citoyens (et non pas seulement les militants du parti), cor chocun o conscience que ce sera l'occosion du premier grand bilon d'une expérience révolutionnoire déjà vieille de seize ons. Un bilon qui ne sera pas seulement dressé par Fidel Costro, comme celo o toujours été le cos jusqu'ici, mois par environ deux milliers de délègués venus de toute l'île, et chocun parteur des ospirations de ses comorades de travoil ou de quortier,

Le fait que ce premier congrès se tienne seulement huit ons oprès lo dote originellement prévue (1967) montre que les dirigeants cubains ne vont pas se borner à faire une radiographie du poys et du parti. Il s'ogit d'entrer définitivement et solennellement dans lo deuxième étape de la révolution — celle de l'institutionnolisation et de la démocratisation — oprès plus de quinze années où le pauvoir, par lo force des choses, a été concentre dans les moins des chefs historiques de la lutte contre la dictature — et ce, dans un contexte économique où la pénurie et le rationnement (certes, égolitaires) devroient faire graduellement place, dans les années à venir, à la satisfaction diversifiée des besoins de la papulation. De toute la population, faut-il préciser, saos « zones de pauvreté » ou closses exclues ou morginalisées, ce qui constituera un événement historique pour l'Amérique latine.

exprimées ou sein des innombrables réunions qui ouront précédé le congrès.

A HAVANE : le visiteur déjà fomilier des Caraïbes éprouve une sensation marquée de dépaysement. La ville est propre et fleuni circurs de chaussures, ni vendeurs de billets de loterie ou de tablettes de chewing-gum. Adultes et enfants sont habillés et choussés simplement mois correctement. La dignité est, en relque sorte, collective. Les mogasins d'alimentation sont sommairement approvisionnés, les rores vitrines servent davantage à exposer qu'6 inciter à ocheter. Dignité rime encore ovec austérité mois pos ovec rapidité. Mieux vaut en prendre son parti d'emblée : le rythme est différent, et toute prestation de services, qu'il s'agisse de réserver un billet d'avion ou de prendre son petit déjeuner dans une chambre d'hotel, peut prendre du temps, beaucoup de temps. Toute démarche doit respecter des procédures qu'il serait valn de vauloir accélérer. Ce n'est pas que manquent les exhortations à l'efficacité au à la lutte contre la bureaucratie, mais il foudra sons doute aussi longtemps pour modifier des habitudes mointenant bien oncrées qu'il en o fallu paur incorporer lo totalité d'une papulotian en majarité agricale d'un faible niveau d'éducation (40 % des enfants n'olloient pas à l'école en 1959), privée pendant les premières années de la révolution des connaissances techniques des très nambreux cadres qui s'étaient exilés, oux tâches de production de répartition et de distribution des biens et services-

Des progrès matériels substantiels

Se-:

5.600

rietas.

L'ANNEE 1970, celle de l'échec de lo gran zafra, lo grande récolte de canne des 10 millions de tonnes, morque un toumant dans presque tous les domaines de la vie cubaine. Et d'obord ou plon motériel. La désorganisation de l'appareil de praduction provoquée por des politiques successives et contradictoires, la mabilisation de toutes les énergles et de tous les effectificant de tounes, la nationalisation de taut le secteur privé et parasitoire de la distribution au cours de l' « affensive révolutionnaire » du 13 mars 1968, entrainèrent un renforcement de lo pénurie et du rationnement et achevèrent de désintéarer les circuits.

« Nos ennemis disent que nous avens des difficultés, et nos ennemis ant raison. Ils disent que nous aveus des problèmes, et, en réalité, nos ennemis unt raison. Ils disent qu'il y a de l'irritation, et, en réalité, nos ennemis aut raison », déclarait Fidel Castra le 26 juillet 1970, avec sa franchise habituelle.

La pente devait être difficile à remonter. Des techniciens étrangers en poste à La Havane depuis substantielle s'est produlte à portir de 1974, s'accelèrant ces demiers mois. De 1970 6 1973, le toux de croissance de l'économio s'est élevé à 26 % et, d'oprès les déclarations officielle rythme s'est maintenu en 1974 et 1975 (1). Certes, la libreta (carte de rationnement) subsiste pour les denrées essentielles (riz, sucre, huile, lait, détergents, vionde), mois les quantités ollouées sont très convenables et les prix très bas, puisqu'ils n'ent pratiquement pas bougé depuis la révolution. Ainsi, le riz se vend 19 centavos (2) lo livre, le sucre de 5 à 7 centovos. Sont en vente libre (por la libre) : le beurre, les œufs, le paisson, les légumes verts, les pommes de terre. La vionde, encore rotionnée malgré une grosse augmentation de la production, peut se consommer seulement tous les neuf jours chez sol, presque tous les jours ou restaurant, mois ou prix fart. En réalité, le gouvernement o eu beaucoup de

mal à inciter la mosse des Cubains à consommer autre chose que le plat traditionnel, riz et haricots noirs, agrémenté, lorsque c'étalt possible, de porc grillé. Le développement cansidérable de la pêche a permis de mettre sur le morché du poisson en quantité (la langouste est presque entièrement exportée). Quant aux légumes à la fals abandants (3 millions de quintaux produits dans la pravince de La Havane au cours du premier trimestre 1975 contre 1 160 000 quintaux pour la même période en 1968) et variés : cresson, laitue, tamate, chou, betterove, pomme de terre, piment rauge, céleri, etc., on en vayait ces derniers mais d'énormes quantités dans les mogasins à des prix modiques. La presse et la télévision s'efforcent d'enseigner aux ménagères cuboines l'ort de la conserve et celui de l'accommodement de ces lngrédients nouveaux pour elles.

Les téléviseurs, les cocottes-minute, les machines à coudre et 6 laver sont encore contingentes et répartis, camme nous le verrons, dans les entreprises, mais on sent que le moment n'est plus très loin où ils seront produits en quantités suffisantes pour être achetés par quicanque disposera de l'orgent nécessoire. Et, de l'argent, il n'en manque pas puisqu'en 1971 la population possédait 3 478 millions de pesos (soit plus d'un on de solaires d'ovance!) qu'elle était dans l'incopocité de dépenser, foute d'offre. Graduellement, l'Etat o entrepris d'éponger cette énorme masse, grace surtout à une toxotion sévère des produits non essentiels (« ce qui ne signifie pas qu'ils ne soient pas agréables », devoit préciser Fidel Castra en plaisantont): le tobac et les boissons olcoolisées. Effectivement, si les quatre premiers paquets de cigarettes par semaine coûtent 20 centavas pièce, le cinquième coûte 1,60 peso. Quant oux cigares, le mains cher des havanes ne vaut pas moins de 60 centavos. Presque outant au'ô Paris I De 1971 à 1973, 1 230 millions de pesos ont ainsi été récupérés. Mais les familles ont, en général, de l'argent disponible. Dès 16 h. 30 ou 17 heures, des queues se forment

les laurs fériés devant les restaurants chics pour obtenir à coup sûr une table pour le diner. Ainsi, devant le Conejito (le « petit lapin ») aû, dans un cadre luxueux, le mets unique est le lapin (très prisé por les Cubains), occommodé de monières très variées.

Une revanche psychologique

B EAUCOUP d'abservateurs étrangers s'étonnent du maintien d'établissements de luxe dans un pays socialiste. De foit, le magnifique restaurant « les Roches », dans le parc Lénine, à l'extérieur de La Hovane; le « Potio », sur lo place de la cathédrole, dans la vieille Havane; le « 1830 », dans une oncienne résidence bourgeoise, au « la Taur », situé au sommet d'un immeuble de plus de vingt étages, avec leur personnel stylé en queue-de-pie, n'offrent pas de différence de nature avec des établissements semblables de Munich au de Miomi. Le fameux cabaret géant à ciel auvert « Tropicana » évoque irresistiblement les films musicaux américains des onnées 50. Cet aspect « rétro » est à peine altéré par les paroles de quelques chansons qui nous rappellent que nous sommes bien en 1975 6

La Hovane.

Si la volonté de donner une possibilité — coûteuse — de dépenser son orgent est entrée en ligne de campte, les responsables cuboins ont, semble-t-il, oussi souhaité désacraliser des étoblissements que seule lo bourgeoisie fréquentoit autrefais et qui — même s'il fout ottendre un peu — sont oujourd'hui accessibles 6 tous. Il s'agit d'une apprapriation collective des formes de loisir de lo minorité dirigeante d'avant 1959. Une revanche psychologique en quelque sorte. Comme ces bos, dont on se demandé comment les Cuboines peuvent les supporter dans ce climot humide et chaud. Comme cette fête de los quince qui, pour les quinze ons de la jeune fille

de la maison, réunit à grands frais omls et parents, au le manage en blanc que seules, outre-fols, les familles oisées pouvaient célébrer avec foste. Les outorités aldent ou maximum, par des locations à prix modique de voitures, de salles, de vétements ou d'hôtels (pour la lune de miel), tous les Cubains qui le souhaltent (et c'est la quasi-tatalité) à célébrer eux oussi un rituel dont peu leur importe qu'il soit celui de la bourgeoisie d'anton, qui l'avoit parfois elle-même purement et simplement copié chez ses maitres à penser oméricains por un processus typique d'allénation culturelle.

Le consommateur cuboin se foit d'ailleurs de plus en plus exigeant : délais inconsidérés paur l'accomplissement d'une démarche odministrative, mouvalse qualité d'une pizza, lenteur d'un restaurateur à servir un repas, refus d'un toxi de s'arrêter pour prendre un client, ne sont plus subis ovec résignation. Les journaux publient les récriminations des usagers, enquétent auprès des entités mises en cause.

La qualité des biens et des services en régime socialiste, c'est le « respect du peuple », disoit le devez creer l'habitude de traitor soigneusement le public, de le choyer. C'est une des questions atales », disait Fidel Castro 6 Matanzas, le 26 juillet 1974. « La qualité ne se résout pas par décret ministériel », rappeloit récemment le vice-premier ministre Flavia Brava devant le Forum de qualité du secteur de l'Industrie des biens de consommation et du commerce extérieur. « Nous devons être plus critiques et autocritiques, maintenir l'areille collée à la voix du peuple, être réceptifs à ses suggestions... Des investissements sont envisagés paur le prochain plan quinquennal, mais notre attention principale et prioritaire ce n'est pas à ce que l'an peut acquerir sur le marché international que nous devous l'accorder, mais à l'hamme, à sa qualification, à sa productivité, à

L'enthousiasme...
Un mot-clé lorsqu'il
s'agit de Cuba. Si
le socialisme s'y
canstruit est-ce por
la contrainte, au
avec l'adhésion de
la populatian ?
Qu'est-ce, en
somme, qui falt
courir les Cubains?
A cette question,

A cette question, aucun abservateur de retour de La Hovane ne peut échapper. Deux vignettes en guise d'éléments de répanse :

Le district de Mayobeque, à quelques dizaines de kilomètres de La Havane. Des canneroies à perte de vue. Nous sommes ou campement « Batey Nuevo » de la brigade Armando Mestre. Ses quarante-huit membres, tous volantaires, opportiement ou syndicot de lo construction : ce sont des maçons, des charpentiers, des plombiers. Ils oni chaisi d'aller à la coupe de la carne, à la zefra, une « tâche de choc » comme on l'oppelle. Ils sont là depuls le début décembre. Ils ant pris l'engagement de couper dix millions d'arrobas (3) de canne ; ils y porviendrant le 5 moi. Par les chemins défoncés qu'empruntent les camions au attelages de six à huit bosufs, qui tous transportent

Conscience révolutionnaire et travail volontaire

la canne fraîchement coupée à la centrale sucrière Oswaldo Sanchez, nous rejaignons un graupe de macheteros en plein travoil sous un soleit tarride. On nous présente Félix Hernandez; il pose sa machete, retire son chapeau de poille et essuie son visage où se mêlent la sueur et la suie. C'est qu'ovant de couper la canne on la brûle, pour supprimer les mauveilses herbes et fociliter le passage entre les sillons et affaiblir la résistance de la tige. Il fout cependant que la coupe se fasse dons les vingt-quatre heures sous peine de perdre la récolte. Les hammes sont noirs comme des charbonniers, leurs vêtements complétement détermenés.

« J'en suis à mo onzième zafra, le reste de l'année je suis plombier. J'ai répondu à l'oppel do la Révolution. J'ai été sélectionné parmi d'autres volontaires... il y en avait trois au quatre par poste disponible. On a pris ceux qui avaient déjà foit lears preuves. Ceux qui resteut se sont eagagés à faire le travail de ceux qui partaient. »

Nous lui demandons quand il voit so famille :
« Normalement le dimanche, an fait saulement
quand il pleut au que la centrale est en panee.
Nous voalons gagner la bataille des dix millions
d'arrobas. Chacun fait de son mieux. Moi je travaille dix-sept au dix-huit heures par jaur a partir
de trois heures du matin. Quand il o'y o pas de
lune, an met les projecteurs. »

L'émulation se foit entre toutes les brigades du pays mais oussi entre les groupes au sein de la brigade et entre les hommes au sein de chaque aroupe. La production de chacun est régulièrement consignée sur un grand tableau dans un batiment de fortune du compement. Chaque muchetero a la gorantie de toucher au moins le saloire qu'il percevoit dons son centre de tra-veil (4) mais Il est payé au rendement. En quatrevingt-dix-neuf jours de coupe, du 10 décembre au 31 mors, José Ganzalès a gagné 1 476 pesas. Le mains bon de ses camarades : 991 (5). Mais on ne peut une seconde retenir l'idée que ces hommes font valontairement un travoil oussi dur, dongereux (car le fil tranchant de la macheté. en cas de geste mal assuré, peut aussi blen biesser une jombe que sectionner lo tige de la conne) pendont cinq ou six mois de l'année pour de

(1) Dans son discours du 25 juillet 1975, Pidel Castro indique que la production a augmenté de 9 % eu premier trimestre 1975 par rapport au premier trimestre 1974. (2) 1 peso (100 centavos) vaut, au cours officiel, 1,20 dollar.

1.20 dollar.

(3) 1 arroba = 25 livres.

(4) C'est le tarmé générique utilisé pour désigner toute unité de travall, que ce soit une usine, une ferme d'Etat (granja), un bureau, un ministère.

(5) Le salaire moyen mensuel est de 120 pesos. Un journaliste gagne 250 pesos, un ouvrier qualifié jusqu'à 293, un médecin débutant 223, un spécialiste 375.

هكذامن زلامل

2

17-6

The second secon

5



l'orgent. « Je peux vous ossurer que malgré tout l'argent du monde, malgré tous les stimulants matériels du monde, jamais à l'époque du capitalisme en n'auroit vu apparaître des hommes tels que les membres de ces brigades », disoit Fidel Castro en parlont des brigades d'élite de la zofra de 1974. Pourquoi alors? Larsqu'on leur pose la question, la réponse des macheteres est unanime : « Pour la révolution… pour repondre à l'oppel du

Les symboles de cette mystique ce sont les fanions décernés à la brigade à chaque nouveau million d'orrobas. Suspendus o des fils, ou-dessus des bancs du réfectoire, ils portent chacun un nom évocateur : « Victoire de Giran » pour le deuxième million, « Premier moi » pour le qua-trième, « Guérilleros d'Amérique » pour le sidème. Le jour de notre visite, la brigade a reçu e fanion du septième million : « Disciples du Che », et on nous le montre avec une fierté évidente. La hausse temporaire (6) des cours mondiaux du sucre a considérablement renforcé l'importance de ce produit pour l'économie cuboine. La mécanisation progresse : 100 % pour le levage. plus de 20 % pour la coupe grace oux machines soviéta-cubaines KTP - 1. La productivité des macheteros est oussi en augmentation : il en o fallu cinquante-quatre mille de moins en 1975 qu'en 1974. Il ne s'agit plus de se porter en masse et de façon désordonnée sur les cannerales, comme ce fut souvent le cas, jusques et y compris pendant la zafra de 1970, mais de choisir les plus compétents et d'organiser méthodiquement leur travoil et leur soutien logistique. Il y avait deux cent mille macheteres en 1972 contre hult cent mille avant la révolution, à une époque où la zafra constituait pour eux l'unique occasion d'échapper pendont quelques mois, et pour de malgres solaires, au châmage massif. En 1975, plus d'un millier de brigades ont coupé un million d'arrobas ou davantage. Parmi elles, des brigades entièrement fémi-nines comme la « Mariana Grajales », composée d'employées du secteur « gostronomique », c'està-dire de l'hôtellerie et de la restauration, presque toutes mères de famille et parfois grand-mères l

La zafra terminée, et oprès un repos bien gagné, les mocheteros de la brigade Armanda Mestre retrouveront leur métier d'origine et Iront travaller à Mariel à l'agrandissement de la centrale thermoélectrique et à la construction de la clmenterie. En attendant décembre 1975...

De toute évidence, Il se passe quelque chose quand des dizoines et des dizoines de milliers d'hommes et de femmes se portent volontaires pour les travaux agricoles les plus pénibles. Outre la coupe de la canne, d'autres activités requièrent et obtiennent également le concours de travailleurs volontaires qui viennent pour un jour, un week-end, un mois ou dovantage : l'ensemencement des sols,

la récolte des citriques, des produits maraichers, du tobac, du riz, la confection de clôtures dans les stations de recherche et d'élevage du bétoil. Pour la commémoration du 26 juillet — qui s'est tenue dans sa capitale, Santa-Clara — et dans le cadre de la Journée des quatre-vingt-dix jaurs (!), la province de Las-Villas a fourni um million de journées de travoil volontaire pour le nettoyage et l'ensemencement des cannerales. « Vous avez préservé, devoit leur dire Fidel Castro, une des plus grandes conquêtes de notre conscience révalutionnoire : le travoil volontaire. »

Les microbrigades

A LAMAR. Sur les cartes touristiques de Cuba, ce n'est encore qu'une plage à l'est de La Havane, de l'outre côté de la bole, non lain du petit part de pêche de Cajimar, immartalisé Hemingway dans le Vieil Hamme et la Mer. La spiendide finca (maison de compagne) de l'écrivain, « la Vigia », transformée en musée après sa mart, est tout près de là, sur les hauteurs ambragées et fleurles de San-Francisco-de-Poula. Pourtant, Alamar, c'est une future ville de cent trente mille hobitants, satellite de La Havane et déjà habitée par vingt mille personnes. L'immense chantier, où l'on voit en majorité des immeubles de cinq étages (certains vont jusqu'é douze ou vingt), n'o, à première vue, rien de particulier, sinon, peut-être, le nombre d'écoles et d'équipements sportifs. L'originalité, c'est que la majorité de ces ouvriers de la construction, aux cosques multicolores portont une étoile et le lettre T (en hommoge ou chef indien Tupoc Amaru, inspirateur des Tupamaros), sont des amoteurs et non des professionnels. Ce sont des membres des « microbrigades », l'une des expériences les plus originales et les plus étonnantes de Cuba. Lorsque, dans un centre de travoil donné, il monque des logements (ce qui est presque partout le cas, surtout à La Havane (7), qu'un terrain est disponible - ce qui ne pose guère de problèmes, — qu'un encodrement de techniciens de la constrution peut être dégagé, et sur-tout lorsque les matériaux existent, des volontaires peuvent décider de construire eux-mêmes les logements et de constituer une microbrigade. Une seule règle : comme pour la zafre, le travail habituel des obsents sera assuré par ceux qui restent, le niveau de la production ne devant pas baisser. Lancée par Fidel Castro en 1970, l'idée fut Immédiatement mise en application à Alamar, precisement, puis dans le reste du pays. Elle constitue aujourd'hui la base de la construction de logements (trente mille depuis 1971), L'objectif est double : permettre d'opporter un début de solution oux besoins urgents en matière d'habitation tout en maintenant l'essentiel des ouvriers qualifiés de le construction oux tâches d'infrastructure (rautes, usines, parts, etc.) et, sur le plan idéologique, de danner un codre favorable à le participation au travail volontaire, l'une des caractéristique de ce que les outorités cubaines oppellent l' « attitude révolutionnaire ».

Ce ne sont pas nécessairement les travailleurs en quête d'un logement qui se portent volontaires. Presque un tiers des deux mille six cents ouvriers travoillant sur le chantier d'Alamar, et répartis en cent brigades, sont déjà correctement logés, ou en tout cas n'ont pas fait acte de candidature à l'un de ces coquets appartements en construction. Les besoins en logements étant immenses, le seul obstacle reste le pénune de matériaux de construction, surtout de ciment. C'est seulement en 1978 que les cimenteries en construction fanctionneront à plein et que les microbrigades pauront ougmenter considérablement en nombre. La crise du logement pourroit être résolue event 1985.

Les zafras passent, les logements restent : oussi le mauvement est-il très populaire, cor chacun peut voir concrètement son œuvre. Il est caracté-ristique que les brigades de volontaires étrangers (notamment la célèbre brigade Venceremos, composée de jeunes Américains progressistes) ne solent plus affectées à la zafra, où leur rendement était souvent modeste, mais se déploient sur les chantiers de construction. Le trace visible de leur traveil constituera de surcroît un témaignage durable de solidarité internationaliste avec le peuple cubain. Il est un traisième aspect dont or ne parle pas officiellement mais qui joue aussi son rôle : les microbrigades, comme la participation à lo zafra, sont autant de méthodes pour « dégraisser » la main-d'œuvre excédentaire et augmenter la productivité puisque un travail égal dons l'entreprise est assuré par des effectifs mains nombreux. Les codences ne sont ons toulours infernales à Cuba. C'est Fidel Castra lui-même qu évoquait dans un discours, le 15 novembre 1973 lo situation d'une centrale sucrière où étaient employes sept cents travoilleurs, olors qu'à l'époque du copitalisme il n'y en avait que deux cents pour faire -- mieux -- le même travail : « La démonstration o été faite que nous otilisons une moin-d'œuvre bien plus importante que celle qu'utilisaient les copitalistes pour faire marcher des centrales sucrières avec moins d'efficacité qu'eux. » Qui porte la responsabilité d'un tel état de choses : les travailleurs ou les dirigeants? Le premier ministre était formel : « Celo ne signifie pos que nos travoillenrs ne soient pas révolutionnoires. Ce ne sent pas eu: qui sont fautifs, mois nous, car nous n'avons pas été capobles de faire preuve un moins de la même efficacité administrative que les capitalistes, »

travall volonteire (qui peut eller de la zafra aux microbrigodes, en passant por la récoite du tobac au le nettoyage d'un terrain vogue pour y plonter des fleurs). Cette onnée, un million deux cent mille travalleurs sur un million cinq cent mille syndiqués ont pris des engagements en vue de la distinction de avanzade, a annoncé Roberto Veigo, secrétaire général de la C.T.C.

Symbiose du passé et du présent

ES plons d'émulation s'articulent outour des dates historiques : victoire de Giron, 1^{er} mai, 26 juillet, hommage aux commandants Camillo (Cienfuegos) et « Che » (Guevara) à l'occasion de la Journée du guérillera héroïque. En 1975, le premier congrès du P.C. donne blen entendu lieu à une émulation spéciale. La décision finale en ce qui concerne l'attribution du titre de avanzade incombe annuellement à l'ossemblée générale des traval·leurs, sur proposition de la section syndicale. En plus des noms figurant sur la liste (en général ratifiés à l'unanimité), chaque membre de l'ossemblée générale peut proposer celui de l'un de ses collègues (à l'exclusion des responsables administratifs), s'il estime qu'il o été injustement aublié. L'assemblée se prononce à main levée pour au contre, oprès que le syndicat, le parti et l'administration ant donné leur paint de vue.

Ces stimulants moraux jouent un très grand rôle, car ils procédent de la base et, surtout, ils intégrent l'activité quotidienne, parfois monotone, à la geste héraïque des luites de la libération notionale et à l'épopée de la révolution. Bien faire son travoil, dépasser son plan de production, c'est être un digne disciple des héros légendaires de la sierra Maestra. « La meilleure façon de

LES GRANDS ANNIVERSAIRES DE LA RÉVOLUTION

I= JANVIER (1959). — Victoire de la Révolution (Fuite de Batista - Grève générale du 2 au 6 - Entrée de l'armée rebelle à La Hayane).

16 AVRIL (1961), — Journée du Milicien (Proclamation du caractère socialiste de la révolution - Veille du débarquement des mercenaires contre-révolutionnaires à Playa Giron (baie des Cochons), qui se termine en fiasco quarante-huit heures

26 JUILLET (1953), — Fâte nationale (Anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada par Fidel Castro et ses camarades).
28 SEPTEMBRE (1960), — Anniversaire de

28 SEPTEMBRE (1960). — Anniversaire de la fondation des comités de délense de la révolution.
8 OCTOBRE (1967). — Jour du Guérillaro

8 OCTOBRE (1967). — Jour du Guérillero héroique (Commémorant la mort du commandant Ernesto « Che » Guevara en Bolivie (1967). C'est également au mois d'octobre (1958) que Camilo Cienfuegos a disparu dans un accident d'avion.

rendre hommage à Camilo et ou « Che » est de s'efforcer, jour oprès jour, de consacrer toutes ses énergies à l'édification de la société socialiste », dit le commandant Sergia del Volle, qui o, lui oussi, canquis ses galons dans lo guérillo, et siège aujourd'hui au bureau politique du P.C.

Les grands ancêtres de la lutte contre le colonisateur espagnol, Carlos Manuel de Cespedes, Antonio Macco, Maxima Gomez et, bien sûr, José Marti, J' « Apôtre », ceux qui combattirent contre les dictateurs du vingtième siècle, comme Julio Antonia Mella et bien d'autres, font presque partie de la vie quotidienne cubaine à côté de Camila et du « Che ». Leur vie et leur œuvre sont quolidiennement exaltées, les écoles, les usines, centrales sucriéres partent leurs noms. Cette symbiose du présent et d'un passé héraïque encore tout proche, dant Fidel Castro et son frère Raul sont les descendants et dépositaires vivonts, est une des grandes forces sur lesquelles le pauvoir révolutionnaire sait pouvair compter.

La démocratisation des syndicats



C e t t e situation paradoxale de disponibilité populaire mol utilisée, les dirigeants cubains n'ont donc pas' h é s i t é depuis 1970 à en tevendiquer lo responsabilité et à en tirer les conclusions à tous les niveaux.
S'est enclenché un

un processus dynamique, un « deuxième souffle » de la révolution, dont les temps forts ont été la syndical là l'occasion du treizième congrès de la Confédération des travoilleurs cubains — C.T.C.), la mise en route de la participation démocratique et directe des masses à la gestion de leurs propres attaires (avec l'expérience de la province de Maianzas en juillet 1974), l'amorce d'un changement profond des mentalités dans les rapports hommes-femmes, préalable à une véritable égalité de lo femme ,et dont le deuxième congrès de la Fédération des femmes cubaines de novembre 1974 et le code de la famille de février 1975 sont les jalans. La préparation du premier congrès du parti communiste et la discussion par tous les Cubains de l'avant-projet de Constitution (qui, après avoir été approuvé par les délégués, sero soumis à un référendum) sont les clès de voûte d'une construction dont lo cohérence se dessine maintenant assez bien.

Jesus Escandell est l'un des onze membres élus du secrétariat exécutif de la Confédération des trovailleurs cubains, la centrale unique, qui regroupe vingt-trois syndicats prafessionnels dont sont membres 89 % des solaries cubains. La cordialité de l'accueil, dans l'une des salles de réunion du siège, dissimule à peine une certaine impatience vis-à-vis du journaliste « bourgeois » européen. On o déjà tant de fois dû poser à ce dirigeant les mêmes questions sur l'outonomie du syndicat et la vie démocratique en régime socialiste. Les réponses viennent parfois evant les rale de goide, mais il n'est pas necessaire d'y oppertenir pour exercer des responsabilités. C'est mon cas, je suis ici sans être militant du porti. Comme Fidel I'n dit, le mouvement ouvrier doit nécessairement être profondément démocratique. En 1970, oprès l'échec de la zofra, s'est naverte une longue période de discussions à la base... Fidei n lui-même personnellement participé à d'innombrables assemblées qui ant discuté des rôles respectifs da syndicat, da parti et de l'administration. Tout celo o colminé à notre treizième congrès en 1973. Les thèses qui y ont été proposées ont été ou préalable discutées par un million et demi de travailleurs. Le mouvement syndical, qui, jusque-là, avait joué un rôle effacé (certains nvaient même parlé de son inutilité), s'est considérablement renforcé. Depuis 1973, il est représente au conseil de direction des entreprises, y compris dans les ministères, et il est systématiquement invité nux révolons du cemité exécutif du conseil des ministres où sant analysés les plans

Le ton se foit plus véhément, plus « accrocheur ». « Même dans la phase de construction de socialisme que cous vivens, le syndicat duit faire prauve d'une vigilance constante. La législation est parfois violée par les bureaucrates un les fonctionnoires... Cette tentation peut même exister chez un ministre... Naus avons un rôle de contrepartie (et Jesus Escandell insiste fortement sur le terme), ce qui n'est pas la même chosa que le contrôle. L'administration a ses responsabilités, nous avans les nôtres. Les points de vue peuvent ne pos coincider. Il ne s'egit pos d'un courant anti-administratif, mais d'une attitude critique constructive. Les difficultés doiveot so

résoudre diolectiquement par la discussion. On ne va vois le parti qu'en dernière instance, »

Avant même que nous ayons abordé la question, Jesus Escandell, qui n'o pas encore pris le temps de boire une gorgée de jus de fruits, tient, à mettre les points sur les « i » quant à la démocratie syndicale : « Dans nos syndicats, tous les postes de responsabilité, à quelque niveau que ce soit, sont offribues au scrutin direct et secret. On peut être révoqué à tout moment. Celo s'est d'oilleurs effectivement produit. »

L'émulation socialiste

D'APRES les Informations que nous avons pur obtenir de témolns directs, lo vie syndicale à la base est devenue intense. Le syndicair n'a pas seulement un rôle de contrepartie, un rôle « revendicatif » (discussions des normes, des cadences, des conditions de travail, des salaires, des caûts); sa participation aux tâches d'optimisation de la production est tout oussi fondamentale. Par le biais des assemblées mensuelles de production et de services, les syndiqués impulsent et cantrâlent la production et lo productivité, luttent contre le gaspillage. Ils sont aussi les organisoteurs et les onimateurs de l'émulation socialiste, qui est à la fais callective et individuelle. Les règles en sont codifiées de monière précise dans les dix pages de la résolution adoptée lars

du treizième congrès de la C.T.C, Le principe réside dans la prise d'engagements concrets et chiffrés, en hausse blen entendu sur ce qui est déjà acquis, par l'ossemblée générale des travailleurs en tont que telle, pour ce qui cancerne le plan collectif. Chaque travailleur peut oussi prendre un engagement individuel devant l'assemblée générale. Les résultats sont constamment évalués ou cours des assemblées. Un centre de travail qui o tenu ou dépassé ses engagements pourra se voir attribuer par le conseil régional du syndicat concerné le fanion de « Héras de la Monceda ».

Le trovailleur qui « émule » Individuellement peut envisager de devenir au sein de son centre « travailleur d'ovant-perde » (trabajador de ovanzado), éventuellement « meilleur travailleur » et, ou niveau national, oprès examen par le comité notianal de la C.T.C. et le conseil des ministres, « héros national du trovail ». Cette distinction flatteuse inspire partout un très grand respect. Plus modestement, pour envisager d'être « travailleur d'avant-garde », il faut et il suffit d'avoir respecté ses engagements individuels consignés dans un calendrier précis, d'avoir lutté concrètement contre le gaspillage, de ne pas avoir été l'objet de sanctions disciplinaires paur absentéisme, retard, infraction oux normes d'hyglène, etc., de suivre des cours de perfectionnement culturel et technique dans le domaine de son chalx, et, enfin, de prendre une part active au

Retour aux stimulants matériels



Les seuls stimulants maraux et les
exhortations des dirigeants n'avaient
pas suffi à empécher une détériaration très sensible de
l'économie cubalne
de 1967 à 1970.
L'absenté i s m e, le
le bas rendement,
l'indiscipline au travali étaient constomment dénancès.
Un coupable était
généralement mis en

avant : le sous-développement. La grande période autocritique de 1970 en a également désigné un autre : le groupe dirigeant, qui n'avait pas suffisamment permis eux organisations de masse, notemment syndicoles, de jouer leur rôle outonome et qui evoit pratiqué une politique de stimulents inadoptée à la phase en cours de la révolution.

Le treizième congrès de la C.T.C. allait marquer un retour — non exclusif, certes, mals net — à des incitations matérielles ou travail et à des pénalisations contre la « paresse » (déjà sanctionnée par une loi d'avril 1971). Fidel Castro cilait reppeler que la révolution n'en était pas encore ou principe communiste « de chocun selon ses capacités, à chaeun selon ses besoins », mais seulement à l'élaboration du socialisme, c'està-dire « de ebacan selon ses capacités, à ehocun selon son travail ». Il alloit, ou passage, donner de multiples exemples concrets « qui nous demontrent que nous ne sommes pas encera prêts pour vivre dans le communisme » : le gaspillage de l'eou quand elle est grotuite (et qui cesse dés que l'on installe des compteurs), la consommation inconsidérée d'électricité, le resquillage dans les outobus oprès la suppression des receveurs. Mais l'innovation principale du congrès fut la rectification d'« erreurs égalitaristes », sons pour autant tomber dans l'économisme. Un exemple : l'aboli-

tian de la résolution 270, qui visait à « favoriser les travailleurs qui, collectivement (mérite da centre do travail) ou de manière individuelle (mérita personnel), réalisent des tâches exceptionnelles, hors du commun, et font preuve d'une attitude révalutionnoire », Ces travailleurs pouvalent prendre leur retraite à 100 % de leur salaire. Non seulement, faute de critéres d'évaluation suffisamment homogènes, des obus flagrants caractérisés s'étaient produits dans l'attribution de ces retraites exceptionnelles, mais le caût pour les finonces publiques devenait prohibitif. Déjà, un demi-million de retraités en bénéficiaient. « J'oi eu une grande responsobilité personnelle dans la mise en place de cette réso-lution », devait admettre Fidel Castro, en commentont l'esprit altruiste qui ovait présidé à l'obalition par les travailleurs eux-mêmes d'une disposition dont ils pouvoient taus, individuellement, espèrer bénéficier, mais dont ils savaient, collec-tivement, qu'elle était suicidaire pour l'économie.

Autre notion en voie de disponition, celle du « salaire historique ». Les salaires ocquis avant la révolution et bien d'outres obtenus ensuite par essimilation (dans les conditions les plus contestables) et maintenus, même en cos de changement de poste, étaient considérés comme intouchables : c'étair le « salaire historique ». Le encare, le treizième congrès o proposé la suppression progressive, après examen individuel de tous les cas dans chaque section syndicale, des « solaires historiques » ne correspondant pas aux emplois occupés. Les bénéficiaires de ces salaires pourront èventuellement les conserver en occupant des emplois de qualification supérieure, toute latitude leur étant même loissée pour recevoir une formation complémentaire en cas de besoin.

Enfin et surtout, il o été décidé de mettre en place des normes techniques de trevoil dans tous les cas où c'est possible et de lier désormeis les soloires oux normes. Dans la fixation des normes, ce sont les sections syndicoles qui joueront un rôle essentiel. Le corollaire de ce changement d'ottitude est un effort soutenu pour accomplir les tâches

dans les limites de la joumée de travoil, de n'ovoir recours donc aux heures supplémentaires qu'en demière instance mois, dans ce cas, de les rémunérer (dans blen des cas, les heures supplémentaires grafulites s'avéraient plus coûteuses que les heures normales payées).

Depuis le trelzième congrès, les dirigeonts syndicaux et ceux du parti reviennent constanment sur le thème de la fixation des normes. En 1974, d'après Raberto Veigo, cette innovetion fut introduite dans 1 909 centres de travail regroupant 337 656 travailleurs. Le 1° mai 1975, on en était à 2 280 centres de travoil.

Décision en assemblée

I L fout ranger parmi les stimulants matériels le processus d'attribution des orticles électromènagers et des logements construits par les microbrigades. Dans un système de pénurie au la masse d'argent en la calle est encore bien plus élevée que le voleur des biens de consommation disponibles, il faut un système de répartition. Ce sont les essemblées générales sur le lieu de travail qui décident des prioritoires pour l'ochat des articles encore rationnés. Le critère fondomentai dait être l'« attitude révalutionnoire » du travoilleur (c'est-à-dire le respect des divers paints de l'émulation socialiste) ; mais le situation familiale et matérielle entre aussi en ligne de compte.

(Lire la suile page 22.)

(6) Fidel Castro rappelait le 26 juillet 1975 que le pri- monotal On sucre avait diminué de 75 % en quelques mois.

en quelques mois.

(7) D'aprée les étatistiques officielles, Oans les zones arbaines et métropolitaines lors de la victoire de la révolution, 52 % Oes logements ce disposaient pas O'installations sanitaires, 45 % o'avaient pas l'esta courants. A la campagne, 2 % avaient l'eau courants et 6 % avaient l'électricité. Le retard à rattraper était donc gigantesque.

Ainsi ont été répartis jusqu'en 1975 cent vingt et un mille réfrigérateurs (soit un pour dix-sept habitants) — maintenant en vente libre, — trois cent dix-sept mille téléviseurs, quaronte mille machines à coudre, cent solxante-dix mille bicv-

clettes. Le pouvoir de décision ou de proposition des assemblées de travailleurs est un élément fondamental de la revitalisation démocratique des syndicats. C'est oinsi que, pour la première fais. les données du plan technico-économique de 1975 ant été discutées l'an demier dans tous les centres de travall. C'est par milliers qu'ont été émises des suggestions, des observations ou prises des Initiotives. L'expérience oura servi pour élaborer une méthodologie utilisable les années suivantes. La discussion massive du plan 1976 est ainsi en caurs et constituera l'amorce de l'analyse du plan quinquennal — que l'on annonce très ambitieux soumis à la ratification du premier congrès du parti communiste de Cuba. Un équilibre semble avoir été trouvé en tout cas entre les stimulants matériels qui prennent un sens accru au fur et à mesure qu'apparaissent les biens de consommation et les stimulants moraux sans lesquels le socialisme cubain perdrait sa roison d'être, mais c'est un effort constant auquel Fidel Castro convie ses compatriotes : « Il nous faut agir de façon

à ce que les stimulants économiques ne se transforment pas en motivation exclusive de l'homme, ni les stimulants moraux en prétexte à faire vivre certains do travail des autres. >

La révolution, ce n'est pas seulement le droit oux services socioux (santé, éducation) les meuleurs — et de très loin — de toute l'Amérique latine (« des services médicaux beaucoup plus efficaces que ceux dant disposaient les capitalistes et leurs familles », selon Fidel Costrol. Ce n'est pas non plus seulement la promesse de biens de consommation en quantité suffisante. Ce doit être aussi une autre façon de vivre, une pratique nouvelle des rapports entre hommes, entre hommes et femmes, entre parents et enfants, entre voisins. Même si l' « hombre nuevo » de « Che » Guevaro n'est pas pour cette génération, il reste l'objectif à atteindre pour demain et c'est à dessein que la devise de l'Union des jeunesses communistes est : « Nous serons comme le Che, u La qualité de la convivance entre Cubains est un phénomène frappont.

placé sous la responsabilité d'un membre du secrétoriat. Il y a aussi le front santé, le front éducation, le front de llaison avec les F.A.R. (Forces armées révolutionnaires), le front financler, le front prévention sociale... « Il y u quelques quartiers où se posent des problèmes de délinquance, pas ici capandont, mais nous devons reiller aa respect de la légalité socialiste. » La police, quasi invisible, est rarement appelée, la pression collective se chargeant, dans la mojarité des cas, de remettre les choses en ordre.

many the first of the last of the same

- : •

. . .

Section .

3-1-11

4.14

. . .

23,4

March 1997

100

4. 22.2

7.1 A 1996

**

 $s(t) = n \cdot s$

200 8.76

100 g 40.

100

-...

Markey .

THE PERSON

=

....

the state of

48.00

and managed a special

A 18 - 18 - 18

Section 1

11.7

Maintenir la vigilance

I L est des questions qu'il faut poser : « Et la « vigilance u... Your savez qu'à l'étranger on accuse parfois les C.D.R. d'être surtout c'es structures de contrôle et même de délatinu? »

Avillo sourit; mais son ton est ferme ; « N'oubliez pas que si notre révolution existe toujours ce a'est pas la faute des impérialistes... Nous avons été envahis par les mercenaires des Yankees, on gous a fait subir an blocus criminel et vous voudriez que nous ne nous défendions pas? Oni, gous exerçons un centrole sur la population, mus connuissons tout la monde et an ageut de la C.I.A. ne peut pes s'infiltrer. Si aa individa da notre quartier a'a pas une attitude correcte, s'il est ivrogne ou s'il ne travaille pas, le risque existe qu'il se vende à la C.I.A. Nous devons veiller aa

De façon visible, la vigilance se manifeste par les tours de garde que les cédéristes prennent chaque nuit. Avillo nous emmêne visiter « son » C.D.R.: beaucoup de belles maisons et d'immeubles luxeux (« J'habite dans un apportement qui comprend cinq chambres et trois salles de bains, mais ce d'est pas rare par ici. »). Nous passons devant l'ambassade de Mongolie, à deux pas de la résidence d'un membre du secrétoriat du comité central (« il n'a pas le temps d'en profiter ») et devant un orphelinat, avant de retourner sur la 5° Avenue. Sur le terre-plein séparant les vaies, les jeunes cédéristes de garde ont toutes deux une vingtaine d'années. Elles portent un brassard rouge portant le mot patrulla. Il est presque une heure du motin et leur transistor diffuse une chanson de Silvio Rodriguez, Dons La Havane et dans le reste du pays, il y a en ce moment précis des milliers d'hommes ou de femmes assurant leur tour de garde comme nos deux cédéristes. Ils ne sont pas

Le C.D.R. structure ainsi un sentiment communautaire traditionnel en l'arientant vers les objectifs de la révolution. Il constitue un instrument de socialisation à tous niveaux, individu, famille, groupe, aux possibilités infinies. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il soit le lieu privilégié de discussion des documents (souvent des discours de Fidel Castro) qui ont trait aux ropports interindividuels et à ce que l'on oppellerait en Occident la

L'élargissement du rôle des C.D.R.



Les difficultés de la vie quotidienne subies en commun, la sensation pendant des années d'être un bastion assiègé que l'impérialisme amé ricaln pauvoit envahir à taut moment ont tissé des liens

et ont renfarcé ce trait traditionnel cubain qu'est la solidarité familiale et plus généralement communautaire. Rares sont les vieillards abandonnés par leurs enfants. Une famille qui s'absente confiero facilement son enfant à un voisin, même pour quelques jours. Le bon petit plat cuisiné par une ménagère, nombreux sont ceux qui viendront

APRÈS LE TOURNANT DE 1970

1970. - 20 mai : Fidel Castro exprime la nécessité de renforcer les organisations de masse, les syndicats, le parti et l'appareil administratif.

26 juillet : Dans un discours eutocritique, de la zafra des 10 millions et annonce la mise en route d'un processus de démocratisation impliquant une très large participation des masses.

1971. - 1er avril : Entrée en vigueur de la loi contre la paresse, 1972 : Restructuration du conseil des mi-

1973 : Restructuration de l'appareil du parti communiste cubain.

Novembre : 13° congrès de la C.T.C. (Confédération des travailleurs cubains). 1974. - 30 juin - 7 juillet . Election des organismes de pouvoir populaire dans la province de Matanzas.

28 septembre : Discours de Fidel Castro à l'occasion du quatorzième anniversaire des C.D.R., où il exalte l'intégration latino-américaine et félicite le Venezuela pour sa politique de nationalisation du

Novembre : 2º congrès de la F.M.C. (Fédération des femmes cubaines). 75. — 15 février : Promulgation du code de la famille qui entre en vigueur le mois suivant.

Décembre : Premier congrès du parti communiste cubain.

y goûter. Cette vie de quartier, sorte d'acquis ethnique, a favorisé le bon fonctionnement des « Comités de défense de la révolution », ou C.D.R., créés le 28 septembre 1960.

La táche première était l'arganisation logistique des arrières, en cas d'invasion, la détection et l'isolement, voire la mise hors d'état de nuire des contre-révolutionnaires et des saboteurs. Dans les villes, chaque bloc d'immeubles (cuadra) a son C.D.R. Dans les régions rurales et les faubourgs à habitation dispersée, le C.D.R. peut recouvrir une superficie nettement plus vaste. On peut considérer que la moyenne correspond de quatrevingts a cent vingt habitants. Les C.D.R. jouerent un rôle efficace en avril 1961 pendant l'invasion, financée par la C.I.A., des mercenaires de la baie des Cochons, en arrêtant des dizaines de milliers de contre-révolutionnaires patentiels ou supposés tels, qui furent d'ailleurs libérés peu après la déroute de l'expédition. Graduellement, les Comités en vinrent à constituer l'épine dorsaie des rap parts intra-communautaires et se virent assigner des tâches de vaccination, de contrôle des centres de prestation de services, de nettoyage et d'embellissement des quartiers, d'aide aux plus nécessiteux, d'encouragement à la scolarisation, etc. Structurés par zones, municipalités, régions, provinces et enfin au niveau national, ils sont un des rouages essentiels de la vie cubaine.

Les tôches de vigilance n'ant pas disparu, mais on ne peut pas (ou plus) dire, comme l'a écrit K.S. Karol en 1970 dans les Guérilleros an pauvoir que « les C.D.R. se consocrent à des tâches purement repressives ». Certes, l'appartenance au C.D.R. (nullement obligatoire) est un bon baro-mètre de l'attitude vis-à-vis de la révolution. Comme il est hors de question d'être un contrerévolutionnaire actif, la seule issue pour l'opposant est, en restant dans le cadre des lois, de ne pas « participer ». Ce refus de participation est le plus élevé dans les quartiers anciennement bourgeois des grandes villes. Pour le mesurer, le C.D.R. n° 15, « Camilo Cienfuegos », de la zone II de la section Buena-Vista de Miramar (quartier résidentiel de La Havane), est un bon test. Dons une petite rue ombragée donnant sur le grand axe de la 5" Avenue, à deux cuadras du bord de mer, la villa de Milagra, notre hôtesse, donne une idée assez précise de ce qu'était le mode de vie de la moyenne bourgeoisle havanalse avant 1959. Vaste, meublée avec goût mais ayant ayand même sérieusement besoin d'être retopissée (papier et peinture sont des produits encore rares), cette demeure constitue à première vue un codre assez surprenant pour la réunion du bureau politique et du secrétariat du C.D.R. local. Mais toutes les maisons du avartier sont pareilles, cela n'empêche ons leurs habitants d'être de bons révolutionnaires. nous dit-on. Certes, la composition socioloalaue du quartier a été quelque peu modifiée depuis

1959. Seule une minorité de ses anciens résidents sont restés, les autres sont à Miami ou à Porto-Rica. Ils ont été remplacés par des écoles pour boursiers de la campagne au des ambassades. Milagro est une grand-mère très active, une véritoble mère pour taut le C.D.R. Autour de la table de so salle à manger, une dizaine d'habitants du quartier sont réunis depuis plus d'une heure. Il s'agit de déterminer les engagements qui seront proposés à l'assemblée générale du C.D.R., à la masa deriste donc, en l'honneur du premier congrès.

Transformer Cuba en iardin

P OUR cette année 1975, le grand objectif fixé par la direction nationale des C.D.R. est de « transformer Caba en jardin ». (Le samedi et le dimanche, on peut voir les Cubains nettoyant leur quartier, plantant des roses, des bougainvil-lées et toutes sortes de fleurs tropicales. En certains endrolts, les résultats sont déjà magnifigues.) On se met ensuite d'accord sur le nom des cederistas destacados (les « cédéristes d'avantgarde ») qui seront également soumés à l'appro-bation « des masses cédéristes ». L'accord se fait assez rapidement mals chaque cas individuel est examiné en détail, « analysé » comme l'on dit. L'atmosphère bon enfant n'a nullement nui à la solennité de l'occasion. Visiblement, chacun prend très au sérieux ses responsabilités.

C'est l'occasion pour nous d'interroger le pré-sident du C.D.R., Avilia, un chimiste qui habite tout près : « J'ai été l'an des fondateurs des C.D.R. Chaque année depuis 1964 j'ai été réclu

à la présidence de celui-ci. Ce furent vraiment les meilleures ganées de ma vic... A mon avis, le C.D.R. est l'organisme le plus important de la révolution... Sans lui, la révolution ne serait rien. » Sur cent dix-sept personnes âgées de plus de quatorze ans habitant le périmètre de ce C.D.R., quotre-vingt-sept sont membres. Qui sont les trente autres? D'abord des personnes âgées qui ne peuvent plus avoir d'activités, un ancien sénateur de la « pseudo-république » qui continue à habiter son petit palais et à vivre de ses rentes; un médecin en retraite qui donne quand même des consultations grotuites, quatre condidats à l'émigration. « Croyex-moi, la gusaneria (8) ne eut pas boager... Nous les nvons à l'œil. » Milogro, qui est responsable des problèmes d'arganisation au sein du bureau (les autres postes sont le travail idéologique et la vigilance), a ea un bon geste : elle a invité les condidots à l'émigra-tion à la fête du C.D.R. Avilio n'est pas content : « Ce sont des contre-révolutionneires I » Ce n'est pas le trovail qui manque dans le C.D.R. Milagro, en tant qu'organisatrice, est en contact avec toutes les familles cédéristes; elle est là pour vérifier avec chacune d'entre elles si elle a bien tenu ses engagements. L'émulation fonctionne sur tous les fronts : prise de gardes, trovail valantaire, poiement de la cotisation (25 centavos par mois et par personne), présence aux réunions mensuelles, aide à ses enfants d'àge scolaire (ce qui peut valoir la distinction de « parent exemplaire »), récupération des bouteilles, timbres oblitérés (source de devises car revendus par l'État oux philotélistes étrongers), lutte contre le gospillage d'eau, etc. Chacun de ces « fronts » est

La révolution de la courtoisie



Il est significatif que le texte qui a été le plus ardemment discuté dans toutes les arganisations de masse, depuis que la Cuba révolutionnoire existe, ne solt pas directement poli-« Cade de la fa-

mille » qui régit les rapports entre conjoints, entre parents et enfants, et qui constitue un pas en avant fandamental dans la lutte pour l'égalité de la femme à Cuba. A cette pleine égalité, Fidel Castro, dans son discours du 29 novembre 1974 devant le deuxième congrès de la Fédération des femmes cubaines (F.M.C.), avait déclaré que s'apposaient des facteurs objectifs et des facteurs subjectifs. Les facteurs objectifs : le manque de crèches, d'internats, les horoires des écoles, le manque de qualification professionnelle des femmes, etc., expliquent que seulement cinq cent quatre-vingt-dix mille sur les deux millions trois cent trente mille personnes actives dans le secteur civil d'Etat soient des femmes (avant la révolution, cent quatre-vingt-quatarze mille femmes avalent un emploi, 70 % d'entre elles en tant que domes-

tiques). Ces facteurs objectifs peuvent se modifier à moyen terme par des programmes de construction en matière d'éducation et de santé publique.

Mais l'obstacle majeur réside dans les facteurs subjectifs, c'est-à-dire un héritage culturel d'exaltation de la virilité de l'homme et de soumission de la femme que l'on appelle en Amérique latine machismus, La dispartition du « machisme » a été élevée au rona d'objectif révolutionnaire primordial. It s'agit d'un bouleversement asychologique et sociologique en profondeur, seulement envisageable après que la révolution s'est dotée d'une armature économique et politique suffisamment solide. Roberto Fernandez Retamor, directeur de la revue Casa de las Americas et intellectuel cubain familier de l'Europe, nous dit : « Nous sommes en train de poser des problèmes qui, il y a dix ans, curaient été utopiques. Il aurait été absurde de combattre le machisme à au moment où, à l'époque de la baie des Cochons, le courage physique étuit essentiel pour défendre la révo-lution. La situation est maintenant différente. Nous abordans la révolution de la courtoisie, »

La courtoisie est un nouveau mot d'ordre à Cuba : « Il serait très déplorable qu'avec la révolution il n'existe même plus les rémiaiscences de ce que dans les sociétés bourgeoises les hommes

faisaient pour des raisons de galanteria bourgeaise ou féodole. Face à la galanterie bourgeoise et féodole, doit exister la galanterie prolétarienne, la courtoisie prolétarienne, l'urbanité prolétarienne et les égards prolétariens envers les femmes | >, déciaro Fidel Castro (dont un observateur nous dit qu'il avoit rougi en porlant de lui-roëme, en tant qu'homme, dans ce congrès de femmes I), paursuivant : « Et je le dis franchement, parce qu'il y a certains hommes qui estiment qu'ils ae outobus à une femme enceinte nu à nne vieille femme an à une petite fille ou à une femme de n'importe quel oge. J'estime de même que n'imquel jenne est obligá de céder su place à un vicillard dans un nutobus. » On ne sourait surestimer l'impact de ces paroles du dirigeant cubain, les discussions auxquelles elles donnérent lièu et les effets qu'elles surent. Cette révolution mentale est une œuvre de longue haleine, elle rencontre de fortes résistances, mais tout l'apporeil éducatif cubain a reçu pour mission de former la jeunesse dans l'esprit d'égalité absolue des sexes. Devant une assemblée de l'Union des jeunesses communistes, Ramiro Valdes, membre du bureau palitique, réaffirmait avec vigueur : « Ne

(5) De « gusanos » (vers de terre), nom donné aux contre-révolutionnaires, exiés ou non.

BIBLIOGRAPHIE

- Jean-Jacques Alphandéry : Cuba, l'autre révolution, Editions sociales, 1972.
- A. Carrel, G. Fournial : Cuba socialists de A à Z. Editions sociales 1975
- Fidel Castro : la Révolution cubaine, Maspero, 1968.
- René Dumout: Cuba est-il socialiste? Le Seuil, 1969.
- Jean-Pierre Garnier : Une ville, une révolution : La Havane, Anthropos, 1973.
- Ernesto Guevara : Souvenirs de la guerre révolutionnaire, Maspero, 1967; e Socialisme et l'Homme, Maspero,
- M. Huteau, J. Lautrey : l'Education à Cubs. Maspero, 1973.
- Claude Julien : la Révolution cubaine, Julliard, 1961.
- K.S. Karoi : les Guérilleros au pouvoir, Lationt, 1970.

EN FRANCAIS

- Jean Lamore : Cuba. P.U.F., « Que sais-je? », 1953, 1969 et 1973.
- Herbert Matthews : Fidel Castro, Le Seuil, 1970.
- Robert Merle : Mogcada, premier combat de Fidel Castro, Laffont, 1965.

DANS LES REVUES

- « Cuba, quinze ans de castrisme », Problèmes politiques et socianx. la Docu-mentation française, 21 juin 1974 (recueil d'articles publiés en France et à l'étranger, discours de dirigeants cubains). ● Antoine Blanca : « Les institutions de
- Cuba », la Nouvelle Revue socialiste, nº 7, 1975.
- Carlos Serrano : « L'expérience de Matanzas », la Nauvelle Critique, avril 1975.
- Cuba Si, revue de l'Association France-Cuba, 4 et 6, rue du Château-Landon,

PUBLICATIONS CUBAINES

- Edition hebdomadaire de Granma, quotidien du comité central du parti
- Bohemia (hebdomadaire).
- Cuba internacional (hebdomadaire). · Revolucion y cultura (mensuel), organe
- officiel de Conseil national de la culture. ● Economia y desarrollo (bimestriel), publié par l'Institut d'économie de l'université de la Havane.
- Casa de las Americas (bimestriel),

● Tous les discours importants de Fidel Castro sont publiés (en espagnol, anglais et français) par les éditions Ciencias so-ciales de l'Institut cubain du livre.

EMISSIONS DE RADIO EN FRANÇAIS Radio Habana Cuba Apartado de Correos 70-26-La Havane Pour l'Europe : de 19 heures à 20 h 40 G.M.T., 25 m., 11 355 KhZ. Pour la sone de la Méditerranée : de 7,30 h e h 30 G.M.T., 16 m., 15 230 KhZ; de 17 h h 18 h 40 G.M.T., 19 m., 15 230 KhZ et 25 m., 11 720 KhZ. LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication : JACQUES FAUVET Bédacteur en chef : CLAUDE JULIEN

Prix tie l'abounement annuel (en francs)

Etranger 73

PAR AUION (Abonnement et taxes)

Europe (y compris Turquie d'Asie, Acores, Chypre, Madère), Algèrie, Marco et Tunisse. S7 Afrique francophone, Guadeloupe, Gnyane française, Martinique, Réunion 96

Réunion 95

Comores, Madagascar, Laoa, Vietnam de Sud, Nouvelle-Calèdonie, Neuvelles Hébrides, Polynésie française, République khmère, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Putuna 115

Arabie Scondite, Iras, Irak, Israel, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie 101

Syrie 161 Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Maiasle, Mongolle, Philippiese, Singapour, Taiwan, Timor, Thaliande, Vietnam de Nord, Australle, Nouvelle-Zelande, autres pays d'Océanie 140

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 15427 PARIS CEDEX 09

(Chèque postal . Paris nº 4207-23) Tái Rédaction 770-91-29 Tél. Publicité . LAP 05-02 Télez : Le Monde 55.572 Paris

5.0 · ... arrest of a

مرجور cun : him c ni l'u 5523 6 men: Ports. dirette faisai.

 $\mathbf{P}^{!}$

5**e**/:

rest

Can:

perdex jamais de vue que cette lutte pour l'égalité ne souroit se confoadre evec la grossièreté. C'est poarquoi les jeuces gens doivent être des exemples galanterie proletarienne, de considération proterienne envers la femme. Et ils doivent contribuer à développer ces habitudes chez les enfants. >

Le code de la famille

I E < code de la famille », entre en vigueur le 8 mars dernier, est un document étornant qui formalise dans le détail les progrès de l'égolité des sexes. Son préambule indique que, au cours de la discussion populaire dans le pays, plus de quatre mille observations et suggestions furent présentées à cent vingt et un des cent saixante-six orticles du projet. Pour certains hommes, ces discussions représentèrent, nous dit-on, un traumatisme. Le code fixe l'êge du marlage à dix-huit ans, des dérogations pouvant être accordées : seize ans pour les hommes, quatorze ans pour les femmes (pour ces demières, l'ovant-projet prévoyait douze ans, ce qui montre qu'une maturité papulaire certaine s'est manifestée ou cours

Taute discrimination est supprimée à l'encontre des enfants naturels. Si le mariage « doit se célébrer avec la solennité et la dignité que l'événement, de par sa signification sociale, requiert », le divorce par consentement mutuel est établi. Le code de la famille fixe clairement les devoirs des enfants : « respecter, aider ses parents et, tent qu'ils sont investis de la puissance paternelle, leur abéir » ; les parents, de leur côté, ne peuvent se soustraire à leurs responsabilités en matière d'éducation et de préparation à la vie sociale. Ils ne peuvent réprimander et corriger leurs enfants que « de manière adéquate et modérée ». Ce sont toutefois les articles 24, 25, 26, 27 et 28, traitant des relations conjugales, qui ont soulevé le plus d'objections. L'égalité absolue entre

conjoints est proclamée : « Chacun, dans la mesure de ses capacités ou de ses possibilités, deit participer au gauvernement du foyer. » Enfin, même le conjoint qui trovoille à l'extérieur (c'estó-dire l'homme en général) a le « devoir de coopèrer aa travail domestique et à la garde des enfants ». Certes, tout n'est pas règlé par une simple disposition législative, mois quand on sait que ce texte a été longuement discuté par des centaines de milliers de Cubains des deux sexes, Il représente davantage qu'un vœu pieux et constitua au mains l'amorce d'une remise en question d'habitudes séculoires. « On en a discuté dans la rue; dans les autobus », naus dit Roberto Fernandez Retamar, mais le changement d'attitude ne concerne pas seulement les hommes mais aussi les femmes. Pour beaucoup d'aetre elles, an homme qui fait la vaisselle est un homosexuel. Mais pour la jeage génération qui est actuellement à l'écok le problème ee se posera pas. C'est véritablement une autre útope de la révolution qui est an vue. »

Eliminer le centralisme bureaucratique

L'orticle 5 de l'ovont – projet de Constitution de la République de Cuba en discussion dans tout le pays précise : « Le parti comma-niste de Caba, ovant-garde argani-

see marxiste - laniuiste de la classe auvrière, est la force dirigeante supérieure de la société et de l'Etat, qui arganise et oriente les efforts communs vers les haats objectifs de l'édification da socialisme ainsi que la marche vers l'avenir comm

Sous cet ongle, Cuba ne se distingue guère du modèle théorique des pays socialistes de l'Europe de l'Est, mais les modalités de recrutement du parti demeurent originales. Le parti communiste cubain est de création récente : 1965. Certes, Juan Antonio Mella, courageux et brillant dirigeont étudiont, ovoit-il fondé le premier parti communiste cubain en 1925, devenu en 1943 le porti socioliste populaire (P.S.P.) et pratiquement dirigé jusqu'en 1961 par Blas Roca, oujour-d'hul membre du secrétoriot du P.C. C'est en effet en 1961 que fusionnèrent le P.S.P. et les deux formations de la lutte armée antibatistienne : le mouvement révolutionnaire du 26 juillet (MR 26,7) et le Directoire révolutionnaire du 13 mars (DR 13.3). Ainst naquirent les ORI (Organisations révolutionnaires Intégrées, devenues plus tard le PURSC (Parti uni de la révolution socioliste de Cuba). puls, enfin, en 1965 le P.C.C. (Parti communiste de Cuba).

Un comité central de cent membres (dont quotre-vingt-douze seroient oujourd'hui vivants), un bureau politique de huit membres, tous (sout le président de la Republique, le Dr Oswaldo Dorticos) anciens du Mauvement révolutionnaire du 26 juillet : Fidel et Raul Castro, Juan Almeido, Armondo Hort, Guillermo García, Sergio del Volle et Ramiro Valdes. Les anciens du P.S.P., notom-ment Blas Roca et Carlos Rafael Rodriguez, n'opporoissent qu'ou seln du secrétariot qui comparte onze membres. En pratique, le comité central slege rorement (le dernier dont il a été foit état remonte à la veille du voyage à Alger de Fidel Costro en 1972). Le bureau politique se réunit toutes les deux semaines, et le secrétariat

Un parti « sélectionniste »

D'APRES la revue soviétique « Partiynaya Zhin » du 10 ovril 1973, le nombre de membres du parti cubain est d'environ deux cent mille (9) C'est donc une organisation d'ovant-garde, « sélectionniste » et non une arganisation de masse. On n'y odhère pas sur simple demande, pas plus qu'on n'y est coopté sans discussion publique. Dans lo pratique, c'est sur le lieu du travail que se prépare l'adhésion.

Chaque onnée environ o lieu une ossemblée générale des travailleurs, dite « ossemblée de craissance du parti », ovec pour ardre du jour l'odhesion de nouveaux membres. La cellule du parti (nucleo) propose une liste de candidats qui dolvent au mains être « travailleurs d'avantgarda > et ovoir fait la preuve de leur « attitude résultats et par leur valonté dûment démontrée de parfectionnement culturel. Chaque nom propose est examiné et les membres de l'ossen pauvent en ojouter de nouveaux. Un vote o lieu à main levée pour fixer la liste définitive. Dans une deuxième étape, les instances du parti vérifient si les candidats élus ont également une « attitude révolutionnaire » dans leur vie quotidienne, c'est-à-dire essentiellement dans leur C.D.R., s'ils veillent à l'éducation de leurs enfants... Ensuite, une ossemblée des membres du parti au niveau de la section discute à nouveau des condidatures qui sont ratifiées par le comité central. Si un nom proposé par la base n'est pas enterine, les raisons doivent être communiquées au candidat écarté, souf si ce demier ne le souhaite pas.

D'après plusieurs témoignages, il semble que ces « assemblées de craissance du parti » soient réellement onimées, et que les listes proposées pe soient pas automatiquement et immédiatement

Dans son ouvrage: Une ville, une révolution : La Havane, J.-P. Gamier y voit seulement « une cérémonie rituelle au l'assemblée da personnel... est invitée à ratifier par acclamations les chaix apérés dans le plus grand secret par les organes dirigeants da parti ». Si tel a été le cos dans les années 70, il semble que, dans ce domaine comme dans les outres, l'échec de la zafra de 1970 ait conduit à une révision des méthodes et à une réanimation du parti dont Fidel Castra offirma l'urgente nécessité dons ses discours de mars 1970 et dans l'importante réunion tenue en août 1970 entre les membres du bureau politique, les principaux dirigeants du parti de l'Etat et des argoni-sations de masse. Dans tous les discours des dirigeants, l'accent est mis sur l'exemple que dait donner le militant dans so vie publique et privée. et il est de fait qu'à plusieurs reprises nous avons pu constater le respect dont jouissaient des membres du parti communiste qui nous étoient présentes. « C'est très fatigant d'être militant, nous disait l'un d'entre eux, on attend constam-ment beaucoup de nous. » Dans un discours prononcé le 4 mars 1973 devont les cadres et

fonctionnaires du comité central, Raul Castra, expliquant les nouvelles structures du parti, roppela à de multiples reprises que c'est seulement par la persuasion, la discussion et la voleur de l'exemple que le parti peut gagner appui et confiance. Ce thème est constamment développe par les dirigeants : sans daute certaines mauvaises habitudes prises rendaient-elles ce rappel néces-

La tenue du premier congrès du parti dix ans oprès sa fondation et cinq ans après les révisions déchirantes de 1970 indique que les dirigeants cubains ont estime qu'une clarification et une stabilisation suffisantes ovaient été otteintes dans la définition et l'action des organisations de masse du parti et de l'Etat. La mise en place des institutions du pauvoir populaire dons la province de Motonzas, en juillet 1974, a constitué une sorte de mise à l'épreuve de la délimitation des pauvoirs entre le parti et l'administration. Le bilan d'un on de fonctionnement va permettre d'en élargir l'application à tout le pays (10), ainsi que le pré-voit l'avant-projet de Constitution.

Pouvoir populaire en Matanzas

ES Institutions du pauvoir populaire visent à permettre un contrôle direct de la population sur ses propres offaires et à éliminer les tares de lo période précèdente. « Il faut, dit Raul Castro, essayer qu'elles naissent suas les vices et les macvaises habitudes qui s'étaient développés chez naas tons au cours des années d'absence de ces institutions : excès de centralisation dans bequeeup de domaines, methodes administratives inade-quotes, incompréhension et coefusion quant aux rôles respectifs da parti, des organismes d'Étot et des organisations de masse. En de nombreux cos, en de très nombreux cos, ils s'étaient convertis en procédés bureaucratiques... L'existence des organes de pauveir populaire dait signifier la sappressien du ceetralisme bureaccratique existant dans de nombreux sectears de l'appareil d'Etat. » Ces propos furent prononcés le 22 pout 1974 en conclusion d'un seminoire de dix-sept jours réunissant les mille quotarze délégués élus pour exercer les nouvelles responsabilités du pouvoir populaire dans la province de Matanzas. Il s'agissait de donner en quelque sorte un « mode d'emplai » des institutions et de mettre en gorde contre les écuells les plus évidents, en engagean les élus à assumer pleinement leurs responsabilités et à faire preuve d'initiative.

Ces mille quatarze délégués ont constitué trente municipalités, désigné cent cinquante et un délégués qui siègent dans les assemblées des cinq égions qui, à leur tour, ont pourvu les soixantehuit slèges de l'assemblée provinciale. « Ces élections ant été les plas pures de l'histoire de autre pays », o dit Fidel Castro. Tous les ospirants ó la candidature furent désignés par les assemblées générales dans chaque C.D.R. ou regroupement C.D.R. Une commission électorale établit ensuite la biographie de chaque candidat avec sa phota, son curriculum vitae complet, en n'omettant pas les paints négatifs (dans un cos précis, un condidat désigné avait été l'objet d'une condomnation pour un petit délit de droit commun). Ces biographies furent distribuées dans tous les

foyers et offichées dans les lieux publics. Pas de compogne électorale au sens occidental du terme. La campagne électorale du condidat, pour reprendre les parales de Fidel Castro, « c'est se propre biographie, se conduite tout as long de se vie ». Sur l'ensemble de la province il y eut quatre mille sept cent douze candidats, soit en movenne 4.6 par siège. Dans une circonscription II y en eut jusqu'à quinze. Ne furent exclus du suffrage, outre les citoyens de mains de seize ans, que les détenus purgeant une peine de droit commun, ou pour octivité contre-revolutionnaire, les candidats à l'émigration définitive et les citoyens directement compromis avec le réalme batistien (soit en tout 2 %). La majorité absolue était requise au premier tour ; en cas de ballottage seuls restaient en lice pour le second tour les deux candidats arrivés en tête. Si la participation à la désignation des candidats fut de 72 %, elle atteignit plus de 90 % lars des élections. Sur l'ensemble des mille quatorze délégués, 41 % ne sont membres ni du parti ni des jeunesses communistes. Le Dr Raul Ruiz, chef du département des offoires judicioires et du pouvoir populaire au comité central du parti, nous cite des cas au des non-communistes furent désignés contre des communistes. « Tout le moede se conecit, on rencontre le délégué daes l'autobus, dans l'entreprise, chez lui. Si ue non-communiste est proposé, le communiste doit se demander pourquoi. C'est une écolo aussi bien pour les militants que paar les nau-militants. »

Le pourcentage de communistes augmente considérablement au niveau des assemblées régio-noles (74 %) et de l'assemblée provinciale (75 %). Attentian! rappela Raul Castro, « les organiss du patroir papaloire ne sont pas ceux du parti. Le parti peut et doit suggérer, proposer, recommander, conseiller, orienter, mais jourais imposer des décisions... Il est nécessaire de répéter sons cesse et en tous lieux l'indispensable autonomie des organes da pouvoir papalaire ». Le délégué élu ne perçoit aucune rémunération supplé taire, doit tenir des permonences et rendre pério-

liquement compte de son activité à ses électeurs. Il est révocable « à n'importe quelle beure du jour et de la nuit » par ses mandants. Le Dr Raul Ruiz naus signale deux cas de révocation. Les responsabilités des organes de pouvoir populaire sont considérables puisque, paur la province de Matanzas, ils se sont vu transférer le contrôle de la gestion de cinq mille cinq cent quatre-vingtdix-sept unités de production et de services. « Il ne faadra plus écrire au ministère de l'éducation paar remplacer la vitre d'use école », nous dit un délégué. Tous les élus ont reçu comme consigne formelle de répondre à tautes les questions qui leur sont posées, et, quond une revendication ne peut être satisfalte, d'en danner les raisons, qu'il s'agisse du fonctionnement de l'école, de l'hôpital, des boutiques, des transports ou des cinémas.

L'avant-projet de Constitution

A généralisation à tous les niveaux de l'Etat du pouvoir populaire, c'est précisément l'un des paints les plus importants de l'avant-projet de Constitution. Le pouvoir suprême y sera assure par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire élue pour cinq ons, on ne sait encore si ce sera au suffrage direct ou indirect, par les délégués locaux du pouvoir populaire IBlas Roca, qui fut le responsable de la commission de rédoction de l'avont-projet, nous conficit qu'à son ovis ses effectifs sergient de trois cents à quotre cents). L'assemblée élit en son sein un Conseil d'Etat composé d'un président, d'un premier vice-prési-dent, de cinq vice-présidents et de vingt-quotre autres membres responsables devant elle. Le president du Consell d'État est égolement président du conseil des ministres dont Il propose la liste à l'Assemblée. Ainsi, comme dans tous les pays, latino-américains, le chef de l'État sero en même temps chef de gouvernement, ce qui facilitera la représentation cubaine oux conférences à venir (Fidel Castro n'est octuellement que chef du gouvernement). Le Conseil d'Etat, émanation directe de l'Assemblée, dispose du pouvair légis-lotif entre deux sessions parlementaires puisqu'il peut promulguer des décrets-lais dont il devra rendre compte. Il remplace également pendant cette période l'Assemblée dans ses préragatives de contrôle du gouvernement et des autorités locales. Il désigne les représentants diplomatiques de Cuba à l'extérieur. L'orticle 87 précise qu'il o un caroctère collègial et que, sur le plan national et internotional, il assume la représentation suprême de l'Etot cubain.

La Constitution assure le droit ou trovoil pour chacum (article 7), le droit d'héritage des blens personnels. En ce qui concerne la terre des petits agriculteurs, ne peuvent en hériter que les descendants qui la trovoilleront eux-mêmes (article 24). L'orticle 27 est consacré à la protection de l'environnement et fait obligation aux autorités et à chaque citayen de veiller ou mointien de la propreté des eaux et de l'atmosphère, de protéger la faune et la flore. La liberté de création ortistique est garantie dons la mesure où son contenu ne sera pas contraire à la révolution (article 381. La liberté de culte (article 54) est également rappelée, mais II est illégal d'opposer la fal au les croyances religieuses à la révolution.

Au cours des dizaines de milliers d'assemblées de discussions qui se sont tenues dans le pays, aussi blen dans les C.D.R., les syndicats, centres de travoil, que dans les réunions de la F.M.C., les suggestions les plus fréquentes ont été les suivontes : donner à Cuba le nom de République socialiste de Cuba, indiquer que la longue officielle du pays est l'espagnol. Les réunions de l'ANAP (Association notionale des petits agriculteurs) se sont particulièrement intéressées à la propriété de la terre garantie dans l'article 20 et oux problèmes d'héritage. Si on lit entre les lignes les comptes rendus de la presse, il semble que des éclaircissements n'aient pas été inutlles pour emparter l'adhésion des paysans lors des réunions. De nombreuses assemblées ont proposé que figure dans la Constitution l'obligation de 'enseignement secondaire pour tous. Un tel vœu n'a guère de chance d'être suivi, les dirigeants cubains, échaudés par l'expérience des années 60, ne voulant rien promettre qu'ils ne puissent tenir. L'article qui a souleve le plus de passion est l'article 32, relatif à la perte de nationalité, problème brûlant ouisque des centaines de milliers de Cubains sont exiles, surtout en Flande, et qu'ils ont en général des parents dans l'île. Le texte de l'article exclut de la nationalité cuboine « caux qui conspirant au agisscut d'une façon ou d'une autre contre Caba » mois pas la masse des exilés, ceux qui, pour reprendre lo définition qu'en donne ploisamment Grasse, e simplement incopobles de s'adopter à une société de travail, à ane société sans privilèges personnels, à ace société saes exploitation de l'hamme par l'homme, sons mendiants, sons prostitution, sons jeu, sons discriminatioe, quittèrent le pays ». Ceux-là peuvent rester Cubains en remplissant les formalités habituelles. Au cours de nombreuses assemblées, une pression s'était exercéa pour exclure de la nationalité cuboine taus les exilés, Après discussion, les motions en ce sens furent en général repoussées. D'une manière générale, base » se serait montrée plus dure que les

L'ensemble des propositions (retenues ou non) serant adressées à la commission préparatoire centrale du premier congrès qui les analysera, les retiendra ou non, et les soumettra au congrès.

Le charisme de chef sepreme vieillissent meis encore robuste est en voio de disparition. Il y a des années que Castro n'a lance aucune idée aquivelle et audacieuse », écrivait en janvier 1974 un commentateur oméricain (11). On no sourcit mieux tromper l'opinion du « grand voisin du Nord ». Ce qui frappe, ou contraire, c'est depuis 1970 la capacité de correction des erreurs des dirigeonts et la disponibilità taujours oussi grande de la masse du peuple pour les changements d'envergure qui se préparent. L'ins-titutionnalisation de la révolution n'est pas un assagissement. Le système socialiste cubain ne peut fonctionner dans la passivité, encore mains la contrainte. Il requiert la mobilisation, l'enthau-siasme. Pour autant que l'observateur puisse en juger, cette mobilisation, cet enthouslasme exis-tent. Sera-t-II possible de les maintenir lorsque les objectifs économiques permettant une société de bien-être pour tous seront atteints? On en est, certes, encore lain. La levée des sanctions économiques décidée par l'O.E.A. et l'éventualité d'une reprise des relations ovec les Etats-Unis ne vontelles pas supprimer un ennemi qui sert de repaus-soir? Nan, répondent les Cubains, relations diplo-motiques ou pas avec les Américains, jamais nous ne baisserons la garde. L'oudience croissante de Cuba dans les Caroïbes, l'Amérique latine et le reste du monde se traduit par un véritable ballet de délégators à La Havane. Ces demiers mois, sont notamment venus en visite officielle : MM. Burnham, premier ministre de la Guyana ; Monley, premier ministre de la Jamoïque ; Eric Williams, premier ministre de Trinité et Tobogo; Palme, premier ministre suédols; Echeverno, président du Mexique, sans parler des innombrables visites à des échelors mains élevés (12). Les Cubains sont légitimement fiers des propos admiratifs que tiennent leurs visiteurs de marque, souvent Impressionnés par les réalisations dans le domaine de l'éducation et de la santé. « Nous evens vraiment des choses à apprendre des Cubains », nous confiait M. Bumham dons l'ovion qui le romenoit à Georgetown. « Dans beaecoap de domaines aus objectifs sont communs. et ja soubaite qu'anc coopération politiqua s'instours entre cous. »

Les hommes meurent...

«M INUTE oprès minute la temps s'écoule «IVI pour nous, les dirigeants bistoriques de la révolutice », o dit Raul Castro. C'est oussi une des motivotions de l'institutionnalisation du pays et du renforcement du parti. Les affiches reprennent dans tout Cuba les paroles de Fidel Costra : « Les hommes meurent mais le parti est immortel. » C'est aussi pourquoi, psychologique-ment et politiquement, le porti octuel est présenté dans un continuum qui commence avec le parti révolutionnaire cubain de José Marti, passe par le parti communiste de Mella et incorpore les figures maintenant mythiques du « Che » et de Camilo Clenfuegos, Il n'est pas pour l'Instant

question de relève. Le prestige de Fidel Castro, l'offection, l'odmiration que lui parte le peuple restent intacts sons que pour outant on puisse parler de culte de la personnalité. Sur environ mille sept cents timbres émis à Cuba depuis 1959, son portrait n'opporaîtque sur moins d'une demi-douzaine, et encora n'est-il jomais seul. Pas de rue à son nom, pas de portraits publics. La polarisation affective se falt sur les morts : « Comilo » ou le « Che ».-C'est molgré tout par les discours de Fidel Castra que se morquent encore les temps forts de l'his-toire cubaine recente, encore que l'habitude se prenne de le « réserver » pour les très grandes occasions, et de faire connaître systematiquement tous les autres dirigeants; oinsi: le discours du 1st mai dernier fut-II prononcé par Roberto Velga, secrétaire général de la C.T.C.

Mais le « Commandant en chef » a encore un rôle copital à jouer dans la mesure où, seul de tous les dirigeants (à l'exception, dans une certaine mesure, de son trère Raul), il dispose d'une fantastique équation personnelle qui donne à tous ses propos une étonnante résonance sociologique. Les grandes transformations économiques et politiques de la société cubaine sont largement omarcées, mais la révolution des mentalités est une œuvre de plus longue holeine. Elle implique non seulement la définition d'objectifs nouveaux dans l'activité économique, palitique, culturelle, mais l'invention de types de rapports, entre les hommes pour lesquels il n'existe oucun modèle. Le « comp socialiste » o en effet assez peu à offrir sur ce plan. Ce peut être maintenant la tâche historique de Fidel Castro d'esquisser le profit de cet « homme nouveau » dont avoit rêvé Che » Guevora.

(Copyright Bernard Cassen et le Monde diplomatique.)



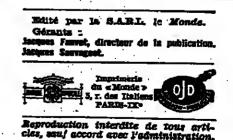
(Dessins de PLANTU.)

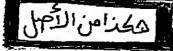
(9) Dans leur covrage Cuba socialiste de A d Z, André Carrai et Georges Fournial citent le chiffre de solzant:-treize mille. (10) Sur le plan juridique, Cuba est régie par la loi fordamentale adoptée en février 1859 et qui reprand dans l'ensemble la Constitution de 1940, considérée comme progressiste pour son époque. Bies entendu, de nombreux amendements (ainsi le code de la famille) sont intervenus.

(11) George Volsky . « Cuba Fifteen Years later ».

Current History. Polladelphie, volume 88, nº 389,
janvis: 1974, cité dans Problèmes politiques et sociaux, 21 janvier 1974.

(12) La reprise des liaisons sériennes avec le Venesuela et Fanama va signifier également la fin d'un certain isolement vis-à-vis do l'aire normale d'influecce de Cuba (La Havane est sctuellement reliée à Georgetown (Cuyans) — vis la Jamaique, is Barbade et Trinité et Tobago, à Montréal, Mexico. Lisbonne, Madrid, Francfort, Rabat, Moscou, Prague.





«SEXE ET CARACTÈRE» d'Otto Weininger

Por YVES FLORENNE

TRANGE destin que celui de ce livre et de son auteur! L'euvrage tomba dans un silence hostile. Qu'on imagine l'effet d'un tel sujet, et du seul mot « sexe », dans la Vienne de la Belle Epoque! Six meis après, Otto Weininger — il u vingt-trois ans — se tue dans une chambre de la maison où est mert Beethoven. Quelques muis oncore et Sexe et caractère connaît un succès feudroyant qui ira eroissant : Il sera sans cesse réimprimé et traduit dans toutes les langues — saul en français. Pour cette traductleu-là, il n'aura fallu uttendre que soixante-douxe uns. Encore est-ce en Suisse qu'elle paraît anjeurd'hui. Rlen n'avalt manqué un livre, pas même l'auréolo funèbre de Werther : dans son excellente introduction. Boland Jaccard à qui l'on dolt cette publication en français, rapporte que des jeunes filles juives se suicidèrent : suicide qui constituait d'ailleurs une sorte de pléonasme, puisque les victimes de la lecture s'anéantissaleut pour uveir été convaincues de leur propre néant.

propre neant.

L'antisémitisme de Weininger, auquel n'est d'ailleurs consacré qu'une petite partie de l'ouvrage, n'auralt en soi rien de très eriginal. Ce qui l'est, e'est le rapport soi rien de très eriginal. Ce qui l'est, e'est le rapport établi avec l'antiféminisme : et e'est le caractère radical et absolu de cet antiféminisme même, auprès duquel celui des pères de l'Eglise parait bénin. Au vrai, e'est une destruction totale de la femme, opérée avec une froideur, une rigueur assex effarantes, dans une lumière prétendument platonielenne et kautienne, glacée par l'esprit prussien et une sorte de castration volontaire. Un tel antiféminisme confère à Weininger une actualité en négatif : alers que sa théorisation antisémite et surtout sexologique fent de lui un inquiétant précurseur.

Autant poser comme postulat la fermule définitive qui conclut — C.Q.F.D. — sa longue démenstration ; « Les femmes sont dépourvues à la feis d'essence et d'existence ; elles ne SONT pas et ne sont RIEN. On est homme ou femme dans la mesure où on est ou

I E lecteur apprendra donc, au fil de ce disceurs — d'une implacable e logique » déductive, que, d'abord, la femme « n'a pas d'âme e; partaut, qu'elle ne saurait aveir de mol : qu'elle est « l'inconscient » même, alors que l'hemme est le « conscient » par excellence ; qu'elle est « non-libre par essence » (cette essence que, d'ailleurs, elle ue passède pas); sou rapport à l'homme est celui de l'abjet an sujet (ce dont l'hemme, bien sûr, est totalement innocent); qu'elle est la négation, faite chair, des vertus dont l'homme la crédite pour se justifier lui-même de recourir à cette « beste à jupes » (comme dit Swift) : ul pudeur, ni pitié, ni « eœur », facapable, par consequent, d'amour. Il le faut bien, sioon elle accèderait à l'existence, pulsque l'ameur, apanage exclusif de l'homme. tence, puisque l'ameur, apanage exclusif de l'homme, implique un véritable : amo ergo sum. Mais e'est « qu'il implique un véritable : amo ergo sum. Mais c'est « qu'il D'est d'amour que platonique » : leur adorateur « ennule presque aussi vite les Béatrice que les Mes-saline ». Aussi bien, la supériorité de l'homme est absolae : « L'homme situé le plus bas dans l'échelle des valeurs est INFINIMENT supérieur à la femme, même la plus remarquable. » Mais en quoi une femme pent-elle done être remarquable? On le verra plus lein : en ce qu'elle est un peu hemme. Telle raison décisive d'infériorité, et même de nen-

Telle raison décisive d'infériorité, et même de nen-existence, va jusqu'à neus divertir : « Si la femme possédait un mui, elle aurait le sens de la propriété. Or, la kleptomanie... e, etc. Weininger s'avise-t-il que ce mépris de la propriété d'autrui ue va doue pas sans un certain penchant pour l'appropriation? Mais sutile, et purement mohilier. Ce qui manque à la femme, la marque et l'accable. e'est le sens de la propriété immehilière! (Teut comme aux Juifs, communistes par Telle raison décisive d'infériorité, et més

Au feud, au cœur de la pensée de Weininger — et, bien entendu, de sa sexualité — il y a cette ldée ehré-

tienne : e La femme est la FAUTE de l'homme, » Elle n'est tout entière que sexe; sa seule raison d'être : l'accouplement : le sien et celui des autres. Avec sa l'accouplement : le sien et celaî des autres. Avec sa conséquence : la e répugnante fécondité ». Décidément, Weininger est très baudelairien ; lui aussi a d'autant plus hurreur du péché qu'il le commet, uu qu'il est trop tenté de le commettre. Or le salut de l'hemme est dans la chasteté. Sans doute, elle condamne l'espèce. Mais l'espèce même est répugnante : seule cempte et existe l'âme, l'esprit individuel. e Le refus de la sexualité ne tue que l'homme physique, pour faire place à l'homme spirituel. » Quelque peu cathare aussi, notre Prussien.

aussi, notre Prussien.

Alors, se demande-t-il, la femme est-elle un être humain? Oni, teut de même. Dans la mesure un elle

C'EST ici qu'intervient une attenuatien à la thèse — laquelle ne concerne que la « femme abselue », qui n'existe pas plus que « l'homme absolu » — fendée sur l'idée la plus intéressante et qui nons est devenue familière : celle de bisexualité. Hemme et femme contiennent, en proportien plus eu moins grande, des contiennent, en proportien plus eu moins grande, des éléments du sexe epposé. Mais eu la thèse retrouve sa cehérence : ce sont justement les éléments masculins qui, dans la femme, l'élèvent et peurraient la sauver (alors que les éléments féminins degradeut évidemment leur porteur). Ainsi possède-t-elle quelques parcelles de hien et de velonté : c'est l'hemme qui veut en elle. e Ce qui dans la femme veut s'émanciper, c'est l'homme »; et e le seul ennemi de l'émancipation de la femme est la femme, » Enfin. « il n'y a pas de génile féminin, il n'y en a jamais eu, il ne peut y en aveir ». En toute femme de grand talent, c'est l'homme qui parie et crée. Exemple : George Sand ; femme-bemme, qui feurnit, en eutre, une illustratien de la complémentarité avec ses deux llaisons célèbres. Musset, « le poète lyrique le plus féminin que le monde ait connu » (ce qui est fert exagéré) ; et Chopin, « la seule femme (sie) compositeur de l'histoire de la musique ». Weininger ne veit même pas qu'il s'enferre : une « femme » est deue capable de Lorenzaccio en des Nocturnes. A la boune heure! houne heure!

Mais l'Ironie ne deit pas détourner le lecteur de prendre le livre au sérieux. On a vu qu'il avait assex de ferce pour troubler, convainere et même conduire au désespeir. Il contient nombre de vérités partielles, d'intuitiens, d'ebservations justes, diaboliquement erieu-tées et utilisées. Diabolique enfin la conclusion même : il existe une possibilité de salut peur la femme : la renenciation à la sexualité, donc à son être même. « La femme doit disparaître comme femme. »

EN attendant, elle reste cet être à demi humain. E Comme le juif. Et voici la charnière par quoi s'onvre l'antre volet de la thèse. Je livre celle-ti en bloc : si les juifs — comme d'ailleurs les Noirs et les Chinois — sout des espèces inférieures, sans guère d'âme ni d'existence, e'est parce que ee sont des races femmes. L'acteur eroit ajecter à soc crédit en déclarant qu'il est lui-mème juif. Tontefels, le don de prophétie n'est pas le fort de ce juif-là. Cemme il avait annoucé que les femmes étaient à jamais exclaes de toute participation à la vie politique, il déclare péremptoirement : « Toutes les tentatives sionistes sont voutes à l'èchec. Il n'y a les tentatives sionistes sont voutes à l'échec. Il n'y a jamais eu d'Etat juif et ne saurait y en avoir. »

Pea importent aberrations, contradictiens, « preuves » scientifiques et naïvetés. L'intérêt, en quelque sorte monstrueux du livre, c'est d'apporter la révétation à l'état pur du lien fondamental, le plus souveut masqué, en tout cas inaveue oa même inconscieut, entre sexisme

(1) Edit. L'Age d'hemme, 10, rue Métropole, Lausanne Coll. « Sphinx » dirigée par R. Jaccard. Trad. Daniel Roueud, diffusion Bernard Laville, Paris, 1975, 291 pages,

AFRIQUE

A la recherche de la révolution libyenne

Libye, qui jut naguère le pays le plus pauvre, s'équipe à grands jrais. Conseillers et techniciens étrangers affluent de purtout pour participer à la réalisation d'un objectif umbitieux: l'indépendance économique et l'uutosuffisance dans vingt ans. Effectivement, le temps est compté puisque les réserves de pétrole seront épuisées en l'espace de trois décennies. La question est de savoir et les mayens mis en œuvre et le type de croissance choisie sont computibles uvec la résolution unnoncée pur le président Kadhaji.

dhaji.

Un cas d'espèce dans le tiers-monde:
le régime libyen permet en quelque
sorte à Ruth First de prolonger ses
précédentes recherches sur le pouvoir
milituire en Afrique (1). Prenant au
mot le colonel Kadhafi et sa « troisième théorie » (une troisième voie
entre le capitalisme et le communisme)
efferte en modèle aux Etats africains
et arabes, Fauteur purt donc à la recherche d'une e révolution insaisissable » (2) — le titre de son livre
donne d'emblée une idée des conclusions auxquelles l'a conduite une donne d'emblée une idée des conclu-sions auxquelles l'a conduite une enquête exhaustive sur les fondements idéologiques, politiques et économiques du régime. Elle en tire une certitude : à en juger d'uprès les coûteux projets industriels et agricoles conque et réali-sés unec l'aide de la technologie et des experts étament et et dérenter est ses usec l'aide de la technologie et des experis étrangers et e si dépenser c'est développer », « alors lla Libye) est entrée dans la course au développe-ment ». Mais ussi un doule sérieux ; que cette course à la reproduction des schémas occidentaux puisse réellement assurer lu viabilité et l'indépendance de l'économie libyenne lorsque sa seule ressource, le pétrole, sera tarie,

ON sait maintenant que les natio-O nalisations et la mise en place d'un capitalisme d'Etut qui se fait le point d'ancrage des intérêts étrangers ne suffisent pas, bien uu contraire, à créer les conditions d'une révolution. Et, dans le cas da colonel Kadhafi, l'histoire de ses négociations avec les grandes compagnies pétrolières montre que ces dernières ne s'y sont point que ces dernières ne s'y sont point trompées, Peu importent alors les prises de posttion fracassantes ou les initiatives intempestives (et vouées à l'échec) sur la scène arabe ou afri-caine : nationaliste s'încère et convaincu, le militaire est désormais l'interlocuteur idéal pour assurer la transition de la décolonisation au néo-impériolisme. Pare cette locious Purth rinstain as la accomisation at neo-impérialisme. Dans cette logique, Ruth First détruit sans peine le mythe du « phénomène » Kadhafi, tout banale-ment tombé dans le piège. Il a obtenu l'évacuation des bases étrangères :

Partant d'un inventaire scientifique de la langue quotidienne, l'enteur de cet ouvrage e'est donc etforcé de mettre à le dispositiou des utilisateurs un choix lexical raisonnable systématiquement assort d'exemples empruntés, chaque fois que c'était possible, à le vie quotidienne. Cette méthode, qui n'evite pas toujours les plèges de l'exotisme (fi y e qualque artifice à illustrer le mot beulangurie par e j'ul rencontré ma coustus Aby à le boulangerie »), offre toutefois l'evantage de replacer le mot dans son contexte le plus usuel; elle devrait permettre anx élèves africains de mieux pratiquer une langue dont il faut bism recomnaître qu'ils u'ent pas toujours la pleine maitrise,

LE VADE-MECUM DE L'EXPATRIE — René Bureau * Société internationale d'études et d'intervention, 237, rue Saint-Denis,

mais il dépendra plus que jamais de l'étranger pour équiper et jormer une urmée sur laquelle repose son pouvoir. Il u obtenu des titres de propriété sur les ressources naturelles : mais son pays est jermement attelé uu char de la croissance à l'occidentale, ce qui ne javoriserait guère des bouleversements internes de nature révolutionnaire.

Il reste que les Libyens ont tout de même accédé à une certaine richesse. Ils ont des produits alimentaires (importés), des écoles et des hôpitaux (équipés et dirigés par des étrangers). Peut-être sauroni-üs trouver les moyens de préserver

ges par des etrangers. Peu-etre sur-roni-ils trouver les moyens de préserver ces acquis jragiles. Ils avaient aussi l'occasion, avec le pétrole, d'édifer les bases solides d'une indépendance qui soit garante de leur avenir en tant que Libyens. Il semble qu'ils l'aient déjà

(1) The Barrel of a Gun, Political Power in Africa and the Coup d'Eist. Allen Lane The Penguin Press. Londres, 1970.
(2) Libya, The Elusive Revolution, Ruth First, Penguin African Library, Londres, 1874. 294 pages, 70 pence.

DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS FONDAMENTAL

POUR L'AFRIQUE. — Jacques David

** Didier, Paris, 1974, 421 pages, 20 F.

Avec ce dietiennaire, le professeur
Jacques Devid e voulu mestre entre les
mains des élèves africains et de leurs
maîtres un instrument de travail leur
permettant de s'exprimer en français simplement, mais correctement et complètement, à l'eral comme à l'écrit. Cette
entreprise, qui e pour point de départ
les recherches et les travaux du professeur
Gougenheim, est justifiée à la fois par
le rôls du français en Afrique noire
francophone, rôle encore accru par le
développement considérable de l'enseignement primaire au cours des dernières
années, et par l'importance non moins
spectaculaire qu'îl a pris en Afrique
anglopboue an niveau de l'enseignement
secondaire.

Partant d'un inventaire scientifique de

Partant d'un loveutaire scientifique de

MICHELINE PAUNET.

Peris, 1974.

A l'heure où de nombreux coopéranta, assistants techniques et autres expatriés en pulasance s'apprétent à boncier leurs malies à destination de l'Afrique noire, le vade-mecum que publie Hané Bureau, professeur à l'université de Paris-Nanterre (en collaboration evez André Raffort), mérite de retenir leur attention à un doubs titre. D'abord pares qu'il pose clairement le problème de l'insertion du cadre français dans un milleu en pielne mutation; en second lieu, parce qu'il a le mérite, rare dans ce type d'ouvrages, de remplacer les recettes pratiques habituelles par une série de réflexions sur les dirficultés de la reucontre entre deux civilisations hétérogènes.

série de réflexions sur les difficultés de la reucontre entre deux civilisations hétérogènes.

Les sociétés africaines sont, en effet, traditionnellement agraires et le passage à la vie urbaine comme eu travail sals-rial qui accompagne inéluetablement le développement et l'industrialisation ne sont pes sans poser de graves problèmes d'adaptation. Dans la mesure où l'interlocuteur africain de l'entreprise ou de servico public agit et réagit en fonction de son enracinement culturel, le cadre expatrié qui est ausai un agent de transformation doit être à même de connaître et d'apprécier les mécanismes du changement. Le coopérant ou l'assistant technique, à quelque nivéan qu'ils situent leur action, unt le devoir de troquer l'enotisme de timbre-posta qui sert encore trop souvent de décor aux visions françaises de l'Afrique noire contre une connaîssance plus sûre des mécanismes et des structures régissant la vie familiale, sociale et culturelle africaine. Sans doute les problèmes posés par la confrontation de valeum différentes apparaissent-ils eux partenaires des deux bords comme dangereux, mais il n'en demeure pas moins qu'ils constituent un présiable indispensable de co nom.

J. C.

EUROPE

DES IRLANDAIS YOUS PARLENT. - Claude

Bailey.

** Neuveso Bureno d'Editlens, Paris, 1375, 136 pages.

La formula d'un tal ouvrage est heureuse et devrait counaitre un certain succès. Dans un formet de catalogue, voici une publication militante qui se pare de l'aspect cossu que donne le papier glacé. Cette juntapositieu de photographies, d'interviews (de militanis de l'I.R.A., de mères de prisonniers, de gens ordinaires...), de documents et d'explications historiques rapides mais uon sommaires — dans una mise en pages particulièrement élégacte — en dit peut-être plus leng sur la réalité de l'Irlande du Nord en lutte que bien des grimoires. Fruit d'un travail collectif (Collectif Irlande, B.P. 97, 75862 Paris Ceder 14). C'est là un bei et utile ouvrage — à effrir et à méditer.

M. Bg.

LA ROUMANIE ALLIEE REBELLE - Jean-

Ame Chalet

** Custerman, e Politique - Histoire »,
Paris, 1872, 137 pages, 12 F.
Correspondant de l'Agence Prance-Pressa

à Bucarest an iendemaiu de l'intervention
soviétique en Tohécoslovaquie. Jean-Anne
Chalet rappelle ce que fut, dans les mois
qui suivirant, le combat diplomatique de
M. Ceausescu pour éviter que la Roumanie us subisse le même sort et affirme
sou indépendance et as spécificité su
sein du bioc communiste : des lendemains
de Prague à la visite de M. Nixon à Bucarest, cela nous vaut des pages parfois
rapides maie d'une lecture agréable, assorties de quelques portraits en pled des
priudpaux dirigeants roumains. M. Chalet
est manifestement plus à l'aise dans le
reportage d'ambiance que dans l'analyse
des problèmes d'un pays qu'il dit besucoup simer.

M. Bg.

ÉTATS-UNIS

KISSINGER. Ses origines, sa formation, son ascension, son apogée. -- Bernard et Marvin Kalb * Robert Laffent, Paris, 1975, 547 pages, 59 F.

Velci l'éditinn française (en dépit de quelques havures, la traductien de Pierre Rocberou est plus qu'benerable! de l'euvrage des frères Kaib eur M. Kissinger, dont le Monde diplematique a rendu compte dans sou eumèro de septembre 1974, lers de sa parutien aux Etats-Unis. Qu'apporte aujourd'bui ce volumineux s reportage historique e du spins celèbre et du pins coutreversé des diplomates de notre temps »? D'abord, uu point de vue d'une grand mansuétude — pour ne pas dire plus — et l'anaiyse a du mai à se dégager du fiet des anecdotes. De nombreux épisodes inédits, certes, qui appartiennent à l'histoire contemporaine eu immédiate — dans le creuset mêms où elle e'élabore : facile fascinatinn du saint

P:

50-5 50-7 50-7 1-11-1 reig 35...3 "¢**;**:

Secto

5525 5

disecte

faisar

des saints transgressé. Mais le compte randu pêche par unilatéralisme : Alexaudre Casella n'avait pas tort de souhaiter lei même que s'ouvrent à leur tour les archives viennamiennes... La guerre du Vietnam est évidemment eu centre du livre, dont les autres têtes de chepitre sont la eermalisation des relations avec la Chine. les négociatiens Est-Ouest et le Proche-Orient. De cette passionnante mais luterminsble et parfois filandreuse lecture, en sort quelque peu abssourdi et, toujours sur sa faim, on se demeude: mais qui donc est Heury Kissinger? Réactien assurément fâcheuse devant ce que l'éditeur présente eemms « la plus complète et la plus brillante blographie » qui « restera comme le première synthèse, la sonrée irremplaçable eur ce destin exceptiennei »...

PROCHE-ORIENT LA FEODALITÉ ET L'ÉTAT EN IRAN. - Paul

Vieille.

* Ed. Anthropos, Paris, 1975, 308 pages, S2 F.

Paul Vieills a séjourné près de huit ans en Iran dans les années 60. Il y a dirigi de nombreuses recherches sociologiques dans le cadre de l'Institut d'études et de recherches sociales de l'université de Tèbéran. Il rassemble let une série d'étodes parfois enciennes mais qui demeurent parisitement actuelles. Ses analyses sur les rapport ville-campagne, eur la vie, la mert et le seus dans la culture populaire, etc., déboucheut eur une discussien de la nature de l'Estat iranien. L'anteur estime que le coocept de mode de productien naintique — nu un concept voisin — n'est pas applicable à l'Iran. L'Eint, affirme-t-il. est un sinstrument de la société féodale s. Il sémane des ponveirs féodeux partieis (et) a pour fouction fendamentale de reproduire le système féodal, d'organiser l'insécurité et l'instabilité nécessaires à sa durée s. Ce livre est un utile apport analytique et conceptuel au décryptage de la réalité tranienne. Les implications politiques (nen formulées) d'une telle analyse s'imposent d'elles-mêmes.

M. Bg.

L'IRAN MODERNE. - Jean Boissel TRAN MOBERNE. — Jean Boissel

* Presses universitaires de France,
Paris, 1915, 128 pages, 5.59 F.

Cet euvrage répond nus critères de
concision et de clarté de la collection

« Que Sais-je ? » Mais l'auteur a, semblet-il, choisi la solution de facilité, ce
préférant e'étendre eur les religions, la
littérature, le tapis ou la musique persans plutôt que sur une anaigre de fend
des facteurs économiques et du régime
politique. A quoi bon s'inquièter, à vrai
dire, puisque. 1 son avis, « l'Iran moderne a amercé (...) nee profende et,
sans deute, irréversible évolutien vers nu
arenir de croissance et de libération écoavenir de croissance et de libération éco-cemique, namenale et individeelle x

e L'AUTORITE DE L'ENTREPRISE, Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise (Rachette Littérature, Paris, 1974, 197 pages, 24 P): Ceuvre collective réalisée par les mambres du mouvement des Jeunes Diri-

• EXPERIENCES EN VUE D'UNE CR-GANISATION PLUS BUMAINE DU TRA-VAIL INDUSTRIEL (Armand Colin, Paris, 1973, 115 pages, 15 F): Compte rendu d'un colloque international réuni à Paris en janvier 1973.

méthode nouvelle de psychologie Self Création Institut

30 minutes de l'Étoile

Paresse, timidité, dyslexie, ungoisse, retard ; vaincre: toutes difficultés d'attention, de concentra-

· Dynamisme, méthode de travail, sens des acquerir:

A TOUS NIVEAUX

pension - week-end - consultations - conseils consultation à Paris sur rendez-vous Documentation sur demande : .

SELF CREATION INSTITUT, 47-49, rae do Paris, 95150 Taverny Téléph. : 960-18-05 et 960-06-25

Ouvert tout l'été

S.O.S CULTURE!

livres et disques français

RESIDENTS A L'ETRANGER ouvrez un compte par une provision de 150F minimum ou l'équivalent en devises

Vous commanderez livres et disques disponibles. Ils vous parviendront dans les meilleurs délais, au moindre coût (détaxe de 6.5% sur les livres remise de 10% sur les disques et cassettes) Envois en recommandé. Pas de frais de dossier pour toute commande supérieure à 100F (sinon 4,50F) Frais réels de port (arion ou surface à votre choix).

inter-livres

38, 40 avenue des gobelins . paris xm . tél. 535.08-46

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Canseil de sécurité : veto américain cantre l'admission des deux Vietnams

A U Consell de sécurité réuni le 11 août à New-York pour statuer sur l'admission des deux Etats vietnamiens, les Etats-Unis ont fait usage de leur droit de veto : l'admission, qui avait reçu l'assentiment de treize autres Etats mambres (le Costa-Rica s'abstenant) n'a donc pu être recommandée à l'Assemblée générale des Nations unies.

Le représentant des États-Unis a rappelé que son pays était favorable à l'admission de tous les pays qui sonhaitaient entrer aux Nations unies, mais qu'en raison du refus du Conseil d'examiner la candidature de la Corée du Sud, les États-Unis avaient résolu de s'opposer à une « universalité sélective ».

poser à une a universalité sélective ».

Le 6 août, en effet, la demande d'admission de la République de Corée n'avait pu être inscrite à l'ordre du jour du Conseil, faute de recueillir un nombre de voix suffisant (7 voix, contre 6 et avec 2 abstentions), tandis que les demandes d'admission de la République democratique du Vietnam et de la République du Vietnam étalent inscrites à l'ordre du jour du Conseil par 14 voix contre 0 avec 1 abstention (les Etats-Unis se sont abstenus lors des deux votes).

En revanche, le Conseil a recommandé le 18 anût à l'Assemblée générale, par un vote unanime, d'admettre au sein des Nations unies la République du Cap-Vert, Sao-Tomé-et-Principe et le Mosambique. Avec l'entrée de ces trois pays, l'ONU comptera cent quarante et un Etais membres.

Ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée.

La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, appelée à débattre des thèmes majeurs du processus de développement — en particulier du nouvel ordre économique international — s'est ouverte à New-York le 1° septembre. Elle doit durer jusqu'au 11 de ce mois. Outre les problèmes de développement, la session s'intéresse an fonctionnement des Nations unles et à l'aptitude du système à faire face aux problèmes économiques et sociaux de la communauté économiques et sociaux de la communauté internationale.

> La 59 session du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc) a temi sa cinquante-neuvième session à Genère du 2 au 31 juillet. Ses travaux ont été dominés par les préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Sur les principaux points inscrits à son ordre du jour, le Conseil à pris les décisions Strategie internationale du développement

L'évaluation des progrès réalisés dans l'appli-cation de la stratégie internationale du déve-loppement, examinée en même temps que les préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, a abouti au vote de deux résolutions dont l'une recommande no-tamment l'inclusion dans la liste des pays en vole de développement les moins avancés du Bangladesh, de la République Centrafricaine. du Yémen démocratique et de la Gambie Sociétés transnationales

Deux résolutions concernent les moyens d'action du Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales, la nomination de son directeur et le rôle des commissions économiques régionales de l'ONU dans les activités du nouveau centre de recherche. Coopération régionale

Dans une resolution sur la coopération régionale, il est prévu que les commissions économiques régionales joueront désormais le economiques regionales joueront desormais le rôle d'agents d'exécution dans le cas de projets régionaux, sous-règionaux et interrégionaux financès par le programme des Nations unies pour le développement. Ressources naturelles

Le Consell a adopté quatre résolutions, portant notamment sur : 1) la souveraineté permanente sur les ressources naturelles ; 2) les problèmes relatifs à l'existence et à la disponibilité des ressources naturelles ; 3) la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux ; 4) un plan d'action global pour la mise en valeur des ressources naturelles et la coordination des programmes des organismes des Nations unles dans ce domaine. Peuples et pays coloniaux

Une résolution demande aux organes des Nations unles de maintenir leur alde aux peuples et pays coloniaux et de retirer leur appui à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie. Dirers

L'Ecosoc a aussi discuté des suites à donner au plan d'action adopté par la conférence mondiale sur l'Année internationale de la femme (Mexico, 19 juin-2 juillet 1975); de l'universuté des Nations unies; de mesures spéciales d'aide à la Zambie et à la Guinée-Bissau; de la coopération en matière d'environnement et de développement industriel et des activités opérationnelles pour le développement (PNUD, UNICEF, Programme alimentaire mondial, etc.); de l'alde alimentaire et de la mise en place d'un fonds international de développement agricole; de questions relatives à la mer (mise en valeur des zones côtières et ressources énergétiques), etc.

RAPPORT ANNUEL DU SECRETAIRE GENERAL.

— Dans l'introduction d son resport annuel sur l'acismit de l'ONU, publiée le 12 coût. M. Kurt Weldheim. serrétaire général des Nations unies, et ime que l'œuore de l'ONU constitue un actiont estime que l'œuore de l'ONU constitue un actiont estime que l'œuore de l'ONU constitue un actiont estime que l'œuore de l'ONU constitue un actiont estans précèdent » pour opèrer le changement pacting gigestéeque imposé par notre époque. Il muite le communauté internationale à relancer sous des introns actaphées aux réalités contemporaines les notions de sécurité collective et de responsabilité commune en matière de maintien de la peix par l'intermédicire de l'ONU.

Le seréticire pénéral a proposé d'autre part un

Le secrétaire général a proposé d'autre part un budget de 737 militans de dollars pour l'exercice bienna! 1976-1977.

biennai 1976-1977.

ENTRETIENS SUR CHYPRE. — Un accord a été étaboré à Vienne le mois derner, tors de la troisième phase des cutretiens sur Chypre, qui s'était ouverte le 31 fuillet avec la participation de M. Kurt Walchem Pour l'essentiel, cet accord prévoit que les Chypriales tures olvant actuellement dens le sud de l'ile de Chypre pourront, r'ils le désirent, se rendre au nard arce leurs biens. Les Chypriotes grecs se frauxant au nord seront libres d'y rester et recervont taute l'aude nécessaire pour mener une vienome et de patiquer leur religion, d'être soignés par lieurs propries médecins et de circuler librement au lieurs propries médecins et de circuler librement au

NETHORE UNISCOSS INSTITUTIONS

nord de Chypre. Ceux des Chypriotes grees rivant au nord qui souhaitent de leur plein gré et sans être soumis à des pressians se rendre dans le sud y seront autorisée.

Le secrétaire général de l'ONU arait lancé un nou-nel appet en juillet aux stats membres des Nations unles paur leur demander de jaurnir à la jorce de maintien de la paix à Chypre l'appui jinancier dont elle a besoin.

OPERATIONS DE L'ONU EN PROCHE-ORIENT.

— Dans le cadre d'une réorgonisation du commandement des trois opérations de maintien de la paix des Nations unies en Proche-Orient, le général Ensia Stilassuo a été nominé coordonnateur en chej des trois opérations.

DESARMEMENT. — Le comité ad hoc chargé de réchéreller un consensus parmi tous les Elais en vue de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement auait entrepris la deuxième étape de ses travaux le 21 juillet. Il a dû sjourner ses travaux le 1^{rt} août, n'étant pas parsenu à metire au point le rapport qu'il doit présenter à la prochaîne Assemblée générale des Nations unies.

Assemblée générale des Nations unies.

DECOLONISATION. — Dans un rapport adopté le 8 août sur les activiés économiques et mûtiaires étrongères dans les territaires calonieux, le comité de décolonisation des Nations unies estimes en parituiler que « l'axe Salisbury - Pretoris est soutenu par de grands monopoles contrôlés par le Boyaume-Uni, les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne, la Prance et le Japon ». D'autre pari, le comité a approuvé les conclusions et recommandations contenues dans un rapport préparé par l'un de ses sous-comités sur les conditions dans quinze petits territaires du Pacifique, des Carmbes et de l'Aliantique.

Le 20 auxil, le comité a approuvé une mation australienne tendant à renvoyer à sa prochaine session, en 1976, l'examen de la question de Pario-Rico.

Rico.

NAMIBIE. — M. Sean MacBride, haut commissive des Nations unies pour la Namble, a publié en juin des précisions d'ordre démographique sur la Namble. Il estime que le chifre de la population se monterest actuellement à un milion deux cent mille, dent quatre-vingt-dix-neul mille Blancs, alor que les statistiques les plus récentes publiées par le gouvernement sud-africain ne font état que de huit cent cinquante-deux mille habitants en 1974, dont quatre-vingt-dix-neul mille Blancs, A son arts, les statistiques données par les Nations untes elles-mémes sont dépassées; ainsi la Banque mondule a repris récemment une donnée publiée en mers 1975 par le Bulletin mensuel de statistiques des Natiaas unles et selan laquelle la population namibierne était de six cent soizonte-dix mille en 1973.

DISCRIMINATION RACIALE, — Le comilé sur

DISCRIMINATION RACIALE. — Le comilé sur l'élimination de la discrimination raciale s'est réuni en août paur étudier les résultats d'un questionnaire adressé à lous les Etals membres concernant la décennie d'action contre le racisme (1973-1983). Il a exprimé sa déception devant le manque d'informations sur les mesures judiciaires, législatives et administratives prises par les Elais pour donner suite à la convention sur l'élimination de la discrimination raciale.

DROIT INTERNATIONAL. — La commission du diati international a terminé le 25 juillet une session de douze semanes consacrée principalement aux questions de la responsabilité des Elais et de leur succession dens des matières autres que les Iraliés, amai qu'à la clause de la nation la plus délavorisée. PREVENTION DU CRIME. — Le comilé des confé-rences des Nations unies a décidé que le conprès sur la prévention du crime, qui derait spoir lieu à Toronto du !* au 12 septembre et dont le Canada abait demandé l'ajournement, aurait lieu aux dates prépage, mais à George.

FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE, — La commission de la jonction publique internationale a commencé le 11 août une session de trois semoines consacrée à l'examen général du système des traitements caucernant près de quarante mille membres du personnel des arganisations du système des nations unles.

Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine

La création d'un réseau de garanties financières

UN gronpe d'experts de la Commission économique des Nations unies pour l'Amé-rique latine (CEPAL) chargé d'étudier la création d'un réseau latino-américain de ga-ranties finauclères a tenu sa première réunion à Santiago-du-Chili du 10 an 15 août.

L'initiative de la CEPAL a été conçue dans la perspective d'une aggravation, dans les prochaines années, de l'endettement interna-tional des pays latino-américains, qui, en raison de l'évolution de ses causes, tendrait à devenir structurel

Le réseau latino-américain de garanties Le reseau latino-americam de garanties financières serait, dans sa forme, un mécapisme de financement réciproque des déficits des balances des paiements des pays de la région II devrait répondre à trois impératifs : contribuer an maintien du dynamisme des économies latino-américaines, à l'accroissement de leur pouvoir d'achat et à la solntion du problème des déficits.

Son financement serait assuré par des contri-butions régulières des pays participant au système, pour un montant qui serait déterminé en function de la capacité économique de chacun et selon un calendrier d'unent établi. Il serait aussi fait appel an capital étranger. L'aide ne serait pas antomatique. Le pays demandeur ne pourrait en bénéficier qu'en dernier ressort, et après avoir satisfait à certaines conditions.

e COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNES POUR L'AFRIQUE. — Le groupe de iravail des gouverneurs africans du F.M.I. et de la BIRD s'est réuni à Addis-Abeba au siège de la Commission économique des Natians unies pour l'Afrique (C.B.A.) du 21 au 25 juillet pour mettre au paint la possilon des pays africains avant la réunion à Washington de l'ausemblée commune des conseils des pouverneurs des instilutions financières de l'ONU

— Le comité des progrès de l'industrialisation en Afrique a siégé les II et 12 août d'Addie-Ababa. Il a défini des domaines d'action priaritaires, préconisant en particulier une coopération industrialis multinationale en Afrique, assortie d'une coopération financière infra-africaine avec l'aide d'antitutions comme la Banque airo-arabe de développement et le Fonds afro-arabe d'assistance technique. — Seize pupe africains ont adopté le 27 juin dernier, sous l'égids de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. les statuts d'uns Association airisains de cartagraphie.

ASSOCIATION MYMANIO DE CAMPAGNAMIA.

DEFUDIES. — Un accord a été signé le l= août entre le haut commissaire des Nations unies pour les rélugiés et le gouvernement l'hailandais en tus d'apporter une oide temporaire aux personnes départies arrivées récemment d'Indochine en Thailanda.

— MM. Antoine R. Noët et Roger Reynes ont été nommés respectivement délégué régional du N.C.R. en A/nque centrale et délégué du N.C.R. ou Soudan. . COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. - Le COOR INTERNATIONALE DE JUSTICE, — Le 39 juillet dernier, la Caur internationale de justice (CLI), a mie en délibéré l'aljaire concernant la demonde d'avis consultatif présentée par l'Assemblée enféraie des Nations unies au suiel du Sahara occidental, après avoir consacré depuis le 25 juin ringf-sept audiences publiques à l'audition des expoxés oraux de l'Algérie, de l'Espagne, du Maroc, de la Maurilanie et du Zaire.

Agence internationale de l'énergie atomique

Le rapport annuel pour 1974-1975 SELON le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) publié au mois de juillet, de nombreux programmes de l'Agence, notamment ceux qui visent l'implantation de l'énergie d'origine nucléaire dans les pays membres, l'application des garanties et la protection physique des matières nucléaires, la sureté nucléaire et la protection de l'environnement, sont devenus au cours de la période 1974-1975 des activités prioritaires.

En raison de la hausse des prix des combus-En raison de la hausse des prix des combus-tibles fossiles, l'ALE.A. prévoit, au moins pour les vingt prochaines années, une utilisation de plus en plus importante de l'énergie d'origine nucléaire: sl, en 1970, la puissance nucléaire installée s'élevait pour l'ensemble du globe à un total de 16300 MW, ce chiffre devrait atteindre 82 000 MW à la fin de 1975 et dépas-ser 2000 000 MW ap. 1980 ser 220 000 MW en 1980.

Afin d'aider les pays en vole de développe-ment à mettre en œuvre leurs programmes de développement de l'énergie d'origine nucléaire, l'ALEA. a établi un ensemble complet de codes et de guides sur les problèmes de choix des sites, ainsi que sur la sûreté et la flabilité des centrales Ducléaires; elle a aussi multiplié ses activités d'assistance technique; le budget de

son programme d'assistance est ainsi passé de 3 millions de dollars en 1974 à 4.5 millions en 1975, et pourrait être de l'ordre de 5,5 millions de dollars en 1976.

Le rapport annuel de l'A.LE.A. souligne ègalement les progrès réalisés en 1974-1975 pour la mise en œuvre du tralté de non-prolifération des armes nucléaires (T.N.P.), qui est à l'heure actuelle signé par cent huit Etats et ratifié par quatre-vingt-treize Etats non dotés d'armes nucleaires.

TRANSPORT MARITIME DES MATIERES NULLEAIRES — La convenion sur la responsabilité entile dans le domaine du transport maritime des matières nucléaires est entrée en vigueur le 15 juillet, oprès le dépôt des Instruments de ratification de cinq pays: France, Espagne, Daaemark, Suène et Norvège.

e ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION. LA SCIENCE ET LA CULTURE. — Le gouvernement de Qatar a décidé à la /m du mois de juillet de cerser une contribution de 50 000 dollars au /onds spécial de l'Organisation des Nations nuies paur l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour la promation de la recherche et du développement en Afrique. Ce Jonds est notamment desitué à /goorber des initiatives dans le domaine des études écologiques de la zone sahé-lienne.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRA-VAP.. — Un camilé d'experts de la médecine du travail s'est réum à Genève du 5 au 11 noût pour examiner les problèmes de sécurité et de souté des trarcolleurs migranis.

• PAD. — Le Programme alimentaire mondial, réalisé area l'aide de l'ONU et de la FAD. (Organisation des Nations untes pour l'alimentation et l'agriculture), a aunoncé, le 24 juillet un premier envoi de rivres en Angola, pour un mantant de 20 200 dollers. Cette aide répond à une requête du gouvernement provisoire de l'Angola. En outre, une assistance supplémentaire de 155 000 dollars a été approuvée par le PAM en faveur des réjugiés érythréens au Soudan.

threens au Soudan.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIES. — Canjormèment aux recommandations de la deuxième conférence générale qui s'est déroulée à Lima (Péroul au mois de mars, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) vient de dresser une première liste des activités industrielles qui peuvent jaire l'abjet d'une coopération entre pays en urie de développement, Cetle liste, établie à partir d'infarmations communiquées par quarante pays en voie de développement, enumère pour chaque activité industrielle les pays qui sont affreurs et ceux qui sont demandeurs d'assistance.

• ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIOATION MARITIME.

— Au début du mais d'août, l'Organisation intergauvernementale consultative de la navigation maritime (U.M.C.I.) a nommé M. G. Cipolle (Arpeatine) au poste de conseiller général paur l'Amérique latine.

ORGANISMES FINANCIEMS TADE AT THE LEVEL OF THE FOR

Fonds monétaire international

Publication du rapport annuel

RECESSION, inflation et chômage restent des A problèmes de préoccupation moyenne pour les auteurs du rapport annuel 1975 du Fonds monétaire international (FML), publié le 24 août dernier. D'après ce document, la réces-24 août derhier. D'après ce document, la réces-sion économique qui atteint tous les pays industriels depuis 1973 a entrainé de graves conséquences pour les pays de production pri-maire, composés en majeure partie de pays en voie de développement non producteurs de pétrole, pour lesquels il serait urgent d'obtenir un volume d'aide encore plus important à des conditions favorables.

Le rapport signale que le volume total des échanges internationaux a cessé de progresser au cours du deuxième trimestre et a marque un échanges internationaux a cessé de progresser au cours du deuxième trimestre et a marquè un recul pendant le premier semestre de 1975, sauf pour les pays exportateurs de pétrole dont les importations restent en expansion. Le FMI. souligne qu'ils ont réussi à porter leur excédent collectif de compte courant à un montant approximatif de 70 milliards de dollars en 1973, mais qu'en revanche l'excèdent n'était plus que de 50 milliards de dollars en 1973, mais qu'en revanche l'excèdent n'était plus que de 50 milliards de dollars en 1975. Le fonctionnement du régime des taux flottants fait l'objet d'une analyse détaillée. Selon les administrateurs, favorables à ce régime, malgré les problèmes monétaires des deux dernières années, « les marchés des changes ont continué à fonctionner », ce qui a permis d' céviter le retour de crises analogues à celles qui avaient perturbé les dernières années du système des parités fixes ».

D'autre part, le rapport du Fonds monétaire indique que la valeur des réserves internationales des pays membres et de la Suisse s'est accrue de près de 27 milliards en fin d'année. Avec cette augmentation de 18 %, les avoirs officiels out retrouvé un taux de croissance comparable à celui de 1972 (19 %) et supérieur à celui de 1973 (4 %).

Nouvelles oméliorotions dans le fonctionnement du « mécanisme pétrolier >

Le 38 juillet, les administrateurs du Fonds monétaire ont décidé que le total des achats d'un pays membre au titre du mécanisme pétroller pour 1975 sarait porté de 30 à 50 % du maximum prévu depuis avril.

En vue de financer les achats au titre du mécanisme pétroller pour 1975, le Fonds a obtenu de douze prêteurs — pays producteurs de pétrole et pays ayant une forte balance extérieure — des engagements grâce auxouels il

rieure — des engagements grâce auxqueis il serait possible d'emprunter un maximum équivalant approximativement à 2870 millions de D.T.S. En outre, l'équivalent d'environ 450 millions de D.T.S. non utilisés an titre du mécanisme de 1974 a été versé au mécanisme de

1975. Plusieurs préteurs ont indiqué qu'ils pour-raient envisager de prèter au Fonds des montants additionnels à une date ultérieure, si le total de 5 milliards de D.T.S. qui avait été canvenu pour le mécanisme de 1975 n'était pas

décidé, le 7 août, de créer un compte de subven-tion, en collaboration avec les pays membres, pour aider ceux d'entre eux qui sont les plus gravement touchés par la situation actuelle à supporter le coût de l'utilisation des ressources mises à leur disposition par le a mécanisme pétrolier - du Fonds pour 1975.

Alimenté par des contributions des pays pro-ducteurs de petrole et des Etats industrialisés, ou par « tout autre Etat en mesure d'y contrioù par « tout autre Etat en mesure d'y contri-buer », le compte de subvention effectuera des versements à tous les membres du Fonds qui ont procèdé à des achats au titre du mécanisme pétrolier pour 1975 et qui figurent sur la liste, arrêtée par le secrétaire général des Nations unies, des pays en voie de développement les plus gravement touchés. Sa création avait été approuvée en janvier 1975 par le comité intéri-maire du F.M.I.

TRENTIEME SESSION DU CONSEIL DES GOU-VERNEURS DU P.M.I. ET DE LA BIRD. — La ses-sion unnuelle du conseil des gouverneurs du Fanda monétaire et de la Banque monétale a eu lieu cetta année du 1 au 5 septembre à Wushingtom. On lrou-era un brej compte rendu de ses travaux dans le numéro d'octobre du Monde diplometique.

ACHATS AU TITRE DU « MECANISME PETRO-LIER » — Le mais dernier, sept pays ont elfectué des achais de devises au titre du « mécanisme pétrolier ». — 5 août : Grèce. 51750 000 D.T.S.; Islande, 8 400 000 D.T.S.; République démocratique du Témea. 4 600 000 D.T.S. — 13 août : lade, 201 340 000 D.T.S.; Nouvelle-Zélande, 49 460 000 D.T.S.; Turque. 56 620 000 D.T.S. — 20 août : Costa-Rica ; 7 200 000 D.T.S.

TIRADE DE LA NOUVELLE-ZELANDE. — En accord aper le F.M.J., la Nouvelle-Zélande a acheié l'équivalent de 50.5 millions de D.T.S. en monnaies étrangères (t million de D.T.S. en sucres équatoriens, 6 millions de D.T.S. en couronnes norrégiennes, 7.5 millions de D.T.S. en couronnes suédimes, 15 millions de D.T.S. en livres sterling et 21 millions de D.T.S. en aclures des Etats-Uate). CREDITS «STAND-BY» AU BANGLADESH ET A LA TANZANIE. — Deux pays ont reçu du F.M.I. des crédits estand-by» qui leur permetiront deffectuer des tirages ou cours des douze prochains mois : le Bungladesh (23 juület), pour l'équivalent de 52.5 millions de D.T.S., et la Tanzanie (21 acult), pour l'équivalent de 10.5 millians de D.T.S.

Groupe de la Banque mondiale

Un rapport annuel pessimiste quant à l'avenir économique et social du tiers-monde

D'INS son rapport annuel 1975, publié le 24 soût, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) attire l'attention sur le fait que les pays en vole de développement ont le plus souffert du

YIENT DE PARAITRE:

CORRESPONDANCE ET PAPIERS D'ÉTAT DU CARDINAL DE RICHELIEU

par Pierre GRILLON. - Un volume de 626 pages format 16×24 171,20 F T.T.C. EDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, Poris-5°. - Tel.: 033-05-97

Comme d'habitude, le rapport dresse le bilan des opérations de la BIRD et de sa filiale, l'Association internationale de développement, qui ont totalisé un chiffre record : soit 5896 millions de dollars course 4 313 millions de dollars en cours de l'exercice précédent.

La Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale, donne, de son côté, un résumé de ses activités dans son rapport pour 1975 publié le même jour.

1975 publié le même jour.

PRETS DE LA BANQUE MONDIALE. — La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a approuvé plusieurs prêts en faveur des pays et organismes suivants : Companhia Siderurgica Paulista (COSIPA) du Brésil, la 24 juillet : 60 millions de dollars pour l'agrandissement de l'acièrie de Cubatao, stuée près de Sac-Paulo ; Philippines, la 24 juillet : 42 millions de dollars pour le financement d'un projet à brigation dans la vallée du Cagayan, dens l'île de Luçon ; Industrial Credit Company Limited d'Irlande, le 21 août : 30 millions de dollars pour l'aider à fournir des crédits à l'industrie afin de permettre au gouvernement triandais de dollars pour l'aider à fournir des crédits à l'industrie les déséquisbres régionaux et le chômage ; Grèce, le 21 août : 40 millions de dollars affectés à un programme d'irrigation de la région du Vermion accidental ; Côte-d'voire, le 25 août : 43 millions de dollars destinés à l'amélioration du réseau touter ; Libéria, le 25 août : 27,5 millions de dollars pour jinancer un programme d'amélioration de trongons routiers.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOP-

cons rouliers.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — Une série d'opérations de crédits ont été
approuvées par l'IDA: un crédit de 7 250 000 dollars.
le 24 juillet, accordé au Sierra-Leone pour l'améliorotion de l'enasignement : un crédit de 8 millions de
développement agricale du comté de La/a; un crédit
de 110 millions de dollars, le 21 août, à l'Inde pour
l'amélioration du réscau ferroviaire si, le même
four un second crédit d'un montant de 40 millions
de dollars paur financer les installations de réseaux
d'adduction à cau et d'égouis dans l'Etut d'UttarPradesh; un crédit de 3,2 millions de dollars, le
25 août, d la République populaire et démocratique
du Yémen pour le financement de la remise en état
de, port d'Aden; enfin, un crédit de 4 millions de
dollors la 25 août, au Paraguay pour l'aider à
financer un vrojet à étude de pré-investissement.
INVESTISSEMENTS DE LA S.F.I. — Un nouvel

financer un projet à étude de pré-investissement.

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.L. — Un nouvel engagement de la S.F.L. (Sacklé financière internationale) a été annoncé le 4 août dernier en faveur à une usine textile du Kenya, la Société des textiles du Ritt Valley; la participation de la S.F.J. consiste en ur prêt d'un montant de 6 300 000 dollars, en une prise de participation au capital de 2 200 000 dollars, et en en engagement conditionnel de 585 000 dollars. — La Hayte-Volta est devenue la 21 août le cent unième pays membre de la S.F.J.

unieme pays membre de la S.F.L.

ENTREE EN PONCTIONNEMENT DO « TROISIEME GUICHET » DE LA BANQUE MONDIALE. —
Le «troisième guichet » de la Banque mondiale est
entré en l'onctionnement le 30 juillet dernier. Ce
nouveau mécanisme permettra aux pays pauvres de
recevoir des prêts d des conditions intermédiaires
entre les conditions eourantes de la banque et les
conditions très lavorables de sa filiale, l'Association internationale de développement.

NOMINATIONS. — M. Jean Boneth a été nommé le 11 coût directeur de la mission résidents de la Banque en Indonésie. D'autre part, MM. Paul Gelt et Michel Palein ont été désignés, respectivement, le mois dernier, comme chef de la mission régionale de la Banque en Afrique de l'Ouest à Abidjan et comme représentant résident au Cameroun.

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Italie, au Danemark et à la Grande-Bretagne

L A Banque européenne d'investissement (B.F.L.) a accordé, le 29 juillet, à l'Italle, trois prêts d'une contre-valeur de 15,9 milliards de lîres (19,7 millions d'u.c.) et portant intérêt à 9,25 %:

— 12,1 milliards de lires (pour douze ans) à l'Ente Nazionale par l'Energia Elettrica (ENEL) pour sa centrale nucléaire en cours de réalisation à Caorso, près de Plaisance;

— 1,3 milliard de lires (pour dix ans) pour le

 \mathbf{P}^{\dagger}

de- : 20002

വ വിധ

terme

vietna

directe

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

l'énergie souriante d'une jeane cité qui, dans un élan sans relûche. Construit son aveuls ELLE VOUS OFFRE .



e LE PALAIS OES PAPES: LE PENT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légande et la chanson see nombreux édifices civils et religieux; e LES TRESORS DE CES MUCEES; pre MAONIFIQUES EXCURSIONS à TRAVERS LA PROVENCE; e SON FOLKLORE (disness et vicilles tradi-tions).

tions) . UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet -15 soût) Thestre choregraphie, cinéma, ma-

15 août) Théaire chorégraphie, cinéma masique;

DES SALLES OE REUNION;

DES SALLES OE REUNION;

DES SALLES OE REGULIERS OE TRAINS
« autos-couchettes » aliev ét retour an départ
de PARIS STAPLES (Le Touquet), BOOLOGNE LIEGE ÉRUXELLES AMSTERNAM
DUSSELDORF HAMBOURG, KARLSRUHE;
SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DF
FROITS ET PRIMEURS;
DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et
des vins de grands crus (Châteauneuf-duPape, Côtes-du-Rhôme, Gigoridas, Tavel, etc.);
LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son
équipament pour toutes les manifestations et
congrès, ses grandes et luxueuses salles de
conférences, de restaurant, son 1 m m e n s s
parking.

parking.

• Visitez AVIGNON s La Soaneuse de lois !_ s Benseignements Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès

financement d'un ensemble de nouvelles installations du Centro Sperimentala Metallurgico S.p.A. à Castel-Romano, près de Rome, et 2,5 milliards de lires (pour dix ans) pour un projet d'extension et de modernisation du complexe pétrochimique de l'ANIC, à Gela, en Sicile. Ces deux prêts sont consentis à l'IMI (Instituto Mobiliare Italiano). Deux autres opérations annoncées les 30 et

31 juillet:

— Un prêt d'une contre-valeur de 25 millions de couronnes danoises (3,6 millions d'u.c.) à Siagteriregion SYD, coopérative agricole de droit danois ayant son siège à Graasten, dans le Jutland. D'une durée de dix ans et à 9,25 %, ce crédit contribuera à la construction d'un papural de bottes de pours.

nouvel abattoir de pores;

— Deux prêts d'une contre-valeur totale de 23,6 millions da livres (40,4 millions d'u.c.) à British Gas Corporation. Accordés pour dix ans au taux de 9,50 %, ils financeront la deuxième phase des travaux d'extension du réseau bri-tannique de gazoducs pour assurer l'achemi-nement du gaz naturel provenant du gisement de Frigg, dans la mer du Nord.

Banque interaméricaine de développement

Prêt à l'Equateur

A Banque interaméricaine de développe-ment (BID) a annoncé, le 31 juillet, l'octroi à l'Equateur, d'un prêt de 11,1 millions de dollars (pour vingt ans et à 8 %) pour financer la construction et l'amélioration du tronçon rontier Loja-Velacruz-Saracay.

RAPPORT SUR LE PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL. — D'après le rapport onnusi sur le progrès économique et social en Amérique latine, qui a été publié le 18 août dernier par la Banque interaméricaine de développement, le taux de croissance économique des pays membres au cours des trois dernières années a été de 6,8 % en 1972 et de 7,4 % en 1973 et 1974, contre 5,6 % entre 1961-1970 et 5,1 % au cours de la période 1951-1960.

Corporation and ine de développement

Nouveaux crédits annoncés à l'occasion de la quatorzième ses-

L CAF a célébré, an cours de sa quatorzième session ordinaire, qui s'est tenue dans la capitale vénézuélienne du 17 au 21 juillet, sa cinquième année de fonctionnement. A cette occasion, une série de décisions ont été prises par la direction de la CAF, parmi lesquelles on peut mentionner : un crédit de 18,7 millions de dollars accordé à Yacimientos petroliferos fiscales bollvianos pour le financement de son programme de production : un contrat de prêt de 1,1 million de dollars signé avec la Libra-Bank qui mettra ces ressources à la disposition de la firme Vina Undurrada du Chili ; l'autorisation do transfert, du Fonds spécial pour la Bolivie, de 60 000 dollars à titre de contribution au financement des études de préinvestissement prévu dans le cadre de la programmation industrielle dans ce pays.

Autres mesures annoncées au cours de la

Autres mesures annoncées au cours de la même session : un prêt de la Banqoe japonaise du commerce extérieur à la CAF (accordé en yens (l'équivaleot de 10 millions de dollars), pour le financement de projets de développement sous-régionanx : l'autorisation donnée par le Comité de crédit extérieur, organisme dépendant do ministère des finances de l'Equateur, à la Commission de Valores-Corporacion Financiera Nacional, pour la signature avec la CAF d'un contrat de prêt d'un montant équivalant à 6 millions de dollars pour la réalisation de projets industriels prioritaires. D'autre part, la direction de la CAF a pris connaissance de l'accord des pays membres relatif à son projet d'emission d'obligations à long terme sur le marché vénézuellen, pour une valeur de 100 millions de bolivares au maximum.

Fonds européen de développement

Six nouvelles décisions de financement et annulation d'un projet A LA suite de l'avis favorable émis par le A comité du Fonds européen de développement (FED) à l'issue de sa centième réunion, le 1" juillet, la Commission de la C.E.E. a approuvé, le 17 juillet, cinq décisions de financement pour un montant de 477 000 u.c. sur les ressources du deuxième FED et de 4,257 millions d'u.c. au titre du troisième FED. A cette même deta la Commission a décidé l'annulions d'u.c. au titre du troisième FED. A cette même dete, la Commission a décidé l'annulation d'un projet d'un montant de 1,053 million d'u.c. accordé sur les ressources du deuxième FED. En outre, à la demande de la Commission, le conseil des Communautés européennes a décidé le 26 juin d'autoriser le financement d'un projet en faveur des Antilles néerlandaises d'un montant de 3,390 millions d'u.c. an titre du troisième FED.

1. République du Tchad. — Agrandissemeut du lycée technique commercial de N'Djamena : 500 millions de F C.F.A., soit environ 1,800 mil-

2. République du Niger. — Reconstitution du cheptel: 430 millions de F C.F.A., soit environ 1,548 million d'u.c. (truislème FED); 60 millions de F C.F.A., soit environ 216 000 u.c. (deuxième FED);

3. Plantation de thé et usine de Tora: 56,391 millions de F.B.U., soit environ 594 000 u.c.

4. République du Mali. — Achèvement du centre regional de santé à Mopti : 145 millions de F ML, soit environ 261 000 u.c. (deuxième

5. République du Niger. — Aménagement d'un tronçon de 13 kilomètres de la piste Kafin-Baka-Matameye: 87.5 milliards de F C.F.A., soit envirou 315 000 u.c. (troisième FED):

6. Surinam. — Construction d'un internat pour élèves de l'enseignement secondaire à Paramaribo. (Annulation du projet. Montant : 1063 241 u.c.) (deuxième FED) ; 7. Aménagement de la piste d'atterrissage de l'île de Bonaire : 7,320 millions de Fl. AN., équivalant à environ 3,390 millions d'u.c.

e BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. —
La Banque asiatique de développement a annoncé, le
11 juillet, qu'elle avait conclu, avec un syndicat de
banques suisses ayant à ca tête la Swiss Bank Corporation un accord portant sur une émission d'obligations à un montant de 60 millions de francs suisses
(l'équivalent de 24 millions de dollars). Ces bons,
d'une durée de quinze ans, et portant intest à 8 %
payable annuellement, ont été offerts au public du
16 au 21 juillet dernier à 89,50 %.

te du al juines derner à 89,00 %.

La Banque a annoncé, en juillet, sa participation, sous forme d'assistance technique, à deux
projete : un programme de formation àu personnel
spécialisé des institutions jinancières de développement de la région, et un plan de développement
rural dans les îles Sulawasi en Indonésie.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Le programme intégré de stabilisation des produits de base

ES quatre-vingt-sept membres de la commission des produits de base de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) se sont réunis à Genève du 21 au 25 juillet pour poursuivre l'examen du projet de programme intégré de stabilisation des produits de base, élaboré par M. Gamani Corea, secrétaire général de la CNUCED.

La commission a examiné de nouvelles propositions concernant la création d'un fonds

La commission a examiné de nouvelles pro-positions concernant la création d'un fonds destiné à financer la constitution de stocks internationaux de produits de base (cacao, café, thé, sucre, caoutchoue, jute, fibres dures, cuivre et étain): il est prévu de consacrer 3 milliards de dollars au soutien des produits dont les marchés sont déprimés, 1 milliard devant être fourni sous forme de capital versé et les deux autres milliards sous forme de et les deux autres milliards sous forme de prêts.

A l'issue de ses travaux, la comm chargé le secrétaire général de la CNUCED d'engager des consultations officieuses avec les gouvernements et les organismes intéressés, en prévision de la troisième partie de cette huitième session, qui doit se poursuivre au mois de décembre prochain.

AO CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOP-PEMENT. — Le conseil du commerce et du dévelop-pement, qui a tenu sa quinzième session à Genève du 5 cu 15 août, s'est mis à accord sur l'ordre du four de la quartième session de la CNUCED, qui aura lieu d Natrobi en mai 1970. Le conseil se réuntra à ucuveau fin septembre pour préciser cet ordre du jour à la lumière des résultats de la sep-tième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies.

des Nations unies.

COMITE DO TUNGSTENE. — Le comité du tungstène de la CNUCED r'est réuni à Genève du 28 juillet au 1º doût pour examiner les tendances récentes
du marché du tungstène et les diverses mesures qui
pouv-aient être adoptées pour stabiliser les cours de
ce produit de base. Les vingt-neuf membres du
comité ont également recherché les moyens à améliorer l'éthange des informations concernant ce
produit.

produit.

PAYS LES MOINS AVANCES, — Le groupe intergouvernemental de la CNUCED chargé de la question des pays en vois de développement les moins avancés, qui a tenu ta session du 7 au 19 juillet, a adopté de nouvelles mesures en faveur de ces pays en vus d'améliorer leur situation économique. Il a notamment décidé d'inclure quatre pays (Bangladesh, République Centrafricaine, Gambie et République démocratique du Tèmen) sur la liste des paus les moins avancés.

Conseil international du blé

Révision en baisse des prévisions concernant la production mondiale de blé pour 1975

Le Conseil international du blé vient de réviser en baisse les prévisions concernant la prodoction mondiale de blé pour 1975 qu'il avait publiées an début du mois de juillet (voir le Monde diplomatique d'août), Selon ses nouvelles estimations, la production mondiale de blé pourrait être de l'ordre de 355 à 365 millions de tonnes, et non plus de l'ordre de 360 à 375 millions de tonnes. Ces nouvelles données 375 millions de tonnes. Ces nouvelles données tiennent compte à la fois des informations communiquées le 11 août par les Etats-Unis, amonçant une récolte record de 58,3 millions amonçant une récolte récord de 58,3 millions de tonnes (soit une augmentation de 19 % par rapport à 1974), et des conditions défavorables de la production en Union soviétique, qui pourrait ne pas dépasser 85 à 90 millions de tonnes au lieu des 95 à 100 millions prévus. Cette baisse importante peut être attribuée à la sécheresse qui a affecté les régions de la Volga, du sud de l'Oural et du nord du Kazakhstan.

L'autre part à la suite de l'apponce de

zakhstan.

D'autre part, à la suite de l'annonce de l'achat par l'Union soviétique de 9 millions de tonnes de blé aux Etats-Unis, au Canada et à l'Australie, les besoins soviétiques en importations pour 1975-1976 sont à l'heure actuelle évalués entre 10 et 13 millions de tonnes.

Groupe andin

Un plan de développement de l'industrie de la machine-outil

T E nouvean comité des industries de la machine-outil a tenu sa première session do 12 au 17 août à Lima, consacrant entière-meut ses travaux à l'examen du programme meut ses travaux à l'examen de programme sectoriel de développement des industries de ce secteur d'activité. Ce programme prévoit des investissements de l'ordre de 450 millions de dollars chaque année et, d'après les experts, sa mise en place permettrait la création de cent vingt mille emplois.

La création du comité des industries de la machine-outil est considérée au Groupe andin comme un pas décisif vers la modernisation de la structure de sa production.

LES PROBLEMES JUEIDIQUES DE L'INTEGRA-TION — Le comité de direction de la Confédéra-tion des furistes du Groupe andin a tenu, les 21 et 22 juillet à Caracas, une réunion préparatoire d son quatrième congrés annus, convoqué d Sas-tiago-du-Chili pour le mois de novembre prochain. Dans cette perspective, les travaux ont été axés sur l'exarren du projet de création d'un organisme furidictionnel de l'accord de Cartagena.

jurisistionnel de l'accord de Cartagena.

QOATRISME CONVENTION DE LA CONFEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE. — La quatrième convention de la Confédération des chambres
de commerce du Groupe andin, réunie à Santiago
du 9 au 12 juillet, a débattu du répime commun
applicable aux capitaux étrangers d'intérieur du
Groupe andin. Elle a cussi discuté du tarif extérieur
commun et souligné son intérêt pour la création
a'un fonds de développement, envisagée par le
comité du Groupe andin.

PREMIERE REUNION COMMUNE GROUPE ANDIN-REPOBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE.

— La première réunion commune Groupe andin-République [édérale d'Allemagne sur le rôle socio-économique des petites industries et de l'artisanat s'es. déroulée du 30 juiu ou 12 juillet à Combaya (Equateur).

Association latino-américaine de libre-commerce

Seixième réunion des représentants des banques centrales

L A seizième session de la commission d'experts des problèmes monétaires (représentants des banques centrales) de l'Association latino-américaine de libre-commerce (A.I.A.I.C.) s'est

tenue dans la capitale uruguayenne du 21 au 36 juillet. Ses travaux ont porté sur les six grandes questions que pose actuellement aux onze pays membres l'évolution de leur situation économique, à savoir : les correctifs à apporter au système des paiements et des crédits réciproques, le rapprochement des systèmes des paiements de l'ALALC. et du M.C.C.A., le marché des acceptations hancaires latino-américaines, le financement du commerce régional, les problèmes financiers de l'intégration et, enfin, les actifs internationaux. Les représentants des banques centrales ont formulé des recommandations concernant notamment : le rajustement du montant des crédits an volume des échanges : l'alignement des taux de l'intérêt des crédits sur ceux pratiqués sur les marchés monétaires internationaux ; l'assouplissement des dispositions de l'accord de Saint-Domingue ; la reprise des contacts établis en 1963 entre les banques centrales des pays de l'ALALC. et du M.C.C.A. en vue du rapprochement des systèmes des paiements en vigueur dans ces deux groupements économiques régionaux et, enfin, la préparation d'un rapport commun ALALC.-BID sur le financement des exportations des produits de base et des biens semi-élaborés.

REPRISE DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES. REPRISE DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES.

Ayant eu pour but d'étargir le processus de l'intégration au sein de l'ALALC (en établissant de nouvelles bases de négociation de la liste commune,
et en révisant les normes et procédures de négociation du programme de libération des échanges), les
négociations collectives entre pays signataires de
traité de Montevideo ont repris le mois dernier, lors
d'une réunion du 4 au 28 août dans la capitale
uruquayenne

O.C.D.E.

Fléchissement de la demande de tonnage dans les transports maritimes

D ANS sou rapport annuel intitulé « Les trans-ports maritimes en 1974 », le comité des transports maritimes de l'Organisation de coopétransports maritimes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) attire l'attention sur le fléchissement brusque de la demande de tonnage en 1974 : le taux de croissance de cette demande, qui avait atteint le record de 17 % en 1973, n'était plus que de 5 % l'année dernière. Du fait des incidences de l'évolution des problèmes de l'énergie, le comité estime peu probable que la demande supprestre en 1975

le comité estaine peu produite que la demande augmente en 1975. Le rapport consacre des chapitres spéciaux à l'évolution de l'offre de tonnage, au marché des frets, et aux risques élevés de perte pesant sur les navires sous pavillon de complaisance.

RECENTES PUBLICATIONS

 Darm la série « Etudes économiques » : l'Allemagne, le Japon, l'Australie et les États-Unis.
 La politique agricole en Finlande et en Norpère, dans la série « Rapporta sur les politiques gricoles ».

• Perspectives économiques de l'O.C.D.E.

e Perspectives économiques de l'O.C.D.E.

(n° 17)

Objectifs et instruments des politiques industrielles: une étude comparative, 152 pages, 6 L'évolution de l'éducation préscolaire, 81 pages.

Exolution des priorités de la recherche publique; 346 pages.

Politique des sciences sociales: France.
308 pages.

• LA CREATION DU « SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERICAIN » (SELA). — Les ministres de l'économie et de la planification de vingt-cinq pays d'Amérique latine et des Caralbes, réunis à Fonama à u 31 juillet au 2 août, ont envisagé la création d'une organisation de nature à favoriser le développement économique de leurs pays sans la participation des Etats-Unis. Le projet est déja consu sous le nom de « Système économique latino-américain » (SELA).

Les ministres se sont divisés lorsqu'il s'est agi de définir la nature de l'action qui scrait confiée au SELA Pour les uns, il devrait constituer un forum pour la défense du niveau des priz des matières premières face aux pays industrialisés. Pour les autres, cette prise de position serait un obstacle à leurs relations. Ce serait, affirment-ils, donner à un organisme qui se veut économique un caractère politique.

l'actualite sociale INTERNATIONALE

chaque mois

intersocial

vous apporte

un dossier (l'Europe des Neuf face au chômage, humanisation du traveil: une expérience américaine, lee "Lip" en Europe, CEE: conditions de travail ...)

E des informations, des analyses, des reportages, des interviews, des "brêves" (conditions de travail, emploi, multinationales, politique économique, relations du travail, salairesrevenus, syndicats...)

des statistiques - inédites - commentées et un tableeu de bord

intersocial

licusons : 75541 Paris Cedex 11 SOCIULES - T. 805.91.05

Diffusé par abonnement seulement : 1 an 11 numéros 400 F Pour les abonnements servis hors de France: 440 F

Numéro specimen sur demande

COMMUNAUTES

yorthe commun

ές 7 **s**.

Marché commun

Echec des négociations sur le vin Echec des négociations sur le vin

R EUNIS à Bruxelles les 21 et 22 juillet, les
ministres de l'agriculture des Neuf n'ont
pas réussi à se mettre d'accord sur le dossier
le plus important de cette session : le marché
du vin. La Commission de la CER avait
proposé de réformer la réglementation vitcole
européenne afin de mettre un terme à la
situation excédentaire du marché des vins de
table dans la Communauté. Mais l'Italie s'est
opposée résolument à des mesures aliant dans
ce sens. Les ministres se retrouveront le 9 septembre, où une session spéciale sera consacrée
à ce dossier vin.

Les Neuf ont évalement chercé le Commis-

Les Neuf ont également chargé la Commis-sion d'étudier des meaures destinées à remédier à l'extension de la production de blés non panifiables. Enfin la Grande-Bretagne et l'Irlande ont été autorisées à dévaluer de 5 % la « livre verte » (valeur du sterling estimée en unités de compte européennes).

La lutte contre la récession

La reprise économique pourrait se faire encore attendre et le chômage pourrait s'aggaver dans le Marché commun si des mesures de relance ne sont pas prises du moins dans les Etats membres qui disposent d'une marge de manœuvre, estime la Commission de la C.E.E.

Le collège européen a adressé le 24 juillet une recommandation aux États membres dans laquelle il préconise trois types d'actions: Stimuler les commandes publiques. El s'agit d'accélérer les investissements dans la serie de la commande d construction, les transports et communications, la protection de l'environnement et l'infra-structure. Il s'agit aussi de relancer le loge-ment et le soutien financier aux programmes des collectivités locales;

des collectivités locales;

2) Encourager la consommation privée: il faut améliorer la situation financière des classes les plus défavorisées, assouplir le crédit à la consommation et donner par exemple des avantages aux mesures d'économie d'énergle;

3) Soutenir l'investissement privé, notamment en assurant une réconstitution suffisante des margins d'outerfire propositions suffisante. des marges d'autofinancement et en menant des politiques concertées de taux d'intérêt modérès.

Soutien de la politique énergétique

La Commission du Marché commun a pro-posé le 28 juillet aux Neuf d'accorder pour 246 millions de francs français de subventions communautaires à trente-buit projets de re-cherche dans l'exploration, l'exploitation, le stockage et le transport d'hydrocarbures afin d'améliorer la sécurité d'approvisionnement dans la C.E.E. Cette aide porterait sur la période 1975-1977. periode 1975-1977,

La Commission a d'autre part proposé au conseil des ministres de l'énergie — qui se réunira ventsemblablement en octobre prochain — d'étendre l'obligation pour les entreprises d'électricité de communiquer à Bruxelles leurs intentions d'investissements.

Les Neuf et les pays en voie de développement

On document contenant des propositions isant à améliorer à long terme la situation économique de pays en voie de développement à été préparé par la C.E.E. en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'est ouverte à New-York le 1^{rr} septembre. Pour la première fols, il concrétise une approche commune par les Neuf des problèmes relatifs aux produits de base et à l'aide au développement.

Selon ce document, la Communauté recherchera, par des « compromis mutuellement acceptables », une structure « plus équitable » des relations économiques internationales comdes relations economiques internationales com-portant un « renjorcement de la position des pays en voie de développement ». Les Neur soulignent que les conséquences économiques et commerciales des actions envisagées devront être supportées de façon équilibrée par l'en-semble des pays industrialisés, et les charges financières partagées entre « toutes les parties discourse de seconomica sufficientes. disposant de ressources suffisantes ».

L'harmonisation de l'impôt sur les sociétés

La Commission de la C.E.E. souhaite que les neuf pays du Marché commun harmonisent l'impôt sur les sociétés pour faciliter la libre circulation des capitaux dans la Communauté europeenne.

Dans une proposition de directive arrêtée le 24 juillet à Bruxelles, les services de la Commission européenne suggèrent l'adoption d'un système commun d'imputation fiscale, en l'occurrence le « crédit d'impôt » qui permet à l'actionnaire de déduire de ses impôts person-

centre mondial des congrès

met à votre disposition :

e Un Palais des congrès pouvant 20 000 personnés ;

20 000 personnes; Vingt sailes de capacités diverses; Traduction simultanée; Trois cents bôtels totalisant plus de dix milit

chambres ; D'innembrables possibilités d'exetutions et de distractions.
Au centre de la Côte d'Azur, desservis par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les

COMMISSIONS
EN TOUTES SAISONS
NICE EST LA VILLE
NICE EST LA VILLE
IDEALE DES CONORES

OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INITIATIVE: Bôtel-des-Postas - Tél.: 85-Télex: Accuell Nice: 450-42.

capitale de la Côte d'Azur

nels une partie des impôts acquittés par la société sur les bénéfices distribués. Ce système, estime la Commission de la C.R.E., implique aussi un certain rapprochement des taux des impôts sur les sociétés entre les différents pays membres qui pourrait être compris entre 45 et 55 %.

PRODUITS ALIMENTAIRES POUR L'EGYPTE.

— La Commission du Marché commun a confirmé
le 12 fuillet à Bruxelles qu'elle menait des négociatiuss avec le pouvernement égyptien en vue de la
conclusion d'un accord de fourniture d long terme
de produits alimentaires pour une valeur de 250 millions de dollars.

CECA

Les cinq points du plan charbonnier

Le plan d'aide aux houillères européennes, dont nous avions annoncé la mise au point dans notre précédent numéro, est maintenant connu. La Commission de Bruxelles propose aux Neuf d'axer le soutien accordé aux char-bonnages — en remplacement du dispositif de 1971 — autour de cinq points :

 Aide à l'investissement, pour encourager les houillères à produire plus et mieux; Aide à la formation des mineurs et à la stabilisation de leur effectif;

— Soutien financier pour la constitution et le maintien des stocks, en vue d'améliorer l'élasticité de l'offre du charbon communautaire et la sécurité d'approvisionnement des Neuf; Aide à l'écoulement du charbon-vapeur dans les centrales électriques;

- Aldes pour la couverture des pertes d'exploitation.

Deux caractéristiques s'y ajouteraient : l'une nouvelle puisqu'il s'agirait d'un plan décennal, une telle durée visant à assurer un développement régulier des houillères européennes, sur lequel l'objectif de la stabilisation de la production de charbon des Neuf ne pourrait être atteint, vu l'état de vétusté de certaines installations ; l'auire ancienne : la CECA pourrait contribuer au financament de ces diverses aides, qui devraient, de toute façon, être autorisées par Bruxelles, mais seraient financées essentiellement par les Etats nationaux.

Les modalités détaillées du plan de la Comd'exploitation

Les modalités détaillées du plan de la Com-mission européenne seront discutées à la rentrée par le conseil des ministres des Neuf. Il semble, dès à présent, dans les consultations antérieures, qu'il offre le cadre d'un accord général; les clauses d'aide au stockage, à l'investissement et à la convention des pertes n'en soulèvent pas moins de chandes discussions entre les pays membres du Marché commun.

LA PRODUCTION CHARBONNIÈRE DES NEUF durant le premier semestre a été stable « l'on excepte le cus de la Grande-Bretagne, dont l'extraction n'a pas été affectés cette année par les grèves : 67,2 millions de tonnes pour les Hutf (au Iteu de 67,5 un an plus tôt) et 66,7 pour le Royaume-Uni (conire 47,8).

AIDE A LA CONSTRUCTION SOCIALE. — Bruxelles a décidé l'ouverture de 25 millions d'unités de compte européennes pour le financement d'un nouveau programme de construction ou d'amélio-ration de logements portant au total sur nou/ mille

DES CREDITS POUR LA READAPTATION des mineurs et des sidérurgistes ont été ouverts par la Commission de Bruxelles; ils concernent une dicaine d'entreprises.

LA BRITISH STEEL anvisage la fermature de plu-sieurs de ses aciènes. Après consultation du gou-vernement de Londres, elle a abtenu le feu vert pour cinq mille six cents licenciements. Peut-être trois mille cinq cents emplois pourront-ils être créés ultè-rieurement, d'occasion d'investissements envisagés par la B.S.C. Cette firme a obtenu dès d présent de Bruxelles deux prêts de modernisation d'un mon-tant total de 60 millions de livres.

LES COMMANDES D'ACTER reques par les jorges de la CECA demeurent faibles. Elles ont été injé-rieures en juin de 19 % à leur montant de l'année préadémie, qui était déjà bas. Pour l'ensemble du premuer semestre, le recul est de 30 %.

installations militaires au profit de l'OTAN, mais en d'autres termes que ceux des accords de 1969. Le conseil a chargé le comité militaire de l'OTAN d'évaluer les conséquences des mesures adoptées par la Turquie sur la sécurité de l'alliance.

Conseil de l'Europe

L'application des normes relatives à la Sécurité sociale

à la Sécurité sociale

L d'août, les résultats d'un contrôle de la conformité des législations sociales de plusieurs pays membres aux normes prescrites par le code et le protocole de Sécurité sociale actuellement en vigueur dans neuf pays européens. Le counté des ministres, dont le contrôle portait sur la période allant du 1° juillet 1972 au 30 juin 1973, a particulièrement souligné les progrès réalisés par le Luxembourg, où une loi réformant le système d'assurance-maladie a supprimé les incompatibilités qui existalent encore entre la législation luxembourgeoise et les textes du Conseil de l'Europe, et par la Belgique, dont la législation relative aux maladies professionnelles est désormais en conformité avec les dispositions du code et du protocole européens.

DROITS DE L'HOMME. — La Cour européenne des droits de l'homme vient de constituer une chambre chargée de l'examen de trois affaires concernant l'éducation sexuelle dans les écoles danouses. A l'origine de ces affaires se trouvent les requêtes introduites en 1971 et 1972 contre le Danemark par trois couples, qui considéralent que la loi danouse du 25 mai 1970 instituant l'éducation sexuelle obligatoire dans les école publiques méconnaissait le droit des parents de faire instruire leure enfants selon leurs convictions philosophiques et religieuses, et était ainsi en contradiction avec la convention européenne des droits de l'homme. Avec la mise en place de cette chambre, le rapport de le Commission européenne des droits de l'homme apu être publié : la Commission y arrive — par sept voix contres sept — d la conclusion que l'existence du système dasois d'éducation n'enfreint pas en elle-même l'article de la convention qui protège le droit d'instruction.

MESURES EN FAVEUR DES HANDICAPES. — Le

MESURES EN FAVEUR DES HANDICAPES. -- Le MESURES EN FAVEUR DES HANDICAPES. — Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopte au mois d'août une série de mesures destinées à permettre aux handicapés qui voyagent dans un pays membres de bénéficier des jucultés et des prurtiés prévues pour les handicapés nationaux. Une de ces nesures concerne la mise en place prograssive d'une carte européenne pour grands handicapés, dont la validité serait reconnue sur le territoire des dix-huit Etats membres du Conseil de l'Europe.

■ ARSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST. — Réunis d' Kuala-Lumpur le 21 août, les représentants des cinq pays (Thallande, Singa-pour. Indonésie, Maldisie, Philippines) qui compo-sent l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANSEA) ont décidé de créer une organisation inter-portementaires

parlementaire.

• ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) vient de publier sous le titre Blude de l'utilité économient des contraits du CERN, une évaluation chiffrée des effets secondaires des commundes du CERN d'industrie. Ces effets secondaires (accroissement des ventes, économies de frais de production, ouverture de nouveleux débouchés, mise au point le techniques nouvelles) pouvent être évaluées pour la période 1955-1973 à 4 860 militions de fraises suisses, ce qui représente sing fois et demis le montant des commandes pussées par le CERN mose des firmes industrielles. Les principales techniques dans lesquelles se maniferts cette influence du CERN sont : l'électromécanique de précision, les ordinateurs, la métallurgie des acters, le vide, l'électrotechnique, la rigotaite et la supraconductivité.

◆ AGENCE SPATIALE EUROPRENNE. — L'Agence spatiale européenne (ESA) a procédé le 3 août, à partir de la Western Test Range (Californie), au lansement du satellite scientifique COS-B destiné d'étude des rayons gammu d'origins cosmique. Les industries de sept pays membres de l'ESA (Allemagne, Bélgique, Danemark, Espagne, France, Ilalic et Royame-Unit) ont participé à la construction de ce satellite, le huitième développé par l'ESBO (Organisation européenne de recherches spatiales), dont l'ESA a repris les activités.

(Organisation européenne de recherches spatiales), dont PESA a repris les activités.

• CROIX-ROUGE. — Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.E.), réuni en assemblée plénière au mois d'août, o nommé M. Alexandre Hay, actuellement vice-président de la direction générale le la Banque nationale suisse, au poste de président, en remplacement du docteur Eric Martin. M. Hay entrera en fonctions le 1º juillet 1976. D'autre part, le mandat de M. Roger Gallopin au poste de président du conseil exécutif du C.I.C.R. a été prolongé jusqu'd la fin de 1976.

— Le 3 juillet, le C.I.O.R. a demandé aux sociétés nationales de la Croix-Rouga de soutenir matériellement son action d'assistance en Angola; l'appel portait sur une somme de 2 millions de francs suisses. Devant l'aggravation de la situation, deux équipes médico-chirurgicales our rejoint au début du mois d'août l'équipe déjd en place dans ce pays depuis le 10 juillet. Au 31 juillet, le C.I.C.R. avait arganisé dix-huit opérations d'assistance (journiture de nourriture et de médicaments) en faveur de treixe mille cinq cents enfants.

— Le C.I.C.R. a ouvert au début du mois de juillet à Buenos-Aires une délégation régionale pour les pays du Côme sud : Argentine. Brésit, Pursquag et Uruguag. Le C.I.C.R. rappelle qu'il maintient pour l'unstant sa délégation au Chili (ouverte en septembre 1973) en raison de l'importance des activités qu'il déploie dans ce pays.

• COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS RUPOPEENNES. — Le Comité inter-

e COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPEENNES. — La Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) estime à huit mille le nombre des réfugiés d'indochine qui ont été transportés par ses services du 25 avril au 3 avêt vers seize pays de réinstallation, dont quatre mille aux Etats-Unix et deux mille cent en France. Quatre mille personnes devaient être transportées avec son aide au mois d'avait.

Organisation de l'unité africaine

Douzième « sommet » de Kampala T ES trayaux du douzième « sommet » de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), qui a réuni à Kampala (Ouganda) du 28 juillet au 1 « août quarante-six chefs d'État et de gouvernement des pays membres, ont été principalement consacrés à la situation en Afrique du Sud et en Angola et aux prohlèmes du Proche-Orient. Le « sommet » (qui fut suspendu quelques heures à l'aumonce du coup d'Etat au Nigéria) avait étu à se présidence le maréchal amin Dada, président de l'Ouganda, pour la durée de la session. Trois pays membres, la Tanzanie, la Zamble et le Botswana, n'ont pas pris part à la réunion en raison du différend qui les oppose au chef de l'Etat ougandais à propos de l'Afrique du Sud.
Sur cette question, le « sommet » a adopté une résolution indiquant que les pays africains pourrout continuer à avoir des contacts avec la Rhodésie et avec l'Afrique du Sud « pour conquert l'indépendance par des moyens pacifiques », mais leur demandant également Douzième « sommet » de Kampala

fiques », mais leur demandant également d'intensifier leurs préparatifs pour un affrontement armé: l'examen d'un texte déclarant le gouvernement sud-africain illégal a été reporté à la prochaîne réunion des ministres des affaires étrangères de l'O.U.A. en février

1976.

A propos de la situation en Angola, l'O.U.A.

a décidé de charger une commission de conciliation d'étudier la possibilité de création d'une
force de maintien de la paix et de transmettre
ses conclusions à la commission de défense de
l'Organisation. En même temps, un appel au
cessez-le-feu a été lancé aux trois mouvements

Corganisation. En même temps, un appel au cessez-le-feu a été lancé aux trois mouvements de libération angolais.

Après de longs débats, le « sommet » n'a pas suivi, à la demande notamment de l'Egypte, la ligne dure des pays arabes qui réclamaient le vote d'une motion demandant l'expulsion d'Israél des Nations unies (un texte proposant une simple suspension a même été rejeté); l'O.U.A. a cependant invité les pays membres à accroître leur pression sur Israél à l'intérieur du système des Nations unies, « y compris fusqu'à la perte de la qualité de membre de l'ONU ».

La conférence des chefs d'Etat s'est également préoccupée des chefs d'Etat s'est également préoccupée de la ecopération entre l'Afrique et les pays arabes (le renforcement des liens économiques et politiques entre l'O.U.A. et la Ligue des Etats arabes a été envisagé, dans la perspective d'une rencontre « au sommet ») et de l'assistance à apporter à la République des Comores.

Enfin la réunion a été l'occasion pour le général Téféri Bante, chef de l'Etat éthiopien, d'annoucer que son gouvernement reconnaissait le droit à l'autodétermination de la population

general Teferi Bante, cher de l'asat ethiopien, d'annoucer que son gouvernement reconnaissait le droit à l'autodétermination de la population du Territoire français des Afars et des Issas (T.F.A.I.) et qu'il ne considérerait pas l'indépendance de Difboutt comme une menace pour les intérêts éthiopiens si cette solution était choisie par la population.

Organisation des Etats américains

Levée des sanctions contre Cuba et révision du traité interaméricain d'assistance réciproque

I assistance reciproque

Es vingt et un pays membres de l'OrganiL sation des Etats américains (O.E.A.) signataires du traité interaméricain d'assistance
réciproque (TIAR) se sont réunis à San-Josède-Costa-Rica du 16 au 29 juillet pour réviser
les clauses de cet accord de défense liant depuis
1947 les pays latino-américains aux Etats-Unis.
En même temps, il s'agissait de s'entendre sur
une formule de procédure qui rende possible la
levée des sanctions contre Cuba.

En rote acquis le 25 juillet à une large

levée des sanctions contre Cuba.

Un vote acquis le 25 juillet à une large majorité devait d'abord permettre l'adoption du protocole des réformes du TIAR. Puis le 29 juillet les vingt et une délégations décidaient, dans une résolution adoptée par saise voix contre trois (Chili, Paraguay, Urnguay) et avec deux abstentions (Brésil et Nicaragua), de laisser chaque pays membre libre de renouer ses relations avec Cuba. Les sanctions prononcées contre Cuba en 1984 étaleot ainsi définitivement levées. Toutefois cette décision ne modifie pas l'état des rapports entre Cuba et rolla d'une part, entre Cuba et ses voisins du continent d'autre part. En effet, le vote du

29 juillet n'ouvre pas à Cuba les portes de l'Organisation américaine (l'expulsion décrétée en 1964 demeure en vigueur); il n'implique pas une levée des sanctions proprement dites, pas plus qu'il ne met fin aux charges d'inter-vention et de subversion retenues coutre le régime cartricte. régime castriste.

Cependant les dispositions du TIAR qui avaient permis de condamner le régime cas-triste ont été profondément modifiées :

La levée de sanctions contre un Etat membre n'exigera plus désormais un vote à la majorité des deux tiers des signataires, disposition qui avait fait échouer, en novembre demier, la réunion de Quito. Le principe du pluralisme idéologique, qui fait son entrée dans le système interaméricain, consacre le droit de chaque pays de se donner les structures politiques et economiques qu'il considére les mieux adaptées à ses intérête partionaux Entire il est laissé à à ses intérêts nationaux. Enfin, il est laissé à chaque membre la liberté de conduire ou de normaliser ses relations avec le regime castriste comme il l'entend.

Deux amendements nent principalement la notion d'agression et la délimitation de la zone de sécurité. Sur le premier point, une distinction est désormais établie entre les agressions intra et extra-continentales; quant à la zone de sécurité, elle continentales; quant a la zone de securité, elle inclut désormais le Canada — ce qui a été jugé par certaines délégations comme un nouveau risque pour les États membres de l'O.E.A. En revanche, une proposition peruvienne visant à limiter aux cas d'agression extérieure l'obligation d'assistance militaire dans les pays membres a été repoussée par 3 voix contre d'avec 18 electrique. contre 0, avec 18 abstentions.

Autre modification, à l'initiative du Mexique et du Pérou et en dépit de l'opposition de Washington: les pays membres ont désormais le droit de saisir de leurs différends le Conseil de sécurité de l'ONU.

Enfin un article affirmant l'importance de la sécurité économique a été adopté par 20 voix contre 1 (Etats-Unis) : ce principe doit faire l'objet d'un traité séparé dont l'élaboration devra être conflée à une commission désignée par l'O.E.A.

On notera encore qu'au chapitre des relations entre les Etats, l'Argentine et le Guatemala se sont opposés à ce que les îles Malvines et Belize soient définies dans la cartographie du TIAR

comme des territoires en litige.
D'après la procédure de ratification, le nouveau traité n'entrera en vigueur que dans un délai de deux ans, après ratification par les deux tiers au moins des États membres de

LES PRONTIERES MARITIMES DE LA BOLIVIE LES FRONTIERES MARITIMES DE LA BOLIVIE.

— Au cours d'une séance extraordinaire, le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains, qui rendait hommage à la Bolivie à l'orcasion du cent cinquantième anniversaire de son indépendance, a exprimé sa préoccupation pour l'isolement péographique de ce pays, et a rappelé le désir de laus ses membres de l'ader dans la recherche d'une solution dans le respect des principes du droit international et, notamment, de ceux de la charte de l'Organisation nuation
Dans sa réponse, le représentant de la Bolivie a rappelé le t droit inaliénable » de son pays aux frontières marilimes.

OTAN

Bases militaires en Turquie : une session d'urgence du conseil

session d'urgence du conseil

L'Atlantique nord (OTAN) s'est réuni le
29 juillet en session d'urgence, pour prendre
connaissance des récentes mesures du gouvernement turc à l'égard des bases américaines installées sur son territoire. Le représentant permanent de la Turquie a annoncé que la prise de
contrôle décidée par les autorités turques
concernait les seules bases occupées par les
les stats-Unis au titre des accords bilatéraux de
1963 et n'alicotait pas les bases intégrées dans
le système de l'OTAN; il a précisé que le système Nadge (qui assure la défense aérienne de
l'alliance) n'était pas en cause et que la base
aérienne Inicirile, qui a le double statut d'installation de l'OTAN et des Etats-Unis, pourrait
continuer à assurer ses missions au service de
l'OTAN. Seules les vingt-quatre bases, administrées jusqu'à présent par l'armée américaine, trées jusqu'à présent par l'armée américaine, devront suspendre leurs activités. Le représen-tant turc a souligné qu'un nouvel arrangement avec les Etats-Unis permette la réactivation des









C. Tiandi

22 Ball 1 to 2 to 1 to 1 to 5 p Schamplanest police schalben, 16t & 100pl

white more were some and and the same services

of Notice and the second secon

Dit to develop and in turbure speck State Principles and American

A 1985 Walted St. 5 o a national spine and a few states

The property of the party of th

State (Jenes 412 181117) Bepferfenbenbugten in were many product the it will be the the same worker theme.

Section 1994

And the American

The State State of Party

to to any

Steel Brown State States

The same of the same

و (**«المودد»** و الماد

Richard Contract Cont

A least project to be an

Committee of the commit

200

YOUGOSLAVIE

Autogestion

et continuité

révolutionnaire

Par JOVAN DJORDJEVIC *

OUTE appréciation aur le développement

socio-politique qu'e connu le société you-goslave issue de la révolution doit prandre

en considération sa durée, assortie de la lutte

pour préserver la continuité révolutionnaire.

C'est cet élément temporel, cette durée, qui

sont le marque distinctive de le révolution

Sur le plan de l'évolution constitutionnelle,

cele se confirme si l'on songe que toutes les

modifications survenues postérieurement eux déclalons de l'AVNOJ (1) reprennent, élar-gissent et heussent eu plus haut niveau les principes et les aspiralions à des changements

Deux changements essentiels onl contribué à l'epplication effective de ce projet révolution-neire de lendence socialiste. Le premier inté-

resse le détenieur de le conscience politique et tout ce qui le ceractérise ; le second e tendu

à établir des rapports nouveaux entre les peuples et les nationalités en Yougoslavie, et

c'est ce qu'exprime parfaitement le moi d'ordre célèbre de Tito relatit à « le traternité et l'unité ». Le tituleire du pouvoir est le peuple,

ouvrière, les groupes de travailleurs et tous les

autres groupes attirés par le socialisme. Les modalités salon lesquelles se déroulaient les

l'Etat ont préfiguré, pour le premièrs foia dans

l'histoirs de ce pays, un système politique

fondé sur l'égelité en droit des peuples, des

relations de caractère fédèratif s'instituant entre

leurs formatione étatiques respectives (les répu-

• Membre de l'Académie des sciences de la République de Sarble, professeur-associé à l'uni-versité de Paris I, directeur de département de

socialiste en Yougoslavie.

radicaux de l' « ancien régime ».

ES le début de la nouvelle organisation politique le système de pouvoir, incamé dans une etructure en forme de conseils, offrait un fondament politique propice oux idées nouvelles, c'est-à-dirs un fondament de classe.

biliques). Ces modifications sont posées et décrites dans les textes de toutes les Consti-

Au cours do le périodo d'application des premiers textes constitutionnels, on a vu se dessiner certains phénomènes et certaines ten-dances qui, uno tois dégagés et théorisée, ont courir uno nouvella étape dans le volo de l'évolution socio-politique, économique et cons-titutionnelle du pays. Le premier de ces phéno-mènes o été décelé dans toutes les révolutions et e marqué également la première révolution socialists; les révolutionnelres les plus lucides de l'époque moderno (et aurtout Lénine) ont vu de l'epoque moderno (et surrout L'enine) ofit vu en lui un danger pour le socialisme : c'est le risque représenté non seulement par l'appa-rition d'une nouvelle couche socio-politique do dirigeants, que Lénine devait après Marx désigner sous le nom de bureaucrates, mais eussi par lo bureaucratisation de l'organisation même du nouveau pouvoir, sinsi que des rapports politiques et socieux en général. La rigueur scientifique impose d'apprécier correctement ce phénomène et le rôle joué par lo bureaucrelle durant cette période, en les envisageant comme une nécessité historique, sans que l'on puisse en récuser les effets bénéfiques au niveau du processus do le nationalisation et de le consolidation du système de pouvoir populaire fondé sur le propriété des moyens de production, qui e d'ebord pris le forme d'une propriété étatisée ou d'une propriété

Les changements eccio-politiques définis par le loi constitutionnelle de 1953 et par la Constitution de 1963 ne doivent pas être considérés uniquement comme le conséquence d'uno eppréciation toute théorique et de la perception du danger représenté par le bureaucratisation et le bureaucratie. Il faut y voir des suites Inévitables de le continuité de le révolution socieliste et de le concrétisadon historique du projet socialiste tel que l'e imaginé le nément, tant sur le plan théorique qu'au niveau expérimental, que le socialisme ne se confond pas avec l'étatisadon des moyens de production, evec l' « économie planifiée » eutoritaire, ni en général avec l'attitude autoritaire de l'epparell politique et étatique vis-à-vis do la sociélé, quand blen même cet apparell serait issu de le révolution et demeurerail attaché à ses ecquis et fidèle à ses objectifs.

E sont de telles prises de conscience qui ont guidé le révolution en Yougoslevie et qui ont conduit à s'interroger sur les rapports entre l'organisation du pouvoir et les masses, notamment en ce qui concerne la structure des repports de production. C'est dans ce laps de temps qu'ont été posés de façon touchant au « dépérissement de l'Etat » ou rela-Ille encore à le valeur des concepts de liberté nationale, de liberté de l'homme, d'égailté et de dignité humaine. La solution qui e éti progressivement epportée à tous ces problèmes tiant dens le passage de la propriété d'Etat sur les moyens de production à la propriété sociale, et se ramène è l'autogestion des producteurs, Introdulte d'abord dans l'économie et ensuite su sein de toutes les eutres organisations sociales : des communes jusqu'eux établisse-

La Constitution actuallement en vigueur va oncore un peu au-delà et élargit ce concept

P. 8:

autogestionnaire, qui n'a jamais été uniquement économique. En dégageant le République du centralisme et de l'unitarisme, elle établit non pas equisment un Etat fédéral, mais encore une communauté fédérative de peuples et de nationalités, una communauté autogestionnaire dont le classe ouvrière, en association evec les autres groupes de travallleurs agissants, assumo l'intégratico, de même qu'elle y joue un rôle déterminant au niveau de la décision politique. Dans cette Constitution, le fédéralisme no se présente pas comme un mécanismo étatique qui serait prépondérant dans les rapports mutuele entre le tédératico et les entités ports mutuele entre le teneranco et les attates fédérées, mais il apparaît plutôt comme une structure socio-politique où ceux qui décident fondamentalement à tous les niveaux sont les peuples, les netionalités, les travailleurs et les citoyens, solidaires et égaux. Sans le tédéra-lisme l'outogestion n'e qu'imo signification fonctionalités, sens l'eutre principe le tédérafonctionnelle, et sans l'autogestion le fédéra-lisme devient quelque chose de purement mécanique et figé. Cette forme de fédéralisme à la fois participatif et coopératif constitue une nouvello contributico à lo théorie et à le pratique de la société et de l'Etat contem-porains dans la recherche de nouveiles etruc-

ES postuleia de la nouvella Constitution établissent — à le place et en partie à côté de l'Etat politiquo, qui demeure cependant, eous peine de verser dans l'utopie - le système socio-politique autogestionnair unique. A cet égard, et dans la mesurs où ella fixe la nouvelle structure des institutions polidques essentielles, et notamment des Assem-blées, la Constitution e'efforce do dépasser la notion et le processus de le simple « représen-tation » en ce qui concerne les rapports entre les organisations, le classe ouvrière et les masses en général en s'attachant à un principe rarement appliqué, mais qui est un impratif majeur du démocratisme révolutionnaire : à savoir le principe de la délégation, complété par un vaste éventail de libertés et do droits

La Constitution de 1974 ouvre aussi une nouvelle phase historique dans le façon d'appréhender et de poursulvre l'accompilssement de le société socialiste, concue comme uno société do peuples, de nationalités, de travailleurs et de citoyens égaux en droits. Cette société correspond eu fond à l'idée formulée par Marx à propos du socialisme déjà développé et qu'il identifiait avec une communauté «où les producteurs émancipés» disposent de le force et des moyens de résultats de leur travell et de leur vie en commun ». Le projet de socialisme autogestionnairs et humain est eujourd'hui institudonnalisé, et il se réalise graduellement, Les masses cont invitées à fairs de ce système un organisme vivant et ouvert dans lequel les peuples et les hommes seroni entin en mesure non seulement d'accomplir leurs idéaux historiques et spéci-tiquement humains, mals eussi de sadsfaire leurs déelrs et leurs besoins communs.

Le moteur de cette continuité socio-politique dans la vole de le concrétisation et de la socialieation accrues du concept autogestionnaira a Internationaliste, dont le garante et le force dirigeante est son avant-gerde, fondée sur l'enseignement marxiste et forte de son sens de l'action et de l'autocritique.

E qui passe souvent pour être une « expérience specifiquement yougoslave . apparaît eujourd'hui comme une notion et une application particulières du système sociopolitique autogéré, dans lequel Il faut voir eutre chose qu'une simple techniquo de gestion. Voici quels sont les fondements essentiele de cette predque autogestionnaire :

a) Le système politique autogestionnaire est le forme politique de le société socialiste, il est indissociable d'une telle structure sociale, fondée sur la propriété sociale des moyens de production, facilitant le dépérissement des rapports hiérarchiques eu sain des entreprises, ainsi que de l'aliénation du travail et des résuitats du labeur :

b) Au sein du système autogestionnaire, on assiste à une mutation ou, on tout cas, à une limitation des rapports de dominadon, celle-ci étant entenduo comme le gouvernement des hommes par d'autres hommes. La domination n'est plus désormals la rapport socio-politique iondamental, ainsi que cele e été le cas à travers toute l'histoire, do sorte que l'organiestion politique autogestionnaire de la esciété se présente comme un système politique à part

Tout système do domination est fondé sur la situation inégalo des hommes au sein des repporte de production, en raison des rapportes non seulement hiérarchiques, mels encore d'allénation et d'exploitation; ou, plutôt, la base de cette domination se reflète dans lo cerso-tère alléné du pouvoir exercé par l'homme sur lui-même, notamment du fait de l'expropriation l'autogestion se présente comme un nouveau rapport do production, comme le premier acte du dépassement de le domination, puisqu'elle consiste par essence à passer do le domination, conque comme un système de rapports hiérarchiques et inégaux, à un système de travail associé et d'égalité en droits entre les hommes, au cein du processus de gestion des conditions, des moyens et des produits de

NTRE le structure sociale socialiste en puissance et le système politique, il n'existe pas de déterminisme à sens unique; le rapport de production « autogestionnaîre - no produit pas automatiquement, et de lui-même, des rapports politiques caractérisés par la liberté et l'égalité des droits. La rapport un rapport socio-sconomique et un rapport de nature politique. Entre ces deux oiveaux complexe, le rapport est de type dialectique, c'est-à-dire qu'il existe aussi entre eux une certaine complémentarité, un rapport de sup-pléance, d'influence et de détermination réciproques. La dialectique n'est pas unique l'«opposidon des contradictions».

La pratique autogesticonaire suppose en définitive une ectivité consciente et sciendifiquement orientée de la part des masses; une révolution culturalle et morale; une maîtrise des hommes eur leur environnement et eur eux-mêmes et une pensée autogestionnaire, c'est-à-dirs dégegée des déterminismes eim-plistes, du volonterisme élitiste et du dogma-

'AUTOGESTION n'est pas un dogme ou un « Deus ex machina »; elle est eulette à la cridque de la prestique et de la pensée. Elle se critique alle-même en se réalisani à travers des contradictions dont n'est libérée aucune structurs sociale, et, partant, celle de pas justifié de dire que le débat sur l'autogestion est « purement » théorique, car il exprime la réalité sociale en transformation et donc préfigure notre avenir à tous. C'est pourquoi l'expérience yougoslave n'est ni un cas Isolé et particuller, ni un modèle à imiter. Elle se connaîtrait mieux par le pensée et l'œuvre

(1) Le Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie, premier corps révolutionnaire représentatif du peuple armé, qui s'est constitué en novembre 1943 et dont les décisions out jeté les bases de la nouvelle structure des les passes de la nouvelle structure des la nouvelle structure de la nouvelle st

Dans ce numéro:

P. 2 et 3:

LES ALLIANCES AMERICAINES EN ASIE: Le bassin du Pacifique, enjeu économique et plate-forme d'une nouvelle stratégie, par Michael T. Klare.

P. 4:

La nouvelle course eux armements stratégiques dans l'océan Indien, par Mohan

Correspondance.

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

à usage professionnel

Langues et Affzires, organisation moderne d'enseignement à distance, riche de plus de vinçt années d'expérience dans le domaine linguistique, a mis au point des cours de langues étrangères (anglas, allemand, Italien, espagnol) spécialement conçen pour one otilisation professionnelle (langue do commerce et des affaires, langue économique et contemporaine).

Quels que soient le rythme de vos activités et votre leu de fésidence, vous pouves suivre ces enseignements saus changér eo rien vos occupations quotidiennes. Ils constituent, de plus, des préparations efficaces aux diplômes des chambres de commerce étrangères, de l'université de Cambridge (Lower et Proficiency), au B.T.S. de traducteur commercial, etc...

Nombreuses utilisations dans commerce et échanges internationaux, compagnies sériennes et maritimes, tourisme, administrations, banques, commerce international, secrétariat multilingue, tradoction, interprétation, hôtesses, etc.

Méthodes à udio-visuelles tous niveaux (y compris débutants). Département Formatio o Frofessionnelle Continue, Service Orientation. Doc. grat, n° 1472 à Langues et Affaires (organisme privé), 35, rue Collorgé, 92303 Paris-Levallois.

Téléphone : 270-81-88.

P. 5:

Fin do l'article de Virgilio Delemos sur le Portugal.

LES OBSTACLES AU DEVELOPPE-P. 6 et 7: MENT : Détérioration des termes de l'échango et « désaccumulation » du capital, par Frédéric-F. Clairmonte; L'OPEP face à la confiscation de la nouvelle rente pétrolière, par Georges

Disparitions sans mystères au Chili, par

Jose Maria Bulnes Aldunate.

Recherches universitaires sur les relations internationales: la fin d'un monopole, par Charles Zorgbibe.

P. 9 à 14 : UNE ARME POLITIQUE DE CHOC : L'ALIMENTATION : Industrialisation de la production et impérialisme, par Pierre Coulomb et Henri Nallet : Monnaies flottantes et Marché commun: une logique mondiale, par Hèlène Delorme : La volonté de puissance des États-Unis et ses limites, par Albert Chominot: Une instabilité • normale • du marché international, J.-P. Chabert. M. Marlole et P. Spitz : Protectionnisme. colonialisme et investissements industriels en France au début du siècle, par Michel Gervais: La C.I.A. et l'arme alimentaire, par Joseph Collins: Quand les multinationales font du « ranching », par Jose S. da Veiga: Le paysan dans les pays capitalistes développés, par

Claude Servolin : « Agribusiness » et modifications elimatiques, par James

P. 15:

Fin de l'article de Cl. Delachet et E. Guillon: le nouveau Sud-Vietnam

P. 16 et 17:

LE NOUVEAU PARI ECONOMIQUE DU JAPON, par Philippe Pons,

Elections législatives et nouveaux gou-

P. 18 et 19: Libre circulation de l'information et domination mondiale, par Herbert L Schiller.

Dans les revues...

Jean Elleinstein, le « phénomène stalinien » et les limites de l'orthodoxie, par

P. 20 à 23 : CUBA : LA CONSOLIDATION, reportage de Bernard Cassen.

P. 24:

Les livres du mois.

P. 25 à 27:

L'ectivité des organisations internetio-

Septembre 1975

IJ, 3545 c ment Poris directe

مكدامن رلامل

1

 $\mathbf{P}^{!}$ serr 75 resp 5513 "čg: prése Cun: tion : n: :"u